

*A la mémoire de mon ami, le Docteur
Rouben Ter-Davtian.*

L'ARMÉNIE, L'AZERBAÏDJAN
ET LA GÉORGIE

de l'indépendance
à l'instauration du pouvoir soviétique
(1917-1923)

SERGE AFANASYAN

L'ARMÉNIE, L'AZERBAÏDJAN
ET LA GÉORGIE

de l'indépendance
à l'instauration du pouvoir soviétique
(1917-1923)

Éditions L'Harmattan
7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris

ABRÉVIATIONS

A.C.P.	—	ARCHIVES centrales du parti.
A.M.A.E.F.	—	Archives du ministère français des Affaires étrangères.
(b)	—	bolchevik.
C.C.	—	Comité central.
C.P.O.	—	Congrès des peuples de l'Orient.
C.R.	—	Compte rendu.
G.A.N.T.	—	Grande Assemblée Nationale de Turquie.
G.P.	—	Gouvernement provisoire.
I.C.	—	Internationale Communiste.
I.M.L.	—	Institut Marx-Lénine.
K.D.	—	Constitutionnel-démocrate.
O.C.	—	Œuvres choisies.
P.C.A.	—	Parti communiste arménien.
P.C.G.	—	Parti communiste géorgien.
P.C.R.	—	Parti communiste russe.
P.O.S.D.R.	—	Parti ouvrier social-démocrate russe.
S.D.	—	Social-démocrate.
S.D.N.	—	Société des Nations.
S.R.	—	Social-révolutionnaire.

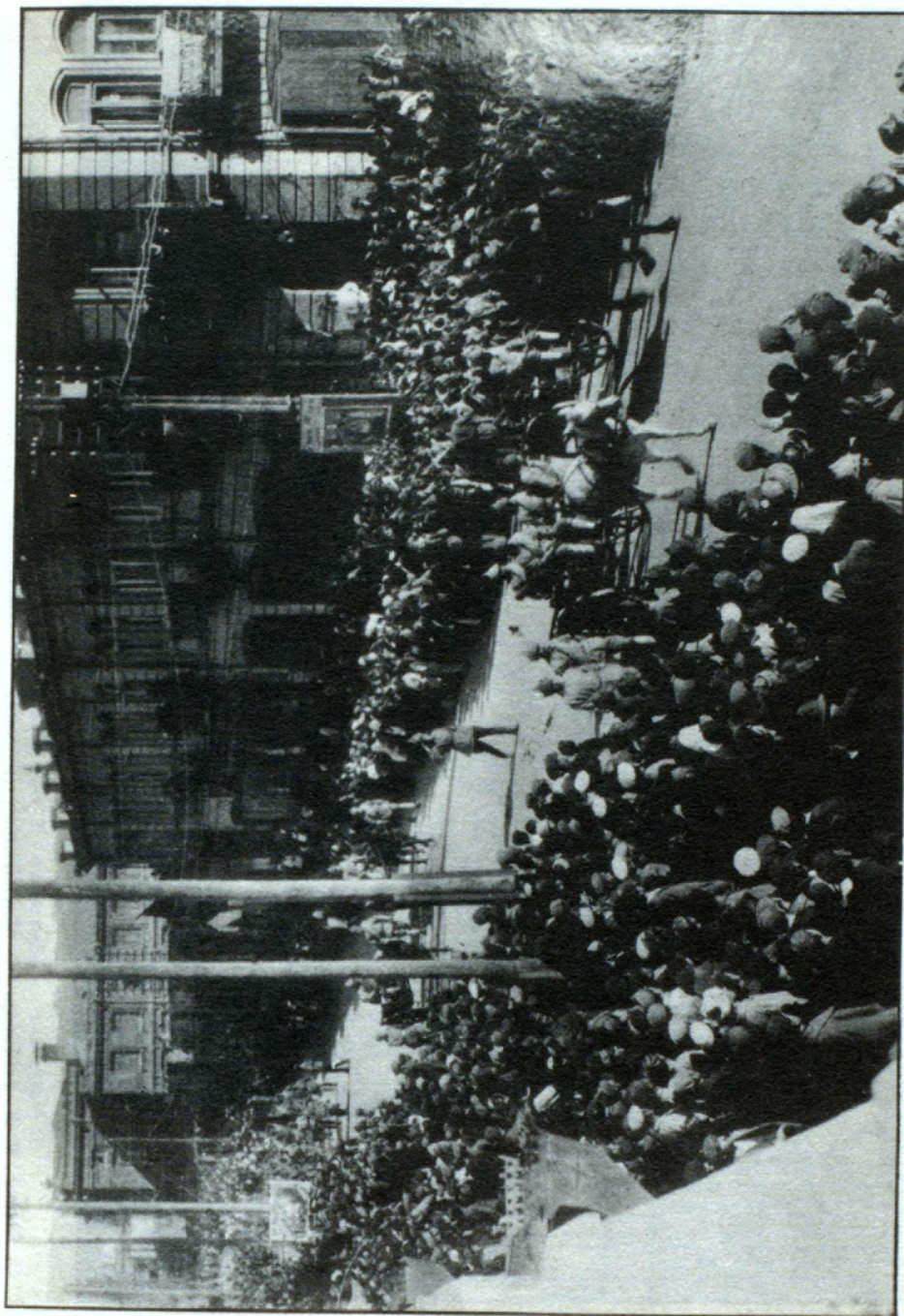
NOTES SUR LE TEXTE

- Avant le 1^{er} janvier 1918, le calendrier julien en vigueur en Russie était en retard de treize jours sur le calendrier grégorien suivi en Occident, d'où certaines confusions possibles dans les dates citées dans le texte.
- Chaque nom d'auteur est suivi d'un numéro correspondant au titre complet figurant dans la bibliographie.
- Toutes les citations soulignées dans le texte le sont par nous.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	13
Introduction	17
1. « La grande révolution d'Octobre » et le Caucase	25
Le commissariat de la Transcaucasie	29
La situation à Bakou	41
L'agression turque	44
La commune de Bakou	50
La conférence de Batoum	53
2. L'indépendance des républiques transcaucasiennes (mai 1918)	56
La première année des Républiques	73
Espérances et désespérances	81
Le rapprochement turco-soviétique	88
San Remo et la politique turque des Alliés	97
3. De l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviéti- que	104
L'Azerbaïdjan soviétique	104
L'insurrection de mai 1920 en Arménie	110
Le Congrès des peuples de l'Orient à Bakou	119
La guerre arméno-turque	136
L'instauration du pouvoir soviétique en Arménie	148
Le Caucase, l'Entente et les kémalistes	162
Les Conférences de Londres et de Moscou	176
L'instauration du pouvoir soviétique en Géorgie	181
Entre la faucille et le croissant	189

4. La fédération des R.S.S. de Transcaucasie et son entrée dans l'U.R.S.S.	211
La formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques	226
Le 1 ^{er} Congrès des Soviets de Transcaucasie	230
La proclamation de l'U.R.S.S.	231
 Conclusion	 243
Bibliographie	249
Index	259



L'entrée des Troupes rouges à Erevan (décembre 1920)

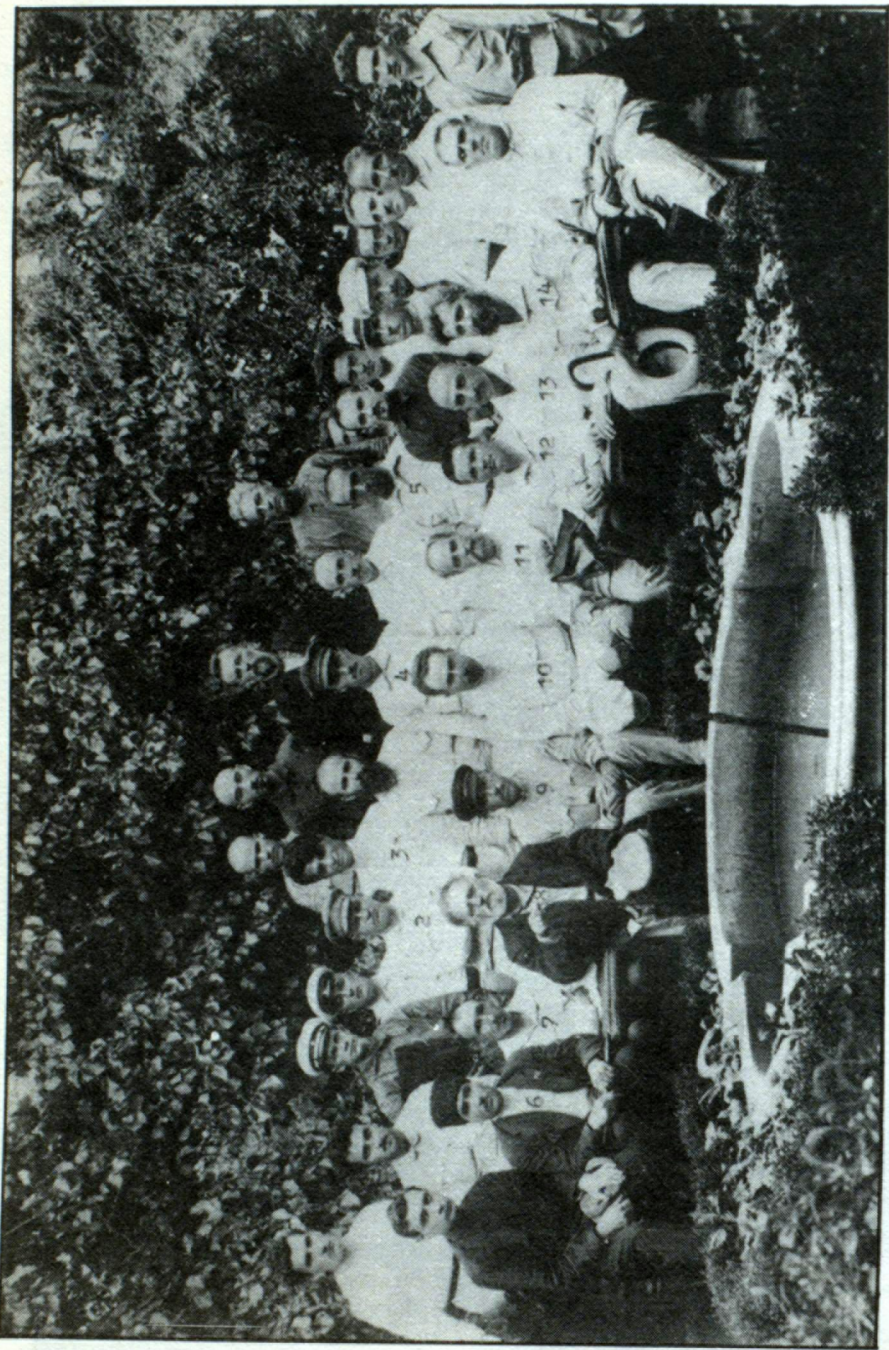
Avant-propos

Trois pays du Caucase, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, après avoir retrouvé une brève période d'indépendance (1918-1921), sont devenus, il y a soixante ans, des républiques soviétiques. Pourtant, ce fait historique n'a encore jamais été relaté d'une manière exhaustive. Comblent entièrement cette lacune s'avère malaisé étant donné l'impossibilité d'accéder actuellement à toutes les archives russes et turques ; c'est pourquoi nous avons dû nous contenter d'autres sources — dont certaines disponibles depuis peu — pour étudier les événements qui ont conduit à l'instauration du pouvoir soviétique au Caucase. De la confrontation de ces sources, à travers leurs ambiguïtés, nous espérons, nous gardant de tout préjugé, faire jaillir quelque lumière.

Le passage des républiques transcaucasiennes de l'état de relative indépendance (occupation germano-turque, puis britannique) acquise après l'effondrement de l'empire russe, à l'état d'indépendance encore plus relative dans le cadre d'une reconstitution de cet empire devenu soviétique, se fait en trois étapes : de la Révolution d'octobre à la proclamation de l'indépendance (1917-1918) ; de l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique (1918-1921) ; enfin la création de la fédération transcaucasienne et son entrée dans l'Union des républiques socialistes soviétiques (1921-1923).

L'historiographie soviétique a consacré aux événements qui ont dominé la vie politique du Caucase pendant les années 1917-1923 plus d'une centaine d'ouvrages et de nombreux textes parus dans les revues spécialisées publiées pendant la période post-stalinienne qui suivit le XX^e Congrès du P.C.U.S. en 1956, période qui fut caractérisée par une évolution relativement libérale. Cette littérature historique insiste sur les bienfaits de la Révolution d'octobre pour les peuples du Caucase, sur la contribution des bolcheviks autochtones à la lutte pour l'établissement du pouvoir soviétique dans la région (1) et sur le caractère impérialiste de

(1) Cf. Aghayan (97), Ibrahimov (120), Khatchapouridze (130).



1. Karæev ; 2. Miasnikain ; 3. A. Houbanessian ; 4. L. Mirzoyan ; 5. Loukacbine ; 6. Efendiev ; 7. Karaev ; 8. M. Tékhataya ; 9. Mousabekov ; 10. Eliava ; 11. Makbaradzé ; 12. Kirov ; 13. Ordjonikidzé (décembre 1922)

l'intervention étrangère en Transcaucasie (2), sans laquelle d'ailleurs les républiques « bourgeoises » transcausiennes n'auraient pas été viables. C'est dans les années 1928 et 1929, à la veille de l'époque stalinienne, qu'a paru l'ouvrage de l'historien arménien soviétique Bagrat Borian (3) ; jugé aujourd'hui subversif, il laisse néanmoins percer certains aspects de la politique russe à l'égard de l'Arménie.

C'est dans les ouvrages plus instructifs, qui font état de documents précautionneusement tirés des archives mais ignorent de nombreux faits probablement compromettants, que des initiés peuvent décrypter des textes susceptibles d'éclairer une lecture avertie (4). La publication, à partir de 1957, de documents concernant la politique étrangère de l'U.R.S.S. est particulièrement intéressante (5).

Le témoignage des auteurs étrangers est en général sommaire. En outre, ce qui n'est pas étonnant, les historiens soviétiques — M.A. Mahomedov, G.A. Galoyan, M.V. Merkviladzé, S.A. Kouznetsova, etc. — accusent leurs collègues des pays capitalistes de partialité dans leur jugement sur les diverses phases de la politique soviétique au Caucase.

C'est ainsi qu'on reproche à l'historien américain Richard Pipes de soutenir que les peuples allogènes de Russie ne suivaient pas les bolcheviks, qu'ils leur préféreraient les partis libéraux, et que l'influence bolchevique sur les masses musulmanes a été trop limitée, notamment à Bakou, à Kazan, etc. (6). On reproche à Richard Conquest de prétendre qu'en général la politique nationale du parti bolchevik était dirigée par des individus plus soucieux d'exécuter les directives du centre que de défendre les intérêts locaux (7) ; à Mary Matossian d'évoquer le fait qu'en Transcaucasie les liens ethniques étaient plus forts que la conscience de classe ou les idéologies politiques, et que l'instinct de conservation ferait accepter aux populations de cette région n'importe quel régime pourvu que celui-ci assure leur existence nationale (8).

(2) Cf. Enoukidzé (114), Galoyan (116), Kadichev (128), Tokarjevsky (149).

(3) *L'Arménie, la diplomatie internationale et la R.S.S.R.* (106).

(4) Œuvres collégiales de l'Académie des Sciences, cf. bibliogr. : 104, 105, 152.

(5) *Dokumenty Vnechnéi politiki S.S.S.R.* (113).

(6) *The Formation of the Soviet Union* (21), p. 156.

(7) *The Soviet Nationality Policy in practice* (4), pp. 33-47.

(8) *The American Historical Review*, vol. 79/3, 1974, p. 825.

Tous arguments bien entendu contraires à la thèse soviétique soutenant l'existence de conditions subjectives et objectives pour la victoire de la révolution communiste.

Parmi les livres parus à l'étranger et dont les auteurs ont parfois joué les premiers rôles dans la période d'indépendance des républiques caucasiennes, on peut citer H. Bammate, Firuz Kazemzadeh, Z. Avalov (Avalachvili), N. Jordania, Rouben (Ter-Minassian), S. Vratsian, etc. (9). Les écrits de ces émigrés politiques, bien qu'apologétiques, présentent un intérêt certain. L'ouvrage monumental de l'historien américain Richard G. Hovannisian (10) consacré à la première année de l'indépendance de l'Arménie, et accessoirement à la Géorgie et à l'Azerbaïdjan tant les événements concernant les trois pays sont étroitement imbriqués, mérite une mention spéciale pour sa circonspection et la richesse de sa documentation.

L'historiographie turque, tout en passant sous silence certains faits importants, en présente d'autres très intéressants, parfois amplifiés, en relation avec le mouvement kémaliste et les rapports turco-soviétiques ; c'est le cas entre autres des mémoires de guerre de Kiazim Karabekir (11) et des récits d'Ali Fuat pacha (12).

D'autre part, la documentation disponible dans les archives du ministère français des Affaires étrangères permet d'introduire des données susceptibles de corriger ou de compléter certaines thèses présentées sous un angle partial. Il s'agit notamment des rapports et des mémoires des missions militaires étrangères au Caucase et en Europe de 1917 à 1921, des relations russo-turques et de la politique extérieure de la Turquie de 1918 à 1923. Tous ces dossiers contiennent de nombreuses citations de la presse locale et étrangère relatives aux événements de cette époque, ainsi que des textes dus aux économistes ou chargés de missions, dont l'optique exige d'ailleurs un examen critique. Outre les sources indiquées ci-dessus, la documentation que nous avons trouvée dans les

(9) Cf. Bammate (64), Kazemzadeh (13), Avalov (101), Rouben (54), Vratsian (59, 60).

(10) *The Republic of Armenia* (10).

(11) *Notre guerre d'indépendance* (157).

(12) *Mémoires de guerre* (155).

bibliothèques de la documentation internationale contemporaine à Nanterre, de l'École des Sciences Politiques de Paris, de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (Centre russe), à la Bibliothèque Miasnikian à Erevan, et à la Fondation Nourar à Paris, s'est révélée fort utile. Nous remercions pour leur aide toutes les personnes auxquelles nous nous sommes adressé dans ces institutions.

Enfin et surtout, nous tenons à témoigner notre gratitude à Madame Anahide Ter-Minassian, maître-assistant à la Sorbonne, Paris I, qui m'a donné de très utiles conseils, et à Monsieur Pierre Ter-Sarkissian, journaliste, qui m'a apporté un ultime soutien dans la correction et dans la mise au point définitive des textes.

Nous espérons que cette étude, à laquelle plusieurs années ont été consacrées, donnera une image suffisamment complète d'une période brève mais riche en événements de l'histoire des peuples du Caucase.

Introduction

Le Caucase sous les tsars

Situés au carrefour du Proche-Orient et de l'Europe orientale, soumis au cours de son histoire millénaire aux invasions perses sous les dynasties achéménide et sassanide, aux dominations romaine, byzantine et arabe, à celles des Turcs seldjoukides et les Khans mongols, les peuples du Caucase ont néanmoins réussi à conserver leur indépendance pendant des siècles, à préserver leurs cultures, leurs langues et leurs religions. L'apparition des Russes au Caucase septentrional date du début du XVIII^e siècle, sous le règne de Pierre le Grand. Au terme de longues guerres menées contre les Turcs et les Persans qui dominaient la région par intermittence depuis le XVI^e siècle, la Russie finit par occuper la Géorgie (1801-1804). Après la prise d'Erevan en octobre 1827, la Perse céda à la Russie par le traité de Tourkmantchaï (février 1828) l'Arménie orientale et l'Azerbaïdjan du Nord. Seules les tribus musulmanes retranchées dans les montagnes du Daghestan et conduites par l'imam Chamyl résistèrent aux Russes jusqu'en 1859.

L'annexion de la Transcaucasie par la Russie ouvre une ère nouvelle dans l'histoire des peuples de la région. Leur intégration dans le système économique et administratif de l'empire est plutôt bénéfique dans la mesure où il se substitue à une structure féodale et à une économie peu développée tirant ses ressources des produits du sol et de l'artisanat. Cependant, le gouvernement russe, malgré certaines promesses, ne songe nullement à respecter une quelconque autonomie locale. Le pays offrait aux tsars un tremplin commode pour de futures expansions vers les mers ouvertes, ce qui engendra des conflits avec la Turquie, gardienne des

Détroits, et avec les Puissances occidentales, soucieuses de contenir toute progression russe en Orient et en Asie. Pays multi-ethnique, la Transcaucasie compte à la veille de la guerre de 1914, sur une superficie de 180 000 km², 6,7 millions d'habitants, en majorité Arméniens, Azéris (à l'époque on dit encore « Tatares ») et Géorgiens (80 % de l'ensemble) et plus de vingt autres peuples, parmi lesquels des Russes (450 000), des Ossètes (100 000), des Abkhazes (50 000), des Kurdes (30 000), des Grecs, des Allemands, des Juifs, etc.

Gouverné par un vice-roi (*namestnik*) qui réside à Tiflis (l'actuelle Tbilissi), le pays est divisé en provinces dont les limites sont tracées sans tenir aucun compte des réalités ethniques, économiques et religieuses, ce qui provoque des heurts parmi les populations autochtones.

L'essor économique résultant de la mise en valeur des immenses richesses du sous-sol grâce à l'apport des capitaux russes et étrangers provoque un bouleversement des structures socio-économiques et donne naissance à une nouvelle bourgeoisie et à un prolétariat, formés surtout dans les villes où les nouvelles industries se sont implantées après l'achèvement du réseau ferroviaire, notamment à Bakou, Tiflis, Batoum et Alexandropol. L'amélioration des conditions de vie, les possibilités qui s'offrent à la jeunesse de faire des études supérieures dans les universités de l'empire et à l'étranger, contribuent au développement de l'activité sociale et culturelle de la région. Cependant, la classe ouvrière et paysanne n'est pas encore organisée, les idées marxistes ne pénètrent pas dans les milieux ruraux, la nouvelle bourgeoisie, issue du développement industriel et du commerce, apparaît à côté des propriétaires fonciers ; elle est en majorité solidaire du régime tsariste dont dépend sa prospérité, mais la politique répressive de la monarchie à l'égard des peuples allogènes réveille les consciences nationales, et a pour corollaire la création de partis aux tendances politiques diverses, opposés dans l'ensemble au régime autocratique.

La bourgeoisie azérie s'adapte mal aux transformations structurelles. Sa part dans l'exploitation des richesses du pétrole de Bakou est très réduite par rapport à celles des Arméniens et des autres nationalités. L'élite azérie est peu attirée par la culture russe bien que le régime tsariste soit plus tolérant envers les musulmans, considérés comme étant dans

l'ensemble plus imperméables aux idées révolutionnaires que les autres peuples du Caucase. N'ayant jamais fondé un État indépendant, divisés en khanats sous la domination persane, voisins des Arméniens et des Géorgiens dont la civilisation et la religion sont différentes, les Azéris restent solidaires des autres musulmans de l'empire, qui en compte quinze millions en 1900. Après le Manifeste du tsar d'octobre 1905 qui octroie certaines concessions libérales, la bourgeoisie azérie fonde un parti constitutionnel musulman dirigé par les intellectuels Hachim Vezirov, Ahmed Agaev et Ali Mardan bek Toptchibachev. Dans leur organe *Hayat* (La Vie), ceux-ci défendent l'idée de l'autonomie locale et demandent l'arrêt de l'immigration russe. De jeunes intellectuels, Abbas Kazem Zadeh, S.M. Efendiev, H.K. Hadjinski et M.E. Rassoul Zadeh, séduits par les idées socialistes, adhèrent en 1903 à l'organisation ouvrière social-démocrate russe à Bakou, mais s'en séparent une année plus tard pour former le parti S.D. musulman *Hümmet* (Entraide). Lié organiquement au P.O.S.D.R., l'*Hümmet* jouit d'une certaine autonomie au sein du mouvement social-démocrate en raison de sa « spécificité musulmane », autonomie en réalité motivée par le désir de ne pas se fondre dans un parti où prédominent les Russes, les Arméniens et les Géorgiens. En 1905, Nariman Narimanov et Mechadi Azizbekov, membres du P.O.S.D.R., rejoignent le parti *Hümmet*, qui dès lors se consacre à l'éducation des masses musulmanes en majorité analphabètes, participe aux grèves et manifestations antigouvernementales, mais se garde d'attaquer ouvertement le clergé musulman, pourtant reconnu comme étant nettement soumis au pouvoir. En 1907, la répression tsariste s'abat sur les révolutionnaires caucasiens. Narimanov, Efendiev et d'autres sont arrêtés. Rassoul Zadeh se réfugie en Perse, puis se fixe en Turquie où il rencontre d'autres émigrés politiques du Caucase et de Crimée ; tous se rallient au mouvement pantouranien. Revenu à Bakou après l'amnistie accordée par le tsar, Rassoul Zadeh prend la direction du parti libéral-nationaliste *Moussavat* (Égalité) formé en 1912 par les ex-hümmetistes Abbas Kazem Zadeh et Karbali Mikhaïl Zadeh. Ce parti deviendra la force principale du mouvement nationaliste musulman en Transcaucasie (on n'emploiera pas le terme « azéri » avant mai 1918). L'aile gauche du *Hümmet*, représentée entre autres par Narimanov,

Azizbekov, Bouniat Zadeh et Sultanov, reconstitue en 1917 le parti *Hümmet* et forme en même temps le parti *Adalat* (Justice) destiné à défendre les intérêts des ouvriers persans nombreux à Bakou. L'*Adalat* se transformera en 1920 en parti communiste persan. L'aile droite (I.M. Abilov, S.A. Aghamali Oglou, H.A. Karaev, etc.) collaborera avec les mencheviks à Tiflis, puis avec les bolcheviks.

La Géorgie, privée de son indépendance seulement depuis le XIX^e siècle, est riche d'un passé historique et culturel. Comme les Arméniens, qui eux ont perdu leur indépendance au XIV^e siècle, les Géorgiens montrent une grande combativité dans la défense de leur culture menacée par la recrudescence de la réaction tsariste sous le règne d'Alexandre III (1881-1894). Cette politique a ses prolongements au Caucase et se traduit notamment par l'intensification de la russification dans l'administration et dans l'enseignement. L'idée de libération du joug tsariste engendre la formation de noyaux révolutionnaires. En février 1902, des intellectuels géorgiens se réunissent à Zestafoni pour élaborer un programme d'action. On trouve là les futurs dirigeants politiques N. Jordania, Ph. Makharadzé, I. Ramichvili, M. Tskhakaya, S. Djibladzé, L. Ketskhoveri et E. Minochvili. Ils décident de créer un parti social-démocrate, le *Messamé Dassi* (Troisième génération) considéré comme la première organisation géorgienne de tendance marxiste, et dont l'organe est *Kwali* (Le Sillon). En 1901, la fraction extrémiste de ce parti, sous l'impulsion de Lado Ketskhoveri publie le journal *Brdzola* (La Lutte), d'inspiration « iskriste », imprimé clandestinement à Bakou avec l'aide de Krassine, et dans lequel Joseph Djougachvili (Staline) fait ses premières armes comme publiciste.

Cependant, l'exigence d'une libéralisation accrue rencontre l'opposition des milieux réactionnaires de Petrograd, et l'on revient à une politique absolutiste. De nombreux militants S.D. sont arrêtés.

La première Douma, convoquée en mai 1906, compte un nombre important de sociaux-démocrates géorgiens : Tsere-telli, Tchkhéidzé, Gueguetchkori, Ramichvili, qui seront appelés à jouer les premiers rôles dans le futur gouvernement provisoire russe et en Transcaucasie.

Contrairement à ceux des Azéris et des Géorgiens, les partis politiques arméniens prennent naissance en dehors du ter-

ritoire national, en raison de la dispersion de la communauté arménienne, implantée depuis le début du XIX^e siècle dans les centres industriels du Caucase et de la Russie. En 1815, est fondé à Moscou le collège Lazarian, qui sera transformé plus tard en Institut des Langues Orientales et d'où sortirent une pléiade de publicistes. Le gymnase Nersessian, créé en 1824 à Tiflis, comptait parmi ses élèves Khatchatour Abovian, créateur de la langue arménienne moderne. Seul le célèbre séminaire d'Etchmiadzine, siège du Catholicos, chef de l'Église nationale, pépinière d'hommes politiques et d'enseignants, est situé au cœur de l'Arménie.

Le parti révolutionnaire arménien *Hntchakian* (du nom de son organe *Hntchak* (La Cloche) est fondé à Genève en 1887 par un groupe d'étudiants. D'inspiration marxiste, influencé par les populistes russes (*narodniki*) réfugiés en Suisse, il préconise la libération en priorité de l'Arménie occidentale soumise à l'Empire turc et où le socialisme ne devra être instauré qu'ultérieurement. Ne voulant pas se fondre dans le mouvement révolutionnaire russe, il crée en 1903 au Caucase une organisation distincte : le parti social-démocrate arménien. En 1909, le groupe réformiste de ce parti crée avec les anciens membres du parti *Armenakan* fondé en 1885 à Van, le parti constitutionnel-démocrate arménien *Ramkavar*, qui aura des affinités avec les populistes (parti libéral) arméniens du Caucase, recrutés dans la bourgeoisie et qui sont représentés dès l'année 1907 à la Douma par leur leader Mikhaél Papadjanov.

En octobre 1903 un deuxième parti S.D. ouvrier arménien fait son apparition à Bakou. Fondé par les intellectuels David Ananoun et Bakchi Ichkhanian, il est qualifié de « spécifique » en raison du désir de ses fondateurs d'agir pour des raisons nationales, séparément du P.O.S.D.R., comme c'est le cas pour le mouvement révolutionnaire juif du *Bund*.

Divers groupes d'intellectuels et d'étudiants arméniens membres des cercles révolutionnaires russes fusionnent pour donner naissance en 1890 à la Fédération révolutionnaire arménienne ou *Dachmaktzoutioun*, connue couramment sous l'appellation abrégée *Dachmak* ; elle va être de loin la plus influente et la plus représentative des formations arméniennes et jouera un rôle déterminant dans le mouvement national. Mais au sein de l'organisation les tendances, qui s'expriment

dans les colonnes de son organe *Drochak* (Le Drapeau), divergent : les uns veulent axer leurs efforts vers la libération de l'Arménie occidentale, d'autres, influencés par les socialistes-révolutionnaires russes, veulent accorder la priorité à la lutte contre le régime tsariste. Cette dernière tendance sera représentée par de jeunes dachnaks qui créent en 1907 un groupe lié au parti S.R. russe. Ses leaders, Vahan Minakhorian et Archam Khondkarian, se manifesteront en particulier pendant les années 1917-1921.

Cependant, si la politique réactionnaire suivie au Caucase suscite l'éclosion de multiples partis nationaux opposés au régime tsariste, ceux-ci sont loin de faire preuve de solidarité face à l'opresseur commun qui ne cesse de semer la discorde parmi les peuples caucasiens : sécularisation des biens de l'Église arménienne, provocation d'affrontements armés, en 1905, entre Arméniens et Azéris à Bakou et ailleurs, la manœuvre ayant entre autres pour but de détourner les masses laborieuses du mouvement révolutionnaire.

C'est à la fin du XIX^e siècle que les idées marxistes véhiculées par le parti social-démocrate russe pénètrent au Caucase. Le P.O.S.D.R. soutient qu'il est le seul parti internationaliste réellement soucieux de défendre les intérêts des ouvriers et des paysans de tous les peuples du Caucase, victimes de l'exploitation des bourgeoisies nationales. Ses idées, apparemment généreuses, ne rencontrent pourtant pas l'adhésion des masses laborieuses, nettement enclines à suivre les partis nationaux. De surcroît, la plupart des dirigeants bolcheviks d'origine caucasienne — pour ne citer que les plus connus, les Arméniens L. Lalayantz, V. Kasparov, S. Spandarian et I. Avanessov, les Géorgiens Ph. Makharadzé, S. Ordjonikidzé, E. Enoukidzé et M. Tskhakaya — militent en Russie ou collaborent avec Lénine à l'étranger.

En octobre 1902 se forme à Tiflis, sous la direction de Stépan Chahoumian, Bogdan Knouniantz et Archak Zourabian, la première Union des Sociaux-Démocrates arméniens. Chahoumian, qui dès 1899 créait de petits cercles marxistes dans la région de Lori, en Arménie, sera la figure la plus marquante du mouvement révolutionnaire au Caucase et l'un des plus proches collaborateurs de Lénine. L'Union publie dans l'unique numéro de son journal *Proletariat* un manifeste, credo de l'idéologie S.D. arménienne. Ayant pris connaissance

du manifeste, Lénine félicite Chahoumian pour sa conception du problème national.

En mars 1903, les organisations social-démocrates de Tiflis, Bakou, Batoum et autres lieux s'unissent et créent le premier comité caucasien du P.O.S.D.R. dont feront partie Chahoumian, Djaparidzé, Knouniantz, Tskhakaya et Makharadzé. Ce comité décide de publier un seul organe trilingue : *Bor'ba Proletariata* (La lutte du prolétariat en russe), *Proletariatis Brdzola* (géorgien) et *Proletariati Kriv* (arménien). L'explosion du mouvement révolutionnaire en Russie après l'issue désastreuse de la guerre contre le Japon en 1905 et la perte de prestige qui s'ensuit pour le régime tsariste, ont leur répercussion au Caucase. Les comités bolcheviks en profitent pour organiser des manifestations de masse et déclenchent des grèves, notamment à Bakou et à Tiflis. Les paysans s'attaquent aux grands domaines, les troubles gagnent même l'armée. Mais à la fin de 1907, le gouvernement russe arrive à contenir le mouvement révolutionnaire et passe à la répression et aux déportations.

En octobre 1914, l'entrée en guerre de la Turquie bouleverse la situation politique au Caucase. Le pays est l'enjeu d'un conflit qui se traduira d'abord par une avance turque, puis il sera occupé par les forces de puissances étrangères et enfin reconquis par la Russie.

Cependant, c'est surtout aux Arméniens, sujets de deux empires rivaux, que la guerre apportera d'immenses espérances suivies d'amères déceptions. Ceux de Turquie, qui s'attendaient à la veille du conflit aux réformes administratives promises par le gouvernement ottoman et qui devaient être appliquées sous le contrôle de représentants de pays neutres, sont isolés de l'extérieur. Les Turcs en profitent pour mettre en œuvre un projet élaboré de longue date : l'extermination des Arméniens. Au Caucase, en revanche, les Arméniens voient dans la guerre russo-turque l'occasion de réaliser leurs aspirations nationales : libérer leurs frères du joug turc et obtenir l'autonomie pour une Arménie intégrale réunifiée. Ils obtiennent une promesse nébuleuse des autorités tsaristes, et de la part des libéraux comme le K.D. Milioukov, un engagement moins nuancé. Dès lors, les partis politiques arméniens se consacrent moins à la révolution qu'à la collaboration avec le gouvernement russe.

La « grande révolution d'Octobre » et le Caucase

La fraction menchevique issue du P.O.S.D.R., entièrement aux mains des dirigeants géorgiens, est de loin plus nombreuse et plus influente que sa rivale bolchevique et que les autres partis. En octobre 1915, lors d'une réunion tenue à Akhalsenaki, en Géorgie, les mencheviks prennent une position « défensiste » en ce qui concerne la guerre, confiants que celle-ci se terminera par une « paix honorable » sans annexions, et par l'instauration en Russie d'un régime démocratique qui règlera le problème national. A la même époque, la fraction bolchevique réunie à Bakou décide de suivre la ligne « défaitiste » préconisée par Lénine, voire de transformer la guerre impérialiste en une guerre civile d'où sortira le pouvoir des Soviets.

En Azerbaïdjan, le parti *Moussavat* s'abstient de prendre ouvertement position contre le gouvernement, bien que celui-ci ait pris des mesures restrictives à l'égard des musulmans et diminué leur représentation à la Douma. Les pantouraniens azéris notoires, Ahmed bey Agaev et Ali bey Khousseïnov, installés en Turquie bien avant la guerre, entreprennent dès 1915 une tournée dans les Empires centraux pour solliciter une aide morale et matérielle en vue de la séparation d'avec la Russie de toutes les régions musulmanes. Ce n'est qu'en 1917, lorsque la situation sur le front occidental paraît critique et que la retraite des armées russes sur le front caucasien devient imminente, qu'une orientation pro-turque se dessine chez les dirigeants moussavatistes. Créé en avril 1917 à Gandja, le parti fédéraliste-national musulman fusionne avec le *Moussavat* pour former le parti fédéraliste turc du même nom, *Moussavat*, favorable à une étroite collaboration avec les Ottomans et qui facilitera la pénétration de ceux-ci au Caucase.

Telle était l'attitude respective des partis politiques de Transcaucasie lorsque éclata à Petrograd le coup d'état bolchevik qui devait ouvrir une nouvelle ère dans l'histoire des peuples du Caucase.

La Révolution de février 1917 fut accueillie avec joie par les peuples du Caucase qui y voyaient l'aboutissement de leurs vœux : libération du joug tsariste, introduction de réformes sociales, solution du problème national, fin des difficultés et des misères apportées par la guerre.

Craignant l'extension du mouvement révolutionnaire, le grand-duc Nicolas, vice-roi et commandant de l'armée du Caucase, adressa le 2 mars un appel au maire de Tiflis, Alexandre Khatissian, aux représentants du clergé et de la presse pour solliciter leur appui afin de maintenir à l'intérieur l'ordre indispensable et aboutir à une conclusion victorieuse de la guerre. Cependant, nommé quelques jours plus tard commandant en chef de l'armée, il est rappelé au Q.G. de Mohilev. Le 4 mars est formé à Tiflis, sous la présidence de Noï Jordania, le soviet des députés des ouvriers et le 6 mars le soviet des députés des soldats ; ils fusionneront le 26 mai. A Bakou, le soviet des députés des ouvriers est créé le 6 mars. Il élit Chahoumian, en son absence, président du Comité exécutif.

Au premier Congrès des dix-sept soviets de la Transcaucasie (18-22 mars), Jordania, faisant siennes les idées des porte-parole mencheviks Tseretelli et Tchkhéidzé, membres influents du Comité exécutif central de Petrograd, proclame que la révolution en cours n'est pas une affaire de classe et que la chute du tsarisme permettra aux deux classes, bourgeoise et ouvrière, de travailler en harmonie pour l'introduction de la démocratie en Transcaucasie. Cette déclaration va à l'encontre des conceptions des bolcheviks locaux qui, eux, préconisent une tout autre forme de combat pour aboutir au règlement des questions sociales et nationales, ce qui provoquera l'éclatement du soviet en fractions opposées.

A la demande des mencheviks, le gouvernement provisoire envoie le 9 mars à Tiflis ses représentants plénipotentiaires : les K.D., V. Kharlamov, M. Papadjanov, M. Djafarov, P. Pereverzev, et le social-démocrate K. Abachidzé, tous membres de l'ancienne Douma, pour constituer un Comité spécial transcaucasien, l'Ozakom (*Osobyi zakavkazski komitet*). Jugant leur présence indispensable, les mencheviks obtiennent le remplacement de Pereverzev par leur candidat A. Tchkhenskeli, chargé des Affaires intérieures, ce qui leur permet de contrôler la situation dans le pays. Par une note signée le 26 avril par le prince Lvov, président du Conseil, et par P. Milioukov, ministre des Affaires étrangères, les territoires de l'Arménie occidentale occupés par les troupes russes et placés sous administration militaire relèveront désormais de l'autorité directe du G.P. qui autorise 150 000 réfugiés arméniens à regagner les régions d'Erzeroum, Van et Bitlis.

L'Ozakom désigne les commissaires qui doivent remplacer dans les provinces les gouverneurs tsaristes destitués. Appelé à rétablir l'ordre, cet organisme n'est pas habilité à promulguer des lois ou à abroger celles qui existent, ce qui repousse dans l'avenir la solution des problèmes nationaux, sociaux et agraires, après la formation d'une Assemblée Constituante. Incapable de répondre rapidement aux aspirations pressantes et légitimes de la population, il est impopulaire et en conséquence dépourvu d'une autorité qui lui est d'ailleurs contestée par le soviét. La dualité du pouvoir ainsi créée ne peut qu'engendrer une situation confuse confinant à l'anarchie et qui se traduit par des émeutes paysannes et des grèves dans les usines.

Après la Révolution de février, bolcheviks et mencheviks collaborent au sein d'une seule organisation du P.O.S.D.R. Le 26 mars, à la réunion de ce parti qui a lieu à Tiflis, un comité de quinze membres est créé qui comprend des bolcheviks S. Kavtaradzé, A. Nazaretian et M. Torochelidzé. Bien que minoritaires dans tous les comités créés au Caucase, les bolcheviks comptent profiter de leur collaboration, qu'ils estiment provisoire, pour accroître leur champ d'action parmi les masses et dans l'armée. Quant aux mencheviks, ils pensent de leur côté que la présence des bolcheviks dans une organisation où ils sont majoritaires leur permettra de contrôler une activité révolutionnaire qu'ils estiment beaucoup trop

extrémiste. Mais cette collaboration sera de courte durée. Après la publication des fameuses thèses d'avril de Lénine sur l'édification d'une république socialiste adoptée à la VII^e Conférence du P.O.S.D.R. (b) à laquelle ont assisté les bolcheviks caucasiens Makharadzé et Tskhakaya, la propagande bolchevique en Transcaucasie s'intensifie, et pour se démarquer des mencheviks jugés trop liés au G.P., les bolcheviks de Tiflis décident le 4 juin de rompre avec ceux-ci et de former leur propre organisation, le P.O.S.D.R. (b), comme le feront les bolcheviks de Bakou le 24 juin, ce qui conduira les mencheviks à se rapprocher des S.R. et leur permettra de dominer largement les soviets. Le 5 juillet, une manifestation d'environ 3 000 soldats et ouvriers en faveur du pouvoir des soviets, qui se déroule à Tiflis, ne trouve aucun écho dans la population. Aux élections à la Douma locale, les bolcheviks n'obtiennent à Tiflis que 7 sièges contre 50 aux mencheviks et 20 aux S.R. ; à Bakou 19 contre 109 revenant aux moussavattistes, dachnaks, S.R. et mencheviks, et 10 à Alexandropol contre 80 aux autres partis.

Les efforts déployés par les bolcheviks pour propager leurs idées parmi les soldats de l'armée du Caucase ne sont pas plus probants. Au premier Congrès régional des soldats (23 avril-25 mai), qui réunit sous la présidence du nouveau commandant en chef, le général Youdenitch, 2 000 délégués, la motion bolchevique pour l'arrêt de la guerre présentée par G. Korganov et S. Kavtaradzé, est rejetée par la coalition menchevique-S.R. que dirige Tchkhenskeli et qui prône le soutien au G.P. « sous la stricte vigilance du soviét ».

L'économie est désorganisée par trois années de guerre et les vivres manquent. Les prix montent en flèche et la spéculation fleurit. Le 10 août 1917, le soviét de Tiflis reconnaît que le problème du ravitaillement est devenu dramatique. Début octobre, pour lutter contre les émeutes dans les villes et les campagnes, l'Ozakom crée des comités mixtes civils et militaires d'action contre l'anarchie, mais ils restent complètement inefficaces et Tchkhenskeli propose de les transformer en « comités de salut public ».

C'est dans cette situation trouble que les bolcheviks jugent opportun de réunir les représentants de leurs organisations régionales afin d'examiner la conjoncture et d'élire un organisme central. Du 2 au 7 octobre, sous la présidence de

Philippe Makharadzé arrivé de Bakou, 36 délégués se réunissent à Tiflis. Ils représentent 8 366 membres du parti et comptent parmi eux Mikoyan qui fait là sa première apparition publique. Dans son rapport sur la question nationale, Chahoumian se déclare partisan de la division du Caucase en régions nationales autonomes distinctes, composées des principales ethnies : arménienne, azérie, géorgienne, etc. Mais la vieille garde (Kavtaradzé, Makharadzé, Orakhelachvili), préconise le maintien de l'unité territoriale autonome du Caucase sans distinction des nationalités. Cette erreur fondamentale profitera par la suite aux partis nationaux ; ceux-ci créent des conseils nationaux et attirent vers eux une certaine frange du prolétariat plus animée par des sentiments nationaux que par des idées révolutionnaires.

Cependant, l'intense activité des bolcheviks, encouragés par les succès de leurs homologues de Petrograd à se frayer la voie vers le pouvoir, est loin d'atteindre le but qu'ils se sont assigné. Les classes moyennes se tiennent à l'écart, le prolétariat ouvrier est divisé, les paysans demeurent rétifs à tout engagement politique. Les élections à la Douma n'avaient donné aux bolcheviks qu'une faible représentation ; les élections à l'Assemblée constituante, en octobre, ne leur sont guère plus favorables, bien que leur avance ne soit pas négligeable : ils obtiennent 8 % des voix pour l'ensemble de la Transcaucasie contre 30 % aux mencheviks, 20 % aux dachnaks et 19 % aux moussavattistes, mais ils obtiennent une majorité relative à Bakou (22 %).

Pressentant que le front du Caucase va être dégarni et que la population arménienne va se trouver sans défense devant les Turcs dans les territoires jusqu'alors occupés par l'armée russe, le Bureau arménien de Tiflis, créé en 1912, décide de réunir les représentants des institutions et des partis politiques arméniens en vue de la création d'un Conseil national. Le congrès, qui réunit du 27 septembre au 13 octobre 1917 à Tiflis 187 délégués, adopte les résolutions suivantes : sur la situation politique : l'Arménie orientale doit, avec le reste du Caucase, faire partie de la République fédérative russe et jouir de tous les avantages dont bénéficieront les voisins géorgiens et azéris. Sur l'Arménie occidentale : conformément aux vœux exprimés par les Arméniens de cette région, le front du Caucase devra être renforcé par tous les moyens (1). Élu à la fin

(1) A. M. A. E. F. Russie-Caucase, 831, f° 67.

du congrès, le Conseil, qui compte 15 membres et dont la présidence est assurée par Avetis Aharonian, sollicite dès le mois de novembre l'aide des Alliés. Il s'adresse aux Français par l'entremise de son comité d'Odessa pour leur exposer la situation sur le front du Caucase : « Ils ne veulent rien dire aux Russes qu'ils jugent incapables ou vendus (2) ». Le 23 novembre, Noulens, attaché militaire à Petrograd, confirme avoir reçu la visite du général Tigranov, du colonel Melik-Parsadanov et du commandant Zavriev, représentants du Conseil arménien de Petrograd, venus lui demander l'aide de la France pour avoir les moyens « de remplacer les soldats russes déficients par des soldats arméniens (3) ».

Un conseil géorgien interparti est formé en novembre. Il proclame que le peuple géorgien, comme cent ans auparavant, suit une orientation russe. Mais, en raison de l'absence d'un pouvoir central accepté par l'ensemble de la nation, il décide de soutenir le nouvel organisme gouvernemental que s'est donné la Transcaucasie (le Commissariat) et demande :

— l'autonomie complète du territoire géorgien et la réunion d'une assemblée législative,

— la fixation des frontières de la Transcaucasie après entente avec les peuples voisins,

— l'autonomie politique, économique, culturelle et religieuse pour les habitants de la Géorgie, avec une large autonomie pour les musulmans de Géorgie (Adjars, Abkhazes, etc.) (4).

Le premier congrès des musulmans du Caucase se tient du 15 au 20 avril 1917 à Bakou. Il se déroule sous le signe de la solidarité de tous les musulmans de la Russie et dans sa résolution exige l'autonomie de l'Azerbaïdjan au sein d'une République fédérative russe.

Le commissariat de la Transcaucasie

La victoire des bolcheviks à Petrograd et leur domination à

(2) *Ibid.*, Arméniens du Caucase, 894, f° 19 (il s'agit probablement des bolcheviks).

(3) A. M. A. E. F., Arméniens du Caucase, 894, f° 19.

(4) A. M. A. E. F., Russie-Caucase, 831, f° 69.

Bakou préoccupent les dirigeants des partis nationaux et notamment les mencheviks qui craignent l'extension du bolchevisme en Transcaucasie. Isolés et privés de l'appui du G.P. éliminé, ils cherchent des voies nouvelles pour sortir de l'isolement tout en gardant l'espoir que le nouveau pouvoir bolchevik ne pourra se maintenir longtemps et qu'avec l'aide des Alliés un nouveau gouvernement sera établi en Russie après la réunion de l'Assemblée constituante. En attendant l'éclaircissement de l'horizon politique, une conférence s'ouvre le 11 novembre à Tiflis sur l'initiative des mencheviks géorgiens : elle a pour objet la constitution en Transcaucasie d'un gouvernement représentatif qui pourra faire face à la situation. Sont représentés à cette conférence les partis politiques, le soviet des députés des ouvriers et paysans, l'Ozakom, le commandement de l'Armée, ainsi que les représentants des missions militaires alliées au Caucase : l'Anglais Shore, le Français Chardigny et le Consul américain Smith. Shore considère que la situation au Caucase est très grave. Le 18 novembre il télégraphie à Londres : « Tout est paralysé. Aucune nouvelle du reste de la Russie. Le Commissaire supérieur (Gueguetchkori) dit que les maximalistes maîtres de Bakou refusent d'envoyer de la farine vers le Sud. Il n'y a pas d'argent pour payer les troupes et les fonctionnaires. Le général Prjevalski estime la situation désespérée. Les milieux politiques inclinent vers une fédération des peuples du Caucase et pour la formation d'un gouvernement local, mais il n'y a nulle part une volonté d'agir (5) ». Smith demandera à son secrétaire d'État, Lansing, de reconnaître *de facto* le nouveau gouvernement qui devrait sortir de ces assises et de lui accorder un prêt de 10 millions de dollars pour la lutte contre les bolcheviks (6).

Invités à la conférence, les bolcheviks sont représentés par Makharadzé, Nazaretian et Tskhakaya. Après avoir manifesté leur opposition à la création d'un pouvoir séparé de la Russie, ceux-ci quittent la séance. Le 15 novembre, à la clôture de la conférence, la résolution est prise de créer à la place de l'Ozakom un Commissariat de la Transcaucasie.

Dans ce nouvel organisme les mencheviks sont représentés

(5) A.M.A.E.F., Arméniens du Caucase, 894, f° 15.

(6) In documents Foreign Office, N. & S. Russia, Vol. III, 1918, pp. 578-579.

par E. Gueguetchkori (président) et A. Tchkhenskeli, les moussavatistes par M. Djafarov, Ch. Melik-Aslanov et Fatali Khankhoïski, les dachnaks par G. Ter-Ghazarian, Kh. Kartchikian et A. Ohandjanian, les S.R. par M. Donskoï et A. Neroutchev et les social-fédéralistes par Ch. Alexéev-Meskhi.

Devant cette constitution d'un pouvoir où ils n'ont aucune part, les bolcheviks ne perdent pas l'espoir de fomenter un coup d'État grâce à leurs partisans dans l'armée. Mais les garnisons qui leur sont favorables, notamment dans les villes d'Arménie occidentale : Erzeroum, Trebizonde, Sarikamysh, Kars, etc., sont trop éloignées de Tiflis, siège du gouvernement et, selon les bolcheviks, centre de la « contre-révolution ». Le 17 novembre, deux jours après la création du Commissariat, le Kraïkom du P.O.S.D.R. (b) décide d'armer les réservistes et les ouvriers acquis à sa cause, dans l'espoir que la garnison de Tiflis les soutiendra. Mais le 29 novembre, pour déjouer la tentative des bolcheviks qui gardent les approches de l'arsenal, le comité exécutif du soviet, sous prétexte d'armer la garde populaire, demande la remise de 2 000 fusils. La demande est rejetée. Au cours de la nuit, la garde populaire encercle l'arsenal et après une courte échauffourée s'en empare. Le 3 décembre 1917, Jordania pouvait proclamer au soviet : « Nous ne ressemblons pas à nos camarades de Petrograd qui ne faisaient que dormir et se sont réveillés le lendemain enchaînés par les bolcheviks (7). Apprenant la nouvelle de la prise de l'arsenal par les mencheviks, Lénine qui reçoit le délégué du Kraïkom, Koté Tsintsadzé, venu l'informer de la situation au Caucase, reproche leur faiblesse aux bolcheviks de Tiflis : « Vous avez quand même livré l'arsenal aux mencheviks (7) ».

Inquiet de la situation créée par l'échec du coup d'État bolchevik, Chahoumian arrive le 6 décembre à Tiflis et demande au soviet et au Commissariat de reconnaître le pouvoir du soviet de Petrograd et de prélever des troupes du front pour combattre les généraux contre-révolutionnaires Kalédine et Karaoulov qui opèrent au Caucase du Nord. Il menace, en cas de refus, de s'adresser directement aux troupes pour former un contingent prêt à la lutte pour la cause

(7) *La victoire du pouv. soviét. en Transc.* (161), p. 204.

bolchevique. Persuadé que la majorité des soldats lui sont favorables et pour en faire la démonstration afin d'impressionner les mencheviks, le Kraïkom convoque à Tiflis le II^e Congrès régional de l'Armée du Caucase (10—13 décembre). Les délégués bolcheviks accusent leurs adversaires de soutenir la contre-révolution au Caucase du Nord et de s'opposer à la politique de paix des Soviets. Le menchevik Gueguetchkori dénonce le défaitisme des bolcheviks qui ne peut que conduire à dégarnir le front. Néanmoins, le congrès adresse un appel aux soldats pour qu'ils n'abandonnent pas le front, la démobilisation devant se faire dans l'ordre, et qu'ils soutiennent le nouveau soviet régional de l'armée, lequel comprend 52 bolcheviks et S.R. de gauche contre 48 mencheviks, dachnaks et S.R. de droite et dont la présidence est confiée à G. Korganov, ancien officier d'artillerie tsariste (8). Bien qu'ayant obtenu la majorité au soviet de l'armée, les bolcheviks ne sont pas soutenus par la base composée essentiellement de soldats russes peu sensibles aux problèmes des peuples du Caucase et qui n'ont qu'une hâte : rentrer chez eux dans leur Russie lointaine.

Le comité militaire révolutionnaire formé le 28 décembre par Korganov pour soutenir l'action des bolcheviks ne dispose pas de forces suffisantes. D'ailleurs, une partie des dirigeants est opposée à une action violente pour la prise du pouvoir. Menacé d'arrestation, le comité se réfugie le 5 janvier 1918 à Bakou où il se sentira en sécurité pour organiser des troupes rouges.

Tout en s'efforçant de séparer les masses ouvrières des mencheviks, le Kraïkom espère également obtenir la majorité au II^e Congrès des soviets des députés des ouvriers que les mencheviks consentent à convoquer le 19 décembre 1917. Prétextant que la norme fixée par la délégation — 1 délégué pour 500 électeurs — ne leur permet pas d'être représentés totalement en raison des difficultés matérielles, les bolcheviks proposent que leurs délégués disposent chacun de quatre mandats. La demande est rejetée par les mencheviks qui continuent à dominer le soviet et qui décident de former des troupes nationales sous l'égide des conseils nationaux pour s'opposer à toute tentative d'intervention armée des bolcheviks.

(8) G.R.S.O (152), doc. 108, pp. 143-146.

Encouragé par l'absence de réaction des bolcheviks lors des mesures prises contre eux, le centre régional du soviet de Tiflis décide de désarmer les soldats russes contaminés par la propagande bolchevique ; beaucoup sont évacués du front par échelons vers Bakou, d'où ils doivent poursuivre leur route vers le Nord. Il en résulte un massacre à la station de Chamkhor, à 20 kilomètres à l'ouest de Gandja. Attaqués par surprise dans leurs wagons les 7 et 9 janvier, un millier de soldats tombent sous les balles des irréguliers musulmans, ce qui provoque l'indignation des bolcheviks et même les protestations des S.R. et des dachnaks, et augmente leur méfiance envers les musulmans.

La situation créée au Caucase après l'échec de la tentative bolchevique pour s'emparer du pouvoir est examinée le 16 décembre par le Sovnarkom (conseil des commissaires du peuple) réuni sous la présidence de Lénine. Pour affirmer qu'il ne reconnaît au Caucase aucun pouvoir autre que celui qui représenterait les bolcheviks, Lénine nomme le 18 décembre Chahoumian commissaire extraordinaire provisoire pour les affaires du Caucase. Le texte de cette décision sera remis à Chahoumian par le remarquable révolutionnaire terroriste Kamo (Ter-Petrossian). Le 22 janvier, Chahoumian arrive à Tiflis où il pense pouvoir exercer ses nouvelles fonctions. Il se heurte bien entendu à une forte opposition de la part du Commissariat qui se considère comme le seul pouvoir provisoire légal en Transcaucasie. La situation malsaine qui en découle ne peut qu'engendrer le perpétuel recommencement des conflits, aggravés par les ingérences extérieures qui s'annoncent. L'absence de tout compromis entre les camps opposés sera lourde de conséquences pour la population.

Les Géorgiens sont surtout préoccupés par la défense de leur propre territoire qui n'est cependant pas encore menacé par l'effondrement du front. Un de leurs leaders, le menchevik Tchkhenskeli, ancien chef du parti S.D. à la III^e Douma, opposé à la poursuite de la guerre, voyant Lénine et ses partisans triompher à Petrograd, rentre dans son pays natal où il s'emploie avec Jordania à le préserver du bolchevisme. Jordania déclare au général Shore qu'il défendra seulement les limites de la Géorgie et non celles élargies par l'avance de l'armée russe (en 1916) (9).

(9) A.M.A.E.F., Caucase-Russie, 894, f° 158.

La promesse faite le 20 novembre 1918 par les bolcheviks d'accorder aux musulmans de la Russie et de l'Orient une large autonomie place les dirigeants azéris dans une situation ambiguë. Le 17 décembre, à la réunion des partis musulmans, l'*Hümmet*, l'*Adalat* et les *hümmetistes-mencheviks* décident de soutenir les soviets.

Vers la fin de l'année 1917, la situation des bolcheviks à Petrograd est critique. Ils proposent le 25 novembre aux Allemands la cessation des hostilités ; l'armistice sera signé le 3 décembre à Brest-Litovsk. Les Turcs, de leur côté, proposent le 30 novembre au général Prjevalski la conclusion d'un armistice correspondant à celui qui sera signé à Brest. Conclu le 5 décembre à Erzindjan, l'armistice est accueilli avec soulagement par le Commissariat qui pense utiliser ce répit pour mettre sur pied des forces nationales. Quant aux Turcs, ils en profitent pour regrouper leurs troupes décimées lors de la campagne précédente et tenter de progresser dans le Caucase.

Les conseils alliés à Tiflis protestent contre la conclusion de l'armistice séparé « sans qu'il en ait été référé à leurs gouvernements (10) ». Le 9 janvier, le général turc Ferik Vehib pacha invite le Commissariat à envoyer ses délégués à la conférence de Brest, mais celui-ci, tout en se réservant la possibilité de participer ultérieurement à des pourparlers directs, décide de s'abstenir afin d'éviter de se trouver seul face aux Turcs et aux bolcheviks ; il invoque comme prétexte le fait qu'il n'est pas habilité par l'Assemblée Constituante dont la réunion n'est prévue que pour le 15 janvier à Petrograd. En réalité, il espère que naîtra de cette assemblée un gouvernement qui saura mieux défendre les intérêts du Caucase. Or, dès sa première séance, l'Assemblée est dissoute par les bolcheviks. Le Commissariat s'est donc privé d'une représentation à Brest, et c'est avec les bolcheviks que les délégations allemande et turque traitent des conditions de paix pour la Transcaucasie.

Pour associer les Arméniens aux pourparlers de Brest, où le sort de leur pays était en jeu, le poète arménien Vahan Terian est désigné pour faire partie de la délégation soviétique. Il fait appel à l'historien Nicolas Adontz, à Rostom (Zorian),

(10) A.M.A.E.F., Turquie, 894, f° 54.

dachnak de gauche, aux juristes Levon Tigranian et Mikaël Adjemian, ce dernier ancien député de la Douma, afin de constituer un dossier de défense des intérêts arméniens (11). Lors de la deuxième séance, la délégation soviétique insiste pour que soit réglé en priorité le sort de la Pologne, de la Lituanie, de la Courlande et de l'Arménie, pays auxquels Lénine avait reconnu le droit à l'autodétermination. Les Allemands ne veulent rien entendre. Le 1^{er} janvier 1918, le général Hoffmann, chef de leur délégation, présente une carte indiquant les territoires que le Reich veut annexer ; ce sont ceux que les bolcheviks désirent au moins neutraliser. L'Arménie occidentale, conquise par les armées tsaristes, doit être restituée aux Turcs. Jugeant ces conditions inacceptables, la délégation soviétique rompt les pourparlers. Les Allemands, qui savent parfaitement que les bolcheviks veulent conclure la paix à tout prix pour sauver leur régime menacé par la guerre civile et l'intervention alliée, reprennent en février l'offensive et arrivent à moins de 200 kilomètres de Petrograd. Il ne reste aux bolcheviks qu'à accepter un ultimatum plus rigoureux, qui est présenté le 23 février et qui exige une réponse dans les 24 heures. Le traité de paix signé le 3 mars consacre la perte, outre les territoires contestés, de l'Ukraine et d'une partie de la Biélorussie. Les Turcs en profitent pour demander, outre l'Arménie occidentale, le rattachement des provinces transcaucasiennes de Kars, Ardahan et Batoum, qui avaient été annexées par la Russie en 1878.

Après la victoire de la Révolution d'octobre et la constitution du Sovnarkom, conscient de l'importance que présente le problème des nationalités dans l'ancien empire russe, Lénine confie à Staline la création d'un Commissariat central aux nationalités qui devra s'occuper des allogènes de la Russie et les attirer dans le camp bolchevik.

Il est permis de supposer que Lénine, au début de son pouvoir, fut partisan de l'indépendance de l'Arménie. Le 9 juin 1917, à la tribune de la première conférence des Soviets, il déclarait : « Il faut créer une république indépendante d'Arménie (12) ». Peu après la Révolution d'octobre, il affirmait : « En nous emparant du pouvoir, nous reconnaitrons immé-

(11) Khourchoudian (42), pp. 71-80.

(12) A. Mnatsakanian, in *Kommunist* du 27 nov. 1963.

diatement le droit à l'autodétermination et à la séparation de la Pologne, de la Finlande, de la Courlande et de l'Arménie (13). » Cette prise de position fut évoquée lors des pourparlers de Brest. Ni la Géorgie, ni l'Azerbaïdjan ne sont mentionnés dans sa déclaration, bien que l'autodétermination ait été accordée à tous les peuples de la Russie. Avait-il le désir de créer à la périphérie de la Russie une sorte de zone tampon contre l'inévitable intervention des Alliés après l'instauration d'un régime communiste, quitte à récupérer cette zone dans une phase ultérieure ?

Pour Staline, seule la Révolution d'octobre apportera la liberté au peuple arménien. Les termes employés pour exprimer cette opinion dans une déclaration faite le 31 octobre 1917 méritent d'être relevés : « Les fils de l'Arménie, héroïques défenseurs de leur patrie mais politiciens à courte vue, tombant maintes fois dans les pièges tendus par les capitalistes, ne doivent plus douter que la voie de la libération de l'Arménie passe par la Révolution d'octobre, libératrice des peuples opprimés. »

La décision de former un Commissariat aux Affaires arméniennes fut prise en décembre 1917. Il se mettra à l'œuvre au début de janvier 1918. Son chef, Varlam Avanessov (Souren Martirossian), ancien membre du Présidium du Soviet, secondé par Vahan Terian, fait appel aux S.R. et à d'anciens membres du parti *bntchak* tels que Makintsian et Karinian pour compléter sa composition. Coupé de la Transcaucasie où il n'avait aucune autorité, ce Commissariat ne pouvait contrôler les nombreux comités arméniens créés par le Conseil National de Tiflis. Ils étaient formés pour défendre les intérêts de leur peuple, enrôler les soldats retour du front occidental et des volontaires et les envoyer défendre l'Arménie. Ce Commissariat essaie d'abord de servir d'intermédiaire entre le pouvoir central et les comités qu'il voudrait se subordonner. Installé dans l'Institution Lazarian, il organise différents secteurs : propagande, affaires militaires, publications, réfugiés, et à partir de juin publie un organe hebdomadaire : *Kommounist*. Dans un article paru dans le premier numéro, Terian écrit : « Le moment est enfin venu de déclarer ouvertement aux masses arméniennes : Soutenez le gou-

(13) *Ibid.*

vernement russe des ouvriers et paysans, soyez sûrs qu'il vous accordera la liberté pour laquelle vous avez versé tant de sang et de larmes (14). »

Des brochures contenant des textes de Lénine, de Marx, de Bogdanov, de Tocqueville et de Kautsky sont diffusées parmi les réfugiés arméniens sans toutefois trouver beaucoup d'écho parmi ces personnes déplacées surtout préoccupées par la recherche des moyens de subsistance élémentaires.

Tolérés jusqu'au milieu de l'année 1918 en raison de leur participation à la défense de Bakou et forts de cette coopération, les membres du comité dachnak, Zavriev, Nazariantz et Tchilingarian (Darbinian), espèrent obtenir l'appui des bolcheviks pour une action conjointe contre les Turcs. Ils se déclarent hostiles à la politique du Seïm et solidaires des bolcheviks pour le maintien de la Transcaucasie dans le cadre de l'État russe. Au début, ils trouvent auprès de Trotsky et de Karakhan (15) un accueil favorable. Mais les pourparlers qui auront lieu en juin avec Staline et Avanessov, en vue de fixer les termes d'un accord pour une collaboration plus étroite, s'enlisent et s'arrêtent brusquement. Les deux interlocuteurs bolcheviks invoquent comme raison la signature par le gouvernement arménien du traité de Batoum qui ouvre aux Turcs la route de Bakou et place le gouvernement sous la dépendance germano-turque. Les deux dirigeants bolcheviks, de longue date farouchement hostiles aux partis nationaux, en profitent pour supprimer dans les territoires soumis à l'autorité soviétique tous les comités arméniens patronnés par le Conseil National de Tiflis.

Après la chute de la Commune de Bakou et l'exécution des 26 commissaires, injustement imputée aux dachnaks par les agents trop zélés du Commissariat arménien, la répression se déclenche contre les membres du comité de Moscou. Zavriev et Nazariantz sont jetés en prison et détenus comme otages en vue de leur échange contre la veuve de Djaparidzé et les deux fils de Chahoumian qui se trouvent pourtant aux mains des S.R. Grâce à l'intervention de Terian, Tchilingarian s'en tire,

(14) *La vict. du pouv. soviét. en Transc.* (143), p. 219.

(15) Né le 1^{er} février 1889 à Tiflis. Fils d'avocat, études à la faculté juridique de l'univ. de Petrograd. Exilé en Sibérie, revient en 1912 à Petrograd où il adhère au P.O.S.D.R. Membre du Soviet de Petrograd (1917). Adjoint au commissaire des Affaires étrangères (mars 1918). Participe en 1922 à la conférence de Gênes. Ambassadeur en Chine (1923) puis en Turquie d'où il est rappelé en 1937.

sous le prétexte qu'il est le seul capable de traduire en arménien les textes marxistes. Les deux otages ne seront libérés qu'au printemps de 1919. Zavrjev devait succomber peu après la fin de sa détention.

Si le sort de l'Arménie occidentale — qu'on appelle encore « Arménie turque » — tourmente un Conseil arménien de Tiflis qui ne dispose que de forces manifestement insuffisantes pour s'opposer à une avance turque, les bolcheviks arméniens comptent sur Moscou pour rechercher une solution préservant cette partie de l'Arménie de la domination ottomane.

Sur l'initiative de Chahoumian, une commission composée des bolcheviks Avanessov, Terian, Loukachine (Sraponian), du S.R. de gauche Prochian et de Rostom, est créée pour élaborer un projet susceptible d'assurer l'indépendance de l'Arménie occidentale. Soumis pour approbation au Sovnarkom qui l'examine pendant ses séances des 22 et 23 décembre, le texte du projet est communiqué à Staline en vue de sa rédaction définitive (16). Des controverses surgissent entre ce dernier et Prochian au sujet du maintien dans les territoires en question de troupes russes qui devraient en assurer la sécurité. Dans le projet initial on pouvait lire : « Les forces russes nécessaires resteront sur place jusqu'à ce que le peuple arménien souverain puisse procéder à des élections libres en vue de décider du régime politique de l'Arménie et constituer une milice arménienne (17). » Ce passage est supprimé par Staline et remplacé par celui-ci : « Trouver les moyens d'assurer l'évacuation des troupes russes qui se trouvent en Arménie turque et de former immédiatement une milice populaire arménienne en vue d'assurer la sécurité personnelle et matérielle des habitants du pays. » En outre, il est précisé que les musulmans participeront aux élections (18).

D'après les historiens bolcheviks, cette modification a été motivée par le désir de ne pas influencer les Arméniens dans le choix de leur orientation, mais si ces derniers exprimaient le désir de voir maintenir des troupes russes pendant les élections, cela ne leur serait pas refusé. Argument peu convaincant.

(16) Khourchoudian (42), pp. 40-41.

(17) Mnatsakanian (47), pp. 406-416.

(18) *Ibid.*

Le 29 décembre 1917 (11 janvier 1918) paraît sous la signature de Lénine et de Staline le fameux décret sur « l'Arménie turque ». Le droit des Arméniens à se déterminer eux-mêmes jusqu'à l'indépendance totale est reconnu.

Avant sa publication, ce texte a donné lieu à un curieux dialogue lors de la réception, le 12 décembre, des membres de la Commission arménienne au Kremlin en présence des commissaires Sverdlov, Ouritzki et Menjinski :

Lénine : « Que désirent les Arméniens. Désirent-ils l'union ou la séparation d'avec la Russie ? »

Terian : « Les Arméniens de Russie ne désirent pas la séparation mais les Arméniens de Turquie souhaitent l'indépendance. »

Lénine : « Comment cela ? Se diviser en deux parties ? »

Terian : « Je pense qu'il en sera ainsi. Personnellement je suis partisan de l'union des deux peuples avec une orientation pro-russe (19). »

Il est probable que dans l'esprit des bolcheviks arméniens, cette Arménie intégrale et indépendante devrait tôt ou tard se fédérer avec la République des Soviets. Telle était peut-être aussi la pensée de Lénine, exprimée peu après la révolution : « Le mouvement de libération d'un peuple opprimé dans un régime capitaliste ne peut le conduire à la vraie indépendance que dans le cadre d'un régime communiste (20). » Commentant le décret, le *Journal de Genève* écrit le 21 février 1918 : « Ce décret, cet oukaze des dictateurs de la Révolution fit une impression profonde sur tous les Arméniens. Les maximalistes n'étaient donc pas disposés à trahir leur cause et sauraient affirmer avec énergie le droit des peuples à résister, au moins en principe, aux projets impérialistes des Germano-Turcs. »

Chargé de l'exécution du décret, Chahoumian se rendait compte qu'après la défection de l'armée russe, ni les Arméniens seuls ni les bolcheviks ne pouvaient défendre un front s'étendant de Trebizondé à Tabriz. La consolidation du régime bolchevik à Moscou éloignait les Géorgiens des Russes et rapprochait les Azéris des Turcs. Se sentant de plus en plus isolé, le parti dachnak accepte la proposition de Chahoumian de former un bloc afin d'organiser la résistance aux Turcs. Début janvier, après les entretiens qui ont lieu à Tiflis entre les

(19) Mnatsakanian, in *Kommounist* (Erevan), n° 280 du 27 novembre 1965.

(20) Lénine, *O.C.* (149), vol. 20, p. 410.

membres du bureau dachnak, Zavriev et Rouben, et les bolcheviks Chahoumian, Chahverdian, Nazaretian, Kassian et Tsintsadzé, et à Erevan entre Aram (Manoukian) et Makintsian, un accord est conclu : l'Arménie occidentale sera indépendante ; en cas d'agression turque, les troupes arméniennes résisteront en liaison avec les troupes russes restées sur le front et que Chahoumian s'efforcera d'y maintenir. Cependant, la méfiance de certains dirigeants dachnaks, qui craignent d'être dominés par les bolcheviks, et la débandade des troupes russes stationnées en Arménie rendent cet accord illusoire.

Ne voulant pas être subordonné au nouveau pouvoir bolchevik de Petrograd, le Commissariat transcaucasien décide de créer le 10 février 1918 une assemblée indépendante, le *Seïm*, où siégeront les délégués élus auparavant par leurs conseils nationaux pour les représenter à l'Assemblée Constituante. Invités à envoyer leurs représentants au *Seïm*, les bolcheviks se refusent. Le Kraïkom considère, non sans raison, que cet organisme consacre la séparation de la Transcaucasie d'avec la Russie, ce qui ne reflète pas l'opinion des électeurs, ceux-ci ayant voté pour la constitution d'une assemblée représentant toutes les nationalités et non pour la sécession.

Pour élargir ses assises — le nombre des députés élus pour la Constituante étant restrictif — le *Seïm* triple le nombre de ses membres en admettant 36 mencheviks, 30 moussavatistes, 27 dachnaks, 19 S.R., 7 députés du bloc socialiste-musulman, 4 hümmetistes, 3 ittihadistes et 4 K.D. et social-fédéralistes géorgiens. Présidée par Tchkhenskeli, la fraction menchevique y joue le rôle essentiel. Dès l'ouverture du *Seïm*, le 10 février, un meeting de protestation organisé par les bolcheviks dans les jardins d'Alexandrovska à Tiflis est dispersé : des morts et des blessés restent sur le terrain. Le refus des bolcheviks de participer au *Seïm* sert à celui-ci de prétexte pour sévir contre eux : Chahoumian, resté à Tiflis, est menacé d'arrestation. L'organe bolchevik trilingue *Kavkazski Rabotchii* est interdit. Le Kraïkom et d'autres organisations bolcheviques entrent dans l'illégalité. Les dachnaks, qui ne peuvent plus compter sur les bolcheviks pour entreprendre avec eux une action séparée visant entre autres à la défense des intérêts arméniens, sont bon gré mal gré contraints de collaborer au *Seïm* avec les mencheviks et les moussavatistes.

Dorénavant, au Caucase, Tiflis deviendra le centre de la lutte anti-bolchevique et Bakou la citadelle communiste.

La situation à Bakou

Quelle était la situation à Bakou depuis la Révolution de février ? Le Soviet des députés ouvriers créé le 7 mars 1917 est composé de S.R., de bolcheviks et de partis nationaux dachnak et moussavatiste. Chacune de ces formations a ses propres aspirations. Les bolcheviks suivent la ligne politique de leurs homologues de Petrograd, S.R. de droite et mencheviks essaient de contrecarrer cette tendance, moussavatistes et dachnaks sont enclins à défendre la révolution dans la mesure où elle apporte satisfaction à leurs visées nationales propres. C'est dans une situation aussi complexe — comme c'est aussi le cas dans une certaine mesure à Tiflis — que les différentes formations politiques essaieront de cohabiter en attendant que l'horizon s'éclaircisse.

À la première séance du Soviet ouverte le 6 mars sous la présidence du menchevik Aïollo, Chahoumian est élu, en son absence, président par 52 délégués représentant 52 000 ouvriers (21). Parallèlement est créé le 17 mars à l'initiative de la Douma locale, et pour faire contrepoids au soviétique, un comité exécutif des organisations sociales, l'I.K.O.O. (*ispolnitel'nyi komitet obchtchestvennykh organizatsii*) où entrent les représentants de 53 organisations. Ce Comité se considère comme étant habilité à représenter le gouvernement provisoire de Petrograd dans toute la province de Bakou, tandis que la Douma de la ville, disposant des finances, s'occupe des questions municipales.

Faiblement représentés au soviétique, où ils ne comptent que 9 députés sur 52, en majorité S.R. et mencheviks, les bolcheviks, après l'arrivée de Chahoumian et de Djaparidzé, mènent une action énergique pour renforcer leur courant. Sur leur demande, de nouvelles élections ont lieu, en avril, à un soviétique élargi à 113 députés ; leur groupe passe à 25 députés. Mais le 15 mai, à la conférence du P.O.S.D.R., la motion de Chahoumian qui refuse la confiance au gouvernement de

(21) Il n'arrivera de Saratov, son lieu d'exil, que le 23 mars 1917.

coalition de Petrograd est rejetée par les mencheviks et les dachnaks : ceux-ci prennent une position « défensiste » et optent pour la poursuite de la guerre, ce qui provoquera la rupture entre bolcheviks et mencheviks à Bakou comme à Tiflis.

Après les événements de juillet à Petrograd qui entraînent la répression contre les bolcheviks, les partis socialistes (S.R. et mencheviks) et le comité exécutif du soviet tiennent du 12 au 16 juillet une conférence à Bakou. Les dirigeants de ces partis, Sadovski, Sahakian et Bagatourov, veulent éliminer du soviet les bolcheviks et instaurer dans la ville une dictature militaire. Mais ils n'osent pas sévir contre leurs adversaires. Au cours de l'été, le soviet doit faire face à de graves difficultés provoquées par la pénurie de vivres. Le Kouban, grenier du Caucase, est en proie à la guerre civile, partisans et adversaires des bolcheviks s'y affrontent, ce qui ralentit considérablement l'arrivée des convois de blé à Bakou. Le Comité de ravitaillement organise des perquisitions dans les régions rurales à forte majorité musulmane, ce qui provoque évidemment le mécontentement des paysans. Les conditions de vie des ouvriers victimes de la disette sont aggravées par la hausse vertigineuse des prix. Des grèves, notamment dans l'industrie du pétrole, ne tardent pas à éclater. Pour les bolcheviks, la situation critique des ouvriers est due aux S.R. de droite et aux mencheviks qui, sous la pression des industriels du pétrole, ne défendent pas suffisamment les intérêts du prolétariat ; ils en profitent pour développer leur propagande révolutionnaire. En juillet, Djaparidzé, délégué du soviet de Bakou, déclare au VI^e Congrès des soviets à Petrograd : « Notre travail est sensiblement facilité par le mécontentement grandissant des ouvriers, mais nous devons accueillir la nouvelle vague révolutionnaire d'une manière organisée (22). »

En septembre, des grèves partielles éclatent dans l'industrie du pétrole, puis dans les transports, dans la marine marchande, dans le textile et dans la métallurgie. Le 21 septembre, à la conférence des représentants des ouvriers du pétrole, Djaparidzé suggère d'exiger, par ultimatum adressé aux industriels, l'acceptation du contrat collectif supprimé pendant la guerre et dont la remise en vigueur est réclamée par

(22) Gouliev (118), p. 72.

les bolcheviks. Devant le refus du patronat, la grève générale éclate le 27 septembre, soutenue par les soldats et les marins de la garnison de Bakou. Le 2 octobre, les industriels cèdent aux exigences des grévistes. L'action menée par les bolcheviks pour la défense des ouvriers rehausse considérablement leur prestige. Le 27 octobre, à la conférence de l'exécutif du soviet élargi qui réunit le soviet des ouvriers et le soviet des députés des militaires [et non des soldats], Djaparidzé, après avoir lu le rapport sur les récents événements de Petrograd, déclare : « Après la victoire du prolétariat dans cette ville, il est indispensable d'instaurer le pouvoir soviétique à Bakou (23). » Pour parer à cette éventualité, S.R., mencheviks et dachnaks proposent la formation d'un gouvernement de coalition. Sur le refus des bolcheviks, ces partis forment le 18 novembre un comité de salut public. Les bolcheviks ripostent en s'adressant directement à la classe ouvrière et organisent des manifestations de protestation et des arrêts de travail.

Le 31 octobre, le soviet, par 288 voix contre 78 et 21 abstentions, décide de remettre le pouvoir à un soviet élargi composé d'ouvriers et de *soldats*. A la nouvelle conférence du soviet élargi qui a lieu le 2 novembre, il est question d'examiner les modalités du transfert du pouvoir au nouveau soviet. Le menchevik Bogdanov, en signe de protestation contre cette proposition, quitte la conférence, mais sur 464 présents, il ne sera suivi que par 120 délégués, en majorité S.R. de droite, mencheviks et dachnaks. Les moussavatistes restent mais demandent, sans succès, une représentation plus importante au comité exécutif du soviet.

Ayant ainsi pris en main la direction du soviet et profitant des controverses qui ne manquent pas de surgir entre les partis et le nouveau pouvoir, le comité exécutif procède à la liquidation des organismes qu'il juge subversifs. Le 12 novembre, le comité de salut public est dissous. Le 21 novembre, c'est le tour de l'I.K.O.O. Mais les partis de l'opposition ne désarment pas. Ils comptent sur les élections à l'Assemblée Constituante pour regagner leur position compromise. A l'élection à cette assemblée, le 26 novembre, les bolcheviks sont en tête avec 22 % des voix, suivis de près par les moussavatistes, les dachnaks et les S.R. Mais alléguant que ces

(23) Mil'man, *La lutte pour le pouv. soviét. en Azerbaïdjan* (139), p. 66.

élections ne reflètent pas la situation réelle et forts de l'instauration du pouvoir bolchevik à Petrograd, ils proposent des nouvelles élections au Soviet ; celles-ci seront organisées à la mi-décembre. Le nouveau soviét ainsi élu comprend 190 députés dont 51 bolcheviks, 41 dachnaks, 38 S.R. de gauche, 28 S.R. de droite, 21 moussavatistes et 11 mencheviks.

En l'absence de Chahoumian, parti pour Tiflis, Djaparidzé est élu président. Le 31 décembre, le nouveau soviét élit son comité exécutif « parmi les députés qui sont pour le pouvoir soviétique (24) ». Seuls les S.R. de gauche acceptent cette résolution. Le nouvel exécutif comprend 7 bolcheviks, 6 S.R. de gauche, 10 soldats et 4 marins. Les bolcheviks s'assurent également la majorité aux soviets régionaux.

Après la dissolution en janvier 1918, de l'Assemblée Constituante à Petrograd, S.R., mencheviks, dachnaks et moussavatistes adoptent une attitude plus conciliante à l'égard du soviét de Bakou. Les bolcheviks saisissent cette circonstance pour imposer progressivement leur contrôle sur l'industrie, le ravitaillement, les transports, la justice et préconisent la nationalisation de l'industrie pétrolière ; ils finiront par dominer entièrement le soviét.

L'agression turque

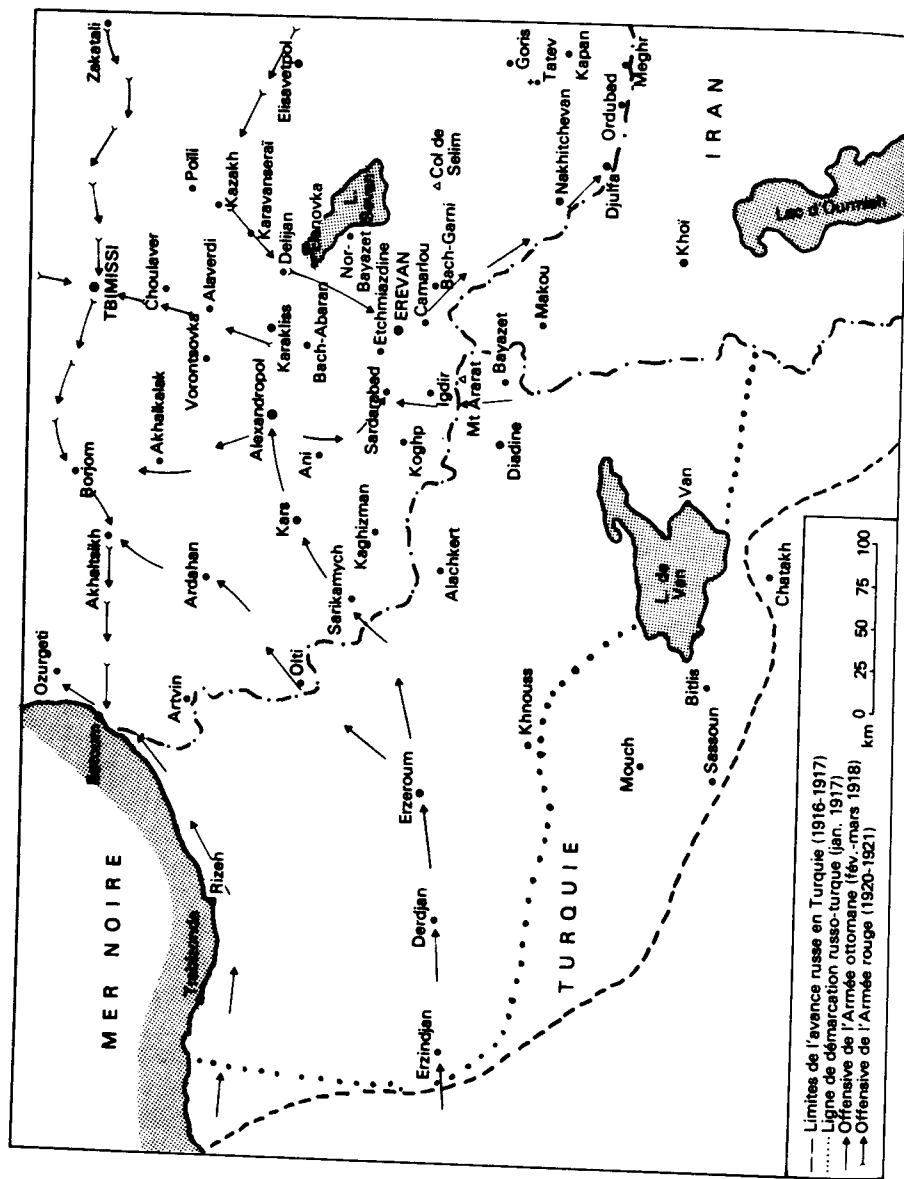
A peine installé dans ses fonctions, le *Seïm*, débarrassé des bolcheviks, doit faire face à une nouvelle menace. Profitant de l'offensive déclenchée par les Allemands en février après la rupture des pourparlers de Brest, les Turcs rompent la trêve conclue avec l'état-major de l'armée du Caucase, et le 12 février 1918, le jour même de l'ouverture du *Seïm*, franchissent la ligne de démarcation. Le prétexte est éloquent : il s'agit de défendre la population musulmane des territoires évacués par les troupes russes, mais l'objectif est aussi d'aider leurs frères de race à se libérer des Russes. Dans un article consacré à la situation au Caucase publié le 6 mars par l'officieux *Tasviri Efkâr*, on lit que les Géorgiens s'étaient d'abord montrés bienveillants envers les musulmans du Caucase. « Mais ces derniers jours, pris de la crainte d'une intervention ottomane,

(24) *Bakinski Rabotchii*, du 3 janvier 1918.

Arméniens et Géorgiens ont commencé à unir leurs efforts et pris une attitude hostile envers la Turquie (...) Pour appuyer leurs revendications contre cette force, les Arméniens ont constitué des corps d'armée dont l'un est composé de bandes qui attaquent actuellement nos troupes pour les chasser du territoire sacré de l'Empire ottoman. L'unique aspiration des Turcs du Caucase est de lier leur sort et leurs efforts à ceux des Turcs ottomans pour s'affranchir du joug qui pèse sur eux depuis des siècles. »

Les troupes arméniennes et géorgiennes levées en hâte par le *Seïm* ne peuvent offrir une résistance efficace à une armée turque aguerrie par quatre années de combats et renforcée par des unités d'élite prélevées sur le front mésopotamien. De surcroît, la majorité des Arméniens et des Géorgiens mobilisés — 200 000 environ — étaient dispersés sur le front occidental. Quant aux musulmans du Caucase — 40 % de la population —, qui disposaient de leurs propres troupes, ils n'avaient aucune envie de se battre contre leurs coreligionnaires et pensaient beaucoup moins à leur résister qu'à les accueillir à bras ouverts.

Le 13 février, sous la pression des forces turques, le corps d'armée arménien qui avait remplacé les troupes russes évacuait Erzindjan et se retirait sur Erzeroum où il résista vaillamment pendant quinze jours. Andranik et ses partisans furent chargés de couvrir la retraite des forces arméniennes afin de laisser aux nombreux réfugiés le temps d'échapper aux Kurdes et à la soldatesque turque. Chef prestigieux des volontaires arméniens sur le front du Caucase où il avait reçu le grade de général-major, Andranik fut nommé par le bureau des Arméniens occidentaux, transféré d'Erevan à Tiflis en décembre 1918, au commandement de la 3^e Division en formation qui comptait d'héroïques chefs de partisans comme Mourad, Smbat et Torkom. Désespéré par l'effondrement du front, Andranik envoie le 19 février un télégramme à Boghos Noubar pacha, chef de la Délégation arménienne à Paris : « Avons 12 000 soldats. Ennemi déclenche attaque. Pas espoir sur Arméniens du Caucase. Sont actuellement 8 000 et ne peuvent garder front. Tout désorganisé. Attendons nouvelles désagréables. Indispensable que Anglais envoient forces suffisantes en Perse et Alliés



descendent en Cilicie pour occuper ligne de l'Est. Là est le salut (25). »

Placé devant une situation périlleuse du fait de l'avance turque, le *Seim* télégraphie le même jour au général Vehib pacha qu'il est prêt à entamer des pourparlers de paix, et sur l'assentiment des Turcs se réunit le 1^{er} mars pour élaborer les bases des négociations de paix qui devaient avoir lieu à Trébizonde, considéré comme territoire neutre. Présidé par Tchkhenkeli et comprenant onze membres dont les Arméniens Katchaznoui et Khatissian, la délégation transcaucasienne, sur le point de se mettre en route, reçoit un télégramme de Karakhan l'informant de la cession des districts de Batoum, Kars et Ardahan à la Turquie. Pris au dépourvu, déconcerté par cet abandon, le *Seim* doute de l'utilité de se mettre en rapport avec les Turcs, mais assuré par la suite de leur présence à Trébizonde, il fait partir sa délégation, qui y arrive le 8 mars. Et le *Journal de Genève* d'écrire à propos de la délégation turque qui doit négocier avec le *Seim* : « Que signifie cette nouvelle délégation envoyée pour traiter de la paix quand d'autres délégués turcs sont à Brest-Litovsk pour traiter avec Petrograd ? Constatant l'intransigeance de Lénine dans la question arménienne, les Turcs s'adressent maintenant directement au Caucase dans l'espoir d'une paix séparée, comme avec l'Ukraine. »

La délégation turque n'arrive que le 12 mars, faisant attendre la délégation transcaucasienne quatre jours à bord du *Karol Karl* avant de l'autoriser à débarquer. Ouverte le 14, la conférence est présidée par le chef de la délégation turque, Houssein Raouf bey qui, dans un langage malicieux et fleuri, déclare : « Je remercie le ciel qui me donne l'occasion de souhaiter la bienvenue aux nobles représentants du peuple de la Transcaucasie avançant progressivement vers l'indépendance. J'ai l'honneur de considérer cet heureux événement comme la journée la plus précieuse de ma vie. » Et de rappeler qu'en cette dernière période la Turquie n'a malheureusement pu remplir son devoir historique de secourir le peuple caucasien dont le destin est étroitement lié à celui de la

(25) A.M.A.E.F., Arméniens du Caucase, 894, f° 34.

Turquie... par la religion, la race et l'histoire (26). Cette ignorance délibérée des Arméniens et des Géorgiens était de mauvais augure pour ces derniers. Et de fait, le 10 mars, Vehib pacha demande au général Lebedinsky de retirer ses troupes des trois districts d'Ardahan, Kars et Batoum en vertu des clauses du Traité de Brest-Litovsk. Tchkhenskeli demande si cette injonction signifie le refus de continuer des pourparlers. Feignant d'ignorer la demande de Vehib pacha, Raouf bey explique qu'il a mission de mener des pourparlers avec « la République transcaucasienne en formation » et demande quel serait le statut de cette république. Tchkhenskeli déclare alors que la Transcaucasie s'est dotée d'un État responsable, indépendant de fait, et qu'il ne reconnaît pas le traité conclu à Brest-Litovsk à son insu. N'étant pas satisfaite par une telle réponse, la délégation turque fait valoir qu'un accord conclu entre deux États souverains n'implique pas l'approbation d'un tiers, et que la Transcaucasie, pour bénéficier des dispositions du droit international, devrait se conformer aux normes qui y correspondent, à savoir en l'occurrence prendre les mesures nécessaires pour être reconnue par les autres puissances. Or, cette reconnaissance ne saurait avoir d'effet rétroactif. Ayant déclaré dans son télégramme du 23 janvier qu'il devait faire concorder ses actes avec la conduite et les actes des autres gouvernements autonomes faisant partie de la République russe, le gouvernement transcaucasien devait considérer de ce fait qu'il ne représentait pas un État indépendant mais bien un membre de la République fédérative russe. Le gouvernement ottoman, poursuit la délégation turque, avait appris pendant les opérations militaires menées contre la Russie, la formation d'un État en Transcaucasie et l'intention de cet État de se séparer d'avec la Russie ; il avait donc eu le désir de prendre contact et d'entrer en bonnes relations avec lui.

On peut négliger la suite des arguments byzantins échangés par les deux délégations au cours de pourparlers qui traînèrent en longueur. Devant les exigences turques jugées inacceptables, la délégation transcaucasienne quitta Trébizonde le 14 avril sans avoir abouti à un résultat quelconque.

Décidé à continuer le combat, le *Seïm* décréta la mobilisation, donna à Gueguetchkori, Ramichvili et Kartchikian

pleins pouvoirs pour constituer un comité de défense et adressa à la population la proclamation suivante : « Citoyens ! l'heure est venue où le sort de notre commune patrie va se décider. Vous connaissez les prétentions que le gouvernement turc nous a présentées. Il exige de nous la reconnaissance du traité de Brest-Litovsk conclu à l'insu des peuples du Caucase (...) Son but est de séparer la Transcaucasie du monde extérieur, de l'étouffer et de l'asservir. Nous ne pouvons les arrêter (les Turcs) que par la force des armes (27). »

Ayant perdu tout espoir de résister aux Turcs, le *Seïm*, convoqué le 22 avril en séance extraordinaire, décide de proclamer l'indépendance de la Transcaucasie. Un nouveau gouvernement, présidé par Tchkhenskeli, espère qu'ayant rompu tout lien avec la Russie, il aura la faveur des Turcs et obtiendra de meilleures conditions de paix. Ce fragile espoir ne tarda pas à être déçu. En insistant si nettement sur la nécessité pour la Transcaucasie de proclamer son indépendance, les Turcs, en réalité, cherchaient habilement à séparer ce pays de la Russie et à obtenir ainsi des concessions plus importantes que celles qu'ils avaient obtenues à Brest-Litovsk. En tout état de cause, leurs troupes approchent de Kars, ville clé qui commande l'entrée du Caucase. La confusion est telle parmi les dirigeants du *Seïm* que Tchkhenskeli, dans l'espoir d'obtenir la cessation des hostilités, cède le 23 avril Kars aux Turcs sans en avoir référé au *Seïm* qui devait l'investir dans ses nouvelles fonctions lors de la séance prévue pour le 26 avril. Cet acte délibéré soulève la colère des Arméniens qui le qualifient de trahison. Mais lorsque les Géorgiens leur proposent la présidence du *Seïm*, ils se dérobent, sachant qu'ils ne seront appuyés ni par les Géorgiens, exclusivement soucieux pour l'heure de préserver leur propre territoire, ni par les musulmans, intimement liés aux Turcs.

Le 26 avril 1918, Tchkhenskeli peut télégraphier au gouvernement ottoman qui a, entre-temps, reconnu l'indépendance de la Transcaucasie, pour lui annoncer que son gouvernement est prêt à reprendre les pourparlers à Batoum en vue de la conclusion de la paix.

(26) *L'intervention étrangère en Arménie* (127), doc. 17, pp. 29-35.

(27) A.M.A.E.F., Turquie-Caucase, 895, f° 253.

La commune de Bakou

Ayant échappé à l'arrestation à Tiflis où les mencheviks voulaient l'appréhender, Chahoumian arrive le 20 février à Bakou. Il espère, avec l'aide du pouvoir central des soviets, organiser une armée rouge capable de s'emparer de Tiflis pour renverser le *Seim*, ramener à sa cause les ouvriers et paysans hésitants, et lutter contre les convoitises germano-turques, en un mot conserver la Transcaucasie aux soviets. Sous la direction de Korganov et de Mikoyan, qui, à l'âge de 23 ans, fait sa première apparition à Bakou, le comité militaire-révolutionnaire, reconstitué après son départ de Tiflis, crée une garde rouge et un régiment international composé d'ouvriers et de soldats de diverses nationalités. En mars, les bolcheviks disposent de 6 000 hommes.

La rupture avec le *Seim* et le danger d'occupation de la Transcaucasie par les Turcs se répercutent sur l'attitude des partis à Bakou. Les dachnaks se rapprochent des bolcheviks par crainte de la menace turque. S.R. et mencheviks, tout en se méfiant des bolcheviks, veulent conserver Bakou à la Russie. Les moussavatistes, malgré une majorité musulmane dans la région de Bakou, sont faiblement représentés au Soviet où dominant les Russes et les Arméniens. Le soutien tacite accordé par les moussavatistes aux bolcheviks était plutôt motivé par leur souci, en attendant l'évolution de la situation en leur faveur, de maintenir l'équilibre entre les deux blocs constitués d'une part par les S.R., mencheviks et dachnaks et d'autre part par les bolcheviks. Mais leurs espoirs, qui découlaient de la promesse faite par Lénine dans sa déclaration du 24 décembre 1917 aux peuples musulmans de la Russie devenaient problématiques en raison de la lutte interne déclenchée en Russie, lutte qui risquait d'aboutir à l'instauration d'un pouvoir hostile à l'autonomie des allogènes.

L'avance turque aux frontières de la Transcaucasie rend plus crédible l'espoir des moussavatistes de mettre fin à leur dépendance à l'égard des Russes. Dès lors, ils adoptent sans équivoque une orientation pro-turque, et n'attendent que l'arrivée des Turcs pour se débarrasser des partis adverses. Jouant sur ces contradictions, le comité exécutif du soviet en tire habilement parti pour dominer la situation. Lénine, à qui Chahoumian a fait parvenir un rapport sur la situation à

Bakou, apprécie ainsi cette politique en lui écrivant le 14 mars : « Votre politique efficace et résolue nous ravit. Tâchez de l'harmoniser avec une diplomatie souple, conditionnée par un particularisme et une situation compliquée, et nous vaincrons (28). »

Le 12 mars, la prise d'Erzeroum par les Turcs encourage les moussavatistes à passer à l'action directe contre le soviet. Ils renforcent auparavant leur formation militaire créée par leur comité national et composée d'éléments de la Division Sauvage (29) retour du front occidental.

Aidés par les émissaires turcs qui fomentent des troubles dans les régions musulmanes, et notamment au nord de Bakou, au Daghestan, où l'imam Gotsinski, hostile aux bolcheviks, s'empare le 25 mars du port de Petrovsk (l'actuel Makhatchkala) privant ainsi Bakou de communications avec le Nord d'où vient son ravitaillement en blé, les moussavatistes se rendent maîtres au sud, de Lenkoran, autre port de la Caspienne. Pour échapper à l'encerclement qui les menace, les bolcheviks envoient des troupes dans ces directions et arrivent le 14 mars à dégager Lenkoran. Les moussavatistes demandent des renforts à leur état-major de Bakou et le 29 mars, un détachement commandé par Assadoulaev, fils d'un millionnaire de Bakou, s'embarque à l'insu des bolcheviks sur le navire *Evelina* pour porter secours à leurs compatriotes mis en mauvaise posture à Lenkoran. Le soviet envoie les gardes rouges pour s'emparer du navire. Ils sont accueillis par un feu nourri mais réussissent à désarmer leurs adversaires. L'incident met le feu aux poudres. Le 30 mars, une délégation de moussavatistes conduits par Rassoul Zadeh se présente au comité exécutif du soviet et exige la remise des armes.

Afin d'éviter un conflit susceptible de prendre un caractère intercommunautaire, ce que les bolcheviks veulent éviter, le comité militaire révolutionnaire propose de remettre les armes entre les mains du parti *Hümmet*, ce que les moussavatistes ne peuvent accepter. Il s'ensuit un affrontement sanglant auquel participent plus de 20 000 hommes ; en trois jours, du 30 mars au 1^{er} avril, on comptera des deux côtés 3 000 tués ou blessés. Le Conseil arménien, qui dispose d'autant de troupes que les bolcheviks, décide d'abord de rester neutre dans le conflit.

(28) Lénine, *O.C.* (135), vol. 1, pp. 104-108.

(29) Formation musulmane créée par les Russes pendant la guerre.

Soucieux de protéger ses compatriotes, il concentre ses troupes dans leur quartier mais il ne peut les empêcher d'être entraînés dans une action contre les musulmans. Retranché dans la forteresse, écrasé par l'artillerie de marine, l'E.M. des moussavatistes se rend. Une délégation conduite par Ali Mardan Toptchibachev se présente au Comité pour la défense de Bakou créé par le soviét qui l'oblige à accepter les conditions de reddition suivantes : les moussavatistes doivent reconnaître le Comité exécutif bolchevik comme seul pouvoir dans la ville, accepter la subordination de leurs troupes au soviét ou à défaut assurer leur évacuation de la région de Bakou, ne pas obstruer les communications avec Tiflis et Petrovsk.

Après ce succès, les bolcheviks prennent des mesures propres à renforcer leur autorité. Ils ferment les journaux de l'opposition et imposent aux industriels une contribution de 50 millions de roubles. Chahoumian, dans sa lettre du 13 avril au Soviet, transféré à Moscou, décrit en ces termes les événements sanglants dont la ville a été le théâtre : « D'un côté la garde rouge soviétique, le régiment bolchevik international et la flotte rouge. De l'autre, la Division Sauvage musulmane qui compte dans ses rangs de nombreux officiers russes, et des bandes armées musulmanes dirigées par les moussavatistes. L'issue du combat nous a été favorable (...) Ce sont les moussavatistes qui ont pris l'offensive : victorieux, ils seraient devenus maîtres de toute la Transcaucasie et cela se serait traduit pour la Russie par la perte de ce territoire. Nous avons eu 6 000 combattants et 3 à 4 000 hommes de troupes arméniennes soumises aux dachnaks. Leur participation a pris le caractère d'une lutte intercommunautaire, mais il a été impossible de l'éviter (30). »

Les succès militaires bolcheviks à Bakou inquiètent le *Seïm* et particulièrement le groupe parlementaire moussavatiste qui a établi sa capitale provisoire à Gandja. Le 2 avril, à la réunion du *Seïm*, le S.R. géorgien Noï Ramichvili déclare qu'après cette défaite, « la voie est ouverte à l'offensive bolchevique contre Tiflis et à la conquête de toute la Transcaucasie » (31). Début avril, sous la pression des moussavatistes, le *Seïm* décide d'envoyer le colonel Nikita Magalov à la tête de 6 000 hommes de la Division Sauvage à Gandja d'où, renforcé par les

(30) *La lutte pour le pouv. sov. en Azerbaïdjan* (104), doc. 359, pp. 347-350.

(31) *Histoire de l'Azerbaïdjan* (121), vol. I, p. 109.

formations moussavatistes, il se dirige vers Bakou. Aidé par le même imam Gotsinski qui vient du Nord à la tête de 1 500 hommes, il arrive à se rapprocher de la station de Khourdalan, à 17 kilomètres de la ville, mais ses troupes sont contenues par les forces combinées arméno-bolcheviques qui les repoussent, évitant ainsi l'encerclement de Bakou. Fin avril, les troupes rouges occupent Petrovsk et Derbent, libérant les communications par voie de terre et de mer avec le Nord.

La proclamation par le *Seïm* de l'indépendance de la Transcaucasie est considérée par les bolcheviks comme une trahison à l'égard de la Russie Soviétique. Après avoir dissous la Douma municipale et remplacé la milice par une garde « ouvrière et paysanne », ils décident le 25 avril de créer leur propre gouvernement, le Sovnarkom, composé uniquement de bolcheviks et de S.R. de gauche. C'est le début du gouvernement de la Commune de Bakou. Entrent dans le Sovnarkom, présidé par Chahoumian, P. Djaparidzé (Intérieur), G. Korganov (Défense), N. Narimanov (Justice), A. Karinian (Éducation), et un S.R. de gauche I. Soukhartsev (Postes et Télégraphe). Pour atténuer le malaise régnant chez les musulmans après l'affrontement de mars, Chahoumian nomme M. Azizbekov commissaire pour la province de Bakou, puis président du Comité exécutif du Soviet des députés des paysans dans la même province.

Dans une déclaration du 1^{er} mai 1918, le Soviet affirme qu'il est étroitement solidaire du pouvoir central et que tous les décrets et directives émis par ce pouvoir ont force de loi dans les territoires qu'il contrôle. « Le Soviet luttera jusqu'au bout pour l'instauration du pouvoir soviétique dans toute la Transcaucasie et au Daghestan (32). » Mais quel pouvoir pourrait arrêter la progression rapide des Turcs auxquels ne s'opposent que les faibles effectifs des troupes arméno-géorgiennes, et faire participer les musulmans à la défense commune du Caucase ?

La conférence de Batoum

Les pourparlers interrompus à Trébizonde reprennent le 11 mai 1918 à Batoum. La délégation turque présidée par Khalil

(32) *Bakinski Rabotchii*, du 1^{er} mai 1918.

bey, ministre de la Justice, assisté de Vehib pacha, rencontre celle de la Transcaucasie, présidée par Tchkhenskeli, entouré de Katchaznoui et de Rassoul Zadeh. L'Allemagne, en tant que co-signatrice du traité de Brest-Litovsk, est représentée par le général von Lossow. La délégation transcaucasienne insiste pour que les pourparlers soient conduits sur la base du traité de Brest-Litovsk. Khalil bey réplique que ce traité a été désapprouvé par le *Seïm* et qu'après le départ de la délégation transcaucasienne de Trébizonde, les opérations militaires ne se sont pas arrêtées, ce qui a créé une situation nouvelle : « Les faits qui suivirent sont connus, la lutte a commencé entre les troupes turques et les troupes caucasiennes et malheureusement le sang a coulé. Le caractère de nos rapports a donc changé (33). » Le 14 mai, les Turcs présentent des exigences accrues : outre les territoires attribués à Brest, ils demandent les districts d'Akhalkalak et d'Akhaltikh, dont les représentants musulmans, présents à Batoum, réclament le rattachement à la Turquie, ainsi que l'annexion d'une zone de 25 kilomètres de large le long du chemin de fer Alexandropol-Djoulfa, assurant le libre passage des troupes turques vers la Perse, sous prétexte de combattre les Anglais qui s'y trouvent (34). Ils appuient cette exigence par une nouvelle avance, et le 15 mai s'emparent de l'important nœud ferroviaire d'Alexandropol (aujourd'hui Leninakan), menaçant ainsi Tiflis et Erevan.

La menace de l'occupation totale de l'Arménie orientale provoque un sursaut de patriotisme à Erevan. Le général Nazarbekian, commandant en chef de l'armée arménienne, lance un pathétique appel de la dernière heure, et le 26 mai, un corps d'armée aux ordres des généraux Daniel Bek Piroumian et Silikian livre des combats acharnés près d'Erevan, à Sardarabad, contraignant les Turcs à battre en retraite. Erevan est sauvé ; l'organisateur de sa défense, Aram (Manoukian), montrera un courage civique digne de cette lutte mémorable qui assura la survie de l'Arménie et son indépendance. Les Turcs sont également arrêtés à Bach-Abaran par le chef populaire Dro et à Karaklis, ce qui retarde la progression des Turcs vers Bakou

(33) A.M.A.E.F., Russie-Turquie, 626, réf. 653-1.

(34) Pendant les années 1916-1917, la guerre russo-turque s'étendit dans la partie nord-ouest de la Perse. Aux termes du traité de Brest, les troupes russes et turques devaient évacuer ce pays.

qu'ils convoient. Mais les Arméniens seuls ne peuvent contenir longtemps quatre des meilleures divisions ottomanes, bien que leur enthousiasme soit tel qu'ils sont prêts à poursuivre l'ennemi dans la région de l'Araxe.

Mal informés de la situation réelle sur le terrain, les délégués arméniens à Batoum ne sauront utiliser les atouts obtenus sur le champ de bataille ; ils se résignent à accepter de dures conditions de paix. Seul Andranik, qui trouve ces conditions déshonorantes, se retire avec ses partisans de Delijan d'où il va gagner la région de Nakhitchevan, dans l'espoir de faire jonction avec les Anglais en Perse.

L'indépendance des républiques transcaucasiennes (mai 1918)

Fort du succès des armées turques et sur l'insistance de son ministre de la guerre, Enver pacha, qui a des visées sur le Caucase et au-delà, Khalil bey présente le 26 mai un ultimatum à Tchkhenkeli, lui demandant d'accepter dans un délai de 72 heures le projet de traité prévoyant, outre l'annexion des territoires déjà cités, une plus large portion des régions d'Alexandropol et d'Erevan, si bien que la totalité des territoires convoités est double de ceux cédés par le traité de Brest-Litovsk. Les Turcs réclament en outre le libre passage de leurs troupes sur les voies de communications conduisant à Bakou. La possession de cette ville leur permettra d'isoler la Transcaucasie de la Russie et d'exercer un protectorat sur le Caucase. L'Allemagne, fortement intéressée par les ressources naturelles de la Transcaucasie et surtout par le pétrole qui lui fait cruellement défaut, veut écarter les armées turques de cette région ; elle préfère les voir combattre les Anglais qui avancent en Mésopotamie. Von Lossow est pour le maintien des frontières établies par le traité de Brest-Litovsk, mais son intervention en faveur de la délégation transcaucasienne n'ayant produit aucun effet sur les Turcs, il se retire de la conférence et au lieu de gagner Berlin comme il le prétend, il se rend clandestinement à Poti où débarquent les premiers détachements allemands. Il y traitera séparément avec les Géorgiens.

Pendant que la conférence bat son plein, des pourparlers secrets s'engagent dans les coulisses. Les moussavatistes Rafibekov et Soultanov projettent la déclaration d'indépendance de l'Azerbaïdjan sous le protectorat de la Turquie. Les Géorgiens profitent adroitement des controverses qui surgissent en-

tre délégués turcs et allemands pour se rapprocher des Allemands et, sous leur garantie, proclamer l'indépendance de leur pays. Seuls les Arméniens, qui n'ont ni ressources ni protecteurs, se trouvent isolés. Mais pour proclamer l'indépendance, il faut faire éclater la Fédération transcaucasienne. Le 26 mai, le jour même de la réception de l'ultimatum turc, à la dernière séance du *Seïm*, Akaki Tseretelli déclare qu'on ne peut parler de l'unité de la Transcaucasie lorsque cette unité n'existe pas en réalité et que dans ces circonstances il ne reste aux Géorgiens qu'à proclamer leur indépendance. Malgré les véhémentes protestations des Arméniens, la résolution adoptée par la majorité menchevique-moussavatiste décide la dissolution du *Seïm* : « Étant donné les discordances qui se sont manifestées sur les questions de guerre et de paix parmi les peuples qui ont créé la république indépendante de Transcaucasie et l'absence d'un pouvoir autoritaire unanime qui en découle, le *Seïm* se considère comme dissous (1). » Quelques heures plus tard, dans le même bâtiment, Jordania, président du Conseil national géorgien, proclame en présence du représentant allemand, comte von Schulenburg, l'indépendance de la Géorgie. Le gouvernement constitué sous sa présidence comprend Tchkhenkeli (Affaires Étrangères), Noï Ramichvili (Intérieur) et Tchkhéïdzé, qui sera président du Conseil National. Le 28 mai, à Poti, Tchkhenkeli et von Lossow signent un accord de coopération entre l'Allemagne et la Géorgie, qui met ce dernier pays sous protectorat allemand. Le 27 mai, la fraction musulmane du *Seïm* décide de former un gouvernement de l'Azerbaïdjan indépendant, et le lendemain, dans une chambre de l'hôtel Orient à Tiflis, le comité exécutif du Conseil National musulman proclame l'indépendance de l'Azerbaïdjan « s'étendant aux territoires méridionaux et orientaux de la Transcaucasie ». Il ne reste aux Arméniens qu'à proclamer le 28 mai, à contrecœur, leur indépendance dans une déclaration qui traduit leur embarras : « En raison de la situation créée par la dissolution de l'unité politique de la Transcaucasie et par la proclamation de l'indépendance de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan, le Conseil National arménien se déclare l'autorité unique et suprême des provinces (*sic*) arméniennes. »

(1) *Polit. étr. de la Géorgie et de la Transc.*, Tbilissi, 1919, p. 330.

Cette déclaration peu enthousiaste fera tout de même naître, après des siècles, un État indépendant.

C'est avec ces trois républiques nouvellement créées que les Turcs signent le 4 juin des traités de paix.

Le traité « de paix et d'amitié » entre le gouvernement ottoman et la République arménienne ne laisse à celle-ci qu'un territoire nain de 9 000 kilomètres carrés autour d'Erevan et du lac Sevan. Aux termes de ce traité, le gouvernement turc assistera militairement l'Arménie sur sa demande pour rétablir l'ordre sur son territoire (Art. IV). Le gouvernement d'Erevan s'engage : 1° - à supprimer toutes les bandes armées qui se trouvent sur son territoire et à disperser celles qui pourraient s'y réfugier (Art. V) ; 2° - à accorder la liberté religieuse et culturelle totale à tous les musulmans habitant le territoire arménien (Art. VI). Un traité complémentaire annexé stipule que le gouvernement arménien doit démobiliser complètement son armée. Les effectifs des forces à maintenir devront être déterminés par le gouvernement ottoman (Art. I) ; il devra mettre à la disposition de l'armée turque toutes les voies de communications pour le libre passage sur son territoire (Art. III). Ce traité est signé du côté arménien par Rouben Katchaznouni, Alexandre Khatissian et Mikhaïl Papadjanov, et du côté turc par Khalil bey et Vehib pacha (2).

Le traité signé avec la Géorgie à la même date est plus clément. Bien qu'amputé d'un sixième de son territoire, le bouclier allemand constitué par la présence d'un contingent de 10 000 hommes permet aux Géorgiens de limiter l'immixtion des Turcs dans leurs affaires. En outre, les mencheviks se sentent libres pour éliminer l'influence bolchevique qu'ils accusent d'ailleurs d'avoir contribué à la désintégration de la Transcaucasie et aux soulèvements paysans dans différentes régions de leur territoire. Déjà en février, la presse bolchevique est supprimée. La majorité des membres du Kraïkom se réfugient en juin à Vladikavkaz où le pouvoir bolchevik est rétabli. Les autres, comme Tskhakaya, entrent dans la clandestinité.

Quant aux musulmans, devenus pour la première fois Azéris, ils tirent un maximum d'avantages : les Turcs s'en-

gagent à libérer Bakou, leur future capitale, demeurée aux mains de bolcheviks. En attendant, les Azéris, qui ont formé leur gouvernement sous la présidence de Fatali Khankhoïski, s'installent le 14 juin à Gandja.

Si le traité signé à Batoum donne satisfaction aux Turcs, il indispose les Allemands qui y voient une entrave à leur pénétration économique au Caucase. Ils espèrent en modifier les clauses à la ratification de ce traité, prévue un mois après la date de la signature.

Après la proclamation de l'indépendance, c'est au Conseil arménien de Tiflis qu'incombe la tâche de former un gouvernement pour l'Arménie, pays dévasté et affamé avec lequel il n'avait apparemment que peu de liens organiques. Son désir de former un gouvernement de coalition rencontre maints obstacles : les populistes accusent les dachnaks de tous les maux qui se sont abattus sur le pays et veulent les éliminer, sociaux-révolutionnaires et sociaux-démocrates ne veulent pas entendre parler des populistes qui, pour eux, sont des bourgeois. Irrité par ces flottements, Aram, qui exerce un pouvoir dictatorial à Erevan, et Katchaznouni, qui préside le Conseil à Tiflis, menacent de démissionner. Finalement, sous la présidence de ce dernier, un cabinet dachnak est formé où entrent Khatissian (Affaires Étrangères), Kartchikian (Finances), Aram (Intérieur). Seul le portefeuille de la Guerre est confié à un sans parti, Allaverdian. Ce gouvernement — en compagnie d'autres membres du Conseil — n'arrive à Erevan que le 20 juillet.

Le Parlement (*Khorourdarán*) issu des membres du Conseil, doit faire face à une situation chaotique. Sur un territoire montagneux de 9 000 kilomètres carrés, privés de la riche plaine de l'Ararat occupée par les Turcs, comptant une population de 750 000 âmes dont 300 000 réfugiés qui ont fui l'occupant turc, la famine et les épidémies ne tardent pas à sévir. De surcroît, le Parlement doit faire face à l'hostilité des musulmans qui sont nombreux dans la région.

Malgré des efforts méritoires pour mettre en marche un appareil d'État et les mesures prises pour essayer d'améliorer des conditions dramatiques, la situation demeure critique.

La proclamation de l'indépendance de l'Azerbaïdjan n'affecte pas sa partie orientale, qui demeure sous la dépendance

(2) *L'intervent. étrang. en Arménie* (127), pp. 154-161.

des bolcheviks. Ceux-ci, pressés d'introduire les réformes prévues dans leur déclaration du 1^{er} mai, jugeant que cela les rapprochera davantage des masses laborieuses, nationalisent les forêts, les pêcheries et la flotte marchande, monopolisent l'achat du coton qu'ils expédient à Moscou, et par décret du 2 juin nationalisent l'industrie du pétrole, en majorité propriété de capitalistes étrangers. Cette mesure est d'ailleurs désavouée par Moscou qui tient le pétrole pour gage des futures transactions avec les puissances occidentales. La nationalisation et le partage des terres sont promulgués par décret du 18 juin. Mais toutes ces réformes n'ont que peu d'effet sur les ouvriers et les paysans musulmans. Ceux-ci demeurent plus sensibles à l'action des Turcs et des moussavatistes qui combattent pour établir dans le pays un État musulman plus proche d'eux par le sentiment national et religieux qu'à la doctrine bolchevique. A ce propos, Mikoyan, qui quittera Bakou dès l'entrée des Turcs, interprétera ces faits à sa manière : « Les vagues de la révolution agraire n'ont pas brisé les barrages dressés par la bourgeoisie et les propriétaires terriens entre le village et le Bakou prolétarien (3). »

L'introduction hâtive des réformes rencontre l'opposition de la bourgeoisie et des partis adverses. La production, déjà ralentie par manque de matières premières, est désorganisée. Le nombre des ouvriers et des employés de l'industrie du pétrole, qui était de 47 000 en 1917, descend à 38 000, la production du pétrole passe en même temps de 12 à 7 millions de tonnes. Le ravitaillement fait défaut en raison de la désorganisation des transports et des actes de sabotage perpétrés dans le Nord, au Daghestan. La Commission de ravitaillement créée le 15 mai sous la présidence du vieux bolchevik Stopani demande aux ouvriers « de ne pas tomber dans le désespoir en raison de l'agitation des ennemis du pouvoir soviétique qui veulent profiter de la pénurie de pain pour semer le désordre dans les masses prolétariennes (4) ».

Maîtres de la ville et des communications qui, par la Caspienne, leur permettent de recevoir armes et vivres d'As-trakhan qui se trouve aux mains des bolcheviks, les partis S.R.,

menchevik et dachnak sont contraints, bon gré mal gré, de collaborer.

Le 1^{er} juin, à l'Assemblée extraordinaire du Soviet des députés des paysans, Chahoumian prononce un grand discours. Il considère que la situation de la Transcaucasie, qui était critique, est devenue catastrophique. Dénonçant les gouvernements transcauciens indépendants, il poursuit : « Nous pourrions constituer un fort pouvoir international soviétique qui ne craindrait ni la bourgeoisie arménienne ni les beks et les khans musulmans. Ce pouvoir d'union démocratique en Transcaucasie pourrait sans crainte faire face aux hordes turques et à la menace allemande du côté de Batoum. Mais il n'en est rien. (...) La proclamation de l'indépendance géorgienne témoigne d'un nouveau crime des mencheviks. Elle n'est pas une solution révolutionnaire du moment mais une nouvelle tentative de trahison honteuse. (...) Le *Moussavat*, parti le plus faible du Caucase, qui n'a joué aucun rôle au début de la Révolution, est devenu le plus fort, grâce à l'appui des nationalistes géorgiens, à l'ignorance et au manque d'organisation de la démocratie musulmane. (...) Ces derniers temps, il a été question d'une avance des forces germanoturques et de celles du *Seïm* contre nous ; nous devions soit les vaincre pour établir notre pouvoir, soit succomber avec honneur dans une lutte inégale. Il en est de même aujourd'hui. Nous devons être prêts à soutenir ce combat (5). » En réponse à l'intervention de ses contradicteurs, notamment du leader menchevik Aïollo, qui rendait les bolcheviks responsables de la signature du honteux traité de Brest-Litovsk, Chahoumian répondit que ce qu'avait fait Lénine pour arrêter la guerre était dans l'intérêt des masses prolétariennes.

Au représentant dachnak Zarafian, qui voulait justifier la participation des Arméniens au *Seïm*, Chahoumian répliqua que les dachnaks, en s'associant avec la bourgeoisie arménienne, n'avaient pas rompu leurs liens avec celle-ci et continuaient à dépendre de leur centre de Tiflis, hésitant à suivre le soviétique (6). Le même jour le Sovnarkom de Bakou

(3) Tokarjevsky (149), p. 36.

(4) *Histoire de l'Azerbaïdjan* (121), vol. I, p. 135.

(5) G.R.S.O. (152), doc. 154, pp. 209-220.

(6) *Ibid.*, p. 218.

adresse aux paysans et ouvriers de la Transcaucasie un appel à la lutte contre les envahisseurs turcs et la contre-révolution intérieure : « Chassés de Russie, les nobles géorgiens Tseretelli, Ramichvili, Tchkhéïdzé s'installent en Transcaucasie, s'unissent avec les beks, les khans et les nationalistes arméniens, les dachnaks, et mènent une politique criminelle contre les masses laborieuses de ce pays. (...) Leur politique a abouti à l'abandon de la Transcaucasie aux Turcs. Les mencheviks et les moussavatistes nous assurent que les troupes turques se dirigent vers Bakou pour la défense de la population musulmane. Tout cela est faux. Leur but consiste à instaurer le pouvoir des beks et des khans et à reprendre vos terres (7). »

La résolution adoptée à la fin de l'Assemblée (1-4 juin) proclamait la nécessité de combattre la contre-révolution et « d'établir le pouvoir soviétique en Transcaucasie, avec l'aide de la Grande Russie Révolutionnaire (8) ».

Avant la réunion de cette Assemblée, Chahoumian attirait déjà l'attention de Lénine sur la menace turque qui pesait sur Bakou. Le 23 mai, il lui télégraphiait : « Les événements se développent rapidement et tout indique que les Turcs ont l'intention de marcher sur Bakou (9). » Ces craintes étaient justifiées. Privés de leur capitale, les moussavatistes s'installent provisoirement le 14 juin 1918 à Gandja où les Turcs concentrent leur armée en vue de l'offensive contre Bakou. Nouri pacha, présent déjà le 27 mai à Gandja, y concentre 7 000 combattants. Il est rejoint le 5 juin par la 5^e division d'élite de Tchanak-Kalé aux ordres de Moursal pacha. Le 19 juin, Turcs et Azéris proclament l'état de siège dans les territoires qu'ils occupent. Le gouvernement moussavatiste de Khankhoïski décrète la mobilisation des Azéris et les intègre, ainsi que les restes de la Division Sauvage, dans les forces turques. Pour donner un caractère de croisade à l'entreprise, on donne à l'ensemble le nom d'« Armée de l'Islam ». Celle-ci compte environ 20 000 combattants. Elle est dotée d'une artillerie puissante, et renforcée d'artilleurs allemands. Tout est prêt pour la marche sur Bakou.

(7) *La lutte pour la vict... en Azerb.* (111), doc. 469, pp. 450-452.

(8) Ibrahimov (120), p. 287.

(9) Tokarjevsky (149), p. 82.

Pour les Turcs, la ville du pétrole présentait une importance capitale. La possession de ce centre musulman leur donnait la possibilité de réaliser leur vaste et ancien projet : la création d'une grande union des peuples musulmans sous leur domination.

Pour les Russes, Bakou n'était pas seulement une tête de pont à conserver à tout prix pour la reconquête de la Transcaucasie, mais la source la plus importante de leur approvisionnement en pétrole. Pendant les quatre premiers mois de l'année 1918, ils reçurent 1,3 millions de tonnes. Lénine, préoccupé par le mouvement contre-révolutionnaire qui se développait en Russie avec l'appui de l'Entente, songeait surtout à conserver le pouvoir. N'ayant pas, dans un moment aussi critique, les moyens d'aider efficacement le soviet de Bakou, il entrevoyait avec appréhension, du fait de l'avance germano-turque dans le Caucase, un autre danger : la création d'un nouveau front en Transcaucasie. Cette crainte fut exprimée dans les *Izvestia* du 21 mai : « Celui qui possède le Caucase possèdera d'immenses richesses et sera maître des voies menant vers l'Inde et le Golfe Persique. Les deux groupes impérialistes, l'Entente et les Germano-Turcs, nous sont hostiles. L'invasion germano-turque et l'occupation du Caucase peuvent entraîner la chute du pouvoir des Soviets et assurer le triomphe de la réaction noire (10). »

Les bolcheviks, qui n'ont pas reconnu le traité de Batoum, tentent d'arrêter l'avance turque par la voie diplomatique, en se référant aux conditions du traité de Brest qui ne prévoyait pas l'occupation de Bakou, mais les Allemands, qui ont leurs propres visées sur cette ville, ne disposant pas de forces suffisantes et privées des renforts qu'ils attendaient des Balkans à la suite de la défection de la Bulgarie, sont incapables de faire pression sur leur allié turc.

Ne pouvant trop compter sur l'aide de Moscou, le Soviet de Bakou mobilise ses forces pour riposter à l'avance turco-azérie. Le 6 juin, le commissaire à la Défense adresse une proclamation aux « Soldats de l'Armée rouge du Caucase » : « Camarades soldats, le sort de la révolution des ouvriers et paysans de la Transcaucasie est entre vos mains. (...) Vos

(10) *Lalebekian*, (134), p. 15.

regards se tournent vers le prolétariat de Bakou et son Armée rouge que vous attendez comme une libératrice. Dans les montagnes de l'Arménie et de la Géorgie [des soulèvements y ont eu lieu contre les propriétaires terriens] se trouvent beaucoup de braves combattants. Ils ne sont faibles que du fait qu'ils ont été divisés et trahis par les mencheviks et les dachnaks de Tiflis. (...) Si vous pouvez, avec l'aide des paysans musulmans, arméniens et géorgiens, leur rendre les terres des pachas, des beks et des nobles, aucune force ne pourra vous résister. (...) En avant pour la lutte sanglante, mais juste et sainte (11). »

Les bolcheviks groupaient environ 14 000 combattants, dont beaucoup de nouvelles recrues sans formation militaire. Le Soviet ne pouvait compter que sur quelques milliers de soldats et de marins russes et sur les troupes arméniennes qui s'étaient jointes à l'Armée rouge mais qui gardaient leur autonomie sous le commandement du colonel Avetissov, auprès de qui d'ailleurs le soviét envoya Mikoyan, en qualité de commissaire politique.

L'offensive contre l'« Armée de l'Islam » fut déclenchée au début de juin dans trois directions : au nord vers le Daghestan, au sud sur la côte de la Caspienne, et surtout à l'ouest, le long du chemin de fer Bakou-Tiflis où était concentré le gros des troupes turques. Le début de l'offensive est couronné de succès. Le 12 juin, l'importante station de Kurdamir est aux mains des bolcheviks qui, à la fin juin, se trouvent à 150 kilomètres de Gandja. Lénine, craignant que cette offensive ne se transforme en un affrontement avec les Allemands qui serait lourd de conséquences, et ne songeant qu'à protéger Bakou, enjoint à Staline, commissaire militaire sur le front de la Volga, de ralentir l'offensive, contrairement aux vœux de Chahoumian qui, lui, espère entraîner les éléments favorables aux bolcheviks, quoique hésitants, au fur et à mesure de leur marche en avant. Le 8 juillet, Staline adresse à Chahoumian le message suivant : « Vos succès nous réjouissent, mais afin d'éviter toute complication avec les Allemands, nous vous demandons de ne pas avancer au delà d'Elisavetpol (Gandja) (12) », région limitrophe de la Géorgie dont l'indépendance a été officiellement reconnue par l'Allemagne qui la protège.

(11) G.R.S.O. (152), doc. 81, p. 177.

(12) Khatchapouridzé (130), doc. 181, p. 176.

Les Turcs ne s'attendaient pas à une résistance aussi vive. Khadjinski, ministre des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan, écrit à Rassoul Zadeh, chef de la mission diplomatique azérie à Constantinople : « Notre situation sur le front est précaire, nous ne pouvons avancer. (...) Il faut envoyer d'urgence une division, autrement nous ne prendrons pas Bakou (13). » Nouri pacha fait appel à Enver pacha, ministre de la Guerre, pour obtenir des renforts, qui ne tardent pas à arriver. La contre-offensive de l'« Armée de l'Islam », à la fin juillet, rejette les troupes rouges à la station de Karamarian, 100 kilomètres à l'ouest de Bakou. Face au danger qui menace la ville, et constatant l'impossibilité de la défendre avec les seules troupes bolcheviques et arméniennes, étant donné la supériorité numérique écrasante des Turcs et de leurs alliés moussavatistes, les groupes S.R., dachnak et menchevik du Soviet, auxquels se joint la flotille de la Caspienne, préconisent de faire appel aux Britanniques, stationnés dans le nord de la Perse, pour barrer la route aux Germano-Turcs. A l'Assemblée extraordinaire du soviét convoquée le 16 juillet pour débattre de la question, les bolcheviks s'opposent à cette solution, mais en raison de la gravité de la situation, ils acceptent l'envoi, en renfort, des 1 200 cosaques du général Bitcherakhov qui, après la défection du corps expéditionnaire russe en Perse, s'est mis au service des Britanniques, sous le commandement du général Dunsterville. Ce dernier était déjà en rapport avec les S.R. de Bakou, qui n'attendaient que le moment opportun pour évincer les bolcheviks du Soviet (14). Les 1 200 cosaques débarquent le 7 juillet à Alyati, à 60 kilomètres au sud de Bakou, et le Soviet, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, mais aussi pour ne pas se laisser déborder par des éléments hostiles, fait venir de son côté, par Astrakhan, un régiment prélevé sur le front ukrainien, commandé par Petrov qui, avec 780 hommes, n'arrivera que le 20 juillet. Le 25 juillet, à la deuxième Assemblée extraordinaire du Soviet, inquiets de la situation qui ne cesse de dégrader sur le front, S.R.,

(13) *Histoire de l'Azerbaïdjan* (121), vol. II, p. 145.

(14) Dans une entrevue avec Mc Donell, consul britannique à Bakou, Chahoumian lui demanda : « Votre général Dunsterville arrive-t-il à Bakou pour nous en chasser ? » (Suny (23), p. 288).

mencheviks et dachnaks décident de recourir d'urgence à l'aide des Britanniques. Chahoumian s'oppose à nouveau à cette solution. Il lit le télégramme contenant la résolution du C.C. au V^e Congrès des Soviets, selon laquelle toute intervention étrangère à Bakou est inadmissible, mais il est mis en minorité par 259 voix contre 236 aux bolcheviks, ce qui provoque l'éclatement du Soviet et la démission du Sovnarkom.

Menacé de se trouver isolé face à la coalition de l'opposition, Chahoumian envoie le 27 juillet à Lénine un télégramme que celui-ci lit à haute voix deux jours après au Congrès pan-russe des Soviets : « Les partis de droite à Bakou ont relevé la tête et s'agitent pour inviter les Anglais. Ils sont soutenus par le commandement militaire et trouvent un écho parmi les troupes du front, ce qui produit un effet démobilisateur. (...) La situation devient de jour en jour plus critique. Nos troupes cèdent du terrain. Sur la base de la résolution prise au V^e Congrès des Soviets et du télégramme de Staline (15) excluant toute entente avec les Anglais, j'ai exigé le retrait de la motion [présentée par l'opposition et demandant l'aide des Anglais]. (...) La sauvegarde de Bakou est essentielle pour la Russie. Une aide militaire s'impose d'urgence (16). » Mais cet appel reste vain. La réponse de Lénine, le 29 juillet, est laconique : « Nous prendrons des mesures pour l'envoi d'une aide militaire mais nous ne pouvons le promettre d'une manière ferme (17). »

En effet, la situation des bolcheviks est critique en Russie également. Trotsky, organisateur de l'Armée rouge, ignorant la situation à Bakou, songe même à y prélever des troupes.

Le 30 juillet, Chefket pacha, commandant les troupes turques du front de Bakou, demande la reddition de la ville en proclamant : « Les Turcs ne sont pas des barbares, ils viennent libérer les populations musulmanes du joug de leurs oppresseurs (18). »

(15) Le 21 juillet, Staline informe par télégramme Lénine du projet d'appel des Anglais à Bakou, d'où la résolution prise le 22 juillet au V^e Congrès de lutter contre toute intervention étrangère.

(16) *Documents U.R.S.S.* (113), vol. I, p. 411.

(17) *La vict. du pouv. soviét. en Trans.* (143), p. 310.

(18) *Documents U.R.S.S.* (113), vol. IV, p. 235.

La démission du Sovnarkom, le 31 juillet, vaut à Chahoumian les reproches de Staline : « Le champ a été rendu libre pour nos adversaires politiques (19). » Ignorait-il la situation réelle de Bakou ou voulait-il rendre Chahoumian, pour qui Lénine avait beaucoup d'estime, responsable de l'échec qu'il avait essuyé en n'obtenant pas la majorité au Soviet (20) ?

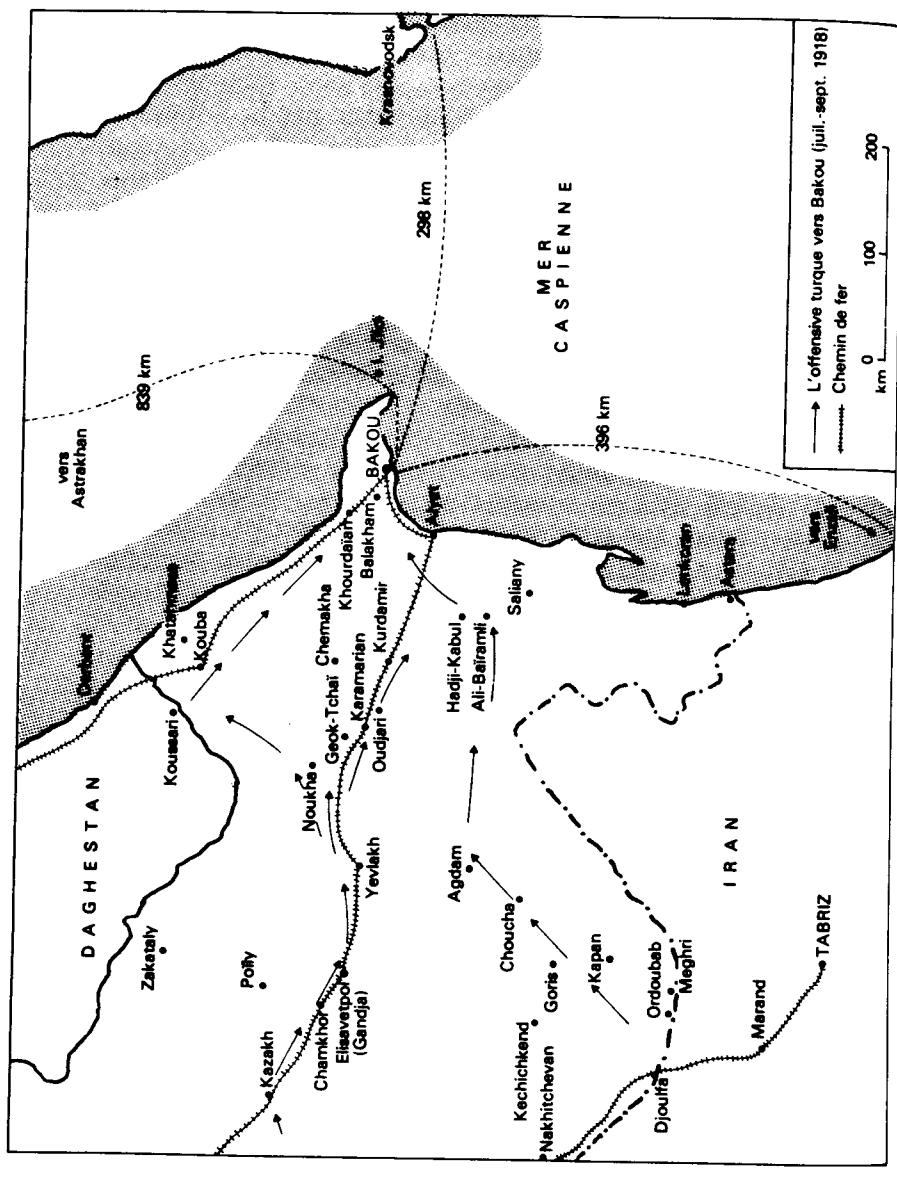
Composé de S.R., de mencheviks et de dachnaks, un nouvel organisme, sous la direction du S.R. Sadovski, succède le 1^{er} août 1918 au Sovnarkom, et prend le pouvoir sous le nom de Directoire Centre-Caspienne.

Renouvelant son appel du 25 juillet à Berlin, Tchitcherine adresse le 2 août à Helfferich, qui représente l'Allemagne à Moscou, une note de protestation contre la poursuite de l'avance turque. La réponse à ses deux appels est évasive.

Après la chute du pouvoir des Soviets à Bakou, les Anglais, qui étaient déjà en contact avec les S.R. et les dachnaks, n'attendaient que cette occasion pour s'y installer. Désormais, la course est ouverte entre Turcs et Anglais pour la possession de Bakou. Le général Dunsterville forme rapidement une brigade, sous le commandement du colonel Stokes, chargé de soutenir les défenseurs de la ville. Ses troupes, embarquées dans le port persan d'Enzeli, n'arriveront à Bakou que le 4 août, alors que les troupes arméniennes, restées pratiquement seules sur le front après le retrait des gardes rouges, reculent avec de lourdes pertes devant les Turcs. Le détachement britannique, fort de 1 800 combattants seulement, constitue un appoint peu efficace dans une lutte inégale, surtout après la défection de Bitcherakhov qui, flairant la défaite, se retire afin de rejoindre Denikine qui opère dans le Nord. Les Anglais comptent, en réalité, par leur présence, rehausser le moral des combattants et réorganiser la résistance en lui offrant son encadrement. Citons à ce propos le rapport du consul de France adressé le 12 août de Krasnovodsk et qui décrit la

(19) Staline (148), vol. IV, p. 235.

(20) On connaît le mépris de Staline pour les intellectuels du parti. La rivalité entre Chahoumian et Staline date de 1905 et on soupçonne Staline d'avoir joué un rôle assez obscur dans l'arrestation de Chahoumian en 1908.



situation désastreuse de Bakou : « Le 2 août, les Turcs sont arrivés dans le faubourg ouest de la ville. Les chefs bolcheviks se disposant à partir en laissant la ville, les marins de la flotte de la Caspienne, avec l'aide de la population, ont organisé la défense après avoir arrêté les représentants du gouvernement bolchevik. (...) Les troupes russes et arméniennes, mal encadrées et indisciplinées, sont sans valeur. Les troupes anglaises sont en quantité insuffisante. Les forces turques sont aussi médiocres mais, renforcées par des irréguliers musulmans, elles sont très nombreuses. Bakou est dans une situation de ville assiégée (21). »

Isolé et privé de nouvelles de Bakou du fait de la défection de la flotte centre-caspienne passée du côté du Directoire et qui assurait par mer les communications avec les Soviets, Lénine demande le 9 août à Staline, qui se trouve sur le front de la Volga : « Où est Chahoumian ? Qui est à la tête du gouvernement ? Vous savez que Chahoumian a toute ma confiance (22). »

Le 12 août, après avoir constaté l'imminence de la rupture des défenses de Bakou et l'absence d'aide de Moscou, les bolcheviks décident d'évacuer la ville et s'embarquent sous la protection des troupes qui leur restent encore fidèles, sur dix-sept bateaux, dont le *Ivan Kolesnikov* qui a à son bord les commissaires et leurs familles. Bloqués en mer en raison de la tempête, ils sont rejoints près de l'île Jiloï par les canonnières de la flotte centre-caspienne qui les forcent à revenir à Bakou. Aussitôt débarquées, les troupes bolcheviques sont désarmées et 35 membres de l'ancien Sovnarkom et du Soviet de Bakou, comprenant Chahoumian et Djaparidzé, sont arrêtés et incarcérés. Accusés de haute trahison, ils doivent passer en jugement.

Moscou fait une dernière tentative pour sauver Bakou. Le 19 août, Tchitcherine adresse une troisième note à Berlin : « Les Turcs poursuivent leur offensive sur Bakou en dépit des affirmations du gouvernement impérial allemand selon lesquelles cette ville sera épargnée (23). »

Les appels au secours adressés à Berlin demeurant inefficaces, Moscou essaie l'arme de la séduction. Après un accord

(21) A.M.A.E.F., Europe-Russie, 1918, 626, f° 147.

(22) Mneyan, (49), p. 212.

(23) Documents U.R.S.S. (113), vol. I, p. 430.

secret sur le partage des zones d'influence au Caucase, le 28 août, les Soviets proposent aux Allemands le quart du pétrole extrait à Bakou contre la promesse de faire pression sur les Turcs pour éviter l'occupation de la ville. Mais les Allemands ne disposent toujours pas des moyens nécessaires pour intervenir efficacement. De plus, ils jugent le moment peu opportun pour s'attirer l'hostilité de leurs alliés et tiennent à éviter de voir Bakou aux mains des Anglais.

Après avoir éliminé les bolcheviks, les mencheviks veulent faire élire un nouveau soviét, croyant pouvoir, en attirant à nouveau leurs adversaires d'hier, former une large union. Mais aux élections du 28 août, 20 % seulement des électeurs se présentent aux urnes. Les bolcheviks obtiennent 27 sièges et demandent l'inclusion dans le soviét des membres du Sovnarkom qui ont été arrêtés.

Pendant ce temps, l'étau turc se resserre. Devant l'imminence de la défaite, les Anglais abandonnent leurs positions et s'embarquent à l'aube du 15 septembre pour Enzeli. Ils reviendront en novembre, après la défaite des Germano-Turcs, ce qui fera dire à Lénine au VI^e Congrès des Soviets : « Maintenant, l'Angleterre, après les Turcs, nous a arraché Bakou pour nous étrangler et nous priver de pétrole (24). » Le général Bagratouni, qui a pris le commandement des troupes arméniennes et Rostom Zorian, derniers défenseurs de Bakou, s'embarquent à leur tour avec le reste des troupes et une petite partie de la population arménienne. Le 16 septembre 1918, les Turcs entrent dans la ville soumise au pillage et au massacre des Arméniens. Le gouvernement azéri pourra enfin s'installer à Bakou.

Mais que deviennent les bolcheviks avant la chute de Bakou ? Abandonnés à leur sort par la fuite précipitée de leurs adversaires, ils cherchent à libérer leurs commissaires. Sous le tir des mitrailleuses, Mikoyan réussit, avec l'aide du partisan T. Amirov, à les faire sortir de prison et à les embarquer sur le bateau *Turkmen*, lequel met le cap sur Krasnovodsk, ville qui est aux mains des S.R. Une tentative bolchevique pour détourner le navire sur Astrakhan avec la complicité du capitaine letton, avorte (25). Arrêtés le 17 septembre à

(24) Lénine (135), vol. 37, pp. 163-164.

(25) Mikoyan, *Sur le chemin de la lutte*, vol. I, pp. 220-225.

Krasnovodsk, vingt-six commissaires, Chahoumian et Djaparidze en tête, sont conduits le 20, sous prétexte d'être déportés en Inde, à Achkhabad. A 500 kilomètres à l'est de cette ville, ils sont fusillés dans le désert de Kara Kouma, par les S.R., avec l'accord tacite du capitaine anglais Teague-Jones, présent sur les lieux (26).

Ce drame, page peu glorieuse de la lutte anti-bolchevique, sera célébrée par les Soviets et comparé à celui de la Commune de Paris.

Les événements qui se sont déroulés à Bakou depuis mars 1917 peuvent être comparés à ceux qui se sont produits en même temps à Petrograd. Mais si Lénine a réussi à imposer le pouvoir des bolcheviks en Russie, Chahoumian se trouve, de surcroît, directement aux prises avec une population multinationale compacte, dont les aspirations et les sentiments nationaux sont prépondérants. L'appel aux Anglais était-il opportun ? Était-il motivé par le seul désir de défendre Bakou ? Ne masquait-il pas l'intention des partis S.R., menchevik et dachnak de se débarrasser de leurs rivaux avec l'aide des Anglais ? Telles sont les questions qui se posent à propos de cet épisode important de la lutte révolutionnaire au Caucase. En tout état de cause, en surestimant l'aide militaire des Britanniques qui, pas plus que les Alliés en Russie, n'avaient l'intention d'engager le gros de leurs forces dans une lutte incertaine, les partis adverses ont fourni un alibi commode aux bolcheviks pour abandonner Bakou. Cette thèse a d'ailleurs été reprise par les historiens soviétiques.

Citons dans cet ordre d'idées l'article paru dans le *Corriere della Sera* du 9 octobre 1918 : « L'arrivée du trop petit contingent anglais à Bakou, au lieu de constituer une aide pour les forces arméniennes qui résistaient depuis quatre mois, précipita au contraire la situation à leur désavantage. En effet, tant que les Arméniens avaient été seuls, les Allemands empêchaient les opérations des Turcs, parce qu'ils n'avaient aucun avantage à voir ceux-ci prendre trop solidement pied en Transcaucasie. Mais au contraire, quand arrivèrent les Anglais,

(26) D'après les sources soviétiques, les vingt-six commissaires seraient choisis suivant la liste trouvée sur Korganov (Zévine d'après Mikoyan), liste qui servait pour la distribution du ravitaillement en prison.

ils décidèrent d'occuper la ville à tout prix. (...) Les bolcheviks, qui jusqu'alors avaient prêté main-forte aux Arméniens, déposèrent les armes à l'arrivée du contingent anglais. »

L'occupation germano-turque de la Transcaucasie ne devait pas durer longtemps. La défaite de l'Allemagne entraîne la capitulation de la Turquie. Par le traité d'armistice de Moudros (Lemnos) signé le 31 octobre 1918 sur le croiseur britannique *Agamemnon* entre l'amiral Gough-Calthorpe et le ministre de la marine Hussein Raouf bey, la Turquie s'engage à évacuer le nord-ouest de la Perse et la Transcaucasie, sauf la partie sud-ouest qui demeure jusqu'à nouvel accord sous l'administration militaire turque (Art. XI).

Intéressés avant tout par l'ouverture immédiate des Détroits qui leur permet de pénétrer en mer Noire, les Britanniques négligent l'évacuation totale de la Transcaucasie par l'armée turque, se contentant pour des raisons stratégiques et économiques d'occuper en priorité Bakou et Batoum.

Les corps d'armée turcs dispersés dans toute l'Anatolie échappent au contrôle de désarmement par les Alliés ; cela leur permettra de reconstituer leurs forces en 1919. Un grand nombre d'officiers turcs restent en Azerbaïdjan ; ils seront utilisés comme « instructeurs » dans l'armée azérie ou au Daghestan.

Le 17 novembre, les premières troupes britanniques sous le commandement du général Thompson, accompagné des représentants militaires français et américains, et de Bitche-rakhov, promu au grade de général-major et symbolisant « la présence russe », débarquent à Bakou. Thompson déclare que les Alliés n'ont pas l'intention de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Transcaucasie et qu'il occupe ce pays pour y rétablir l'ordre et libérer le Caucase des Allemands et des bolcheviks avec lesquels les Alliés sont en état de guerre. Le 23 décembre, l'escadre anglaise apparaît en rade de Batoum. L'administration militaire de cette région est confiée au général de brigade Cook-Collis.

Les Alliés, qui n'ont pas reconnu les républiques transcaucasiennes, ne se prononcent pas sur leur sort, se considérant comme toujours liés aux mouvements anti-bolche-

viks russes, qu'ils sont prêts à secourir pour établir un régime libéral dans l'ancien empire. Aussi les choses ne seront guère faciles entre Britanniques et gouvernements transcaucasiens.

Après le départ des Germano-Turcs surgissent entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, des contestations territoriales qui se transforment en novembre en conflits armés. L'évacuation par les Turcs de Lori, zone frontalière entre l'Arménie et la Géorgie, convoitée par les deux pays, donne lieu pour la première fois dans leur histoire à une guerre fratricide arrêtée par l'intervention des missions militaires alliées. Un autre conflit éclate entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour la possession du Karabagh, région montagneuse aux confins des deux pays, peuplée en majorité d'Arméniens (85 %). Occupés en octobre 1918 par les Azéris aidés de l'armée turque, les Arméniens ne se sont jamais soumis. Après avoir combattu les Turcs dans la région de Nakhitchevan, Andranik se réfugie avec ses partisans au sud-ouest du Karabagh pour secourir ses compatriotes. Après des succès initiaux, il doit se retirer sur l'insistance du représentant militaire britannique.

L'occupation de la région de Sotchi, au nord de Batoum, par les volontaires de Denikine est une autre source de conflit entre Géorgiens et Russes ; ici encore l'intervention des Alliés est nécessaire pour mettre fin à un affrontement. Enfin, la région de Zakataly, située entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan, est convoitée par les deux pays.

Pris dans l'engrenage de ces conflits, incapables de les arbitrer équitablement, favorisant tantôt une partie, tantôt l'autre, les Britanniques voient leur prestige sérieusement ébranlé parmi les peuples de la Transcaucasie.

La première année des Républiques

La victoire des Alliés fait naître chez les Arméniens l'espoir de se libérer enfin des Turcs et de créer une nouvelle patrie englobant les parties orientale et occidentale de leur pays. Les Alliés n'ont-ils pas promis au cours de la guerre de soutenir leur cause après tant de sacrifices subis dans la lutte contre les Turcs ? Déjà leurs troupes occupent Alexandropol en attendant d'entrer à Kars, sous contrôle britannique.

La nouvelle conjoncture politique et les perspectives favorables qui en découlent placent leur gouvernement devant des responsabilités accrues. Dans son désir de se présenter à l'opinion comme un pouvoir reflétant les intérêts de tous les Arméniens à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, le cabinet Katchaznoui est remanié en novembre 1918, en vue de constituer un gouvernement de coalition. Mais seul les populistes acceptent de collaborer. Le nouveau pouvoir comprend donc quatre ministres populistes : Artachès Enfiandjian (Finances), Samson Haroutunian (Justice), Mikaël Atabekian (Éducation), et Levon Goulian (Ravitaillement), et quatre dachnaks qui détiennent les postes-clés : Sirakan Tigranian (Affaires étrangères), Aram Manoukian (Intérieur), Khatchatour Kartchikian (Affaires sociales), Hovannès Katchaznoui, premier ministre. Si les ministres populistes, qui ne manquent pas d'expérience, réussissent à améliorer la situation dans les domaines qui leur sont confiés, la famine continue à sévir, engendrant désordre et brigandage. L'armée, forte de 40 000 hommes, mal équipée et mal ravitaillée, manque de cadres nationaux et doit donc garder à son service des officiers russes ce qui pose des problèmes de commandement qui se répercutent sur le moral des troupes, et les déserteurs sont nombreux. Le typhus sévit, qui coûtera la vie au ministre Aram Manoukian dont la perte sera cruellement ressentie. L'assassinat du ministre Kartchikian, accusé à tort de « trahison » lors de l'abandon de Kars mais qui était en réalité un ardent partisan de l'apaisement avec les pays voisins, augmente le malaise qui règne dans le gouvernement. Les ministres dachnaks continuent à être dirigés en coulisse par leur Bureau, ce qui mine l'autorité du pouvoir. Las de cette dualité et des intrigues qui en résultent, Katchaznoui quitte la présidence sous prétexte qu'il doit prendre la tête d'une mission chargée de chercher des secours à l'étranger. La présidence par intérim est assurée par Khatissian.

En Géorgie et en Azerbaïdjan, la situation économique, bien que loin d'atteindre le niveau d'avant-guerre, est bien meilleure que celle qui règne en Arménie. N'ayant pas subi les rigueurs et les dévastations de l'invasion turque, disposant de richesses naturelles importantes, les gouvernements géorgien et azéri arrivent, malgré une hausse vertigineuse des prix, à assurer une subsistance minimale à leurs populations.

Aux élections de mars 1919 à l'Assemblée constituante géorgienne, sur 130 députés 109 sont mencheviks, le reste se partageant entre S.R., nationaux-démocrates, sociaux-fédéralistes, etc. La présidence est assurée par Tchkhenskeli. L'armée et la garde nationale, mieux équipée, comptent 50 000 hommes.

Le parlement azéri est formé en décembre 1918. Présidé par Khankhoïski, il compte 93 députés, en majorité moussavatistes et S.R. de droite. La nouvelle armée groupe un peu plus de 30 000 hommes.

Malgré les mesures répressives prises contre les bolcheviks en Géorgie et en Azerbaïdjan, ceux-ci arrivent à réunir à la mi-décembre, près de Tiflis, à Digomi, une conférence clandestine présidée par Mikha Tskhakaya. Jugeant sévèrement les nouveaux pouvoirs, ils déclarent que les « soi-disant républiques contre-révolutionnaires de la Géorgie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ne servent que les intérêts de la bourgeoisie locale(...) Au lieu de défendre les intérêts des ouvriers et des paysans contre les ennemis de classe, elles créent des unités militaires appelées à défendre les privilèges de la bourgeoisie qui se met au service de l'impérialisme britannique pour créer une base offensive contre le pouvoir soviétique (27) ». Et d'appeler dans leur résolution à renforcer les organisations du parti et à réveiller la conscience des masses pour la prise du pouvoir dans le cadre de la République socialiste fédérative soviétique russe. Début 1919, un nouveau comité bolchevik est élu à Tiflis. De nouvelles cellules sont créées à Batoum, Poti, Soukhoumi et dans d'autres localités de la Géorgie. Fin janvier 1919, à l'initiative du P.C. russe, une deuxième conférence des organisations bolcheviques du Caucase est convoquée à Vladikavkaz. Présidée par Ordjonikidzé, elle invite « la classe ouvrière et paysanne, sans distinction de nationalité ou de religion, à renverser le pouvoir existant qui la conduit à une aventure sanglante et à se libérer du joug capitaliste (28) ». La conférence sanctionne la composition du nouveau comité régional, dont les membres, peu après la prise de la ville par les blancs, se réfugient à Tiflis et à Bakou. En avril 1919 s'ouvre à Tiflis une conférence des jeunes internationa-

(27) G.R.S.O. (152), doc. 162, pp. 237-241.

(28) G.R.S.O. (152), doc. 162, p. 240.

listes-spartakistes (29) qui réunit 13 délégués représentant 1 300 membres des organisations de jeunesse marxiste d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie. A la deuxième conférence de ces organisations, présidée par Mikoyan en septembre à Bakou, le comité régional élu décide de fusionner avec la jeunesse communiste panrusse.

Affaiblis sensiblement après la chute de la Commune de Bakou et l'occupation turque, poursuivis par les moussavatistes et les occupants britanniques, les bolcheviks de Bakou reconstituent lentement leur organisation. Fin décembre 1918, ils créent un Bureau provisoire, et en mars 1919, Mikoyan, retour d'Astrakhan où il était détenu, rejoint ce Bureau qui élit un comité provisoire. Des cellules sont créées à Gandja, Lenkoran, Chemakha et dans d'autres agglomérations. Pour aider les bolcheviks, le Sovnarkom de Moscou crée le 16 juin une section spéciale des Affaires musulmanes de Transcaucasie auprès du Commissariat aux Nationalités et envoie au Caucase des émissaires munis de littérature de propagande imprimée à Astrakhan par les soins de Narimanov. Mais l'événement le plus significatif se produit le 2 mai 1919 à la conférence du parti à Bakou. L'existence des républiques indépendantes a accentué le sentiment national dans les masses populaires. Cette tendance est particulièrement sensible chez les musulmans, imperméables aux idées marxistes et attachés à leurs traditions. Les hümmetistes, renforcés par les députés hümmetistes-mencheviks du Parlement, opposés aux moussavatistes, notamment Aghamali Oghlou, Karaev et Khousseïnov, appuyés par Mikoyan, estiment que seule une formation nationale peut rencontrer l'adhésion des masses à leur parti et envisagent la création d'un parti national bolchevik azéri dans le cadre d'une future république soviétique indépendante d'Azerbaïdjan. Une motion dans ce sens est déposée quelques jours plus tard à la conférence des partis transcauciens. Cette hérésie rencontre une forte opposition de la part des anciens bolcheviks et après d'âpres discussions suivies des interventions de Khousseïnov, Karaev, Lominadzé, Makharadzé, Tskhakaya et Mikoyan, il est décidé de soumettre cette motion à

l'arbitrage du Kraïkom. Fin mai, Ordjonikidzé arrive clandestinement à Bakou grâce à l'entrepreneur Karno. Il participe à la séance plénière du Kraïkom (28-29 mai), qui décide de ne pas s'opposer à la création des républiques soviétiques d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie, mais celles-ci ne peuvent exister que dans le cadre d'une étroite union avec la Russie soviétique.

En juillet, le Politburo et l'Orgburo (Bureau d'organisation) examinent favorablement la décision du Kraïkom, et après une entrevue avec Narimanov, Lénine communique le 20 août par sa secrétaire, Elena Stassova, au Kraïkom, sa décision d'admettre l'éventualité de la création future de « l'Azerbaïdjan Socialiste Soviétique (30) ».

En Arménie, l'influence bolchevique s'exerce surtout parmi les soldats russes en garnison dans les villes : Alexandropol, Kars, Sarikamysh, etc. Après la fin du Congrès du P.O.S.D.R. (b) à Tiflis, le Kraïkom envoie des propagandistes en Arménie. Le 8 octobre 1917, Chahoumian se rend à Alexandropol et prend la parole à une réunion de soldats. Il dénonce la politique des mencheviks, partisans de la guerre impérialiste. Mikoyan se rend à Lori, Borian à Kars, Korganov à Sarikamysh. Mais tous ces efforts ne se traduisent que par la création de quelques cellules locales.

Au Parlement arménien, les bolcheviks sont représentés par un seul élu, mais de valeur : Archavir Melikian. Sa déclaration à la séance du 12 août 1918 est modérée. Tout en désapprouvant l'action des dachnaks, il n'envisage pas une action révolutionnaire immédiate contre le régime et place ses espoirs dans l'inévitable victoire du bolchevisme au Caucase ; il insiste pour que soient établies des relations avec la Russie *quel que soit son régime*, car elle ne peut avoir qu'une attitude amicale envers l'Arménie : « Ce colosse du Nord ne pourra jamais ignorer le Caucase, auquel il est lié politiquement et économiquement depuis un siècle (...), la République arménienne coupée du monde extérieur n'est pas viable dans la situation actuelle (31). » Qui plus est, il préconise déjà la

(29) Nom emprunté au mouvement spartakiste allemand de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

(30) *La victoire du pouv. soviét. en Transc.* (143), pp. 393-395.

(31) *Hist. du peup. arm.* (37), vol. VII, p. 50.

formation d'une fédération caucasienne, liée économiquement à la Russie, autrement « les petits poissons seront avalés par les gros (32) ».

Après la répression exercée en 1919 contre les bolcheviks en Géorgie et en Azerbaïdjan, de nombreux communistes arméniens, tels que Bagrat Gharibdjianian, Aram Erznkian et Sarkis Khanoyan, se réfugient en Arménie où, curieusement, le gouvernement leur réserve un accueil bienveillant et leur confie même des postes. Il est vrai qu'il a toujours l'intention de les utiliser dans ses rapports avec Moscou et qu'il considère qu'ils sont victimes des chauvinismes géorgien et azéri. L'arrivée de nombreux ouvriers de chemins de fer qui ont perdu leur emploi ainsi que d'ouvriers saisonniers, travaillant dans les entreprises de Bakou et de Batoum et influencés par la propagande bolchevique, permet de créer ou de renforcer les organisations du parti à Alexandropol, Kars, Erevan, etc. En juillet 1919, par décision du Kraïkom, deux de ses membres, vieux bolcheviks, Sarghis Kassian et Askenaz Mravian, sont envoyés à Erevan. Ils s'efforcent de coordonner l'action des différentes organisations bolcheviques et d'organiser une jeunesse qui vit dans des conditions matérielles trop précaires. Désseparée par l'anarchie régnante, à la recherche d'une doctrine plus positive, elle se constitue en un mouvement de « jeunes révolutionnaires », recrutés parmi les étudiants et les lycéens. Son représentant le plus marxisant, Ghoukas Ghoukassian, participe en avril 1919 à Tiflis à la conférence des organisations de jeunes communistes « Spartak ». De retour en Arménie, il fonde avec Aghassi Khandjian, l'organisation des jeunes communistes Spartak d'Erevan, en excluant du cercle marxiste tous les éléments, pourtant majoritaires, hostiles au bolchevisme. Après la saisie de l'imprimerie d'où est sorti le premier numéro de leur journal *Spartak*, Ghoukassian et ses camarades participeront activement à la lutte contre le gouvernement dachnak.

En septembre sont convoqués à Erevan les représentants des diverses organisations bolcheviques du pays. Bien que de nombreux délégués et notamment ceux de Kars, Novo-Bayazed et Acharak, ne puissent participer à la réunion, il est

(32) G.R.S.O. (152), doc. 158, pp. 228-232.

décidé de créer un organisme centralisé — l'Armenkom — (Comité arménien du P.C.R. (b) —, dont les membres élus sont Kassian, Mravian, Khanoyan, Melikian, Chahverdian et Ghoukassian. Des controverses surgissent au sein de ce nouvel organisme. Kassian considère que les communistes arméniens ne doivent pas agir comme s'ils étaient dans un pays capitaliste, mais comme dans un pays colonial séparé de la Russie. Cette thèse est sévèrement critiquée par la majorité des membres de l'Armenkom. A la demande de cet organisme, Kassian révisé cette conception et rédige une brochure intitulée *Où est l'issue ?* Il conclut que le seul moyen d'établir le pouvoir des Soviets est de renverser par la force le gouvernement dachnak et d'établir le pouvoir qui s'exerce déjà « dans cette partie du monde nordique éclairée par l'aube du soleil levant. Il n'y a pas d'autre issue (33) ».

La montée de l'influence bolchevique n'échappe pas au commandement britannique qui ne cesse d'adresser des avertissements aux autorités arméniennes, signalant la formation d'un comité bolchevik à Alexandropol et l'activité des bolcheviks à Kars.

Le 15 septembre, les services de sécurité de l'armée arménienne informent leur gouvernement de l'arrivée de nombreux propagandistes bolcheviks venus de Russie et de Géorgie (34). Mais ces appels à la vigilance ne semblent pas inquiéter outre mesure le gouvernement. Croit-il encore, malgré les échecs subis à Moscou après la suppression du Comité national, pouvoir compter sur les bolcheviks arméniens, nombreux dans le Comité régional du Caucase ?

Il n'est pas sans intérêt de constater que, parallèlement aux activités des bolcheviks, il existait avant la création formelle du parti communiste arménien en janvier 1920, une organisation nommée « parti communiste arménien ». Fondé au début de 1918 à Tiflis — sur la suggestion de Bagrat Borian, lors du Congrès bolchevik d'octobre 1917 — par quelques intellectuels d'Arménie occidentale : Haïkouni, Vardanian, Karagoulian et Eramian, son objectif est d'introduire l'idéologie communiste dans le pays, tout au moins dans les territoires

(33) *Hist. du peup. arm.* (37), vol. VII, pp. 77-78.

(34) G.R.S.O. (152), doc. 176, p. 263 ; doc. 186, p. 283 ; doc. 187, pp. 283-284.

qui, suivant l'autodétermination prévue pour l'Arménie turque, doivent devenir indépendants. Contraints par les mencheviks de quitter Tiflis où ils publiaient leur journal *Karmir Orer* (Journées rouges) puis *Karmir Drochak* (Drapeau rouge), ses dirigeants se réfugient au Caucase du Nord, d'où, évacués avec les troupes rouges, ils se retrouvent en 1919 à Moscou où ils sont bien accueillis par Avanessov au sein du Commissariat arménien. Haïkouni, qui le préside, ne reconnaît pas l'autorité du Kraïkom du Caucase et prétend que son organisation contrôle un certain nombre de cellules créées en Russie méridionale et au Caucase du Nord. Mais ce « parti » nouveau n'a aucune racine dans le pays. Un de ses représentants déclarera d'ailleurs plus tard que « le parti communiste d'Arménie n'existait que dans nos têtes intellectuelles (...) les paysans, les ouvriers ne voulaient pas en entendre parler (35) ». Les agissements des « haïkouniens » irritent les bolcheviks arméniens qui les accusent de semer le trouble dans leurs rangs. Sur leurs instances, le Kraïkom s'adresse en mai 1918 au C.C. à Moscou pour lui demander de mettre fin à leur activité. Haïkouni, en tant que représentant du « P.C. d'Arménie » reconnu par le C.C. du parti bolchevik russe, participe au I^{er} Congrès de l'Internationale communiste en mars 1919 à Moscou, en présence de dix-sept délégations étrangères. Prenant la parole au Congrès, Haïkouni vitupère les dachnaks, « ramassis de bandits », et les partis « bourgeois de Transcaucasie — prostituées et proxénètes », et promet d'instaurer le pouvoir communiste en Arménie. L'importance donnée à Haïkouni et à ses partisans, largement subventionnés par Moscou, finit par attirer une hostilité accrue du Kraïkom à leur égard. En octobre, Mikoyan est dépêché à Moscou. Il rencontre en route, à Astrakhan, Haïkouni et son groupe qui veulent pénétrer au Caucase, et leur demande de se joindre aux rangs des bolcheviks arméniens. A Moscou, lors de l'examen de la question des « partis nationaux », Mikoyan observe que « de l'attitude du P.C.A. se dégage un déviationnisme aux relents nationalistes et que son existence est nuisible ». Au milieu de l'année 1920, ce « parti » tombe en désuétude, les bolcheviks arméniens ayant finalement constitué leur propre parti issu du Kraïkom.

(35) Borian (106), vol. II, p. 95.

En 1923, Mravian écrira un article spécial, « Quand et comment fut constitué le parti communiste (b) arménien », afin de dissiper tout malentendu et de minimiser le rôle du « P.C.A. », mais les historiens soviétiques arméniens réhabiliteront dans des œuvres contemporaines le « P.C.A. » qui a été le premier parti arménien à participer au Congrès du Komintern et qui a même contribué à sa fondation.

Espérances et désespérances

Informés par les représentants allemands au Caucase que le moment est venu de la ratification à Constantinople du traité de Batoum, les Arméniens y voient un léger espoir d'obtenir une atténuation des conditions draconiennes prévues par le traité. Une délégation conduite par Aharonian, qui est d'ailleurs plus homme de lettres que diplomate, arrive fin juin 1918 sur les rives du Bosphore. Fraîchement reçue par Enver et Talaat, elle n'obtient aucune concession. Mais quelques mois plus tard, la défaite des Turcs inverse les rôles. C'est aux Arméniens maintenant de refuser la proposition turque de retour aux frontières de 1914. La victoire des Alliés leur ouvre, croient-ils, des perspectives beaucoup plus prometteuses (36).

C'est à la conférence de la paix à Versailles que le sort de l'Empire ottoman doit se décider : les Arméniens, restés fidèles aux Alliés pendant toute la guerre, espèrent obtenir l'indépendance pour l'intégralité de leur pays. Une nouvelle délégation, conduite par le même Aharonian, arrive début février 1919 à Paris, où se trouve déjà installé depuis septembre 1918 un Conseil national ayant à sa tête un diplomate chevronné, Boghos Noubar pacha, bien connu dans les milieux diplomatiques européens pour l'action qu'il mène depuis 1912 en faveur de l'introduction de réformes en Arménie occidentale. Investi par la majorité des communautés arméniennes à l'étranger, ayant demandé un mois après la signature de l'armistice de Moudros la création, sous protecto-

(36) Le 1^{er} octobre 1918, H. Ohandjanian écrit de Berlin au Patriarcat arménien de Constantinople : « La Turquie aura maintenant besoin de notre protection auprès de l'Europe » (Kirakossian) (131), p. 449.

rat allié, d'un État arménien indépendant comprenant la Cilicie, Boghos Noubar conteste l'autorité d'Aharonian, qui ne représente pour lui que la « République d'Ararat ».

Soucieuses d'éviter les dissensions à un moment aussi crucial, les deux délégations s'accordent, sans fusionner, pour représenter ensemble l'Arménie intégrale. Cependant, les Alliés, bien que favorables à leurs aspirations, leur refusent l'accès à la table de conférence. Préoccupés en premier lieu par le règlement du sort de l'Allemagne, il n'entrait pas dans leurs plans — surtout en ce qui concerne la France — de démembrer leur ancien allié, la Russie, dont une partie combattait les bolcheviks afin d'instaurer un régime convenant mieux à leurs intérêts.

En février 1919, à Erevan, le deuxième Congrès des Arméniens occidentaux réfugiés en Arménie, tout en reconnaissant la suprématie du Conseil national qui défend à Paris les intérêts communs de la nation, décide de participer au Parlement, pour hâter la proclamation d'une « Arménie unifiée », démarche déjà accomplie par Boghos Noubar en novembre 1918. Cette proclamation unilatérale, qui a lieu le 28 mai, premier anniversaire de l'indépendance, est mal accueillie à Paris par le Conseil national de Boghos Noubar. Conséquence de cette réaction : les populistes, qui soutiennent Boghos Noubar, se retirent du gouvernement de coalition. Leur démission est suivie par celle des S.R. et des S.D., lesquels, après l'arrivée au Parlement de douze députés pro-dachnaks représentant les Arméniens occidentaux, y voient une manœuvre des dachnaks pour réduire encore leur influence.

La délégation géorgienne, qui n'a pas ces problèmes, arrive en mars à Paris. Elle est conduite par Tchkhéidzé et Tseretelli. Dans un mémorandum présenté aux Alliés, outre les territoires sur lesquels ils exercent leur pouvoir, les Géorgiens réclament les régions d'Olti, d'Ardahan et de Trébizonde. Toptchibachev, qui représente l'Azerbaïdjan, demande pour son pays la province de Kars et une partie des régions d'Erevan et de Tiflis. Les trois délégations sont rejointes par celle du Caucase du Nord conduite par Haïdar Bammate, partisan d'une confédération caucasienne. Pendant toute la durée de la conférence, ces diverses délégations ne cessent de faire le siège des cabinets ministériels et des représentants alliés pour

présenter de volumineux rapports dans lesquels elles exposent longuement leurs doléances et leurs revendications, chacune empiétant sur les intérêts de ses voisines. Pour compliquer encore le tableau, le ministre des Affaires étrangères persan, Ali Kouli Khan, présent à Paris, demande l'annexion d'une partie des territoires du Caucase et du Turkestan conquis par les Russes.

Désespérés de ne pouvoir obtenir gain de cause auprès des Alliés européens, les Arméniens se tournent vers les États-Unis, mieux disposés à leur égard et qui, depuis mai 1919, apportent sur place leur aide généreuse à une population affamée.

L'examen des conditions de paix avec la Turquie provoque la mésentente parmi les Puissances alliées, chacune voulant obtenir un maximum de concessions. Finalement, en ce qui concerne l'Arménie, on décide de suspendre les pourparlers avec la délégation turque jusqu'à ce que les États-Unis se prononcent sur une proposition alliée de mandat américain sur l'Arménie.

Sur l'initiative du Président Wilson, une mission exploratoire en Anatolie et en Arménie est confiée au général Harbord, et en attendant que soit réglé le sort de ce pays, le colonel Haskell est nommé le 5 juillet Haut-Commissaire en Arménie. L'attitude du bouillant colonel américain, qui traite ses collègues alliés avec une certaine condescendance, est sévèrement jugée dans le rapport adressé au président Millerand par de Martel, haut-commissaire de France au Caucase : « Désigné pour l'aide matérielle en Arménie, Haskell s'installe à Tiflis. Il se croit investi d'un pouvoir sur toute la Transcaucasie, mais en réalité finit par se limiter à superviser l'aide fournie par le Near East Relief. (...) Cependant, les Arméniens étaient déçus : plus de gros emprunts promis. (...) A Washington on ne paraissait plus se soucier d'exercer aucun mandat au nom de la Société des Nations et les banquiers de Wall Street ne parlaient point de financer le nouvel État (...) on concluait que l'aide même n'était qu'une entreprise de caractère commercial, car le prix du blé paraissait le double de celui acheté par les Italiens aux États-Unis pour le revendre aux Caucasiens contre des matières premières (37). »

(37) A.M.A.E.F., Europe-Russie, 628, f° 161.

Arrivé à Erevan en décembre 1919, Haskell est en proie aux récriminations du gouvernement, la distribution de vivres étant entièrement aux mains du Comité américain. Informé que le gouvernement géorgien empêche les soldats arméniens de l'ancienne armée tsariste rassemblés au Caucase du Nord de gagner l'Arménie, et fait des difficultés pour la réception des vivres transitant par la Géorgie, Haskell répond que ce pays lui-même demande des secours et déclare : « C'est l'annonce d'une politique tendant à faire chanter l'œuvre de secours américain et à nous extorquer de la farine (38). » Et lorsque le général Harbord, après avoir parcouru toute l'Anatolie, s'entretient avec les dirigeants arméniens, l'attaché militaire français à Erevan, Poidebard, commente cet entretien en ces termes : « Le général Harbord est pour un mandat unique sur la Turquie et la Transcaucasie. Pour la Géorgie et l'Azerbaïdjan se pose la question de la Russie. Que fera le mandataire si la Russie nouvelle lui demande ces parties de son mandat ? Pour l'Arménie et la Turquie, la question est moins difficile. Le général ne croit pas que l'Arménie ait actuellement à craindre une attaque turque, il vient de traverser toute la Turquie en auto et a vu très peu de soldats turcs (!), seulement des bandes nombreuses sous les ordres de soldats turcs. (...) Les Turcs lui ont dit avoir peur que les Arméniens, dont ils exagèrent la force (50 000), ne passent la frontière pour s'emparer du territoire attribué à l'Arménie à la conférence (de Paris) (...) il lui semble qu'une paix serait facile entre Arméniens et Turcs (!). Le danger lui paraît beaucoup plus grand du côté de l'Azerbaïdjan (...) le général compte parler fermement à Bakou. » Poidebard conclut : « Il est à craindre que le voyage rapide du général à travers la Turquie ne lui ait donné une impression pas très exacte des forces turques. Guidé par un chef tatare dans les régions de Bayazet à Nakhitchevan dévastées par la dernière guerre arméno-turque (1918), il lui montrait les villages en ruines comme étant turcs, et les villages turcs intacts comme étant arméniens (39). »

A la fin de l'année 1919, Harbord présenta son rapport au Sénat qui devait se décider sur l'acceptation du mandat.

(38) *Ibid.*, f° 258.

(39) A.M.A.E.F., Europe-Russie, 627, f° 326.

Pendant qu'on délibérait à Paris sur les destinées du Proche-Orient, le mouvement antibolchevik se développait en Russie. En juin 1919, les troupes du général Denikine occupent le Caucase du Nord, en chassent les bolcheviks, pénètrent au Daghestan, progressent le long du littoral de la mer Noire, et approchent des frontières de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie. Denikine, qui ne cache pas son intention de réunir le Caucase à la Russie, rencontre l'hostilité de ces deux pays qui soutiennent les Montagnards du Caucase en lutte pour leur indépendance contre les blancs et les rouges. Les Arméniens, qui comptent dans leur armée de nombreux officiers russes et des officiers arméniens élevés dans la tradition tsariste, espèrent que Denikine contribuera à équilibrer le rapport des forces entre eux et leurs voisins caucasiens dans le désaccord qui les divise au sujet des frontières. Le général Kichmichev, qui représente à Tiflis le gouvernement arménien, informe celui-ci qu'il a eu un entretien chaleureux avec le représentant de Denikine au Caucase, le général Baratov. Menacés par les visées annexionnistes des armées blanches, les gouvernements géorgien de Gueguetchkori et azéri de Khankhoïski proposent le 9 juin au gouvernement d'Erevan de conclure une alliance défensive contre Denikine. Les Arméniens, qui ne veulent pas indisposer les Russes dont les représentants à la conférence de Paris, le prince Lvov, Maklakov et Sazonov, semblent être favorables à l'indépendance de leur pays, s'abstiennent. Le 16 juin, un pacte défensif est signé entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan. L'Arménie a la possibilité de s'y associer dans un délai de quinze jours. Son refus d'adhérer au pacte azéro-géorgien creuse un fossé entre elle et ses deux voisins qui l'accusent de manquer à la solidarité et la taxent même d'une certaine « russophilie ». Paradoxalement, cette opinion semble partagée par les Arméniens occidentaux réfugiés qui jugent que le gouvernement d'Erevan ne s'occupe pas suffisamment de leur problème et qui ont le sentiment d'être traités comme des « citoyens provisoires dans la république d'Ararat ».

Si la russophilie supposée des Arméniens du Caucase est en général incertaine, cette orientation, conditionnée par un péril turc toujours réel, est dictée par la situation géographique, la majeure partie de l'Arménie, occupée par les Turcs, étant en dehors du Caucase. Mais est-il réaliste de pratiquer une

politique panarménienne qui ne se justifie pas dans un contexte purement caucasien ?

Menacés par les visées « annexionnistes » de l'Armée blanche, l'Azerbaïdjan et la Géorgie se tournent vers les Britanniques, dont la politique à l'égard de Denikine est équivoque : soutenu par les Alliés, ne combat-il pas leurs ennemis bolcheviks ? D'autre part, soucieux de protéger leurs intérêts stratégiques et économiques au Caucase, comme naguère les Allemands, certains hauts fonctionnaires du Foreign Office ne dédaignent pas de projeter un protectorat britannique sur la Transcaucasie. En dehors de la richesse que représente son pétrole, la conjoncture créée par la guerre civile en Russie leur semble fournir une occasion favorable pour détacher la Transcaucasie de la Russie. La ligne de démarcation établie à la mi-juin par le général Cory pour séparer les troupes de Denikine de la Transcaucasie ne répond-elle pas à ce dessein ? Mais, après les succès des armées blanches, celles-ci franchissent la ligne en question, qui est révisée à leur profit. Les gouvernements géorgien et azéri sont invités à collaborer avec Denikine. Lord Curzon, ministre des Affaires étrangères britannique, partisan convaincu d'un Caucase indépendant, écrit le 4 octobre 1919 à Oliver Wardrop, son représentant à Tiflis : « Tant que les républiques [du Caucase] persisteront dans leur animosité contre Denikine et lutteront entre elles, il ne sera pas possible d'accroître notre effort en leur faveur (40). »

Pris entre deux adversaires, Britanniques et Blancs, les bolcheviks appellent les peuples du Caucase à se soulever contre les deux « envahisseurs ». Un aéroplane jette sur Tiflis des tracts en langue géorgienne exhortant les soldats et les paysans pauvres à s'unir à l'Armée rouge « contre les généraux noirs, Koltchak, Youdenitch et Denikine, soutenus par l'or américain ». Mais d'après le rapport du commandant de Nonnancourt, de la mission militaire française, « même dans la partie de la population animée de sentiments bolcheviks, c'est la tendance nationaliste qui domine, et c'est pourquoi les ardents bolcheviks géorgiens tels que Makharadzé, Kavtaradzé, Tsintzadzé et autres, limitent leur action en Géorgie à

(40) Pipes (21), p. 216.

une propagande bien séparée de la régénération de la Russie (41) ».

En mai, à Bakou, à l'instigation des bolcheviks, grèves et manifestations se succèdent, dirigées contre le gouvernement moussavatiste et les Britanniques. La tentative des bolcheviks pour mener une action commune contre Denikine avec les mencheviks géorgiens du soviet échoue en raison des conditions inacceptables posées par ces derniers.

Pris dans l'engrenage de ces conflits qui ne cessent ni à l'intérieur ni à l'extérieur de la Transcaucasie, perdant tout espoir de constituer un barrage efficace contre l'éventuel retour des Russes, blancs ou rouges, influencés par les protestations émanant des milieux travaillistes anglais contre l'occupation prolongée en Orient, les Britanniques songent à évacuer la Transcaucasie. Pressentis pour succéder aux Anglais, les Italiens se dérobent. Le nouveau premier ministre Nitti, contrairement à son prédécesseur Orlando, ne veut pas se heurter dans l'avenir à l'hostilité des Russes et tient à préserver les intérêts économiques de son pays après la paix.

En prévision du départ des Britanniques — les premiers échelons quittent Bakou vers la fin août — l'Azerbaïdjan appelle les Français à son secours. De France, haut-commissaire de France à Constantinople, s'en fait l'interprète auprès du M.A.E. : « J'ai télégraphié à ce sujet au général Mangin à Taganrog [E.M. de Denikine]. Si Bakou s'engage à supprimer les secours de toute nature aux insurgés du Caucase du Nord sous contrôle allié, Denikine donnera peut-être l'assurance [de ne pas intervenir en Azerbaïdjan]. (...) Ce contrôle, s'il est toutefois réalisable, permettrait de contrecarrer la pénétration en Azerbaïdjan des officiers et des agents nationalistes turcs pour lesquels les Anglais se montrent trop complaisants (42). »

De fait, l'Azerbaïdjan compte dans son armée de nombreux « instructeurs » turcs dont certains passent au Daghestan pour aider les Montagnards contre les Russes. La Géorgie et l'Azerbaïdjan auraient même envoyé le 5 septembre « pour la deuxième fois, à Erzeroum, auprès de Mustafa Kemal, deux

(41) A.M.A.E.F., Europe-Russie, 627, f° 364.

(42) A.M.A.E.F., Europe-Russie, 628, f° 71.

officiers, l'un géorgien l'autre azéri, pour demander l'envoi d'officiers turcs auprès d'Ouzoun Khadji » [chef religieux au Daghestan (43)].

Conscient de l'importance du Daghestan, clé de voûte de la défense de la Transcaucasie orientale, le gouvernement moussavatiste s'efforce par tous les moyens de préserver cette région de l'emprise russe. Le 8 août, Chardigny, nouveau haut-commissaire de France au Caucase, télégraphie à son gouvernement que l'Azerbaïdjan et la Géorgie demandent au commandement anglais de maintenir ses troupes au Caucase et qu'ils offrent de payer les frais d'occupation (44). Ces diverses démarches n'aboutiront pas. Dès août 1919, les Britanniques ont commencé à évacuer Bakou ; ils ne garderont que la tête de pont de Batoum jusqu'au milieu de 1920.

L'occupation britannique de la Transcaucasie est jugée sévèrement par les représentants français au Caucase : « La politique anglaise manque de fermeté et de précision. Malgré l'importance de leur corps d'occupation (23 000 hommes), nos alliés restèrent faibles dans ce pays très divisé, ne surent pas empêcher la guerre entre l'Arménie et la Géorgie au départ des Turcs (...) ne firent rien pour aider au retour de 300 000 réfugiés arméniens dans les régions de Kars et d'Erevan, ne parvinrent pas à arrêter les massacres d'Arméniens de Choucha et du Nakhitchevan en juillet 1919 (45). »

Le rapprochement turco-soviétique

L'expansion en Orient de la Russie tsariste avait rencontré une forte opposition de la part des Britanniques qui craignaient une pénétration russe dans une région où leurs intérêts

(43) *Ibid.*, 627, f° 364.

(44) « Azéris et Géorgiens ont demandé au commandement anglais maintenir troupes anglaises au Caucase et offrent payer frais d'occupation (...). Négociations secrètes entre Denikine et quelques membres influents de sphères gouvernementales d'Azerbaïdjan ; par crainte chez grands propriétaires musulmans d'un mouvement agraire et des troubles à la suite de départ des troupes anglaises, permet envisager changement orientation politique anti-russe du gouvernement actuel et son passage du côté armée volontaires si succès de celle-ci continue. » (A.M.A.E.F., Rép. d'Azerb., 191, f° 92).

(45) A.M.A.E.F., Europe-Russie, 628, f° 79.

stratégiques et économiques risquaient d'être mis en jeu. Cette rivalité permit aux Turcs de conserver presque intacts les territoires arméniens sous leur domination malgré quatre défaites subies en moins d'un siècle face à la Russie, défaites qui avaient provoqué une sorte de méfiance de la part de « l'homme malade » devant la grande puissance du Nord.

Au début de la Première Guerre mondiale, le choix des Turcs en faveur des Empires Centraux, notamment celui de la fraction unioniste Enver-Talaat-Djemal, était motivé par le fait qu'ils craignaient plus les visées territoriales de l'Entente que celles de l'Allemagne ; cette dernière, pensaient-ils, se bornait à rechercher des avantages économiques.

Par un accord secret conclu en avril 1916, les puissances de l'Entente se partageaient les territoires de l'Empire ottoman : la France se réservait la Syrie et la Cilicie, l'Angleterre la Mésopotamie et une partie de l'Arabie, la Russie obtenait la reconnaissance de ses droits sur Constantinople, les Dardanelles et la majeure partie de l'Arménie occidentale. L'effondrement du front russe et la révolution mirent un terme aux ambitions tsaristes, que Lénine dénonça dans sa proclamation du 7 novembre en ces termes : « Nous déclarons que l'accord sur le partage de la Turquie et la "séparation" de l'Arménie est nul. Dès la fin des hostilités, les droits des Arméniens à déterminer librement leur destin politique seront garantis (46). » Un mois plus tard, Lénine signait le décret sur l'« Arménie turque ».

Cette proclamation de Lénine de novembre trouva un écho favorable dans les milieux nationalistes turcs qui, après la défaite de leur pays et à l'instar des bolcheviks, organisèrent sous l'impulsion d'un de leurs généraux prestigieux, Mustafa Kemal, la résistance contre les Franco-Britanniques.

La conjonction de ces deux mouvements de résistance contre l'Entente victorieuse qui veut réduire le régime bolchevik et se partager les territoires turcs, servira de prodrome au rapprochement, pour la première fois dans l'histoire, des Turcs et des Russes.

Les premiers contacts entre nationalistes turcs et bolcheviks auraient eu lieu en mai 1919, après le débarquement des

(46) *Décrets du pouv. soviét.*, vol. I, pp. 39-41.

troupes grecques sur les côtes d'Anatolie occidentale. Certains historiens ont cru que Mustafa Kemal aurait eu des entretiens avec des émissaires bolcheviques par l'entremise du Parti socialiste turc *Karakol* fondé en septembre à Constantinople. Selon d'autres sources, Mustafa Kemal aurait, lors de son séjour à Havza, en Anatolie, entre le 25 mai et le 12 juin, rencontré le colonel Semion Boudienny, ancien sous-officier de l'armée tsariste, passé aux bolcheviques. Celui-ci aurait proposé aux Turcs une aide militaire contre leur acceptation d'un régime de type révolutionnaire. La réponse de Kemal fut évasive : l'ordre social et religieux en Turquie n'était pas encore suffisamment « évolué » pour une telle entreprise. Dans une lettre envoyée le 7 juin par Husrev bey, compagnon de Mustafa Kemal, à Kiazim Karabekir, commandant du front oriental, le premier demandait des renseignements sur le bolchevisme, persuadé que l'aide soviétique passait par la bolchevisation du Caucase et l'établissement en Turquie d'un régime favorable aux Soviets (47).

Lorsque les nouvelles de la résistance kémaliste parvinrent en Russie, les bolcheviques y virent une sorte de prolongement de la révolution d'Octobre. Dans un article des *Izvestia* du 23 avril, Youri Steklov considérait la révolution kémaliste comme la première révolution d'Asie. Le 1^{er} mai, le Comité exécutif de la III^e Internationale dénonçait dans son manifeste la Conférence de la Paix de Versailles, et le même mois l'organe du Commissariat aux Nationalités, *Jizn' Natsional'nostei* (La Vie des nationalités) écrivait : « La révolution se déplace vers le Sud, et si le gouvernement passait aux mains des travailleurs, le destin du Caucase serait prédéterminé. »

Peu après la révolution d'Octobre, Lénine prend conscience du fait que les 25 millions de musulmans de Russie sont susceptibles de contribuer à l'affermissement du pouvoir soviétique pour peu que leur soient accordés des libertés plus grandes allant jusqu'à l'autonomie : le 24 novembre 1917, il lance dans ce sens un appel « aux travailleurs musulmans de la Russie et de l'Orient », leur demandant de soutenir la révolution, « garante des libertés nationales accordées aux peuples de la Russie ». Deux mois plus tard, par décret du 19

janvier 1918, est créé le Commissariat central aux Affaires musulmanes, chargé de répandre la propagande communiste parmi les masses musulmanes de la Russie. Le chef du secteur d'Orient de ce Commissariat, Mustafa Soubkhi, ancien auditeur à la faculté des Sciences Sociales à la Sorbonne, interné en Russie pendant la guerre, publia le journal *Yeni Dounia* (Le nouveau monde), considéré comme le premier organe communiste turc et destiné à propager les idées marxistes parmi les prisonniers de guerre turcs. Soubkhi participa en mars 1919 à Moscou au 1^{er} Congrès de la III^e Internationale où il déclara entre autres que « les pachas turcs n'ont pas seulement bu le sang arménien, mais aussi celui des ouvriers et paysans turcs » et que « pour les peuples misérables opprimés il n'y a pas de meilleur ami que la grande révolution russe (48) ». Soubkhi, qui fut l'un des rares militants marxistes turcs, et dont l'activité souleva les protestations réitérées de l'ambassadeur ottoman à Moscou, contribua à enrôler les prisonniers turcs en Russie dans une unité combattante aux côtés de l'Armée rouge. Cependant, nommé en avril chef du bureau musulman en Crimée, il essaya en vain d'établir un contact avec Mustafa Kemal. En juin 1920, il créa à Bakou le premier Parti communiste turc.

Après la victoire alliée, le parti Jeune-Turc (49) fut dissous. Enver, Talaat et Djemal se réfugièrent à Berlin, où Enver prit contact avec l'émissaire de la III^e Internationale, Karl Radek. Celui-ci lui offrit la possibilité de continuer la résistance à l'abri des persécutions alliées. Enver, malgré ses campagnes désastreuses sur le front du Caucase en 1916, conservait une certaine popularité parmi quelques dirigeants turcs, mais son action indépendante, souvent en contradiction avec la politique prudente de Kemal, lui vaudra la méfiance de ce dernier.

Au Congrès de Sivas (4-11 septembre 1919), où se trouvent les partisans de la résistance contre les Alliés et quelques émissaires bolcheviques musulmans, Kemal s'imposa comme chef incontesté du mouvement kémaliste, malgré la réticence

(47) *L'intervent. éir. en Arménie* (127), doc. 127, pp. 239-241.

(48) Parti constitutionnel « Union et Progrès », créé en 1889 et qui prit le pouvoir en 1908.

(47) Dumont (69), p. 167 ; Hovannisian (10), p. 441.

de quelques éléments pro-britanniques enclins à traiter séparément avec l'Angleterre. En septembre, il dépêcha à Bakou Khalil pacha, ancien commandant du corps d'armée opérant dans le Nord de la Perse, qui se mit en rapport avec le Comité régional bolchevik local. A la même époque, Tchitcherine lança son célèbre appel « aux travailleurs et paysans de Turquie », les exhortant à poursuivre la lutte contre les impérialistes. Les contours d'une collaboration turco-soviétique se dessinaient.

Cependant, pour ne pas éveiller la méfiance des Alliés, Kemal, avec maintes précautions, fit parvenir au général Harbord, qui se trouvait en mission en Anatolie avant de se rendre au Caucase, une lettre démentant toute collusion entre le mouvement nationaliste et les bolcheviks : « Quant au bolchevisme, il n'y a dans notre pays aucune place pour cette doctrine. Notre religion, nos traditions, notre structure sociale, ne sont guère propices à l'implantation d'une telle idéologie (50). » Ayant exprimé ces réserves, qui d'ailleurs n'étaient pas sans fondement, Kemal estimait que seule la Russie bolchevique pouvait lui venir en aide dans la conjoncture où il se trouvait. Les contacts avec les bolcheviks allaient s'intensifier.

A la même époque, Nouri pacha échappé à Batoum où il avait été détenu lors de l'occupation anglaise, se trouva à Bakou qu'il avait déjà occupé en septembre 1918. C'est dans cette ville que Khalil, Nouri et d'autres émissaires kémalistes tels que Bahat Saït, Fuad Sabit, se mettront en rapport avec le Kraïkom du Caucase, et, après le départ des Britanniques, agiront en faveur d'une étroite collaboration turco-soviétique.

Début 1920, après les succès de l'Armée rouge sur Koltchak et Denikine, l'ombre de la menace d'occupation « grand-russe » disparaît au profit des Soviétiques. Le Haut-Commandement allié considère que la situation est sérieuse et cherche à conjurer la menace bolchevique au Caucase à l'aide de ce qui reste des forces de Denikine et des troupes géorgiennes et azéries. Mais en l'absence des troupes alliées, la Géorgie et l'Azerbaïdjan sont réticents. Le 15 janvier, le

(50) Dumont (69), p. 168.

commandant de Nonnancourt, nouvel attaché militaire en Transcaucasie, télégraphie à son gouvernement : « Barrière de la Transcaucasie pourra être rapidement franchie si Alliés ne prennent pas mesures immédiates. La première doit être reconnaissance de l'indépendance [des républiques transcaucasiennes] qui produira un gros effet moral. En Géorgie, gouvernement combattra les bolcheviks s'il est soutenu par les Alliés, sinon il aura recours à sa souplesse diplomatique et croira pouvoir négocier [avec les bolcheviks] ou bien il sera débordé par un bolchevisme géorgien. Armée peu sûre, insuffisamment encadrée (...) En Azerbaïdjan, le gouvernement influencé [contre l'Entente] est hésitant. Ouvriers Bakou escomptent arrivée bolcheviks, les paysans, celle de Turcs. Khalil pacha vient d'arriver à Gandja. Nombreux féodaux collaborent avec les émissaires turcs. En l'état des choses difficile défendre Bakou (51). »

Le maréchal Foch, informé de la situation, estime que deux divisions sont nécessaires pour tenir le Caucase de Batoum à Bakou. Le Foreign Office consulté répond que « la situation existante ne permet pas à l'armée britannique de les fournir ; aucun des Alliés n'étant disposé à envoyer les troupes, une aide matérielle apportée à la Géorgie et à l'Azerbaïdjan ne semble pas pouvoir mettre ces États en mesure de tenir contre les bolcheviks. En cas de défaite de Denikine, il est préférable de se retirer que de faire face aux bolcheviks » (52). Néanmoins, malgré ces prévisions pessimistes, le 10 janvier, à la réunion du Conseil Suprême allié à Paris, sur les instances de Lloyd George et de Lord Curzon qui sont partisans d'un Caucase indépendant, il est décidé de fournir une aide financière et matérielle aux républiques transcaucasiennes, et de reconnaître *de facto* leur indépendance (53). Par cet acte, les Alliés espèrent-ils contrecarrer l'intervention bolchevique en Transcaucasie ?

Afin d'isoler la Transcaucasie de l'Entente, Tchitcherine adresse le 2 janvier une note à l'Azerbaïdjan et à la Géorgie en

(51) A. M. A. E. F., Europe-Russie, 628, fos. 186 et 187.

(52) A. M. A. E. F., Russie-Caucase, f° 189.

(53) La Géorgie et l'Azerbaïdjan sont reconnus le 16 janvier 1920, l'Arménie le 19 janvier.

vue de conclure un accord militaire dirigé contre Denikine. Mais les deux gouvernements ne tomberont pas dans le piège. Il est significatif qu'il ne soit pas fait mention de l'Arménie. Est-ce l'annonce d'une entente avec les Turcs pour une action conjuguée contre l'Arménie ? Cette thèse, soutenue par les adversaires des bolcheviks, ne paraît pas évidente.

Le 7 janvier, Khankhoïski, après consultation avec War-drope, haut-commissaire allié en Transcaucasie, rejette l'offre de Tchitcherine. Le 14 janvier, à la séance solennelle à l'Assemblée Constituante, Jordania, après un préambule d'autosatisfaction exaltant la valeur culturelle du peuple géorgien, s'exclame : « Nous n'avons besoin ni de mandats, ni de tuteurs, nous sommes nos propres maîtres et nous nous octroyons nos propres mandats [flèche lancée contre l'Arménie] (...) Vous savez que la Russie des Soviets nous a proposé une alliance militaire. Que signifie cette alliance ? Cela signifie que nous devrions rompre nos liens avec l'Europe comme eux l'ont fait, et tourner nos regards vers l'Orient où ils cherchent de nouveaux alliés. Nous avons toujours choisi et choisissons l'Occident (...) Je sais que nos ennemis diront que nous sommes du côté des impérialistes, c'est pourquoi je dois déclarer ici d'une façon catégorique que je préfère les impérialistes de l'Occident aux fanatiques de l'Orient (54). »

La réaction de Moscou ne se fait pas attendre. Le 23 janvier, Tchitcherine adresse une note de protestation à l'Azerbaïdjan, lui reprochant « son alliance avec le commandement anglais, protecteur de Denikine », et une autre le 31 janvier à la Géorgie : « En soutenant au début de toutes ses forces l'impérialisme allemand, en entretenant des relations cordiales avec l'impérialisme agressif turc et en le félicitant pour la prise de Bakou, ville transformée par la suite en une base d'agression impérialiste anglaise, le gouvernement géorgien a montré qu'il soutient le mouvement contre-révolutionnaire dirigé contre les Soviets (...) ce gouvernement traite maintenant avec Churchill et Foch pour offrir une base d'attaque contre le pouvoir des ouvriers et des paysans de Russie (55). » Les deux républiques, en réalité, en attendant l'aide promise par

(54) A.M.A.E.F., Europe-Russie, 628, f° 241.

(55) Khatchapouridzé, *La lutte du peuple géorgien* (130), doc. 534, pp. 535-536.

l'Entente, adoptent une position de neutralité plutôt bienveillante envers Denikine.

L'envoyé du Vatican, le R.P. Delpuech, après avoir visité au début de l'année 1920 la Transcaucasie, fait part de ses impressions sur la politique des Alliés. Étonné par la réserve qu'ils observent envers les nouveaux États caucasiens, il conclut : « On n'y avait pas l'impression d'une politique commune et cohérente de l'Entente ; cela était au détriment de la cause commune et aussi de la force des gouvernements locaux, de la force même contre le soviétisme (56). »

A l'aube de la deuxième année d'existence, le gouvernement d'Erevan demeure en proie à des difficultés multiples. La famine, bien qu'atténuée par l'aide américaine, fait périr plus de 150 000 habitants et laisse des quantités de malades et d'orphelins. En dépit des mesures prises par les autorités pour améliorer le sort des réfugiés, la situation de ceux-ci reste précaire. La spéculation sévit, des chefs de bandes, s'affirmant couverts par les autorités, agissent dans les villages comme bon leur semble et provoquent de ce fait le mécontentement des paysans qui refusent de payer les impôts et de servir dans l'armée. C'est dans un environnement aussi pénible que le gouvernement réussit, malgré toutes sortes de difficultés rencontrées auprès du commandement anglais et de la population musulmane hostile, à annexer les provinces de Kars et de Nakhitchevan (57).

Chevki pacha, commandant la IX^e Armée turque à Kars, est contraint par les Britanniques d'évacuer cette ville. Avant son départ, il favorise la constitution autour de l'Arménie orientale de districts autonomes musulmans en profitant du fait que ces districts ont été abandonnés par la population arménienne lors de l'invasion turque en 1918. Le conseil national musulman (*Milli Choura*), qui prétendait représenter ces territoires, avait pour principal objectif d'empêcher les réfugiés arméniens de rentrer dans leurs foyers. Cette tâche fut confiée à des irréguliers musulmans abondamment pourvus en

(56) A.M.A.E.F., Europe-Russie, 628, f° 261.

(57) En vertu de l'article XI de l'accord d'armistice de Moudros, le district de Kars devait demeurer, jusqu'à nouvel accord, sous administration militaire turque.

armes fournies par les Turcs lors de leur retraite ; ils devaient en outre assurer la liaison des Turcs avec l'Azerbaïdjan, par le Nakhitchevan, le Zanguezour et le Karabagh.

Le 7 mars 1919, le lieutenant-colonel Chardigny, dans un rapport adressé à son gouvernement, rapporte ainsi les faits : « Le capitaine Poidebard me rend compte des efforts faits par la Choura de Kars pour organiser la propagande des musulmans dans les districts de Sourmalou, au S.O. d'Erevan, de façon à établir une liaison solide entre les gouvernements locaux de Kars et de Nakhitchevan. Enfin, je dois signaler les efforts faits depuis deux mois par un chef musulman d'Akhalsikh, le prince Atabekov-Coblain, pour organiser un nouveau gouvernement musulman qui s'intitule gouvernement S.O. du Caucase, et qui réunirait les provinces de Kars et de Batoum et des districts d'Akhalsikh et d'Akhalkalak (58). »

Lorsqu'en mars 1919 Andranik eut quitté le Zanguezour, le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour la possession du Karabagh, latent depuis 1918, s'envenima. Malgré une résistance héroïque, les montagnards arméniens furent contraints, après l'abandon de leur cause par les Britanniques, d'accepter en août les conditions d'une subordination provisoire à l'Azerbaïdjan, tandis que le Zanguezour préservait sa liberté.

En juin, le gouvernement arménien organisa les premières élections législatives. Elles furent boycottées par les populistes, qui ne reconnaissaient pas au futur gouvernement le droit de représenter « l'Arménie intégrale » comme il en avait émis la prétention par sa déclaration du 28 mai 1919, et par les S.D. et les bolcheviks, qui se désolidarisèrent de la politique des dachnaks et craignaient d'être insuffisamment représentés. Ces élections hâtives, et douteuses en raison de leur contrôle par le parti dachnak, donnent à celui-ci 72 sièges, aux S.R. 4, aux musulmans 3, et à l'Union paysanne 1. Le nouveau gouvernement constitué sous la présidence de Khatissian, en l'absence d'une opposition constructive, continua à exercer son pouvoir à l'ombre du Bureau dachnak, tandis que les bolcheviks arméniens enregistraient des progrès.

(58) A.M.A.E.F., Zanguezour-Choura, Z-653-1, f° 5.

Après la réunion en septembre 1919 des organisations bolcheviques, se tient à la mi-janvier 1920 à Erevan la première conférence clandestine des communistes arméniens (qui groupe 22 délégués représentant 1 200 membres (contre 400 en septembre)). Après examen de la situation politique et de la structure des organisations du parti, la conférence proclame que les républiques bourgeoises transcaucasiennes ne se maintiennent que par leur politique chauviniste au détriment des masses laborieuses qu'elles exploitent et que la première action consiste à renverser par la force le gouvernement bourgeois dachnak, responsable de la misère des masses. « Il n'y a pas de problème national en Arménie, il n'y a que le problème social (...) Le parti communiste arménien doit être prêt au moment de l'insurrection générale en Orient à renverser le pouvoir dachnak passé du côté des impérialistes, et à l'aide des peuples insurgés de l'Orient à constituer un front commun avec la Russie soviétique (59). » Le nouveau Comité arménien du P.C.R. (b) élu après la clôture de la conférence comprend, entre autres, Kassian, Mravian, Avice (Nouridjanian), Chahverdian, Allaverdian et Ghoukassian. Le Comité adresse son salut aux organisations communistes d'Azerbaïdjan, de Géorgie, de Perse et de Turquie. Le 6 mars, Mikoyan informe Kirov, membre du C.C. du P.C.R., qu'en Arménie le travail du parti a porté ses fruits et que ses forces croissent.

Excédé par l'activité des bolcheviks, le gouvernement décide de prendre des mesures plus répressives : il expulse les deux membres les plus influents du Comité, Kassian et Mravian, en Géorgie. Bientôt arrêtés par les mencheviks, ceux-ci sont libérés grâce à l'intervention de Kirov, et ils passent à Bakou où, en juillet, ils constituent avec Dovlatian, Avice et Ter-Gabrielian, le bureau du P.C. arménien à l'étranger.

San Remo et la politique turque des Alliés

Plus d'une année s'est déroulée avant que le Conseil Suprême allié décide de reprendre l'étude du projet de traité

(59) G.R.S.O. (152), doc. 203, pp. 307-312.

avec la Turquie à la conférence qui se tient à San Remo (18-26 avril 1920). En ce qui concerne l'Arménie, le Conseil décide de lui attribuer une partie des vilayets de Van, Bitlis, Erzeroum et Trébizonde. Le 25 avril, il adresse un appel au Président Wilson pour que les États-Unis acceptent le mandat sur l'Arménie et pour lui demander son arbitrage sur le tracé des frontières du nouvel État. Le Président, qui est favorable à l'exercice de ce mandat, se heurte à l'opposition du Sénat, influencé probablement par le rapport présenté par Harbord après sa mission. Curieusement équilibré, ce rapport évoque en 13 paragraphes les 13 raisons pour et les 13 contre l'acceptation du mandat. Harbord préconise le contrôle par les États-Unis de l'ensemble du Caucase et de l'Anatolie, et pour éviter les complications internationales qui ne manqueraient pas de se produire, il demande l'accord formel de la France et de l'Angleterre, ainsi que l'approbation définitive de l'Allemagne et de la Russie (60). Il était clair, dans ces conditions, que les intérêts de la France et de l'Angleterre dans ces régions seraient lésés, et que la rivalité entre eux, déjà latente, ne pourrait que s'accroître. Qui plus est, les implications militaires et financières pour l'Amérique dans cette entreprise, sans contrepartie à court terme, auraient été jugées excessives par le Sénat qui le 1^{er} juin rejeta par 52 voix contre 23 la proposition de mandat. Cependant, le 27 avril, l'Arménie avait été reconnue *de jure* par les États-Unis et le Président Wilson avait accepté de se prononcer sur la question des frontières.

Le projet de traité soumis à l'approbation du gouvernement ottoman ne fut accepté qu'en juillet.

Pendant que les Alliés tergiversaient sur le sort à réserver à l'Empire ottoman et à la Transcaucasie, le mouvement kémaliste prenait de l'ampleur et les bolcheviks cernaient les troupes de Denikine au Caucase.

Les conditions de paix élaborées à San Remo consacraient le démembrement de l'Anatolie, ce qui amena le mouvement nationaliste à durcir sa position et à accuser le Sultan de soumission aux Alliés. Pour faire pression sur les kémalistes, les Britanniques achèvent l'occupation totale de Constantinople. Le 16 mars 1920, les marins anglais s'emparent des ministères

de la Guerre et de la Marine, des directions de la Police et des Postes, ils arrêtent quelques anciens dirigeants soupçonnés de complicité avec Kemal, tels que Djevad pacha et Raouf bey, future ministre de Kemal. Ce coup de force maladroit indignera aussi bien les Turcs restés fidèles au Sultan que les partisans de Kemal, et provoquera des controverses parmi les Alliés eux-mêmes. Revenu du Caucase, le général Milne, nouveau commandant des forces d'occupation alliées à Constantinople, demande le rappel du général Franchet d'Espéray, commandant des armées alliées en Orient, accusé d'agir contre les intérêts britanniques. L'occupation de la ville soulève les protestations du Sultan. Le 17 mars, le grand vizir Salih déclare : « La cause principale de la naissance du mouvement kémaliste en Asie Mineure est l'occupation absolument injustifiée du vilayet d'Aïdin par les troupes grecques et les horreurs et atrocités commises dans cette région ainsi que le projet de création d'une grande Arménie et d'un État grec du Pont (61). » La réaction de Kemal est plus violente. Son discours à l'ouverture de la Grande Assemblée, le 23 avril, est une véritable déclaration de guerre à l'Angleterre et un appel à la solidarité du monde musulman : « C'est une agression dirigée moins contre l'Empire ottoman que contre le monde musulman, et une insulte au Califat, à la conscience collective de l'Azerbaïdjan, du Caucase du Nord, de l'Afghanistan, de la Perse, en un mot de tout le monde musulman (62). »

Le 28 mars, Steeg, directeur de la Banque ottomane, exprime dans un télégramme envoyé au ministère de la Marine l'inquiétude des milieux financiers français : « Si l'on doit entreprendre une campagne militaire pour soumettre l'Anatolie, surtout si les Grecs y participent, il faut envisager une nouvelle guerre du Mexique. » Il demande l'abandon de la politique « de provocation à l'anarchie ». Il serait, selon lui, préférable de renoncer « à tous nos droits politiques en Orient, réservant ici la sauvegarde de nos intérêts économiques et obtenir ailleurs des compensations politiques, laissant l'Angleterre régler seule les difficultés qu'elle a soulevées avec le monde musulman (63). » De son côté, le lieutenant-colonel

(60) A.M.A.E.F., Turquie, Pol. ext., 144, f° 26.

(61) A.M.A.E.F., Turquie, Politique extérieure, 143, fos. 192-193.

(62) *Ibid.*, fos. 194-195.

(63) *Ibid.*, f° 220.

Mongin, chef de la mission de liaison auprès du gouvernement ottoman, résume dans un rapport daté du 1^{er} avril la duplicité des autres puissances alliées à Constantinople : « Italiens et Américains cachent et expédient en Anatolie, au besoin par leurs bâtiments de guerre, leurs amis turcs menacés d'arrestation (64). »

Le coup de force des Britanniques à Constantinople et la débacle de l'armée de Denikine au Caucase du Nord engagent Mustafa Kemal à faire ouvertement ses premiers pas vers Moscou. Après avoir été assuré par ses émissaires à Bakou que les bolcheviks sont prêts à offrir leur aide au mouvement national turc sans contrepartie contraignante, Mustafa Kemal, qui s'abstenait auparavant de tout contact direct avec Moscou, adresse le 26 avril à Lénine une lettre proposant une lutte commune contre les États impérialistes et leurs protégés, l'Arménie et la Géorgie : « Si les forces soviétiques envisagent d'ouvrir des opérations extérieures contre la Géorgie ou, par des moyens de pression diplomatique, de contraindre la Géorgie à s'allier avec nous pour chasser les Anglais du Caucase, le gouvernement turc se chargera des opérations militaires contre l'Arménie impérialiste et forcera la République d'Azerbaïdjan à faire partie de l'État soviétique (65). » Notons que seule l'Arménie est qualifiée d'« État impérialiste ». Ainsi, prêt à livrer l'Azerbaïdjan aux Soviétiques, à faciliter la bolchevisation de la Géorgie et à se réserver les territoires de la République d'Arménie, Kemal demande en contrepartie une aide substantielle en or, en matériel de guerre et en vivres pour équiper son armée de l'Est. Le 16 mars, il avait déjà demandé à Kiazim Karabekir de préparer l'offensive contre l'Arménie « pour venir en aide aux bolcheviks ». Mais l'instauration du pouvoir soviétique en Azerbaïdjan le 28 avril, deux jours après l'envoi de la lettre de Kemal à Lénine, et le début de l'offensive des troupes grecques en Anatolie, n'incitent pas les Soviétiques à faire trop de concessions à Kemal. Bien au contraire, ils estiment que le temps travaille dorénavant pour la bolchevisation de la Turquie.

L'occupation britannique de la Transcaucasie suscite parmi les Alliés les mêmes rivalités que celles constatées en Turquie.

(64) A.M.A.E.F., Turquie, Relations avec l'Angleterre, 320, f° 45 et 47.

(65) Sarguissian (55), p. 175.

Dans une note datée du 13 avril 1920, le nouveau haut-commissaire de France au Caucase, de Martel, se plaint à son gouvernement : « A Batoum, les Anglais, seuls maîtres, travaillent contre les intérêts des autres pays pour leur grand profit personnel (...) Un décret du général commandant a forcé les banques locales à recevoir les roubles du Don à parité avec ceux du Caucase, ce qui les a ruinées et a permis ainsi pour rien l'installation d'une puissante banque anglaise qui exerce un monopole absolu sur toutes les transactions (...) La politique italienne dans ces contrées consiste simplement à dire aux mécontents : les Alliés (Anglais et Français) ne savent pas ce qu'ils font, marchez [contre eux], nous vous soutiendrons ! Quitte à désavouer leurs représentants après (66). »

Le 8 avril, dans une entrevue entre le capitaine Poidebard, le président Khatissian et le général Nazarbekian, ces deux derniers déplorent la politique anglaise « toujours nettement anti-arménienne » et la faiblesse de la France « qui se laisse conduire dans le sillage de cette politique. (...) L'état de guerre actuel dû à la menace turque coûte 40 millions de roubles par mois, interdisant tout développement économique, rendant indisponibles les hommes nécessaires à l'agriculture, et arrête les projets des capitalistes arméniens effrayés par l'insécurité. (...) Contre le danger de réalisation du plan turco-tatare qui menace une troisième fois de détruire l'Arménie, les Arméniens demandent une aide extérieure et une délimitation rapide des frontières. Au lieu de cela, les Anglais refusent de laisser passer les munitions à Batoum et les avions achetés aux Français (67). »

En novembre 1919, dans la région de Gori, en Géorgie, une tentative d'insurrection paysanne est sévèrement réprimée. Dans son message à Lénine, Mikoyan explique que le mobile principal du soulèvement n'était pas d'instaurer le pouvoir des Soviétiques — ce qui est impossible sans la participation totale des peuples du Caucase et sans une aide rapide de la Russie soviétique — mais d'aider l'Armée rouge en lutte contre Denikine (68).

(66) A.M.A.E.F., Europe-Russie, 629, f° 62.

(67) A.M.A.E.F., Europe-Russie, 629, f° 83.

(68) Mnatsakanian, (48), p. 61.

Mais si les Géorgiens paraissent maîtres de la situation, celle-ci se dégrade. Trois mois plus tard, dans une note adressée à son gouvernement, de Martel rapporte : « Le gouvernement démocrate de Jordania, qui s'appuie sur les ouvriers des chemins de fer et le prolétariat de Tiflis, perd de sa popularité et voit se dresser contre lui le parti des paysans qui s'éloigne d'une politique purement socialiste. D'autre part, les extrémistes encouragés par les succès des Soviets et à qui sont acquis les chefs de la garde nationale, constituent un danger susceptible de devenir sérieux. (...) Le gouvernement géorgien, quoi qu'il en soit, paraît hors d'état de soutenir une lutte qu'il ne tiendra même pas à engager (69). »

Ce jugement pessimiste, qui à l'époque paraissait excessif, témoignait néanmoins de la progression de l'influence bolchevique dans un pays qui semblait pourtant y être fort peu sensible.

C'est l'Azerbaïdjan qui paraissait le plus accessible à la bolchevisation. Aidés par les Soviets en armes et en argent, par les voies de mer et de terre devenues libres après la défaite de Denikine, les bolcheviks de Bakou ne rencontrent que peu d'opposition de la part du gouvernement moussavattiste ; ils s'organisent pour la prise du pouvoir à l'aide de l'Armée rouge qui approche des frontières nord de l'Azerbaïdjan. Les 11 et 12 février 1920, à la réunion clandestine des bolcheviks à Bakou, ceux-ci proclament enfin la formation, sous la présidence de M.D. Khousséïnov, du *Parti communiste azéri*. Ce « spécifisme », accusation portée jadis contre les partis nationaux de tendance marxiste (S.D. arméniens, bundistes, etc.) devait prélude à la création des P.C. arménien et géorgien, et au maintien dans l'avenir des républiques nationales appelées à devenir soviétiques.

Le 15 mars, le Kraïkom s'adresse au C.C. panrusse pour demander une aide en vue de la libération des peuples du Caucase du joug des interventionnistes étrangers et des gouvernements bourgeois nationalistes. Deux jours plus tard, Lénine déclare dans un message adressé au Comité militaire révolutionnaire du front du Caucase : « La prise de Bakou nous est absolument indispensable (70). » Mais dans son message

(69) A.M.A.E.F., Europe-Russie, 629, f° 83.

(70) *Victoire du pouv. soviét. en Transc.* (143), p. 435.

du 2 avril, il prévient Ordjonikidzé, qui se trouve sur le front en qualité de commissaire politique : « Encore une fois, je vous demande d'agir avec précaution envers les musulmans, particulièrement à l'entrée au Daghestan. Témoignez par tous les moyens de la sympathie aux musulmans, à leur autonomie, à leur indépendance, etc. (71). » A la mi-avril, le Daghestan était aux mains des bolcheviks.

L'espoir que les gouvernements transcaucasiens pouvaient encore nourrir de recevoir des Alliés une aide efficace paraissait bien mince. Dans sa résolution du 23 février sur les États reconnus *de facto*, le Conseil Suprême allié déclarait qu'il ne pouvait prendre la responsabilité de conseiller à ces États de continuer la résistance contre les Soviets, mais en cas d'attaque de la part de ces derniers « à l'intérieur de leurs frontières légitimes », une aide leur serait accordée « dans la mesure de leurs [des Alliés] possibilités (72). » Cette déclaration ambiguë devait ôter aux républiques transcaucasiennes toute illusion sur la possibilité de recevoir une aide militaire alliée et les inciter à ne compter que sur leurs propres forces, ce qui nécessitait la formation d'un front uni contre une agression menaçant cette fois-ci à l'ouest comme au nord. Mais, tout comme en 1918, chacun pensait s'en sortir en comptant sur sa bonne étoile.

Le 29 avril, Lord Curzon exprimait ainsi son amertume : « Pendant des mois et des mois, j'ai essayé de soutenir les républiques caucasiennes auprès de mon gouvernement et de stabiliser la situation à Batoum jusqu'à la signature du traité avec la Turquie. Pendant tout ce temps, le War Office est resté indifférent à ce premier objectif et franchement hostile au second (73). »

Cette politique d'abandon des Alliés au Caucase après l'évacuation des troupes britanniques n'échappait pas à Moscou. La voie était ouverte pour instaurer le pouvoir soviétique en Azerbaïdjan.

(71) *Format. de l'Un. Sov.* (153), doc. 8, p. 23.

(72) Kirakossian et Saakian (43), p. 74.

(73) Marashlian, in *The Arm. Rev.*, vol. XXX, 1979, p. 236.

De l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique

L'Azerbaïdjan soviétique

Le gouvernement moussavatiste est aux prises avec les bolcheviks qui, en dépit des répressions exercées contre eux en mars 1920, comptent 4 000 membres. Pour conjurer le péril et tirer le meilleur parti de la situation inconfortable où il se trouve, il porte son espoir sur la fraction des ex-moussavatistes nouvellement affiliés au P.C. azéri et sur le « Parti communiste turc » implanté à Bakou et qui n'a d'ailleurs jamais été inquiété.

Au lieu de concentrer les 30 000 hommes de leur armée dans le nord face à l'Armée rouge, les moussavatistes laissent les trois quarts de ces forces aux confins du Karabagh où les Arméniens se sont insurgés en mars, pour que la région soit à tout prix rattachée à leur pays. Ils ne laissent dans la zone de Bakou que 2 000 hommes. Le 1^{er} avril, le cabinet Oussoubekov démissionne. Le nouveau gouvernement Khadjinski prend une orientation pro-bolchevique. Mais son appel du 15 avril aux Soviets afin de régler les rapports entre les deux parties sur des bases nouvelles lors d'une conférence « dont la date et le lieu seraient fixés par Moscou » ne trouve pas d'écho au Kremlin. Les troupes rouges achèvent déjà leur concentration à la frontière de l'Azerbaïdjan. Le 21 avril, le général Toukhatchevski, commandant le front du Caucase, donne l'ordre au colonel Levandovski, commandant la XI^e Armée rouge, de passer à l'offensive contre l'Azerbaïdjan. Le lendemain, le Bureau du Kraïkom décide, en présence des représentants de l'Armée rouge parvenus clandestinement à Bakou, de déclencher le 27 avril une insurrection à l'aide de ses partisans armés. Le Comité militaire révolutionnaire azéri — *Azrev-*

kom — créé la veille sous la présidence de Narimanov, revenu d'Astrakhan, constitue le Sovnarkom, qui compte les commissaires Khousséïnov, Bouniat Zadeh, Moussabekov et Karaev. Ce nouvel organisme présente le 27 avril au Parlement azéri un ultimatum exigeant la remise sous douze heures du pouvoir entre ses mains. Le gouvernement, qui ne s'attendait pas à une évolution aussi rapide de la situation, informe par téléphone le commandant Luke, nouveau commissaire britannique au Caucase, que « des troupes bolcheviques comptant 6 000 hommes se sont avancées jusqu'à la station de Katchmass (à 120 km de Bakou), qu'il sollicite l'envoi de troupes géorgiennes pour le secourir et, de la part du gouvernement d'Erevan, une garantie qu'il n'attaquera pas l'Azerbaïdjan si ce dernier retire ses troupes du Karabagh pour les envoyer à la frontière nord contre les bolcheviks (1) ».

Cet appel tardif, lancé non sans arrière-pensée pour justifier l'abandon de Bakou sans résistance, en y impliquant les Arméniens, n'échappe d'ailleurs pas à l'observation du représentant français de Martel : « Les Tatares (Azéris) n'ont qu'un bataillon à la frontière et deux bataillons à Bakou. Le gouvernement alors fait mine de s'affoler, comme s'il ne portait la responsabilité de l'envoi de la presque totalité de ses troupes vers la frontière arménienne (2). »

La déclaration de Jordania en réponse à l'appel azéri n'est pas moins incisive : les bolcheviks, dit-il, « progressent à la vitesse d'un train rapide sans rencontrer de résistance (...) nous en concluons qu'ils avancent avec l'accord de l'Azerbaïdjan (3) ». Le 27 avril 1920, les partisans bolcheviks occupent tous les bâtiments de l'administration et la gare de Bakou, désarment les troupes moussavatistes et la police. Tard dans la nuit, les premiers trains blindés des rouges entrent en gare sans rencontrer la moindre résistance. Contraints d'accepter l'ultimatum contre la promesse de la liberté de ses membres, sauf « ceux qui occupent des postes importants », les moussavatistes dissolvent le Parlement. Le 28 avril, l'Azrevkom proclame la constitution de la République Socialiste Soviétique indépendante d'Azerbaïdjan. La première république communiste transcaucasienne est née. Le lendemain, Davoud

(1) A. M. A. E. F., Russie-Caucase, 639, f° 133.

(2) *Ibid.*, f° 145.

(3) *La vict. du pouv. soviét. en Transc.* (143), p. 539.

Khousseïnov, commissaire à la Défense, demande au gouvernement d'Erevan de retirer ses troupes de l'Azerbaïdjan soviétique [il s'agit du Karabagh et du Zanguezour] et d'arrêter le massacre des musulmans en Arménie (4). Cette note est appuyée par Ordjonikidzé, Kirov et Levandovski, qui déclarent que la non-exécution de cette demande sera considérée comme une provocation du gouvernement arménien à la Russie soviétique. Ce même Khousseïnov, lors de l'entrevue qu'il aura avec Kirov à Tiflis, déclarera que la remise de ces provinces (il ajoutera le Nakhitchévan) à l'Arménie discréditera le pouvoir soviétique non seulement en Azerbaïdjan, mais en Turquie et en Perse (5).

Ce n'est que le 5 mai que Lénine adresse ses félicitations pour « la libération des masses laborieuses de l'Azerbaïdjan indépendant », et exprime sa certitude « qu'il pourra sauvegarder sa liberté et son indépendance contre l'ennemi juré des peuples de l'Orient : l'impérialisme ». Auparavant, le 29 avril, il avait déclaré, ce qui lui semblait pour le moment être aussi important : « Nous savons que notre industrie est arrêtée faute de fuel, nous venons d'apprendre que le prolétariat a pris le pouvoir à Bakou. Cela signifie que nous disposons maintenant d'une base économique telle qu'elle peut permettre le fonctionnement de toute notre industrie (6). »

Bien que le régime de « communisme de guerre » ne fut pas totalement appliqué en Azerbaïdjan au début de l'instauration du pouvoir soviétique et que le petit commerce restât libre jusqu'à fin juin, les réformes introduites par le Sovnarkom dans le domaine administratif et économique, comme cela avait été le cas pendant la Commune de Bakou, provoquèrent le mécontentement des classes moyennes et de la partie aisée de la paysannerie. La prise de Bakou ne mit pas fin à la résistance des moussavatistes en province, notamment dans la région de Gandja, qui fut sévèrement réprimée en juin. Resté au Karabagh, Nouri pacha fomenta des troubles, occupa Choucha et arrêta le Revkom local, tandis que Djemal pacha, à la tête des irréguliers musulmans, attaque les détachements rouges à Astarà et à Lenkoran.

(4) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 629, f° 151.

(5) Khatchapouridzé (105), doc. 608, p. 614.

(6) Lénine (149), vol. 40, p. 332.

Le 5 mai, à la conférence des organisations bolcheviques de Bakou à laquelle prennent part Kirov, Ordjonikidzé et Mikoyan, arrivés avec l'Armée rouge, il n'est question que de combattre la contre-révolution. « Les fuyards beks, khans et capitalistes, affirme Ordjonikidzé, ont décidé de ne pas céder sans combattre le pouvoir aux ouvriers et aux paysans et de poursuivre le combat en province (7). » En Azerbaïdjan, cite de Martel dans son rapport au M.A.E., « le mécontentement contre l'Armée rouge est général et déjà des soulèvements sanglants ont eu lieu. Khankhoïski, ancien président de la République d'Azerbaïdjan, réputé honnête homme, venant de Bakou d'où il s'est échappé, est venu spécialement me voir et m'a déclaré que le moment était extrêmement favorable pour exploiter le mécontentement populaire contre les bolcheviks et en même temps pour ruiner l'influence turque en Azerbaïdjan : on rend en effet la politique turque responsable de la mésaventure actuelle (8) ». De fait, le rôle joué par les émissaires turcs comme Khalil pacha et par le Parti communiste turc à Bakou pour aider les bolcheviks à s'installer en Azerbaïdjan ne fut pas négligeable. Ce rôle est apprécié ainsi dans un rapport adressé par Ordjonikidzé et Kirov à Moscou. Dans l'esprit de ces Turcs, l'arrivée de l'Armée rouge en Azerbaïdjan devait porter un coup à l'ennemi commun, l'Entente, et contribuer à une collaboration plus effective entre la Turquie et les Soviets. A la fin du mois de juillet, toute résistance sérieuse en Azerbaïdjan fut liquidée par l'Armée rouge, et le régime bolchevik consolidé par la conclusion le 30 septembre d'un traité d'alliance économique et militaire avec la R.S.F.S.R.

Pendant que les bolcheviks occupaient l'Azerbaïdjan, le régime soviétique était à nouveau menacé. Dans la dernière tentative d'intervention alliée, la France pousse à l'offensive le général Wrangel qui a succédé à Denikine, découragé par sa défaite. En Pologne, Pilsudski, qui compte sur l'appui des Français, déclenche une attaque foudroyante contre les bolcheviks et entre à Kiev le 7 mai. Ces offensives arrêtent toute expansion des Soviets en Transcaucasie. Ils préfèrent

(7) *La vict. du pouv. soviét. en Transc.* (135), p. 427.

(8) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 630, f° 55.

ménager les deux républiques encore indépendantes, l'Arménie et la Géorgie, jusqu'à la fin de la guerre civile et de la guerre avec la Pologne.

La réaction des gouvernements géorgien et arménien face au danger que représente l'arrivée de l'Armée rouge à leurs frontières est mitigée. Les Géorgiens, menacés à la fois par les bolcheviks et les Turcs, et malgré un sens diplomatique qui leur permettra d'obtenir la neutralité turque, ne paraissent pas suffisamment forts pour affronter seuls l'Armée rouge. « Le nationalisme géorgien n'existe que dans la classe intellectuelle et une partie de la classe ouvrière. Quant au paysan géorgien, il est mécontent de la loi agraire qui l'oblige à acheter des terres de l'État ; les idées patriotiques et nationalistes ne l'ont que très peu atteint par-dessus les soucis matériels. Il reste régionaliste (Abkhazes, Adjars, Ossètes, etc.) (9). »

Les Arméniens, eux, se sentent plus menacés par les Turcs que par les Russes. « Malgré l'envoi de l'ultimatum par Khousséïnov pour l'évacuation du Karabagh, ils ne paraissent pas particulièrement inquiets en dépit de la gravité de la situation. Ils comptent sur les troupes rouges (qui attaquent Nouri pacha au Karabagh) comme médiateurs et même comme sauveurs en cas d'attaque turque, puisque l'appui des Alliés leur fait complètement défaut jusqu'à présent (10). »

Cependant, les défaites subies par l'Armée rouge en Ukraine offrent à l'Entente l'occasion de détacher à nouveau la Transcaucasie de la Russie et d'ouvrir une brèche dans une éventuelle alliance soviéto-turque. Le 4 mai, de Martel rapporte : « Il ne fait pas de doute que les Soviets de Moscou ont partie liée avec les nationalistes turcs de Mustafa Kemal qui cherchent par tous les moyens à tenir les Alliés en échec. Le sort de cette malheureuse Arménie paraît fort compromis. Entre l'Azerbaïdjan et les Turcs, elle risque fort d'être sérieusement endommagée (11). » Le mouvement insurrectionnel qui se développa au printemps 1920 en Azerbaïdjan s'étendit au Caucase du Nord où opérait toujours le même imam Gotsinski. Étant donné l'offensive des armées anti-bolcheviques

(9) A. M. A. E. F., Russie-Caucase, 629, f° 146.

(10) *Ibid.*, f° 147.

(11) *Ibid.*, f° 141.

en Russie, l'Entente estimait que la situation était propice au Caucase pour tenter une opération de diversion. De Martel écrivait à Paris : « La Géorgie et l'Arménie peuvent tenter avec notre concours de profiter de cette situation ; or, l'évacuation précipitée de Batoum va créer aux Géorgiens des difficultés insurmontables (...) sans la Géorgie, l'Arménie n'existe plus, et nous porterons la responsabilité d'avoir assuré le triomphe du bolchevisme au Caucase au moment précis où la situation sur d'autres fronts l'oblige à desserrer son étreinte et où des représentants autorisés des Montagnards et de l'Azerbaïdjan s'adressent à nous pour nous demander de les aider et d'exploiter la faiblesse actuelle des Rouges (12). »

Le gouvernement arménien demande encore une fois s'il peut compter sur les Alliés et si les promesses faites par le Conseil Suprême de lui fournir de l'armement sont purement et simplement abandonnées. La réponse faite par de Martel est embarrassée : « Mes nombreux télégrammes au sujet de l'envoi des armes et des munitions sont toujours restés sans réponse (13). »

A Paris, on semble attacher plus d'importance aux opérations des Polonais et des Blancs contre les bolcheviks ; les Alliés ne sont prêts à soutenir les Caucasiens que dans la mesure où cela peut créer des difficultés supplémentaires aux bolcheviks. Cependant, alors que Lord Curzon avait demandé le 24 avril à Tchitcherine d'arrêter les opérations militaires au Caucase, Lénine enjoignit le 5 mai à Ordjonikidzé de faire retirer les troupes rouges de la frontière géorgienne qu'elles ont essayé de traverser, comme il avait été obligé de le faire naguère en 1918 sur l'injonction des Allemands. Apparemment, les bolcheviks, inquiets du succès de leurs adversaires, préoccupés par des soulèvements au Daghestan qui les obligent à prélever des troupes en Azerbaïdjan pour les envoyer contre les insurgés, n'ont certainement pas l'intention de se créer de nouvelles difficultés du côté de la Géorgie et de l'Arménie, appuyées par les Alliés. Pour l'instant, ils désirent maintenir la paix avec ces pays afin d'éviter l'ouverture d'un troisième front.

La situation est jugée différemment par les bolcheviks arméniens. Encouragés par la présence de l'Armée rouge à

(12) *Ibid.*, 630, f° 51.

(13) *Ibid.*, 629, f° 185.

proximité, ils estiment que le moment est propice pour s'emparer du pouvoir, persuadés qu'ils seront soutenus dans cette entreprise par le peuple.

L'insurrection de mai 1920 en Arménie

En Arménie, la nouvelle de l'instauration du pouvoir soviétique en Azerbaïdjan a été accueillie avec joie par les bolcheviks. A Erevan, la fête du 1^{er} mai donne lieu à une manifestation populaire. Les bolcheviks en profitent pour mobiliser toutes leurs troupes et faire une démonstration devant le Parlement où se trouvent les membres du gouvernement. Pour apaiser les manifestants, Khatissian prononce un discours lénifiant. Invité en qualité de représentant de la II^e Internationale, Isidore Ramichvili lui succède. Son appel à l'obéissance au gouvernement légal est accueilli par des huées. Prenant à son tour la parole, le bolchevik Stepan Allaverdian, membre de l'Armenkom, attaque violemment le gouvernement qui ne s'attendait visiblement pas à une démonstration d'une telle ampleur. Des manifestations analogues ont lieu dans d'autres villes : Kars, Sarikamych, Karaklis, Nor-Bayazet et Alexandropol. Dans cette dernière ville, les bolcheviks sont plus nombreux, surtout parmi les ouvriers du dépôt des chemins de fer et les soldats de la garnison. C'est là que les bolcheviks tenteront d'organiser une insurrection générale contre le « pouvoir dachnak ». La manifestation du 1^{er} mai, organisée par le Comité local, se déroule sous les slogans : « Vive le pouvoir des ouvriers et paysans de la Transcaucasie ! », « Vive la Russie Soviétique ! », etc. Les passions s'échauffent et le meeting prend une telle ampleur qu'un affrontement entre bolcheviks et gouvernementaux paraît imminent. Le 2 mai, l'autorité locale tente d'arrêter les dirigeants bolcheviks réfugiés dans le train blindé « Vartan Zoravar » que commande le capitaine Moussaëlian. Acquis aux insurgés, celui-ci refuse d'obéir aux autorités qui le rappellent à Erevan et il organise une garde rouge. Les 3 et 5 mai, le Comité d'Alexandropol écrit à l'Armenkom d'Erevan pour le mettre au courant de la situation et lui propose une action commune en vue de l'insurrection générale. Mais l'Armenkom hésite. Il considère, non sans raison, qu'une action isolée, mal

coordonnée, sans l'aide assurée de l'Armée rouge, est vouée à l'échec. Il estime que l'insurrection devrait partir de la région de Karavanserai (Idjevan), à proximité de l'Azerbaïdjan, d'où l'Armée rouge pourrait prêter main forte aux insurgés.

Le 4 mai, sous la pression du Bureau dachnak, le gouvernement Khatissian donne sa démission. Le lendemain, un nouveau gouvernement homogène dachnak présidé par Ohandjianian décrète l'état d'urgence dans tout le pays et décide de mettre fin à l'insurrection par tous les moyens. Il est soutenu par les populistes qui dénonçaient auparavant la faiblesse du gouvernement précédent à l'égard des bolcheviks. Seul le groupe S.R. est hostile à la répression par la force (14).

Profitant de l'indécision de l'Armenkom, Ohandjianian entre en rapport avec ses membres, Allaverdian et Ter-Simonian, pour les persuader d'arrêter l'action insurrectionnelle bolchevique. Arrivés le 6 mai à Alexandropol, ceux-ci constatent que la situation est telle qu'il n'est plus possible d'enrayer un élan insurrectionnel qui s'étend à d'autres villes. Le lendemain, une réunion des bolcheviks auxquels se joignent ceux de Kars a eu lieu dans le train blindé. La majorité, sous la pression de Moussaëlian, Avice et Gharibdjianian, se prononce pour une insurrection générale immédiate. Le Comité militaire révolutionnaire (*Kheghkom*) constitué pour diriger les opérations déclare le pouvoir dachnak déposé et, le 10 mai, donne le signal de l'insurrection en hissant le drapeau rouge sur le train blindé. Une partie de la garnison rejoint les insurgés, notamment le 1^{er} régiment de cavalerie où sert Bagramian, qui, deux ans auparavant, avait participé à la bataille de Sardarabad — Bach Abaran. Le même scénario se reproduit à Sarikamych, Delijan, Nor Bayazet et Kars. Mais dans cette dernière ville, où la population musulmane et russe est hostile au gouvernement, la majorité des troupes gouvernementales, sous le commandement du général Piroumian, demeurent loyales, repoussent les bolcheviks, et occupent la gare. Aucune agitation n'est signalée à Erevan. Incapable de coordonner

(14) Dans une conversation que l'auteur a eue à Paris avec Archam Khondkarian, leader S.R. au Parlement, celui-ci a confirmé que son parti a été partisan de remettre le pouvoir aux bolcheviks après les événements de mai, afin d'éviter un conflit avec les Turcs.

l'action insurrectionnelle, privé de moyens de communication, le Comité militaire est acculé à la défensive, ce qui permet au gouvernement d'organiser rapidement la répression. Confié au chef dachnak Sepouh, un détachement de partisans en majorité originaires d'Arménie occidentale, ce qui prouve que le gouvernement ne faisait guère confiance à ses propres troupes régulières, se dirige vers Alexandropol, noyau de la résistance bolchevique, et le 14 mai, après des combats sporadiques, les insurgés déposent les armes.

Après avoir occupé Delijan, les partisans de Sepouh occupent le 24 mai Karavanseraï qui s'est insurgé quelques jours auparavant avec l'aide d'éléments bolcheviks arrivés de Kazakh, localité azérie voisine. Vers la fin mai, tout mouvement insurrectionnel est étouffé. Quinze cents insurgés environ, réfugiés en Azerbaïdjan, tenteront en juin, avec 400 soldats arméniens rouges amenés de Bakou, de reconquérir Karavanseraï, mais ils seront repoussés.

Le gouvernement dachnak a recours cette fois à des mesures plus énergiques. La Commission créée le 8 juin pour enquêter sur les origines de la rébellion arrête plus de 500 bolcheviks, dont une vingtaine, parmi lesquels Allaverdian, Gharibdjanian, Saroukhanian, Artachès Melikian et Ghoukassian, sont passés par les armes.

On peut supposer que le gouvernement sous-estimait l'influence des bolcheviks dans les masses populaires, imaginant que leur parti, relativement peu important, ne pouvait constituer une menace pour le régime. Mais ce n'était pas le nombre qui était en jeu. Ce qui comptait, c'était les idées des bolcheviks qui promettaient la paix et le pain aux masses lasses de l'anarchie, de la corruption et de l'insécurité, comme le faisait jadis Lénine à Petrograd.

Les historiens soviétiques arméniens imputent l'échec de l'insurrection au manque d'organisation, d'initiative et à l'indécision du Comité régional d'Alexandropol. En réalité, les instigateurs de l'insurrection comptaient sur l'aide de l'Armée rouge ; mais les effectifs de la XI^e Armée, dispersée en Azerbaïdjan pour combattre les moussavatistes autour de Gandja et ailleurs, étaient loin d'être en mesure de secourir les insurgés. Les Soviétiques, déjà engagés contre la Pologne et l'Armée Wrangel, ne pouvaient lancer une action d'envergure en Transcaucasie. Le 30 mai, Pelé, haut-commissaire de France

à Constantinople, télégraphiait à son gouvernement : « Les bolcheviks paraissent avoir ajourné la réalisation de leur plan primitif de jonction avec les nationalistes turcs à travers la Géorgie et l'Arménie sous le couvert de l'Azerbaïdjan. S'étant heurtés à la résistance des Géorgiens et des Arméniens, n'ayant d'autre part pu faire établir un gouvernement soviétique en Arménie où le mouvement bolchevik d'Alexandropol a été facilement réprimé, ils semblent vouloir maintenant attendre une meilleure occasion (15). »

Selon certains, si l'instauration du pouvoir soviétique en Arménie avait été couronnée de succès en mai, cela aurait évité en septembre la guerre avec les Turcs et aurait permis de conserver au moins la province de Kars. Cette thèse est plausible. D'autres évoqueront le contexte politique de l'époque : crainte de la part des dachnaks d'être lâchés par l'Entente à la veille de l'acceptation par les États-Unis du mandat sur l'Arménie, acceptation qui, comme on l'a vu, devait d'ailleurs être rejetée le 1^{er} juin par le Sénat.

En tout état de cause, les conséquences de l'insurrection de mai ne pouvaient être que catastrophiques. Une économie paralysée, une armée démoralisée, l'interruption du ravitaillement arrivant par Batoum, tous ces facteurs ne pouvaient qu'ébranler les fondements fragiles d'un État qui pourtant conservait encore l'espoir de sortir de cette situation avec l'aide de l'Entente.

Envoyé à l'étranger par le gouvernement pour trouver « un fonds d'or » au profit du nouvel État grâce à la contribution des communautés arméniennes, l'ancien président Khatissian arrive fin juin à Constantinople, où il s'entretient avec les représentants alliés. Lors de son entretien avec l'ambassadeur de France, il se montre optimiste. Le mouvement révolutionnaire réprimé à Alexandropol, dit-il, n'était pas en réalité bolchevik mais russophile, la population ignorante ayant considéré que les Russes sont toujours nos défenseurs contre les Turcs et les musulmans. L'armée est en bonne condition, prête à agir si elle reçoit armes et munitions. Le moment est favorable puisque les Turcs sont peu nombreux sur la frontière car leurs troupes sont probablement envoyées en direction de

(15) A.M.A.E.F., Russie-Guerre, 630, f^o 255.

Smyrne, et les bolcheviks concentrent leurs forces contre les Polonais. L'ajournement de la question du mandat remise à la décision du président Wilson gêne beaucoup notre gouvernement (16). Khatissian prie l'ambassadeur de télégraphier au ministère des Affaires étrangères pour demander que l'Entente l'autorise à profiter des circonstances favorables pour occuper la vallée d'Alachkert, le district de Diadine et de Bayazid, « régions qui seront certainement attribuées à l'Arménie ». Il demande en outre, pour écarter la menace de liaison éventuelle de Mustafa Kemal avec les bolcheviks, que soient coordonnées l'action des troupes arméniennes et celle des Alliés, notamment par l'occupation conjointe de la ligne Bayazid-Erzeroum-Trébizonde (17).

En attendant l'issue de la guerre avec les Polonais et le résultat de l'offensive de Wrangel, les bolcheviks ont tout intérêt à trouver un arrangement avec les voisins de l'Azerbaïdjan soviétique, la Géorgie et l'Arménie, afin de ne pas donner prétexte à une intervention alliée et de préserver la région de Bakou de toute tentative de récupération par les moussavattistes.

Par le traité de paix signé le 7 mai à Moscou, les Soviets reconnaissent l'indépendance et la souveraineté de l'État géorgien et s'engagent à ne pas s'immiscer dans ses affaires intérieures (Art. I & II). La Géorgie s'engage de son côté à ne pas tolérer sur son territoire d'organisations hostiles au pouvoir soviétique (Art. VI) et à ne pas poursuivre les personnes militant en faveur de la R.S.F.S.R. et du Parti communiste (Art. X). Ce traité fait une mauvaise impression sur les bolcheviks géorgiens, qui craignent de ce fait de perdre leur influence sur leurs partisans, mais ils profitent de la possibilité d'existence légale que leur procure le traité pour constituer le 20 mai un Parti communiste géorgien qui compte 6 000 membres, et qui à l'avenir ne sera pas toujours très enclin à suivre la ligne générale de Moscou. L'accord signé avec la Russie n'empêchera pas le gouvernement menchevik de surveiller de près toute activité des bolcheviks jugée excessive, et après l'arrivée en juin de l'envoyé plénipotentiaire soviétique Kirov, l'organe menchevik *Sakartvelo* (La Géorgie) écrit le 27

(16) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 631, f° 92.

(17) *Ibid.*, f° 93.

juillet : « M. Kirov ne doit jouer en Géorgie que le rôle de représentant diplomatique et non celui de protecteur du P.C. Si les membres de sa mission se mettent à intervenir dans les affaires intérieures géorgiennes, Kirov doit, de lui-même, faire cesser ce genre d'ingérence (18). »

Le gouvernement soviétique est prêt également à normaliser ses relations avec l'Arménie. Sur l'invitation de Tchitcherine, une délégation arménienne, conduite par l'écrivain Lévon Chanth accompagné des deux députés Terterian et Zarafian, part début mai et arrive le 22 à Moscou. Malgré la répression exercée par les dachnaks après l'insurrection de mai, les pourparlers préliminaires engagés avec Karakhan se déroulent favorablement. Le 10 juin, Chanth informe son gouvernement que les Soviets reconnaissent l'indépendance de l'Arménie dans ses frontières de 1914 ; ils sont prêts à servir de médiateurs entre la Turquie kémaliste et l'Arménie pour l'attribution à cette dernière d'une partie de ses provinces occidentales. Mais le 1^{er} juillet, le contenu de sa communication est différent. Les bolcheviks arméniens, et notamment Mikoyan et Avicé, de concert avec leurs homologues azéris Narimanov et Akhoundov, reprochent aux dachnaks leur hostilité au régime bolchevik et leurs liens avec l'Entente. En fait, ils veulent empêcher à tout prix un accord quelconque entre les gouvernements soviétique et arménien, le premier de crainte qu'un accord puisse affaiblir le prestige et l'activité des bolcheviks en Arménie, et le second de crainte de voir rendre aléatoire l'attribution à l'Azerbaïdjan des régions contestées du sud de l'Arménie, où des combats engagés en juin entre troupes arméniennes et rouges se terminent en juillet avec l'occupation de Nakhitchevan par ces dernières, ce qui permet la jonction directe entre bolcheviks et Turcs. En outre, l'arrivée d'une délégation kémaliste à Moscou, alors que celle de Chanth éprouve des difficultés, inquiète les Arméniens. Pour les rassurer, Tchitcherine avise par télégramme Ohandjanian, ministre des Affaires étrangères, que « toute action soviétique au Caucase a pour but d'assurer l'existence pacifique du peuple arménien. Les relations établies avec le gouvernement turc contribueront à faire obtenir pour l'Arménie des territoi-

(18) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 631, f° 138.

res en Asie Mineure et à mettre fin à l'antagonisme séculaire entre les Arméniens et leurs voisins musulmans. (...) C'est grâce à l'intervention du gouvernement soviétique que la mobilisation kémaliste [proclamée en mars] ayant pour but de porter un nouveau coup au peuple arménien, a été arrêtée (19) ».

La lettre de Kemal, envoyée le 26 avril, ne parviendra à Lénine que le 1^{er} juin. Transmise par Tchitcherine, la réponse en date du 3 juin est prompte : tout en manifestant sa satisfaction devant le désir de Kemal de prendre part à la lutte commune contre les impérialistes, Lénine insiste sur le fait que « le gouvernement soviétique espère que les pourparlers diplomatiques entre la Grande Assemblée Nationale d'une part, l'Arménie et la Perse d'autre part, permettront de fixer définitivement les limites de ces pays sur des bases équitables et suivant le droit d'auto-détermination. Le gouvernement soviétique est prêt à assumer dans ce domaine un rôle d'arbitre (20) ». Et il invite Ankara à envoyer une délégation à Moscou.

Venu de Bakou fin mai pour solliciter l'aide des bolcheviks, Khalil pacha, dans sa lettre du 11 juin à Kemal, précise que ceux-ci désapprouvent l'idée d'une intervention turque en Arménie et « qu'ils comptent envoyer des troupes sur leur ancienne frontière (21) ». Il obtiendra cependant pour la Turquie la promesse d'une substantielle aide matérielle et financière. La réponse de Lénine consterna les Turcs qui ne s'attendaient pas à une telle prise de position de la part de Moscou. Le 4 juillet, Bekir Sami bey, ministre des Affaires étrangères d'Ankara, répondait à Lénine : « Nous ne poursuivons aucune politique d'agression ou d'expansion impérialiste, nous désirons appliquer le traité de Brest-Litovsk et la convention de Batoum par lesquels le gouvernement turc a, le premier, reconnu l'existence de l'Arménie dans des frontières bien délimitées (22). »

Arrivés dans la capitale soviétique le 19 juillet, Bekir Sami bey et Yusuf Kemal, plénipotentiaires kémalistes, se révèlent

porteurs d'offres séduisantes : facilité de circulation dans les Détroits et promesse de faire exercer une pression sur les éléments musulmans de la Russie et de l'Orient pour les faire participer à la lutte anti-impérialiste. Ils espèrent en échange obtenir des concessions territoriales en Arménie et en Géorgie (23). Mais Tchitcherine est intraitable. Profitant de la présence des deux délégations à Moscou, il propose l'établissement d'une « frontière ethnique » par l'échange des populations arméniennes et musulmanes, afin de constituer de chaque côté des territoires ethniquement homogènes, ce qui impliquerait la cession à l'Arménie des vilayets de Van et de Bitlis.

Cependant, la signature du traité de Sèvres, le 10 août 1920, prélude à la domination de l'Entente en Turquie et les succès des Polonais de Pilsudski avec, le 15 août, le « miracle de la Vistule », favorisent le rapprochement turco-soviétique. Un accord de principe comportant une aide matérielle à la Turquie est conclu le 24 août. Mais quelques jours plus tard, à la veille du départ de la délégation turque, Tchitcherine signifie à Bekir Sami bey que cet accord n'entrerait en vigueur que si la Turquie acceptait de céder aux Arméniens une partie des provinces de Van et de Bitlis (24). Les Arméniens, qui obtiennent par le traité de Sèvres la reconnaissance de leurs droits sur l'Arménie occidentale, dont les frontières doivent être fixées par la sentence arbitrale du Président Wilson, ne veulent pas s'engager davantage avec les Soviétiques, de crainte d'indisposer l'Entente qui leur fournit enfin les armes tant attendues. L'occupation des districts contestés du Karabagh et du Zanguezour par les bolcheviks constitue une autre cause de méfiance à leur égard.

Les pourparlers en vue d'un traité de paix arméno-soviétique n'ayant pas abouti, ils devraient, selon Tchitcherine, trouver « pour plus de commodité » leur prolongement à Erevan par l'entremise du plénipotentiaire soviétique Boris Legran (25) : « Son arrivée contribuera à mettre au jour tous

(23) *Documents U.R.S.S.* (113), vol. II, p. 555.

(24) Dumont (69), p. 174.

(25) Né en 1884 de parents français, Legrand (nom russifié Legran) membre du P.O.S.D.R. depuis 1901 et du Comité bolchevik de Petrograd (1906-1907), mène une activité révolutionnaire à Bakou, Tiflis, Kazan et Moscou (1907-1913). Après la révolution d'Octobre, il est nommé adjoint au Commissariat aux Affaires militaires. Directeur de l'Ermitage de Leningrad (1930-1936). Victime des purges en 1937.

(19) *Documents U.R.S.S.* (113), vol. III, doc. 262, pp. 373-374.

(20) A.M.A.E.F., *Turquie-Russie*, 278, f° 53.

(21) Jäschke (75), p. 36.

(22) *Documents U.R.S.S.* (113), vol. II, doc. 372, pp. 554-555.

les desiderata accumulés et le gouvernement soviétique espère qu'au cours d'échanges de vues avec son représentant, le gouvernement arménien, convaincu que le gouvernement soviétique suit une voie juste, trouvera la possibilité de conclure avec celui-ci un arrangement durable et définitif et signera un accord fondé sur des relations pacifiques et amicales (26). »

Le 20 juillet, Legran est à Bakou où il s'entretient avec le général Levandovski et le Bureau bolchevik. Arrivé avec une suite de 20 personnes le 29 juillet à Tiflis, d'où il doit poursuivre son voyage vers Erevan, et déçu par le peu d'empressement manifesté par le gouvernement arménien à le recevoir sous prétexte qu'on attend l'arrivée de la délégation Chanth pour reprendre les pourparlers, Legran télégraphie au président Ohandjanian : « Les intentions amicales et pacifiques de la Russie soviétique ne rencontrent pas de la part du gouvernement arménien la compréhension souhaitée pour aboutir rapidement à un accord (...) la situation sur les frontières de l'Arménie est telle qu'elle peut engendrer les conflits avec conséquences graves dont seule l'Arménie porterait la responsabilité. » Il insiste sur le fait que le temps presse et qu'il faut reprendre immédiatement les pourparlers sans attendre la délégation Chanth « pour l'arrivée rapide de laquelle toutes les mesures sont prises (27) ».

En fait, le gouvernement arménien cherche à gagner du temps afin de ne pas s'engager avec les Soviets avant que les négociations de Paris soient terminées. Leur conclusion, croit-il, assurera la sauvegarde du pays et lui évitera de traiter avec les Soviets dans une position de faiblesse (28).

Cependant, sommé au début août d'arrêter toute activité militaire dans le Zanguezour et le Nakhitchevan où les Arméniens combattent contre les bolcheviks et des éléments musulmans, le gouvernement d'Erevan envoie à Tiflis ses plénipotentiaires A. Djamalian et A. Babalian ; leur mission est d'aboutir à un accord provisoire avec Legran afin d'éviter

(26) *Documents U.R.S.S.* (113), vol. II, doc. 262, p. 374.

(27) *G.R.S.O.* (173), doc. 267, p. 382.

(28) Rapport du 1.9.1920 sur la situation militaire au Caucase : « Actuellement, le gouvernement dachnak désire gagner du temps, espérant que l'action de l'Entente viendra à bout du bolchevisme et réussira à maintenir l'intégrité de l'Arménie. » (*A.M.A.E.F.*, Russie-Caucase, 631, f° 242).

un affrontement avec les troupes rouges. Le 10 août, jour de la signature du traité de Sèvres, un accord est signé par lequel Erevan reconnaît l'occupation provisoire par l'Armée rouge des territoires contestés du Karabagh, du Zanguezour et du Nakhitchevan, et qui prévoit la cessation de toute activité militaire dans ces régions. L'article III de l'accord précise que l'occupation de ces territoires par l'Armée rouge devra contribuer à créer les conditions favorables à une solution pacifique du litige territorial entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, dans la perspective d'un prochain traité de paix entre la R.S.F.S.R. et l'Arménie (29). C'est d'ailleurs le premier accord conclu entre ces deux républiques sans que les Alliés aient été consultés, et l'accord en question mécontente les Alliés qui y voient un premier pas vers l'abandon de la lutte antibolchevique ; leur appréhension est exprimée par le représentant militaire français Corbel et le britannique Luke. Interrogé à ce sujet par de Martel, Djamalian indique que l'accord est motivé « par la nécessité de gagner du temps pour achever la récolte et ravitailler le pays ; d'autre part, les troupes arméniennes ne peuvent en même temps tenir tête aux Turcs à Olty et aux Russes dans les territoires contestés ». De Martel prévient « que toute trahison de la part du gouvernement d'Erevan à l'égard des Alliés consacrerait la perte du pays » et que « ceux-ci ne toléreraient pas que la question arménienne fût tranchée par les seuls bolcheviks (30) ».

La délégation Chanth rentrera à Erevan le 14 septembre. Le temps ne travaillera pas en faveur de son gouvernement et c'est dans des circonstances autrement graves que les pourparlers avec Legran reprendront en octobre 1920.

Le Congrès des peuples de l'Orient à Bakou (1-8 septembre 1920)

Isolé de l'Europe, soumis au blocus économique, le gouvernement soviétique cherche à déclencher, parmi les peuples colonisés, des mouvements anti-impérialistes dans les possessions des puissances occidentales en Orient et en Asie.

(29) *G.R.S.O.* (152), doc. 270, pp. 384-385.

(30) *A.M.A.E.F.*, Russie-Caucase, 631, f° 188.

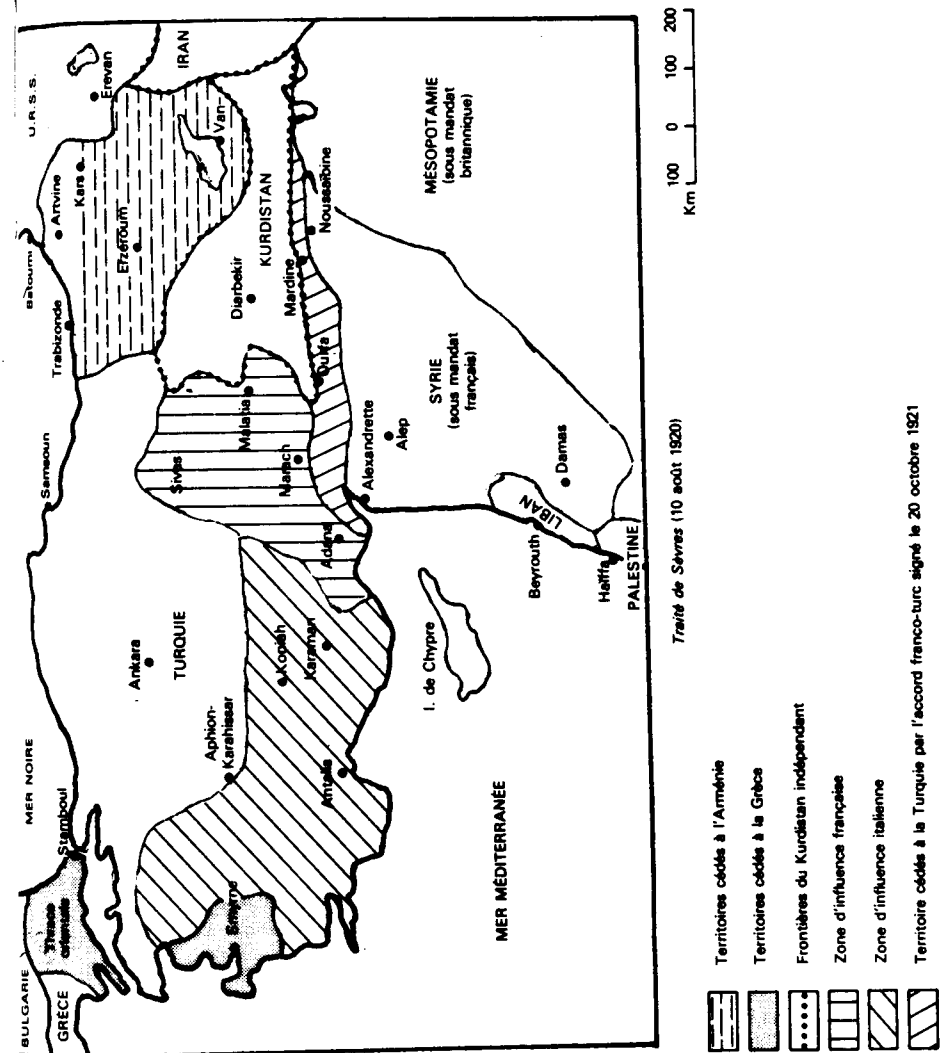
L'un des objectifs du premier Congrès de la III^e Internationale (Komintern), créé par Lénine en mars 1919, est d'affaiblir l'intervention de l'Entente en soutenant les mouvements anti-impérialistes en Europe.

En novembre 1919, le deuxième Congrès des musulmans d'Orient organisé par le Bureau central musulman est chargé de créer des partis communistes en Orient afin de les intégrer par la suite au Komintern. Lénine demande aux congressistes d'expliquer aux masses musulmanes que le prolétariat international est le seul allié de tous les travailleurs et des centaines de millions d'exploités. Ainsi est esquissé un rapprochement entre le prolétariat occidental et les masses laborieuses de l'Orient en vue de la création d'un front anti-impérialiste.

Les Alliés, pour faire barrage à la future expansion du bolchevisme dans cette région du monde, s'établissent en Cilicie, en Syrie et en Mésopotamie. Il est question de créer un État kurde, et après l'entrée de l'Armée rouge en Azerbaïdjan, une aide est accordée à l'Arménie et à la Géorgie pour arrêter la pénétration rouge en Transcaucasie, région vitale d'où l'influence des Soviétiques peut s'exercer sur tout l'Orient.

Dans une conjoncture aussi critique, le Comité central du P.C. russe décide en hâte de convoquer à Bakou un Congrès des peuples de l'Orient où les délégués de l'Orient et de l'Occident se rencontreront pour la première fois. C'est au nom de l'I.K.K.I. (Comité exécutif de l'Internationale communiste) que le Congrès doit être convoqué.

Le 29 juin, l'I.K.K.I. lance un appel aux « masses laborieuses asservies » de la Perse, de l'Arménie et de la Turquie afin qu'elles se préparent à participer au Congrès projeté. Cet appel, rédigé par Karakhan, adjoint au commissaire aux Affaires étrangères Tchitcherine, destiné initialement aux trois pays susvisés, avant-postes situés au pied du Caucase, et dirigé surtout contre les Britanniques, semble finalement viser tous les peuples de l'Orient et de l'Asie : « L'I.K.K.I. s'adresse en premier lieu aux masses populaires asservies de l'Arménie, de la Perse et de la Turquie, mais il rencontrera avec joie parmi les délégués des représentants de l'Inde et d'autres pays de l'Orient (31). »



(31) *Internationale Communiste*, n° 12, p. 2262.

Après avoir exposé les structures de l'Internationale communiste composée des « masses laborieuses révolutionnaires » de Russie, de Pologne, d'Allemagne, de France, d'Angleterre et d'Amérique, ainsi que leur rôle dans la lutte contre le capitalisme, la proclamation précise : « Pourquoi l'I.C. convoque-t-elle un Congrès des ouvriers et paysans persans, arméniens et turcs ? Que leur offre-t-elle et que compte-t-elle obtenir d'eux ? Les travailleurs et paysans d'Europe et d'Amérique qui combattent le capitalisme s'adressent à vous, car vous comme eux souffrez sous le joug du capitalisme mondial. (...) La lutte commune avec les paysans et ouvriers d'Europe et d'Amérique hâtera la destruction du capitalisme mondial et garantira la libération de tous les paysans et ouvriers du monde. Le temps où les capitalistes européens et américains pouvaient réprimer par la force des peuples de l'Orient est définitivement révolu. Il est vrai que les ouvriers d'Europe n'ont pas encore vaincu le capitalisme mondial, mais celui-ci n'est plus en mesure de verser le sang du peuple comme bon lui semble, et tous les efforts des capitalistes anglais, français et américains pour détruire la révolution russe ont été brisés (...), l'I.K.K.I. en tant que représentant des ouvriers anglais, français, américains, allemands et italiens viendra à Bakou pour débattre avec vous des moyens d'unir les forces du prolétariat européen avec les vôtres pour lutter contre l'ennemi commun (32). » L'appel est signé par Zinoviev, président de l'I.K.K.I., et Radek, secrétaire, et par les membres étrangers.

Le choix de Bakou n'est pas fortuit. La capitale de l'Azerbaïdjan, où le pouvoir soviétique existait déjà pendant la Commune de Bakou (avril-septembre 1918), sert de refuge à de nombreux communistes arméniens, géorgiens, turcs, persans et d'autres nationalités de l'Orient. Par sa situation géographique, cette ville offre un accès plus facile aux délégations arrivant des pays d'Orient ou d'Asie. La ville est décorée d'arcs de triomphe, 25 millions de roubles ont été alloués pour couvrir les frais engagés ; des concerts et des représentations théâtrales sont organisés pour rendre le séjour des délégués aussi agréable que possible, alors que la disette, comme partout en Russie, sévit dans la ville.

(32) *Internationale Communiste*, n° 12, pp. 2261-2262.

Quelle était la situation politique des peuples de l'Orient à la veille du Congrès ? En Turquie, Mustafa Kemal, chef du mouvement de libération nationale, proposait déjà à Moscou de former un front commun contre l'Entente. En Perse, divers mouvements révolutionnaires, dont celui de Koutchouk Khan, dirigés contre les Britanniques, et soutenus par le parti *Edalat*, composés d'ouvriers persans de Bakou, ont renversé le gouvernement pro-britannique de Vossough-el-Dowleh et proclamé la République du Guilan. Ils ont fini par créer en juin 1920 le P.C. de Perse dont le chef, Khaïdar Khan, ancien ouvrier électricien, représente son pays au Congrès de Bakou, où fonctionnait déjà le Bureau politique du parti. A la même époque, un mouvement se dessinait contre la domination britannique et française dans d'autres pays musulmans : Afghanistan, Égypte, Inde, Soudan, Algérie, Maroc, etc.

L'organisation du Congrès fut confiée à un comité où entrèrent d'abord Ordjonikidzé et Stassova, puis Narimanov, Mikoyan et Saïd Galiev. Il s'ouvrit finalement le 1^{er} septembre, en présence de 1 891 délégués (chiffre officiel), dont 1 070 communistes, 542 sans parti, 344 « sympathisants » et membres d'autres partis de gauche, représentant en tout 26 États et 37 nationalités. Les peuples « orientaux » de la Russie étaient représentés par l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Turkestan, Khiva et Boukhara, la Bachkirie, le Daghestan, le Caucase du Nord, la République des Tatares, la région autonome des Kalmyks, Ferghana et les Républiques d'Extrême-Orient ; l'Orient par la Turquie, la Perse, l'Afghanistan, l'Égypte et les pays arabes ; l'Asie par l'Inde, la Chine, le Japon et la Corée. L'Europe fut représentée par les communistes membres de l'I.K.K.I. et qui étaient déjà présents à Moscou lors du II^e Congrès du Komintern (juillet-août 1920) ; le Hongrois Bela Kun, qui s'était emparé du pouvoir dans son pays pendant quelques mois en 1919, les Français André Rosmer, Camille Delanières et Jacques Sadoul, l'Anglais Tom Quelch. Mentionnons également les représentants des communistes d'Espagne, de Pologne, des Balkans, d'Autriche et des Pays-Bas. On notera l'absence de délégués allemand et italien. John Reed, communiste américain, auteur du fameux ouvrage *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, se montra très actif au Congrès. L'effectif de certaines délégations était impressionnant : 469 délégués représentaient

l'Azerbaïdjan, 202 la Perse, 137 la Géorgie, 131 l'Arménie, 105 la Turquie, 461 le Daghestan et le Caucase du Nord. Sur le nombre total on comptait 109 Russes (33). L'importance numérique de certaines délégations, comme l'azérie, la persane, la géorgienne, l'arménienne et la turque, s'explique par le fait que beaucoup des participants se trouvaient déjà à Bakou et furent recrutés sur place pour représenter des pays de l'Orient et de l'Asie. Ainsi, sur 131 membres de la délégation arménienne, qui comprenait d'ailleurs des Russes et des musulmans, 51 seulement venaient d'Arménie. Sur 137 délégués géorgiens, une vingtaine seulement venaient de Géorgie. La délégation de l'Afghanistan, qui comptait 40 membres, ne comprenait en réalité que 5 délégués venus de l'extérieur, dont un Arménien de Merv (Turkestan) et 4 Djungirs réfugiés au Turkestan. Les représentants de la Chine étaient des Kachgars habitant Ferghana, qui n'avaient jamais été en Chine et ne parlaient pas chinois. La délégation turque n'aurait compté que 12 ou 15 délégués venus de Turquie, les autres se trouvant déjà à Bakou. Cinquante-cinq femmes déléguées prirent part au Congrès. Pendant les séances, de nombreux musulmans priaient sur leurs tapis et égrenaient leur chapelet.

La séance solennelle fut ouverte par Narimanov, sous la présidence de Zinoviev et de Radek. Pour sa part, Zinoviev, après un long préambule, mit en lumière l'importance de la lutte contre les puissances impérialistes qui menaçaient encore le régime des Soviets, et il fit appel aux peuples de l'Orient pour qu'ils soutiennent ce régime : « Le drapeau blanc flotte encore sur Varsovie, et beaucoup d'entre vous se sont émus des revers éprouvés par l'Armée rouge sous les murs de cette ville. La guerre de la République des Soviets russes contre la Pologne blanche n'est pas seulement celle des prolétaires de l'Occident, elle est aussi celle des peuples laborieux de l'Orient contre l'ennemi commun (34). »

On commença par les saluts qu'adressèrent Bela Kun, Quelch, Rosmer, Reed, Steinhardt (Autriche) et Chabline (Balkans). Bela Kun déclara que le C.P.O. renforcerait le front

(33) Sorkine (147), pp. 21-22.

(34) C.R. sténographique du 1^{er} C.P.O., p. 10.

anti-impérialiste et assurerait les arrières de la révolution en Occident. Tom Quelch dénonça les capitalistes anglais et le gouvernement britannique qui menaçaient de déclarer la guerre à la Russie et qui y avaient renoncé sous la pression de la classe ouvrière. André Rosmer affirma que la reconnaissance officielle de Wrangel par le gouvernement français était un défi lancé à la classe ouvrière. John Reed demanda aux peuples de l'Orient de se révolter contre leurs oppresseurs « ce qui fera tomber les derniers remparts du capitalisme (35) ».

Deux heures après l'ouverture du Congrès commença la première séance de travail. Zinoviev prit la parole : « En parlant des Turcs, il déclara : "Nous soutenons avec patience les groupes qui ne sont pas encore avec nous et qui sont même, dans certains cas, contre nous. Tel est le cas de la Turquie, par exemple, où comme vous le savez, camarades, le gouvernement soviétique prête son appui à Kemal Pacha. Nous n'oublions pas que le mouvement qu'il dirige n'est pas un mouvement communiste". (...) Kemal Pacha dit : "La personne du Sultan est sacrée et inviolable". Il vous appartient de détruire la foi dans le Sultan et d'édifier de vrais soviets. Le panislamisme et les autres tendances nationalistes ne sont pas les nôtres. Nous savons qu'il y a en Orient des pays où le clergé et la noblesse féodale témoignent d'une grande habileté et savent accorder de temps à autre quelques satisfactions aux paysans ; aussi ils vous tiennent en servitude, mais ne vous trompez pas. Si le paysan russe, naguère serf, a pu s'émanciper, pourquoi les paysans de Turquie, de Perse, des Indes, de Chine et d'Arménie ne pourraient-ils en faire autant (36) ? »

L'attaque contre le clergé, malgré les conseils de prudence prodigués à Zinoviev à Moscou par Lénine et Staline, provoqua un malaise parmi les délégués musulmans.

Le 2 septembre, à la deuxième séance, Radek, dans un long rapport sur la situation internationale, en parlant de l'Arménie, déclara : « Nous nous demandons comment les Anglais, les Français, les Américains ont libéré les Arméniens qu'ils ont poussés à la lutte contre les Turcs et les Kurdes. *La Nouvelle Arménie*, publiée à New York, relate comment les

(35) *Ibid.*, pp. 18-20.

(36) C.R. sténographique, pp. 38-40.

Français ont incité les Arméniens à envoyer des volontaires à Marache pour défendre avec eux la région contre les Turcs, en leur promettant la Cilicie, et les ont lâchés au moment décisif en provoquant le massacre de 20 000 Arméniens (37). »

Le premier délégué à prendre la parole après Radek, Bunyat Zadeh (Perse), accusa la Turquie d'être entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne pour s'emparer du riche Azerbaïdjan, soutenue au Caucase par des groupes et des partis « qui expliquaient autrement cette guerre et pensaient que la Turquie était venue libérer l'Azerbaïdjan de l'impérialisme russe et lui apporter l'indépendance. Ce n'était qu'un mensonge (38) ». Cette déclaration, que le présidium ne fit traduire que sur l'insistance des congressistes, provoqua un vif mécontentement chez les délégués turcs d'Anatolie. Behaed-dine Chakir essaya de défendre la position prise contre l'Entente par la Turquie « qui s'est rangée aux côtés de l'Allemagne de peur que la victoire des Alliés ne mette fin à son indépendance. Pendant la guerre, alors que la coalition austro-allemande croyait en sortir victorieuse, le peuple et le gouvernement turcs voulurent une fois pour toutes créer entre la Russie et la Turquie les États-tampons d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie. Si l'on soutenait que la Turquie poursuivait une politique impérialiste, comment expliquer ce dessein ? (39) ».

Le délégué persan Khaïdar Khan lui répliqua que la Turquie, en se rangeant aux côtés de la Triplice, ne poursuivait que ses propres buts impérialistes.

La troisième séance donna lieu à de vives polémiques entre les délégués musulmans de Russie qui ne dissimulaient pas le mécontentement exprimé par leurs peuples contre les bolcheviks, lesquels ne tenaient pas compte de leurs aspirations légitimes.

Narboutabekov (Turkestan) observa que si les 400 millions de musulmans devaient s'adapter au pouvoir soviétique, il était indispensable que ce nouveau pouvoir tienne compte de leurs particularités sociales et religieuses. « Nous exigeons

(37) C.R. sténographique, p. 58.

(38) *Ibid.*, p. 74.

(39) *Ibid.*, p. 76.

l'application effective des principes de liberté, d'égalité et de fraternité dans la vie et non dans les seuls textes officiels. Que les chefs révolutionnaires Radek et Zinoviev viennent se rendre compte de ce que font dans notre pays les autorités locales dont la politique est telle qu'elle aliène les esprits au pouvoir des Soviets. (...) Débarrassez-nous de vos colonisateurs travaillant sous le masque du communisme (40). »

Pour atténuer ce camouflet infligé à l'autorité des Soviets, le communiste daghestanais Korkmassov, qui participera en mars 1921 à la conférence de Moscou, réagit vivement : « Il existe des classes dirigeantes, celles des princes, des khans, des beks et des mollahs, pour se dresser contre la grande révolution sociale et la classe pauvre des Montagnards du Caucase. Pouvons-nous après cela prononcer des paroles comme celles que nous venons d'entendre ? De quelles particularités peut-on parler actuellement lorsqu'il s'agit de la révolution mondiale (41) ? »

Le ton des débats monta à tel point qu'il fut décidé de n'accorder la parole qu'aux seuls représentants anglais, français, indien et balkanique. Quelch insista sur la communauté de lutte des prolétaires de l'Occident et des peuples de l'Orient. Rosmer demanda pourquoi la France, qui prétendait lutter contre la barbarie allemande, opprimait le Maroc, la Tunisie et l'Algérie, et poursuivait encore la guerre en Cilicie et en Syrie pour agrandir son empire d'un lambeau d'Asie. Fasyk Kalyv, délégué indien, évoqua les souffrances de son peuple et demanda l'aide de la République des Soviets. Chabline affirma que les peuples balkaniques étaient autant opprimés et asservis que ceux de l'Orient par les impérialistes français et anglais.

Enver Pacha, qui avait eu des contacts avec Radek à Berlin en 1919, s'y trouva à nouveau en août 1920 pour mener des pourparlers secrets avec les Anglais. Cela ne l'empêcha pas d'être reçu à Moscou d'où il se précipita à Bakou pour assister au Congrès. L'apparition de l'ancien ministre ottoman de la Guerre suscita une vive hostilité parmi les congressistes qui n'ignoraient pas son passé nationaliste et pantouranien.

(40) C.R. sténographique, pp. 81-83.

(41) *Ibid.*, pp. 84-86.

L'ancien protégé de Radek commença par déclarer : « Les organisations révolutionnaires du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, de la Tripolitaine, de l'Égypte, de l'Arabie et de l'Hindoustan, dont je suis le représentant, sont avec nous. » Il poursuivit en affirmant que la Turquie, par sa lutte contre l'Entente et la Russie tsariste, avait contribué... à la soviétisation de la Russie (42). Cette introduction d'une prétention démesurée souleva un tollé dans l'assistance, si bien que Zinoviev fut obligé de demander à Enver de présenter sa déclaration par écrit.

Certains délégués musulmans, émus par les massacres perpétrés par les troupes rouges dans la région de Gandja et au Turkestan (43) et furieux de constater que la question des rapports entre Moscou et les nationalités musulmanes soumises au pouvoir des Soviets était escamotée de l'ordre du jour, se rassemblèrent autour de la mosquée de Taza Pir pour discuter. Enver en profita pour prendre la parole et essayer de démontrer « que le rôle de la Russie nouvelle n'avait rien de commun avec celui de l'ancienne Russie et que les Soviets et la III^e Internationale luttaient pour délivrer tous les opprimés (44) ». Pour apaiser la crainte des Azéris qui, cinq mois après l'instauration du pouvoir soviétique, demeuraient toujours sous la coupe de Kirov et d'Ordjonikidzé, vrais maîtres du pays, Enver enchaîna : « Le régime actuel de l'Azerbaïdjan n'est que provisoire, bientôt le gouvernement sera remis à un pouvoir local. » Mais un délégué arménien de l'Azerbaïdjan lui reprocha de ne pas être de bonne foi et affirma qu'Enver, massacreur d'Arméniens, savait bien « que les bolcheviks massacrent encore plus que les Turcs (45) ». Cette intervention fit une grosse impression. Curieusement, en défendant les musulmans l'Arménien en profitait pour rappeler le rôle d'Enver dans les massacres de 1915. Le rassemblement se termina à la mosquée par des prières « à la gloire de l'Islam et à sa victoire ». Narimanov s'y précipita pour mettre fin à cette

(42) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 633, f° 189.

(43) En décembre 1920, le représentant d'Ankara à Bakou déclarera que les violences exercées contre les populations musulmanes à Gandja et au Turkestan rendraient impossible l'accord entre le monde musulman et la révolution russe (A.M.A.E.F., 634, f° 111).

(44) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 635, f° 193.

(45) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 633, f° 194.

manifestation intempestive. Enver fut rapidement rappelé à Moscou. Deux ans après, déçu par le « lâchage » des bolcheviks, il se réfugiait au Turkestan où, à la tête de rebelles basmatchis, il tombait sous les balles des Rouges.

L'intervention du représentant de la Grande Assemblée Nationale Turque, Ibrahim Taly, fut discrète : « La Turquie ne combat que pour la défense de ses frontières et pour assurer la liberté et le droit de vivre à tous les peuples. » Il s'attaqua aux Grecs et aux Arméniens, suppôts de l'impérialisme. « Le mouvement kémaliste, affirma-t-il, ne s'appuie pas sur la bourgeoisie, il est essentiellement populaire. » [Ainsi réfutait-il l'accusation de Zinoviev sur la nature bourgeoise de la révolution kémaliste.] Et il conclut : « La Turquie acceptera très franchement la main que lui tend la Russie soviétique (46). »

Les déclarations de trois représentants turcs : Behaeddine Chakir, Taly et Enver, firent, sur proposition de Bela Kun, l'objet d'une résolution spéciale : tout en soutenant la lutte du peuple turc contre l'impérialisme, le Congrès constatait que *le mouvement révolutionnaire turc était dirigé seulement contre les envahisseurs étrangers et non contre l'exploitation et l'oppression des ouvriers et paysans turcs*, ce qui ne contribuait pas à la libération de l'Orient. « Les dirigeants turcs, poursuit la résolution, doivent démontrer par leurs actes qu'ils sont prêts maintenant à servir les intérêts du peuple et à réparer leurs anciennes fautes. » Une flèche est directement lancée contre Enver : « Le Congrès estime indispensable de surveiller l'action des dirigeants qui naguère ont conduit à la tuerie les travailleurs et les paysans turcs dans l'intérêt d'un groupe de puissances impérialistes (47). »

On procéda ensuite à la lecture de la déclaration de John Reed qui, un mois plus tard, devait mourir du typhus : il lançait une diatribe contre l'impérialisme américain et invitait les peuples de l'Orient « à être vigilants et méfiants à l'égard de cette "Amérique libre" qui, en leur offrant assistance et ravitaillement, ne visait en réalité qu'à les subjuger. Pourquoi les Américains offrent-ils leur aide à l'Arménie ? Est-ce de la

(46) Sorkine (147), pp. 30-31.

(47) C.R. Sténographique, p. 112.

philanthropie ? (...) Les capitalistes américains veulent mettre leur patte sur ce pays pour asservir la nation arménienne (48) ».

La cinquième séance fut consacrée à la question nationale et coloniale, ce qui à l'évidence était de première importance et avait fait l'objet d'un exposé de Lénine au Congrès du Komintern à Moscou en août 1920. Lénine, soutenu par Quelch, admettait la possibilité de collaboration avec la bourgeoisie nationale des pays à faible développement économique, avant le passage au stade final du socialisme. Cette thèse avait été contestée par Sultan Zadeh (Mikaëlian) membre du Comité exécutif de l'I.K.K.I., et par Roy, délégué indien, qui préconisaient la prise directe du pouvoir par les communistes. Il semble que Lénine ait dû assouplir son point de vue à l'égard de certains pays d'Orient soumis à la pression de l'Entente, puisque à l'ouverture du Congrès, Zinoviev proclama : « Camarades, le Congrès de Moscou a discuté la question de savoir si une révolution sociale peut se produire dans les pays orientaux avant qu'ils aient traversé le développement capitaliste. Vous savez que l'on soutient depuis longtemps que tout pays doit traverser d'abord le stade capitaliste pour la formation des grands centres ouvriers et ne peut poser qu'ensuite la question du socialisme. Nous pensons maintenant que ce n'est pas tout à fait exact. Des pays tels que la Turquie, la Perse, l'Inde, la Chine et l'Arménie peuvent et doivent engager la lutte en vue de l'établissement du régime soviétique (49). »

Cette thèse fut reprise à la même séance par Pavlovitch (Weltman), membre éminent du Komintern. Faisant allusion au mécontentement des peuples musulmans de Russie déjà évoqué, il déclara : « Quelques représentants du P.C., de faux communistes, discréditent le pouvoir soviétique aux confins de la Russie. Tout cela est possible, bien plus, inévitable ; mais l'orage passera et tout rentrera dans l'ordre. Pourquoi l'Angleterre et la France soutiennent-elles Wrangel ? Pour isoler la Crimée et ainsi priver d'aide la Turquie révolutionnaire. *Tant que l'Asie Mineure se trouve aux mains des Alliés, nos arrières*

(48) Sorkine (147), pp. 28-29.

(49) C.R. sténographique, p. 40.

sont menacés. Enfin, si l'impérialisme européen fournit des armes, de l'argent et du blé à l'Arménie des dachnaks et à la Géorgie menchevique, c'est pour soutenir ces pays en tant que barrière entre la Russie et le Caucase d'une part, la Turquie, la Perse et l'Inde révolutionnaire d'autre part (50). »

La II^e Internationale fut soumise à des critiques acerbes. Déjà, dans son discours à la première séance, Zinoviev, par le biais d'attaques dirigées contre la Géorgie, s'en prenait à cette organisation : « Voulez-vous savoir ce qu'est la II^e Internationale ? En Géorgie se maintient au pouvoir un gouvernement menchevik qui constitue une fraction de la II^e Internationale. La Géorgie est ainsi gouvernée par des gens prêts à tout moment à apporter leur pays sur un plateau au capital étranger. Qu'importe aux paysans géorgiens les belles chansons de Gueguetchkori et autres sur l'indépendance nationale si les terres demeurent entre les mains des anciens propriétaires ? Telle est, camarades, la différence entre la II^e et la III^e Internationales (51). »

Après cet exposé d'ordre général, ce fut le tour des deux délégués musulmans dont la tendance favorable à un « ordre islamique », exposé sous une forme voilée, s'opposait au « marxisme occidental ». Pour Musuchev (Tatаре de Kazan), la Turquie, dont le rôle est si important dans tout l'Orient, après douze ans de règne des Unionistes, qui ont ruiné la classe paysanne, s'affranchit grâce à Mustafa Kemal qui dirige un mouvement de libération nationale. « La culture prolétarienne est militante, elle recherche des voies nouvelles qui sauveront l'humanité, mais c'est une culture romantique, pas encore classique, et par conséquent sujette à l'erreur (52). »

Ryskulov (Kazakh) ne fut pas moins affirmatif. Avec l'établissement de la dictature du prolétariat en Russie, la question coloniale lui apparaissait sous un jour nouveau : « La situation est favorable au mouvement révolutionnaire en Orient, *mais si le mouvement social en Occident revêt un caractère communiste, nous ne pouvons pas compter en Orient sur un mouvement purement communiste.* Le mouvement

(50) C.R. sténographique, p. 181.

(51) C.R. sténographique, pp. 182.

(52) C.R. sténographique, pp. 150-154.

revêtra un caractère petit-bourgeois, il tiendra à l'affirmation du principe national, à l'unification de l'Orient tout entier. (...) Dans les pays d'Orient, où les organisations ouvrières révolutionnaires sont plus faibles, le mouvement de caractère national et bourgeois est plus puissant et plus uni que le mouvement communiste ; en combattant l'Entente, il nous est d'une grande utilité (53). »

Après des propos aussi compromettants et aussi contraires aux thèses de Zinoviev et de Radek sur la question nationale, le débat fut promptement clos. Et le 6 septembre, à la sixième séance, c'est à Bela Kun qu'échut la tâche de démentir la nécessité de former des gouvernements nationaux bourgeois sans perspective de passage au régime soviétique, et de souligner le rôle du prolétariat occidental dans la libération des peuples de l'Orient. « Le triomphe du parti communiste en Occident mettra fin à l'exploitation des peuples orientaux. (...) Tous les intérêts des masses laborieuses de l'Orient concourent pour faire ressortir la nécessité d'instituer dans leurs pays le régime des Soviets (54). »

Le rapport sur la question agraire fut présenté par Skatchkov qui, tout en admettant la possibilité d'une collaboration provisoire avec le mouvement de libération nationale [concession majeure qui dut être faite entre-temps en raison de la pression des musulmans] contre le capitalisme, souligna que le maintien ultérieur de la société capitaliste n'assurerait pas la libération de la classe ouvrière : « Si le gouvernement de Mustafa Kemal en Turquie ou des gouvernements libéraux nationaux en Perse et aux Indes chassaient les Anglais et instituaient une indépendance politique mais capitaliste, ils seraient assujettis au capitalisme étranger. (...) Il faut donc lutter pour l'institution d'un régime communiste. » (...) Il plaignait les paysans arméniens, « chassés de leurs terres, refoulés vers des montagnes arides, sans abri, dépouillés de tout par les propriétaires kurdes (55). »

En clôturant le Congrès, Zinoviev tenta une fois de plus de rassurer les musulmans : « Nous savons qu'au Turkestan

(53) *Ibid.*, pp. 154-156.

(54) C.R. sténographique, pp. 180-190.

(55) C.R. sténographique, pp. 190-197.

comme dans d'autres régions de l'Orient, quelques éléments indésirables ont réussi à s'infiltrer dans le P.C. dont ils déshonorent le nom. » Il demanda aux camarades russes et aux soldats de l'Armée rouge de respecter les populations indigènes. Puis il ajouta quelques mots à l'adresse des Arméniens et des Géorgiens : « On a beaucoup parlé ici de l'Arménie, l'une paysanne à laquelle nous tendons une main fraternelle, l'autre bourgeoise, maudite, celle des bourreaux dachnaks. La même situation règne en Géorgie, Jordania traite en prisonnier son vieux maître Mikha Tskhakaya, la Géorgie fait antichambre chez les ministres bourgeois de l'Europe (56). »

Pour donner un aspect plus solennel à la clôture du Congrès, le 8 septembre, les dépouilles des 26 commissaires furent ramenées à Bakou et inhumées en présence des congressistes.

Il faut remarquer qu'il ne fut pas donné lecture au Congrès des rapports émanant d'autres organisations : le parti socialiste juif (Paoleï Tsion), les « Musulmans du Caucase du Sud-Ouest » [ex-république éphémère du Choura dans la région de Kars] qui s'élevaient contre « les atrocités commises dans leur région par les dachnaks et les mencheviks géorgiens ». Ces rapports furent simplement annexés au procès-verbal du Congrès. Il en alla de même pour la déclaration « des masses laborieuses de l'Arménie », et pour celle de la délégation de ce pays, qui faisaient état de l'esclavage séculaire de leur pays sous les tsars et les sultans, lesquels avaient fait naître entre le peuple arménien et les musulmans un antagonisme sanglant exploité par les puissances impérialistes. « L'Arménie libre et indépendante, rêve éternel de la bourgeoisie arménienne, présente un État contre-révolutionnaire constitué par l'élimination de son territoire des musulmans haïs, un pays en ruines où il n'y a aucune autorité (...) les impérialistes ont surtout besoin de l'Arménie dans leur lutte contre le bolchevisme. (...) Seul le parti communiste a tenu tête au gouvernement dachnak (57). »

Dans le manifeste, publié le 8 septembre, il est fait appel à tous les peuples de l'Orient pour la lutte commune contre les

(56) C.R. sténographique pp. 180-190

(57) *G.R.S.D.* (152), doc. 275, pp. 391-396 ; doc. 276, pp. 396-397.

impérialistes occidentaux sous le drapeau du communisme international.

Des appels sont adressés en particulier à la Turquie, à la Perse, à l'Arménie et à la Géorgie. L'adresse aux Turcs est rédigée en ces termes : « Vous savez ce que l'Angleterre a fait de la Turquie ? Un traité [Sèvres] qui attribue les trois quarts du territoire exclusivement habité par les Ottomans à l'Angleterre, à la France, à l'Italie et à la Grèce, et ce qui reste de cette terre turque est soumis à de telles impositions que les Ottomans seraient éternellement tributaires de l'Angleterre. (...) Lorsque le peuple turc a refusé de se soumettre à une paix aussi honteuse, les Anglais ont occupé Constantinople, lieu sacré pour les musulmans [il s'agit ici de réparer les gaffes de Zinoviev] (58). »

Pour la Perse : « Qu'a fait l'Angleterre de la Perse ? En réprimant le soulèvement paysan contre le chah et les hobereaux, les capitalistes anglais ont restauré son pouvoir, ont repris les terres aux paysans et se sont conduits comme en pays conquis (59). »

L'adresse aux Arméniens et aux Géorgiens est brève : « Que fait l'Angleterre en Arménie et en Géorgie où elle tient les masses laborieuses par son or, sous le joug des dachnaks et des mencheviks haïs, terrorisant et opprimant leurs peuples et les poussant à la lutte contre les peuples de l'Azerbaïdjan et de la Russie, libérés du joug de la bourgeoisie (60). »

La II^e Internationale n'est pas oubliée : « Nous n'avons pas vu ses représentants parmi nous lorsque les Anglais nous pillaient dans les rues des villes de l'Inde, lorsque les forces combinées des impérialistes tiraient sur les masses à Pékin, aux Philippines (61). » Dix jours plus tard, après la fin du Congrès, les représentants de la II^e Internationale arrivaient à Tiflis pour soutenir le gouvernement menchevik géorgien.

Le Congrès de Bakou, réuni dans une période où le régime soviétique, après trois ans d'épreuves, avait un impérieux besoin de paix, n'était-il pas surtout destiné à impressionner l'Entente et à l'amener à assouplir sa position à l'égard des

Soviets, en brandissant la menace d'une croisade des peuples de l'Orient contre son empire colonial ? Pendant que Zinoviev et les autres vitupéraient contre les impérialistes britanniques, Krassine, représentant des Soviets à Londres, négociait avec les Anglais en vue de la conclusion d'un traité de commerce, prélude à la reconnaissance des Soviets. Pour diminuer la portée de ces pourparlers, qui n'échappe pas aux congressistes, à la quatrième séance, Quelch ne déclare-t-il pas que « la Russie soviétique a maintenant entamé des négociations avec le gouvernement capitaliste britannique, mais les ouvriers anglais savent que ces négociations pour une paix provisoire à laquelle consent la République des Soviets, ne feront que permettre de conquérir de nouvelles positions dans la lutte anti-impérialiste (62) ». Pourtant, le traité signé en mars 1921 stipulait que les deux parties n'entreprendraient aucune action hostile l'une envers l'autre, et ne feraient aucune propagande directe ou indirecte contre les institutions de l'Empire britannique ou de la République des Soviets.

La méfiance des délégués musulmans envers la Russie et l'Occident se manifesta nettement tout au long du Congrès. Ce fut peut-être la première découverte pour les Soviets de la nature spécifique de l'Islam, dont le dogme et la loi étaient plus recevables pour les masses que le marxisme athée. Pour les dirigeants musulmans éclairés, il importait en premier lieu de se défaire de leurs oppresseurs étrangers, même de concert avec la bourgeoisie nationale, la lutte de classes ne devant intervenir qu'ultérieurement ; celle-ci ne serait d'ailleurs efficace qu'une fois la première condition remplie. C'est ainsi que, contrairement à la thèse adoptée au Congrès sur le passage direct au socialisme, sur la décision de Lénine, le soutien au mouvement nationaliste de Mustafa Kemal fut accru et se transforma en une alliance de fait, ce qui permit de mettre en œuvre le plan d'invasion de l'Arménie, prévu en mars et remis sur l'instance de Moscou.

Le Congrès de Bakou a surtout montré combien la politique bolchevique à cette époque était difficile à mener en Orient en raison des divergences d'intérêts, d'aspirations et de sentiments qui opposaient nationalisme, panislamisme et impérialisme.

N'en est-il pas de même aujourd'hui ?

(58) *Narody Vostoka*, octobre 1920, pp. 57-61.

(59) *Ibid.*, pp. 60-61.

(60) *Ibid.*, pp. 39-41.

(61) *Ibid.*, pp. 40-41.

(62) C.R. sténographique, p. 101.

La guerre arméno-turque

La faiblesse de l'Armée rouge, révélée par les échecs subis en Pologne, permit à Mustafa Kemal de durcir sa position après les exigences soviétiques de concessions territoriales en Arménie formulées en août 1920 à Moscou. Sûr de lui, Kemal jugea le moment opportun pour attaquer l'Arménie, persuadé que ni les Russes occupés par leur lutte contre Wrangel et les Polonais, ni les Alliés, divisés après la signature du traité de Sèvres, n'interviendraient.

Le 8 septembre, à la session extraordinaire du Conseil de Guerre, la motion de Kiazim Karabekir, commandant l'armée de l'Est, prévoyant l'attaque en premier lieu de l'Arménie, l'emporte sur celle d'Ismet bey qui préconise la concentration des forces turques à l'ouest, face aux Grecs. Une victoire facile en Arménie présenterait de multiples avantages : relèvement du prestige de Kemal ébranlé par les revers subis en Anatolie lors de l'avance grecque, démonstration aux Alliés de la vulnérabilité de l'Arménie qui ne peut prétendre constituer un État aux frontières prévues par le traité de Sèvres ; prise de la plus grande partie des territoires arméniens pour placer les Soviétiques devant le fait accompli. Au moment des négociations avec les Soviétiques, cela constituerait un gage précieux qu'on ne lâcherait, comme on le verra par la suite, que très partiellement. Mais avant d'attaquer l'Arménie, il fallait s'assurer de la neutralité de la Géorgie. Cette neutralité est obtenue lors de l'entretien qui a eu lieu début septembre à Tiflis entre les ministres géorgiens Jordania et Gueguetchkori et Yusuf Kemal.

Bien avant le commencement des hostilités, un échange de notes a eu lieu entre les gouvernements kémaliste et dachnak. Le 7 juillet, les Turcs, sous le prétexte de protéger les populations musulmanes opprimées, demandent le retrait des troupes arméniennes sur la frontière prévue par les traités de Brest-Litovsk et de Batoum. Dans sa réponse, le gouvernement d'Erevan déclare que le problème des frontières sera résolu par les Alliés ; jusque-là, ses troupes ne dépasseront pas la frontière de 1914. Ainsi, le gouvernement arménien faisait comprendre aux Turcs — et s'accrochait à cette idée — que seuls les Alliés, arbitres de la situation, empêcheraient une agression turque.

Le 23 septembre, sans déclaration de guerre, les troupes kémalistes attaquent. Après des combats dans la région de Bardiz, elles s'emparent le 29 septembre de Sarikamysh. Avant cette offensive, le général Kiazim Karabekir, commandant l'armée de l'Est, a déclaré : « Le but de notre offensive est de sauver aussi bien la pauvre population chrétienne que musulmane de ces dachnaks qui pillent et s'imaginent pouvoir se maintenir au pouvoir grâce à l'Entente (63). »

C'est donc sous le drapeau « anti-impérialiste » que, pour couvrir leur agression, les Turcs ouvrent les hostilités. Les forces en présence sont inégales. L'armée arménienne, qui compte environ 40 000 hommes, en majorité nouvellement incorporés, répartis dans différentes régions, ne peut opposer effectivement que 17 000 combattants à 20 000 Turcs. D'après le rapport de la Mission militaire française en date du 1^{er} septembre, cette armée « qui compte pourtant d'excellents éléments, manque d'organisation et de moyens. Le commandant en chef, le général Nazarbekian, réputé autrefois dans l'armée russe, héros de Diliman, est aujourd'hui vieux et fatigué. Dro, commandant des troupes irrégulières, est énergique, brave, mais ne semble pas avoir les aptitudes et l'instruction nécessaires à un chef. Les soldats font bonne impression, mais ils sont mal habillés et insuffisamment nourris (une demi-livre de pain par jour). Les officiers, mal payés, font moins bonne impression que les soldats (64). »

L'intervention militaire turque inquiète Moscou. Malgré la décision de soutenir le mouvement kémaliste contre l'Entente prise après le Congrès de Bakou, les Soviétiques ne s'attendaient pas à une action aussi prompte contre l'Arménie, et voyaient derrière l'action de Kemal se profiler l'ombre de l'Entente, qui pourrait par la suite en profiter pour l'appuyer contre les Soviétiques. D'un autre côté, l'Arménie ne servait-elle par les « intérêts impérialistes » ? Décidément, la position de Moscou était inconfortable. La méfiance des bolcheviks est exprimée par Lénine. Toujours hanté par l'ouverture d'un nouveau front, il déclare le 9 octobre à la conférence du P.C. de Moscou : « Dernièrement, les Turcs ont attaqué l'Arménie, ils ont l'intention d'occuper Batoum, et peut-être même par la

(63) Sarguissian et Sahakian (60), p. 442.

(64) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 631, f° 235.

suite Bakou. Nous devons être prudents devant ces événements (65). »

A Paris, la situation en Transcaucasie est jugée différemment. Dans ses instructions du 20 septembre à Chevalley, nouveau haut-commissaire au Caucase, le ministre des Affaires étrangères communique : « Les nouveaux États du Caucase sont exposés aux entreprises du bolchevisme russe et au nationalisme turc, d'autant plus redoutables qu'elles prennent l'une ici, l'autre là, l'apparence plausible de servir le sentiment ethnique et religieux. Ainsi l'Arménie, amie de l'Entente, est néanmoins accessible au bolchevisme. Votre tâche délicate sera de fortifier la résistance des États du Caucase à l'une et l'autre de ces influences. (...) Pressée entre les attaques des bolcheviks de Bakou et les insurgés kémalistes, l'Arménie est actuellement dans une posture critique. Les Alliés ont commencé à lui fournir des armes et ils continueront à le faire. (...) Les fournitures anglaises pour l'Arménie sont arrivées le 26 juillet, la Géorgie en a prélevé une part comme droit de passage et les contreparties [matières premières] prévues sont déjà réparties entre les maisons britanniques (66). »

Quant aux Arméniens de Tiflis, indignés par la passivité de l'Entente et la complicité supposée des bolcheviks, ils forment des cortèges de plusieurs milliers de manifestants qui se rendent d'abord chez les représentants des puissances alliées pour exiger une aide plus efficace contre l'invasion turque. Puis, rassemblés devant le bâtiment de l'Assemblée géorgienne, ils entendent la harangue du président Lomtadzé qui se solidarise en paroles avec eux : « Le but de l'alliance des sauvages pachas Enver et Kemal avec Lénine et Trotsky est de détruire successivement l'Arménie et la Géorgie ; celles-ci doivent s'unir pour se défendre. » Devant la mission soviétique, des cris hostiles et des sifflets se font entendre, quand Stark, représentant intérimaire de la République soviétique, prend la parole pour reprocher aux dachnaks de recourir à l'Entente plutôt qu'aux Soviétiques pour la défense de leur pays. Il est violemment interrompu à plusieurs reprises par les cris : « Allié d'Enver et de Kemal ! », « C'est honteux ! », « Ne mentez pas ! » (67).

(65) Lénine (135), vol. 41, pp. 339-340.

(66) A.M.A.E.F., Républiques du Caucase (1919-1920), f^{os} 96-97.

(67) A.M.A.E.F., Russie-Guerre, 653, f^{os} 68-69.

Arrivé à Erevan le 3 octobre pour inspecter le front, le colonel Stokes est invité à transmettre à son gouvernement une demande de démonstration de force le long du littoral du Pont, fortifié d'ailleurs par les kémalistes. Il répond que cette action ne serait d'aucune utilité pour l'Arménie.

La même démarche est entreprise le 9 octobre à Paris par Aharonian auprès du Conseil Suprême de la Guerre. Jugeant la situation très sérieuse, il considère que « le moyen le plus efficace pour réduire à néant le plan turco-bolchevique d'occupation de l'Arménie est que les Alliés occupent Trébizonde. Cela aurait pour effet de diviser les forces kémalistes, d'alléger les points où s'exerce leur activité, d'empêcher que Trébizonde continue à leur servir de base d'opérations et de ravitaillement, afin de rendre impossible toute collaboration efficace entre Turcs et bolcheviks ». Le maréchal Foch consulté fait savoir le 12 octobre par l'entremise du général Weygand que « 4 divisions minimum sont nécessaires pour une action de débarquement, ce qui est impossible dans les conditions voulues de temps et de lieu (68) ». Il suggère donc de continuer à aider l'Arménie en lui fournissant du matériel de guerre.

Au retour de son voyage à l'étranger, Khatissian, avant de se rendre à Erevan, déclare le 19 octobre à Nettement, membre de la mission militaire française à Tiflis, que « le salut de l'Arménie dépend d'une assistance alliée effective qui devrait se manifester sous forme d'une descente des troupes grecques à Trébizonde et d'une pression exercée par l'Angleterre à Moscou (69) ».

Pour le parti communiste arménien, le moment est venu de chasser le gouvernement dachnak, responsable selon lui de la situation désastreuse du pays. Dans son appel du 8 octobre aux ouvriers et paysans, le parti leur demande de se grouper autour de son drapeau afin de détruire, avec l'aide du prolétariat de Russie, le joug des dachnaks, agents de l'impérialisme international, et de hisser le drapeau du communisme en Arménie (70).

(68) A.M.A.E.F., Russie-Guerre, dos. 1, f^{os} 11-12.

(69) *Ibid.*, f^o 156.

(70) G.R.S.O. (152), doc. 282, p. 418.

A Moscou, on est d'ailleurs persuadé, après le rapport adressé le 8 octobre par Ordjonikidzé, que la chute du gouvernement dachnak est imminente. Le 14 octobre, sur proposition de Tchitcherine, le Politburo, « en accord avec le P.C. d'Arménie et le C.C. du Kavburo », juge nécessaire de : a) prendre des mesures énergiques afin d'instaurer le pouvoir soviétique en Arménie, b) accorder à l'Arménie un appui politique pour arrêter l'avance des Turcs, c) soutenir le nouveau pouvoir soviétique. Le même jour, Tchitcherine adresse à Legran, en mission à Erevan, les directives suivantes : « Soyez très réservé dans vos rapports avec les Turcs et les Arméniens pour ne pas nous engager dans des opérations actives. Seule une politique pacifique s'impose pour éviter une crise sérieuse. Dites aux Arméniens que nous sommes prêts à offrir notre médiation dans leur conflit avec les Turcs (71). »

La mission Legran est arrivée le 12 octobre. Elle comprend 30 membres parmi lesquels deux bolcheviks arméniens, Sahak Ter-Gabrielian et Achot Hovhanessian, ainsi que le commissaire militaire Siline. Le jour même de son arrivée, elle entame les pourparlers avec le gouvernement. Il faut faire vite, trouver un *modus vivendi* avec les Turcs qui semblent hésiter à poursuivre leur avance en attendant la réaction de l'Entente et de Moscou. Legran fait connaître ses suggestions pour empêcher l'extension du conflit avec les Turcs :

- dénoncer le traité de Sèvres ;
- rompre les négociations diplomatiques avec les puissances de l'Entente et accorder la libre disposition des chemins de fer aux forces russes, azéries et turques pour faciliter la lutte commune contre l'Entente ;
- soumettre le différend territorial avec la Turquie à l'arbitrage du gouvernement de la Russie soviétique (72).

N'est-ce pas déjà, sous une forme à peine déguisée, la demande d'instauration d'un pouvoir pro-soviétique en Arménie, seul moyen pour la mission Legran de faire comprendre aux Turcs que le caractère « anti-impérialiste » de leur guerre n'est plus à la mesure des circonstances nouvelles ? Il est évident qu'aux yeux des Soviétiques leur médiation dans le différend arméno-turc ne pouvait aboutir qu'au prix d'un

(71) *Hist. du peup. arm.* (37), vol. VII, p. 104.

(72) *Hist. du peup. arm.* (37), vol. VII, p. 105.

arrangement comportant des concessions importantes à la Turquie, notamment l'abandon du traité de Sèvres, à moins d'entrer dans un conflit ouvert, ce qu'on voulait éviter à tout prix.

Pour les Arméniens, renoncer au traité de Sèvres, c'était renoncer à l'espoir d'une Arménie indépendante et intégrale, pour laquelle tant de sacrifices avaient été consentis. D'autre part, le gouvernement d'Erevan était persuadé que les frontières qui allaient être bientôt fixées par la sentence arbitrale du président Wilson seraient imposées aux Turcs par les Alliés. Il fallait donc sauvegarder à tout prix l'indépendance du pays en attendant cette issue.

Le gouvernement d'Erevan rejeta la demande d'abandon du traité de Sèvres et on finit par aboutir à un accord sur les bases suivantes :

- reconnaissance par les Russes de l'indépendance et de la souveraineté de l'Arménie ;
- acceptation de l'arbitrage russe dans le différend au sujet des frontières avec la Turquie et les autres pays voisins ;
- après le retrait des Turcs sur leurs positions antérieures, libre accès aux troupes russes ;
- octroi par les Russes d'un don de 2 1/2 millions de roubles or.

Le projet d'accord est signé le 28 octobre et Legran, qui s'attendait sans doute à obtenir le passage du régime dachnak à un régime pro-communiste — l'importance des effectifs de sa mission et la présence de Ter-Gabrielian, nommé le 13 août chef du C.C. du P.C. arménien par le Kavburo, tendraient à le prouver — retourne à Bakou pour consultation avec Staline. Il ne reviendra qu'en novembre lorsque la défaite des Arméniens ne fera pas de doute et que Tchitcherine proposera sa médiation pour la cessation des hostilités. A ce propos, citons les commentaires de la mission française : « Il semble donc qu'en présence de la résistance opposée par les Arméniens à leurs premières demandes comminatoires, les autorités soviétiques, dont les troupes seraient insuffisamment équipées pour une campagne d'hiver, aient décidé d'attendre le développement de l'offensive kémaliste pour continuer les négociations (73). »

(73) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, f° 241.

Après la chute de Kars, le 31 octobre, le gouvernement arménien cherche à nouveau désespérément l'aide de l'Entente. Cependant, de nombreux indices indiquent un revirement des Alliés à l'égard des kémalistes avec lesquels ils cherchent à constituer un front antibolchevik au Caucase. A la mi-octobre, Stokes envoie un télégramme confidentiel à Lord Curzon, l'informant du désaccord turco-bolchevik, et recommande une démarche auprès des kémalistes : « L'amitié avec les Turcs nous ferait abandonner notre politique d'aide aux Grecs pour leur expansion en Turquie mais nous gagnerait les sympathies de l'Islam. Je vous communique ces considérations et vous demande s'il est souhaitable d'établir un contact de Tiflis avec Mustafa Kemal (74). »

Dans un long discours prononcé le 4 novembre à l'Assemblée géorgienne, Noï Ramichvili décrit la situation créée après la prise de Kars : « D'après les renseignements dont dispose le gouvernement, les kémalistes sont soutenus directement par l'Italie, et indirectement par l'Angleterre et même par la France. L'Italie surtout, craignant un renforcement excessif de la Grèce, fournit des munitions aux kémalistes (75). »

Le 9 novembre, le journal *Slovo* (La Parole) de Tiflis écrit : « Une opinion très répandue à Tiflis, c'est que l'attaque kémaliste contre l'Arménie a été encouragée par l'Entente (en particulier par la Grande-Bretagne) pour donner à Kemal des compensations vers l'Est et amener un conflit entre lui et le gouvernement soviétique.

Pris dans le tourbillon des positions contradictoires des Alliés, des Turcs et des Soviets en raison de l'absence de toute information sur les intentions réelles des parties en cause, le gouvernement d'Erevan ne savait plus à quel saint se vouer : il s'adressa même à Varsovie pour que « dans les conditions du traité de paix actuel négocié entre la Pologne et la République des Soviets soit insérée une clause garantissant le respect de l'indépendance de l'Arménie (76). »

Le 3 novembre, devant l'imminence de la défaite, le gouvernement arménien demande un armistice à Ankara. Le

8, lendemain de la prise d'Alexandropol, Kiazim Karabekir pose ses conditions : retrait à 15 kilomètres à l'est de cette ville. Le lendemain, les Turcs sont encore plus exigeants. Sous prétexte qu'ils ont reçu de nouvelles instructions d'Ankara, ils exigent un retrait plus important encore, le désarmement de toutes les troupes arméniennes sauf 1 200 hommes et le contrôle du chemin de fer jusqu'à la frontière géorgienne. Ne pouvant accepter ces conditions, Erevan, tout en maintenant son contact avec les Alliés, cherche la médiation de Moscou. Son représentant à Tiflis, Tigran Bekzadian, intervient le 4 novembre auprès de Corbel pour lui rappeler qu'une aide urgente s'impose si l'on veut éviter un désastre militaire. Corbel répond que les demandes dans ce sens adressées au commandement allié sont restées sans réponse, et il ajoute : « Il ne reste aux dirigeants arméniens qu'à chercher une issue sauve et protégeant leur peuple de l'extermination physique et son État de l'anéantissement définitif (77). »

Le 11 novembre, Tchitcherine télégraphie aux gouvernements arménien et turc qu'il envoie son plénipotentiaire Boudou Mdivani sur le théâtre des opérations militaires et qu'il espère que les hostilités cesseront en même temps.

A Erevan et sur le front, le bruit se répand avec insistance que Kemal agit avec l'approbation de l'Entente ou de certaines puissances de l'Entente, notamment de l'Angleterre. Dans ces conditions « les hommes politiques arméniens ignorent les intentions des Alliés à leur égard, ils sont dans l'impossibilité de conformer leur attitude à une politique qui est faite en dehors d'eux ; ils ne savent pas si certains sacrifices doivent être consentis, si des négociations avec Kemal peuvent entrer dans les vues des Alliés (78) ». Ainsi, les Soviets ont beau jeu d'offrir leur médiation au moment critique où l'Entente est absente et muette.

Le 15 novembre a lieu à la mission soviétique à Tiflis une réception pour fêter la défaite de Wrangel ; y assistent les représentants de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan soviétique et le représentant d'Ankara, Kiazim bey. Interrogé sur les prétentions des kémalistes, ce dernier déclare qu'ils réclament

(74) Kapur (11), p. 67.

(75) A. M. A. E. F., Russie-Guerre, 653, Dos. 1, f° 173.

(76) *Ibid.*, f° 212.

(77) A. M. A. E. F., Russie-Caucase, 653, f° 81.

(78) *Ibid.*

l'exécution du traité de Brest-Litovsk (79). L'ambassadeur des Soviets, Scheinemann, remarque que des accords postérieurs ont modifié les dispositions du traité et ajoute : « Si Kemal, poussé par les Alliés, refusait la médiation des Soviets à laquelle il avait antérieurement consenti, ce serait la guerre entre lui et les Russes (80). » Tous les invités, sauf les kémalistes, assistèrent ensuite au dîner offert par l'ambassadeur.

Le lendemain, Mdivani, arrivé de Bakou, part avec Legran pour l'Arménie, tandis que Khatissian, « convaincu après ses consultations avec les représentants de l'Entente, qu'un accord existe entre Turcs et Alliés, rentre le 21 novembre à Erevan (81) ».

En plein désarroi, incapable de maîtriser une situation qui se dégrade, le gouvernement Ohandjanian démissionne le 23 novembre. Il est remplacé par une coalition dachnak-S.R. sous la présidence de Vratsian, et comprenant les S.R. Khondkarian et Minakhorian et les « dachnaks de gauche » Dro (Kanoyan) et Terterian. Ce nouveau gouvernement n'inspire pas confiance à Legran qui, au courant des pourparlers en vue de la formation du nouveau cabinet, avait télégraphié le 20 novembre à Tchitcherine et à Ordjonikidzé : « A Erevan, les pourparlers sont en cours pour la formation du cabinet où doivent entrer les mencheviks et les S.R. [les premiers refuseront] mais ils ne représentent aucune force réelle, ce n'est qu'un rideau pour défendre le pouvoir dachnak dont l'autorité dans l'armée et dans la population a sensiblement fléchi. (...) Il n'a pas de projet d'accord avec les Turcs, une fraction est prête à leur faire des concessions territoriales limitées, une autre espère conserver les frontières de 1914 avec l'aide de la Russie soviétique et grâce à sa médiation (82). »

En fait, Vratsian semble croire que l'indépendance de l'Arménie, même relative, serait mieux assurée par les Turcs hostiles aux Russes et que les premiers pourraient par la suite faire quelques concessions à l'Arménie, tandis que les derniers

(79) *Ibid.*, f° 235.

(80) *Ibid.*, f° 237.

(81) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, f° 256.

(82) Archives S.S.R.A., M.L.I., f° 64-2.

ne cherchent qu'à la bolcheviser. Est-ce dans ce dessein que l'organe dachnak *Haratch* (En avant), dans un article paru le 20 novembre, prépare le renversement d'une opinion favorable aux Russes : « L'existence de notre État n'a de valeur aux yeux des Puissances qu'autant qu'il sépare la Turquie de la Russie. Le jour où l'Arménie cesserait de remplir ce rôle et deviendrait le jouet de la Russie, toute raison du maintien de l'Arménie comme État cesserait d'exister pour les Puissances. Donc, si l'Arménie veut vivre indépendante, elle doit éviter de se faire l'instrument de notre grand voisin du Nord. D'autre part, notre ennemi séculaire, la Turquie, ne saurait souffrir notre indépendance qu'au cas où nous renoncerions pour toujours à l'orientation moscovite. Il est vrai que la Turquie kémaliste est en guerre avec nous, mais une grande sagesse politique n'est pas indispensable pour se rendre compte du caractère temporaire de l'alliance turco-russe. (...) Pour son salut, l'Arménie n'a qu'une issue : trouver un *modus vivendi* avec les Turcs. Et si le peuple arménien est désireux de conserver son gouvernement et son existence, il doit adopter une orientation turque et non russe (83). »

La publication de cet article inspiré par le Bureau dachnak préluait à la formation du nouveau gouvernement et aux pourparlers avec les Turcs qui devaient s'ouvrir trois jours plus tard à Alexandropol.

La déclaration de Lénine faite le 21 novembre 1920 à la conférence du P.C. régional de Moscou et relative aux événements du Caucase ne cache pas l'acceptation d'un risque de conflit dans cette région au cas où les Turcs pénétreraient dans les territoires considérés comme vitaux pour les Soviets : « Au Caucase, dit-il, les événements se déroulent dans des conditions très compliquées et il est difficile d'y voir clair. La guerre peut nous être imposée d'un jour à l'autre. Mais cette guerre, la paix avec la Pologne étant presque assurée et la liquidation de Wrangel sur le point d'être achevée, ne doit pas nous effrayer, et si elle doit avoir lieu, elle peut renforcer et consolider davantage notre position. (...) Les journaux nous apprennent ce qui se passe en Arménie et en Turquie, la

(83) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, Dos. 1, f° 113.

situation paraît très floue, mais je suis persuadé que nous en sortirons soit en maintenant la paix — et nous ferons tout pour cela — soit en faisant la guerre qui nous sera imposée. Nous devons considérer cela calmement — une guerre à la périphérie lointaine, avec un rapport des forces en notre faveur, nous procurera vraisemblablement plus d'avantages que ceux obtenus dans la guerre avec la Pologne (84). » Mais les Soviétiques n'auront pas à intervenir directement contre les Turcs et choisiront la voie des négociations. Seule une menace sur Bakou, dont Lénine demande d'ailleurs que l'on fortifie les accès, peut le décider à recourir à des mesures extrêmes.

Le 23 novembre, jour de la constitution du nouveau gouvernement, une délégation arménienne conduite par Alexandre Khatissian et comprenant Abraham Gulkhandanian et Vahan Minakhorian se rend à Alexandropol pour engager des pourparlers avec les Turcs, représentés par Kiazim Karabekir et Hamid bey. Ce même jour, Vratsian reçoit Legran et Mdivani, arrivés le 20 novembre de Tiflis. Sans ménagement, Vratsian demande à Legran : « La Russie peut-elle nous aider ? Si oui, avec quoi et comment ? » La réponse de Legran est aussi directe : « Rappelez la délégation Khatissian, refusez les exigences turques et laissez entrer l'Armée rouge pour placer les Turcs devant le fait accompli. » Ces mesures paraissent insuffisantes à Vratsian : « L'Armée rouge est loin, elle ne pourra arriver à temps pour arrêter l'avance turque sur Erevan (85). » Citons à ce propos l'observation faite le 18 novembre par Legran à Bekzadian et transmise par ce dernier à Ohandjanian : « Vous vous refusez toujours à accepter des propositions raisonnables, et vous êtes prêts à en accepter plus tard d'autres plus désavantageuses (86). »

A la première séance de la conférence, le 25 novembre, les Turcs exigent la dénonciation par écrit du traité de Sèvres. Les Arméniens rétorquent en demandant un débouché sur la mer et le rattachement d'une partie du vilayet de Van et du sandjak de Bayazid à l'Arménie orientale. Une telle approche diplomatique, sans rapport avec l'équilibre des forces en présence,

était bien entendu vouée à l'échec. Conscients de la faiblesse de l'Arménie, les Turcs insistent sur la conclusion rapide d'un traité à leurs conditions. Le médiateur soviétique Mdivani arrive à Alexandropol sans Legran, que les Turcs taxent d'« arménophilie ». Ils obtiennent qu'il soit écarté des pourparlers, et les Arméniens ne peuvent s'opposer à cette demande. Manifestement, les Turcs se méfient de l'ingérence russe qui risque de contrecarrer leurs appétits démesurés. Il ne reste à Mdivani qu'à faire de la propagande anti-dachnak à Alexandropol et à Kars, et il ne s'en prive pas.

Le recours, fin novembre, à la Société des Nations pour arrêter l'invasion turque qui viole le traité de Sèvres se traduit par une série de discours en faveur de l'Arménie, mais aucune action n'est envisagée. L'intervention généreuse du délégué roumain Jonnesco qui présente une motion demandant la constitution d'un corps expéditionnaire de 40 000 hommes pour « établir l'ordre et la tranquillité en Arménie » n'est pas retenue (87). Le 19 novembre, Khatissian demande à Stokes que celui-ci, en tant que représentant britannique, participe éventuellement aux pourparlers avec les Turcs. La réponse du Foreign Office le 29 novembre est lapidaire : « Il est évident que nous ne pouvons prendre part à un accord quelconque avec les kémalistes, mais nous comprenons que l'Arménie n'ait pas d'autre choix. L'accord avec la Russie est sans doute la pire des solutions (88). » Privé de tout appui extérieur, hostile à l'intervention des troupes rouges, le gouvernement d'Erevan est résigné : le 2 décembre 1920, sa délégation signe le désastreux traité d'Alexandropol par lequel, outre l'abandon de la moitié de son territoire, il renonce au traité de Sèvres. C'est l'épisode le plus sinistre de la brève histoire de la République (89).

(87) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, dos. 1, f° 87.

(88) Kouznetsova (132), p. 146.

(89) Dans son livre *L'Indépendance de l'Arménie*, Vratsian qui ne rapporte aucun détail sur les entretiens Stokes-Khatissian, note seulement au sujet de la réponse de Stokes : « Il ne reste aux Arméniens qu'à accepter la moins mauvaise solution, s'entendre avec la Russie soviétique (p. 436). Par contre, Khatissian, dans son livre *Naissance et développement de l'Arménie* (39), cite la réponse de Stokes ainsi : « Le moindre mal est de s'entendre avec les kémalistes (p. 254). » Cette dernière version est confirmée par Kharmandarian (129), p. 46, qui la cite d'après la copie du télégramme du Foreign Office, conservée dans les archives de la R.S.S. de Géorgie.

(84) Lénine (135), vol. 31, p. 31.

(85) Vratsian (59), p. 123.

(86) In *Bamber*, III/1967, doc. 48, p. 82.

L'instauration du pouvoir soviétique en Arménie

La débâcle arménienne et la menace d'une pénétration turque, avec l'aide de l'Entente, en Transcaucasie contraignent Moscou à prendre des mesures décisives mais sans aller jusqu'à un conflit armé avec les Turcs. Début novembre, le Politburo envoie Staline à Bakou où il rencontre Legran et Mdivani. Pour rassurer les Turcs sur les intentions des Soviétiques, il fait connaître le 7 novembre à Mustafa Kemal, par l'entremise de Mustafa Soubkhi, que la République des Soviétiques « considère le mouvement de résistance nationale en Anatolie comme un modèle pour tous les peuples d'Orient et qu'elle est prête à faire tous les sacrifices nécessaires pour le soutenir (90) ». La réponse de Kemal à Staline ne parviendra que le 14 décembre, après la signature du traité d'Alexandropol et la reprise de l'offensive grecque : « Nous avons été informés par Mahmoud Chakhtakhtinski [représentant azéri auprès des kémalistes] de votre activité tendant à établir une union plus étroite entre les bolcheviks et les musulmans. La politique libérale que vous menez à l'égard du monde musulman donnera sans aucun doute de nombreux et heureux résultats (91). » Cet échange de messages soulignant la solidarité du monde musulman et des Soviétiques dans la lutte anti-impérialiste ne fera pas disparaître la méfiance réciproque entre les deux parties.

Le 4 novembre, à la conférence commune du Kavburo et du P.C. azéri, l'ordre du jour porte sur les pourparlers avec la Géorgie et sur la situation en Arménie. A la session du 9 novembre, Staline, répondant à ses interlocuteurs, observe qu'en ce qui concerne ce dernier pays, il s'agit d'écarter pour le moment la menace kémaliste par voie diplomatique [mission Legran, intervention de Tchitcherine]. Interrogé sur le sort du Zanguezour et du Karabagh, il répond que « ces territoires contestés ne peuvent être remis à l'Arménie dachnak. Sera-t-elle soviétique ? Alors cela serait possible. La Géorgie est dans le camp de l'Entente, nous l'empêcherons par tous les moyens de faire bloc avec elle contre nous, au besoin en suspendant les livraisons de pétrole (92) ».

(90) Dumont (69), p. 176.

(91) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, ch. VII, f° 62.

(92) Kharmandarian (129), pp. 47-48.

Cependant, à la mi-novembre, à la réunion plénière du P.C. azéri, en raison de l'avance kémaliste et des intrigues de l'Entente, la situation de l'Arménie est considérée comme très grave. Il en résulte la motion suivante : « Sa situation intérieure et le ferment révolutionnaire posent la question de sa soviétisation. » Le 23 novembre, Staline retourne à Moscou pour obtenir l'aval du Politburo, et le 27 novembre, après avoir entendu son rapport, celui-ci prend des résolutions concernant la politique soviétique en Transcaucasie : il s'agit d'introduire l'Armée rouge en Arménie afin d'arrêter l'avance des Turcs. Dans ces résolutions il est stipulé que tout affrontement doit être évité en Géorgie, en Arménie, en Turquie et en Perse. Seule compte la sauvegarde de l'Azerbaïdjan et de la région Caspienne (93) ».

Le 27 novembre, Staline demande à Ordjonikidzé de préparer les opérations militaires contre l'Arménie dachnak : « Il ne faut pas, ajoute-t-il, se hâter. Attendez les renforts. (...) Agissez avec précaution afin d'éviter tout affrontement avec les Turcs (94). » Le peu d'empressement manifesté par Staline pour introduire les troupes rouges en Arménie mécontente les bolcheviks arméniens qui comptaient depuis longtemps, à l'aide de ces troupes, instaurer le régime soviétique, seul moyen selon eux de faire reculer les Turcs. Le 29 novembre, le Revkom (Comité révolutionnaire) constitué la veille et composé des bolcheviks arméniens qui se trouvaient à Bakou (95), protégé par « le régiment spécial arménien » formé en majorité de rescapés de l'insurrection de mai et encadré par des officiers russes, pénètre à « l'appel des masses laborieuses arméniennes » à Karavanseraï (Idjevan). Il est suivi d'éléments de l'Armée rouge comprenant 3 régiments de cavalerie cosaque et le 178^e R.I. de la XI^e Armée. Ces forces ne rencontrent pratiquement aucune résistance de la part des troupes gouvernementales stationnées dans cette région frontalière de l'Azerbaïdjan (96). Le jour même, le Revkom, « au

(93) Lénine (135), vol. 42, p. 47.

(94) Kharmandarian (129), p. 49.

(95) Président : Kassian, membres : Ter-Gabrielian, Mravian, Bekzadian, Dovlatian, Avicé.

(96) « Les bolcheviks emploient en Arménie les mêmes procédés qu'ils ont employé pour conquérir l'Azerbaïdjan : un soulèvement des paysans éclate soi-disant,

nom des masses laborieuses de l'Arménie », proclame la République Socialiste Soviétique et ajoute : « Par la volonté de l'histoire (*sic*) et celle du peuple insurgé, le pouvoir est arraché aux dachnaks ; ils n'y reviendront plus ». Un passage de cette déclaration est révélateur : « Défenseur des droits des peuples opprimés, la Russie soviétique a plus d'une fois voulu influencer le gouvernement dachnak pour le détacher des rapaces de l'Entente et donner ainsi la liberté au peuple sinistré d'Arménie. Mais les dachnaks ont répondu par la répression : l'insurrection de mai a été noyée dans le sang. Dans ce combat mené dans des conditions épiques, la Russie soviétique ne pouvait nous venir en aide, occupée qu'elle était sur les fronts de la guerre civile. La paix avec la Pologne et la défaite exemplaire du dernier général tsariste Wrangel ont libéré l'Armée rouge et donné la possibilité à la Russie Soviétique de nous tendre une main fraternelle (97). »

Le 30 novembre, lendemain de la proclamation du Revkom, Legran fait, à midi, état de cette proclamation devant Vratsian qui paraît surpris et lui demande quelle est la position de son gouvernement. Legran répond que la décision prise est irrévocable. Convoqués dans la nuit pour examiner la situation ainsi créée et répondre à Legran, le Bureau dachnak et les membres du gouvernement sont divisés : une fraction (Ohandjanian, Araratian, Navasardian et Tchilinguirian) s'oppose à la soviétisation et veut même arrêter les membres de la mission Legran. L'autre (Katchaznouni, Dro, Ter-Minassian) sachant que les troupes arméniennes ne se battraient pas contre les Russes, penche pour un accord avec les Soviétiques (98).

Avec une marge de manœuvre aussi étroite, confronté à des problèmes intérieurs considérables, incapable de s'opposer ni aux Turcs ni aux Russes, le gouvernement arménien n'a plus qu'à se soumettre aux uns et aux autres pour éviter « le pire ».

A la séance du 2 décembre 1920, quelques heures avant la signature du traité d'Alexandropol, le gouvernement Vratsian démissionne et, par un acte portant la signature des ministres

les insurgés appellent à leur secours l'Armée rouge, et il est certain que quand cette armée sera installée en Arménie, elle réunira le pays à la Russie. » (A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, f° 57).

(97) G.R.S.O. (173), doc. 292, pp. 431-432.

(98) Aghayan (26), p. 798.

Hovhanessian, Khondkarian, Terterian et Dro, transmet « le pouvoir politique et militaire » à ce dernier, ministre de la Guerre. Le même jour, par un accord signé par Dro et Terterian avec Legran, l'Arménie est proclamée République Socialiste indépendante (art. I). Un comité révolutionnaire sera formé jusqu'à la convocation du Congrès des Soviétiques. Ce comité détiendra le pouvoir absolu en Arménie (art. II). Le Revkom comprendra cinq membres désignés par le parti communiste et deux représentants du groupe dachnak de gauche (art. IV). Les membres du parti Dachnaksoutioun et des autres partis socialistes arméniens ne seront pas poursuivis pour avoir appartenu à ces formations (art. V). Dès la signature de l'accord, le gouvernement de la République arménienne sera déchu de son pouvoir, qui sera transmis, jusqu'à l'arrivée du Revkom, au commandement militaire (art. VIII). Le commandement militaire a été confié à Dro et à Siline, commissaire militaire soviétique (99).

La signature, le même jour, de deux documents (traité d'Alexandropol et accord Dro-Legrans) soulèvera jusqu'à nos jours controverses et passions chez les historiens arméniens, dont l'objectivité est loin d'être toujours la qualité principale.

On peut tenter de faire une synthèse de ces événements à l'aide de quelques hypothèses. Notons d'abord que le gouvernement dachnak ne veut pas endosser la responsabilité du traité d'Alexandropol. Le 2 décembre, à 18 heures, lors de la conversation téléphonique avec Dro, Khatissian, hésitant, insiste : doit-il oui ou non signer ce traité ? La réponse de Dro est équivoque : il laisse à Khatissian la liberté de décision en ajoutant qu'il parle au nom du commandement militaire, *en présence de Siline*. Curieuse réplique de la part d'une personnalité assumant provisoirement le pouvoir.

Dans la nuit du 2 au 3 décembre, Khatissian se résigne à signer le traité. Les bolcheviks contesteront aux dachnaks le pouvoir de procéder à la signature du traité, arguant du fait que la délégation Khatissian n'est pas représentative puisque le gouvernement Vratsian a démissionné. Les notes de Bekzadian et de Tchitcherine au gouvernement turc insisteront sur ce point. Nous y reviendrons. Lorsqu'en novembre Legran

(99) G.R.S.O. (152), doc. 295, pp. 441-442.

proposait à Vratsian l'entrée des troupes rouges en Arménie, ce dernier répliquait qu'elles n'étaient pas suffisantes pour arrêter l'avance des Turcs sur Erevan et que ceux-ci étaient d'ailleurs plus proches de cette ville que les troupes rouges. Il est vrai que le premier détachement soviétique, bien hétéroclite, n'entra à Erevan que le 4 décembre. Mais n'était-ce pas un prétexte pour écarter l'intervention soviétique ? Les Turcs oseraient-ils avancer au-delà de la zone qu'ils occupaient ? Cela n'est pas évident. L'armée arménienne, ou ce qu'il en restait, ne pouvait-elle tout de même offrir une certaine résistance en attendant l'arrivée des troupes rouges ?

Si les Russes voulaient éviter un conflit avec les Turcs, ces derniers, qui se trouvaient dans une situation économique désastreuse, pouvaient-ils affronter les Russes qui, entre-temps et pour contrecarrer l'agression turque, avaient sensiblement réduit leurs envois d'or, cet or si nécessaire aux kémalistes pour combattre les Grecs.

Dans le traité d'Alexandropol, les Arméniens conservaient leur indépendance nominale mais cédaient à la Turquie une partie de la province d'Erevan et le district de Kars (art. II). Un plébiscite était prévu dans les régions du Nakhitchevan, de Charour et de Sourmalou cédées à la Turquie, régions « *qui avaient un lien historique, ethnique et juridique indiscutable avec la Turquie* » (art. III) (100). La Turquie s'engageait, à l'appel du gouvernement d'Erevan, et si l'existence de l'Arménie était menacée de l'intérieur ou de l'extérieur, à lui fournir une aide militaire (art. V). Par l'accord avec Legran, le gouvernement de la R.S.F.S.R. reconnaissait la province d'Erevan et une partie du district de Kars comme territoires appartenant à la République Socialiste Soviétique d'Arménie (III) (101).

Ces deux accords, signés par deux autorités arméniennes supposées différentes mais sur lesquelles l'ombre du Bureau dachnak a dû certainement planer, ne comporteraient-ils pas les germes d'un éventuel conflit turco-soviétique, souhaité par

(100) Cette clause, qui ne figure pas dans le texte du traité reproduit par Vratsian dans son livre *L'Arménie entre...* (59), p. 134, et qui ne laisse aucun doute sur le résultat du plébiscite, permet néanmoins à Vratsian d'affirmer que le traité d'Alexandropol est plus avantageux que celui de Kars.

(101) G.R.S.O. (152), doc. 295, pp. 441-442.

l'Entente ? Telle fut peut-être l'espoir dachnak qui aurait donné des chances à une révision du traité d'Alexandropol. Tel était en tout cas la thèse soviétique.

Dans l'ensemble, l'instauration du pouvoir soviétique en Arménie fut accueillie avec soulagement par la population. Lasse de la guerre et des troubles, elle y voyait la fin de la misère et de l'insécurité, conséquence des conflits tant intérieurs qu'extérieurs. Les paysans et les ouvriers étaient convaincus que les bolcheviks apporteraient « l'ordre, la paix, et de quoi s'habiller (102) ». Pour le peuple, quelle que fut la couleur de son drapeau, c'est l'armée russe qui arrivait à son secours et qui était seule capable de le protéger contre les Turcs. Dans son rapport du 16 décembre, la mission militaire française portait un jugement différent : « Il faut prévoir que les Soviets, pour ne pas ruiner leur plan d'action en Orient dans lequel la collaboration des Turcs et des populations musulmanes est nécessaire, sauront faire des concessions à l'amour-propre des vainqueurs de l'Arménie. Ils sacrifieront probablement Kars quitte à le reprendre par la force en cas de trahison des kémalistes (103). »

L'entrée de l'Arménie dans le bloc soviétique est résumée ainsi par le *Kommunist* du 4 décembre : « Le fait que les ouvriers et paysans se soient emparés en Arménie du pouvoir sous le drapeau du communisme, accroît les forces de la III^e Internationale et affaiblit l'Entente en Transcaucasie, qui deviendra probablement le théâtre d'une lutte prochaine entre la révolution et l'Entente (104). »

Informé de l'instauration du pouvoir soviétique à Erevan, Lénine adresse le 2 décembre 1920 des félicitations au Revkom : « Je salue l'Arménie soviétique laborieuse et ne doute pas que vous déploierez tous vos efforts pour établir une solidarité fraternelle entre les travailleurs d'Arménie, de Turquie et d'Azerbaïdjan (105). » Devançant Lénine, Orjonikidzé avait prononcé la veille, à la réunion solennelle du

(102) Borian (106), vol. II, p. 95.

(103) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, f° 52.

(104) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, f° 52.

(105) G.R.S.O. (152), doc. 289, p. 430.

Soviet de Bakou, convoquée pour l'occasion, un discours enthousiaste. Après des palabres habituels contre les dachnaks et les impérialistes, il poursuivait en faisant allusion à la Turquie : « Non seulement le prolétariat de Bakou, mais même la Turquie semi-féodale, opprimée par l'Entente, cette Turquie des pachas et des généraux, tend aussi une main fraternelle à la Russie soviétique rouge (106). »

Se référant au chef du Revkom azéri, Narimanov, présent à la réunion, Ordjonikidzé confirmait, mais d'une manière nébuleuse, que les territoires du Zanguezour, du Nakhitchevan et du Karabagh occupés par l'Armée rouge seraient attribués à l'Arménie. La déclaration de Narimanov, publiée le lendemain, était plus explicite. Après des litanies du même ordre, il continuait : « L'Azerbaïdjan soviétique allant à la rencontre du peuple travailleur et fraternel arménien dans sa lutte contre le pouvoir dachnak qui faisait et fait couler le sang de nos meilleurs camarades communistes en Arménie et dans le Zanguezour (107) déclare que dorénavant aucun conflit territorial ne sera cause d'une effusion de sang entre les deux peuples voisins séculaires, l'arménien et le musulman. Le Zanguezour et le Nakhitchevan font partie intégrante de l'Arménie soviétique. Le plein droit à l'autodétermination est accordé au peuple du Karabagh (108). »

Il est manifeste que ces déclarations d'intention sur le sort des trois territoires contestés visaient à rehausser le prestige du P.C. arménien, et bien que ses auteurs fussent des responsables officiels, selon un machiavélisme bien compris, elles n'engageaient qu'eux-mêmes.

Le 4 décembre paraît dans la *Pravda* l'article de Staline sur l'Arménie dont l'extrait suivant sera reproduit pendant la période stalinienne, telle une citation de la Bible, dans toute la presse soviétique : « L'Arménie martyre, en proie à la famine, à la destruction et à l'afflux des réfugiés par la grâce de l'Entente et des dachnaks, cette Arménie à qui tous ses "amis" ont menti, a obtenu sa délivrance en se proclamant État Soviétique. (...) Seule l'idée du pouvoir soviétique a

(106) *G.R.S.O.* (152), doc. 292, pp. 430-436.

(107) Le Zanguezour sous Njdeh échappait encore à la soviétisation.

(108) *G.R.S.O.* (152), doc. 293, p. 437.

apporté à l'Arménie la paix et la possibilité d'un renouveau national. (...) Le 1^{er} décembre, l'Azerbaïdjan soviétique a renoncé volontairement aux territoires contestés et déclaré vouloir remettre à l'Arménie soviétique les provinces de Karabagh, Nakhitchevan et Zanguezour (109). » Or, jamais les deux premières de ces provinces n'appartiendront à l'Arménie soviétique.

La source des compliments ne tarit pas. Le 5 décembre, c'est de l'Internationale communiste qu'ils viennent, sous la signature de deux membres de son exécutif, Sultan Zadeh et Mikha Tskhakaya, qui terminent leur message en indiquant que le tour de la Géorgie est venu, et « Vive... la Fédération transcaucasienne (110) ». Suivent les messages du commandant de la XI^e Armée, Hekker, du Revkom du Daghestan, des réfugiés arméniens originaires de Sassoun, Mouch, Alachkert et Van et... du commandement turc à qui d'ailleurs le Revkom arménien n'a pas manqué de témoigner sa confiance dans sa proclamation du 29 novembre.

Mais revenons à l'activité du Revkom. Deux jours après son arrivée en Arménie, le 4 décembre 1920, il se débarrasse sans ménagement de la présence des « camarades » Dro et Terterian, « leur participation étant indésirable (111) ». Les accords signés la veille ne seront, bien entendu, pas respectés. Il n'y a plus de gouvernement socialiste indépendant, mais un gouvernement bolchevik arménien qui dirige les affaires de l'État par ses commissaires du peuple jusqu'à la constitution, en mai 1921, du Sovnarkom arménien (*Hajjogkhhkom*) présidé par Miasnikian.

Les décrets, rapidement promulgués, s'inspirent de ceux de la R.S.F.S.R. Le 6 décembre, toutes les représentations diplomatiques à l'étranger et l'administration de l'ancien régime sont liquidées. Entre le 10 et le 31 décembre, c'est la nationalisation des banques, de l'enseignement, de la terre, des eaux et forêts, etc. Dès sa création, le 6 décembre, la Tcheka se met à l'œuvre en arrêtant des intellectuels jugés, à tort ou à raison, hostiles au régime.

(109) *G.R.S.O.* (152), doc. 301, pp. 447-448.

(110) *Ibid.*, doc. 302, p. 449.

(111) *Hist. du peup. arm.* (37), vol. VII, pp. 121-129.

Avec la soviétisation, les conditions de vie en Arménie empirèrent. L'arrivée de l'approvisionnement par Batoum fut bloquée par la Géorgie hostile aux bolcheviks, approvisionnement qui de toute façon risquait de tomber aux mains des Turcs, ceux-ci contrôlant le nœud ferroviaire d'Alexandropol. Le nombre des réfugiés, déjà important — on en comptait 250 000 dont 50 000 orphelins — n'avait fait que croître du fait de l'occupation turque. L'hiver rigoureux paralysait les communications avec l'Azerbaïdjan et obligeait l'Armée rouge à vivre sur les maigres ressources du pays. Et le Revkom « importé » de l'extérieur, en l'absence d'un encadrement compétent, sans autorité sur ses subordonnés, opportunistes de tous bords et jeunes communistes incontrôlables, ne pouvait maîtriser l'anarchie naissante.

Conscient de la pénurie de cadres, le Revkom demande à l'Orgburo (Organisation des cadres) de Moscou d'envoyer à Erevan des bolcheviks expérimentés. C'est ainsi qu'on décide de mobiliser Karinian (Gabrielian) de Petrograd, Loukachine (Sraponian) et Ter-Simonian de Rostov, Atabekov de Piattigorsk. Il est aussi question d'envoyer Miasnikian, Borian, Melikian et Gaï (Bijikian) (112). L'insurrection qui éclatera en février 1921 les empêchera de se mettre en route : ils n'arriveront qu'en mai à Erevan. Les autres préféreront rester à leur poste en Russie ou bien ils arriveront plus tard. Gaï, le héros de la guerre contre les Blancs et les Polonais, formera la future division arménienne de l'Armée rouge.

Dans son exposé du 1^{er} janvier 1921, la mission militaire française commente ainsi la situation : « De renseignements sûrs venus de Bakou, il résulte que c'est contre l'ordre formel de Moscou que les dirigeants de la politique soviétique au Caucase [il s'agit probablement de Kirov et Ordjonikidzé] ont proclamé le régime soviétique en Arménie. Les événements montrent déjà que les appréhensions de Moscou étaient justifiées. Le P.C. est presque inexistant en Arménie, et les communistes arméniens de Russie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie ne sont guère désireux de venir dans ce pays où la plupart d'entre eux n'ont jamais habité, en proie à la misère, où la propagande n'a pas de terrain d'action et où règnent en

fait, non le Comité révolutionnaire d'Erevan mais les Turcs et les bandes de "mauseristes" dachnaks. (...) Le Zanguezour est entre les mains de Rouben (Ter-Minassian), ancien ministre de la Guerre dachnak ; Dro, ancien chef dachnak, maintenu avec le titre de commandant en chef pour éviter la guerre civile, dispose de bandes qui lui sont fidèles et inspire de l'inquiétude aux commissaires communistes, ses collègues. (...) Bekzadian, commissaire aux Affaires étrangères, demande à Bakou de renforcer les troupes d'occupation, d'envoyer d'urgence du pétrole, du mazout et du blé ; il se plaint que les Turcs méconnaissent le nouveau gouvernement et conclut que le pouvoir soviétique en Arménie ne tient qu'à un fil et que la situation ne peut se prolonger si les mesures indiquées ne sont pas prises d'urgence (113). »

Les mesures prises par le Revkom firent, en effet, perdre à la population tout espoir de voir son sort s'améliorer. Sans tenir compte des conditions tragiques régnant dans le pays, il procéda à des réquisitions de vivres et des confiscations de biens chez les particuliers et les paysans sans discrimination : « On ramassa tout : les vêtements, les outils des artisans, les meubles et jusqu'aux ruches. La réquisition a été conduite d'une manière désordonnée et avec une violence excessive (114). » Tel fut par la suite le jugement du bolchevik arménien Borian, qu'on ne pouvait soupçonner de sympathie pour l'ancien régime.

L'écrivain Kostan Zarian a, dans son roman *Le navire sur la Montagne*, mieux décrit que quiconque les événements des années 1919-1920. Voici une scène dont les acteurs sont des soldats de l'Armée rouge, racontée par le gardien d'un hôpital : « Ils entourent la maison, entrent, fouillent et emportent tout ce qu'ils trouvent à manger. Ils disent que leurs frères en Russie ont faim et que le peuple arménien doit les aider. Les Arméniens aider les Russes ! Mon Dieu, voilà où on en est ! Ils sont entrés chez notre voisin le paysan Missak. Il a six enfants, sa femme est malade. "Donne-nous ce que tu as !" "Je n'ai rien, vous ne voyez donc pas que j'ai six enfants et que ma femme est malade ?" Comme il résiste, ils le

(112) G.R.S.O. (152), doc. 313, pp. 455-456.

(113) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653/VII, f^{os} 110-111.

(114) Borian (106), vol. II, pp. 125-126.

traitent de fils de chien et frappent à coup de crosse la femme qui s'agrippe désespérément à un sac de haricots secs (115). »

Cette douloureuse expérience profitera dans une certaine mesure aux Géorgiens, quand deux mois plus tard, ils seront à leur tour soviétisés. Dans son message à Ordjonikidzé, le 2 mars 1921, Lénine lui demandera de faire des concessions à l'intelligentsia géorgienne et aux petits commerçants, de trouver un compromis avec Jordania et les mencheviks, et de ne pas imiter le « modèle russe » de la Révolution (116).

La population est de surcroît consternée par l'incapacité des bolcheviks arméniens à la libérer de l'occupation turque avec l'aide des Soviétiques. L'amertume fut grande également parmi les réfugiés arméniens de Turquie. Le télégramme de félicitations adressé d'Erevan à Lénine au début de la soviétisation fut suivi peu après par un message indigné des réfugiés de Vladikavkaz : « Nous n'avons plus confiance en Kemal qui pille maintenant l'Arménie Soviétique et ignore son pouvoir. (...) Un tel état de choses ne peut continuer car il entraînera la perte de l'Arménie (117). »

Persuadé que le problème de l'occupation sera réglé entre « les deux gouvernements révolutionnaires turc et arménien » après l'élimination du danger que représentent « les impérialistes et leurs laquais dachnaks », le Revkom n'avait-il pas déclaré aux Turcs dans sa proclamation du 29 novembre : « Nous avons confiance que la Turquie des travailleurs, se libérant du joug impérialiste et ayant rencontré notre appui dans son combat contre le traité de Sèvres, nous tendra une main fraternelle (...) nous sommes persuadés que la paix entre l'Arménie soviétique et la Turquie ne sera pas dictée par le glaive du vainqueur mais par un accord fraternel entre les peuples libres de l'Arménie soviétique et la Turquie révolutionnaire (118) ? » Mais la « main fraternelle » ne fut jamais tendue. Bien au contraire, les représentants du Revkom dans la zone occupée par les Turcs furent aussi maltraités que la population, soumise aux réquisitions de vivres et à la déporta-

tion aux travaux forcés dans les régions de Kars et d'Erzeroum (119).

Le 5 décembre, Kassian et Legran télégraphient à Mdivani, ambassadeur de Moscou à Ankara : « Essayez par tous les moyens d'obtenir des Turcs l'acceptation de la médiation de la Russie soviétique pour réviser le traité dachnak et organiser des pourparlers directs entre Turcs et Revkom (120). » Le 10 décembre, Alexandre Bekzadian adresse au gouvernement d'Ankara la note suivante : « Abandonnée par les dachnaks, la délégation de paix (121) a signé un traité dont les conditions ne peuvent apporter aux masses arméniennes que honte, famine et servitude. Le pouvoir soviétique arménien ne doute pas que la Grande Assemblée Nationale turque ait accueilli avec joie la nouvelle du coup d'État révolutionnaire et de l'instauration en Arménie d'un pouvoir soviétique, remplaçant celui qui était soumis à l'impérialisme de l'Entente. (...) Le pouvoir soviétique s'attend à ce que vous reconnaissiez solennellement la non-validité du traité de paix signé par les dachnaks. » Afin d'établir dans un proche avenir de nouvelles relations permettant aux deux peuples de travailler en paix, il propose de « convoquer dans les plus brefs délais une conférence pour arriver à un nouvel accord découlant des conditions créées par le coup d'État révolutionnaire » (122). La note dénonce en outre les sévices commis par les Turcs dans la zone occupée après l'instauration du pouvoir soviétique en Arménie.

Le 15 décembre, ignorant la note de Bekzadian, Ankara informe directement Moscou que les Turcs doivent garder les territoires cédés par le traité d'Alexandropol, territoires peuplés en majorité de musulmans persécutés par les dachnaks lors de leur domination dans cette région. Dans sa réponse du 19 décembre, Tchitcherine, tout en reconnaissant que les dachnaks ont commis des atrocités que le commandement turc du front oriental ne pouvait tolérer, considère que la paix entre l'Arménie et la Turquie doit être fondée sur le droit à

(115) Zarian (62), p. 469.

(116) Lénine (135), vol. 42, p. 469.

(117) G.R.S.O. (152), doc. 356, p. 494.

(118) *Ibid.*, doc. 291, pp. 431-434.

(119) Pendant l'occupation turque, 60 000 personnes, dont 30 000 femmes et enfants, ont été massacrés, 32 000 sont morts de faim, 15 000 hommes ont été déportés, dont seuls quelques centaines sont revenus.

(120) Zohrabian (63), p. 175.

(121) Allusion à la délégation dachnak à Alexandropol dépourvue de pouvoirs.

(122) G.R.S.O. (152), doc. 315, pp. 457-458.

l'autodétermination des peuples. « Le gouvernement soviétique, dit-il, est persuadé que le nouveau gouvernement soviétique arménien n'éprouve que des sentiments amicaux envers les peuples voisins et qu'il a modifié la politique suivie jusqu'alors envers les peuples musulmans (123). » Aussi espère-t-il que le gouvernement turc prendra sans retard les mesures nécessaires pour que l'armée turque évacue la région d'Alexandropol et certains points situés au nord et à l'est du district de Kars (124).

Cet échange de notes ne modifiera pas la position turque, et le 5 février Bekir Sami bey, ministre des Affaires étrangères, répondra enfin à Bekzadian : « Nous considérons que le traité d'Alexandropol n'est pas un traité imposé mais qu'il est équitable et que son exécution est indispensable pour instaurer une paix durable au Caucase (125). »

Conscient que seule la Russie pourra exercer une pression sur les Turcs pour desserrer leur étau sur l'Arménie, Bekzadian dépêche Ter-Gabrielian et Mravian à Moscou. Reçus le 12 décembre au Kremlin, ils exposent à Lénine la situation créée en Arménie après la soviétisation. S'adressant à Ter-Gabrielian, Lénine dit : « J'ai lu le télégramme du camarade Kassian au sujet de la composition du Revkom arménien, je ne connais personne sauf Bekzadian qui, au début de la guerre, avait montré des déviations déplorables [il avait adhéré à la II^e Internationale]. (...) Staline m'avait dit que les membres du Revkom sont des vieux camarades du parti. C'est bien. » Impatient, Ter-Gabrielian entre dans le vif du sujet : « L'Arménie soviétique se trouve dans une situation pénible, les Turcs occupent la majeure partie du pays ainsi que les chemins de fer. Le travail du Revkom est fort compliqué. » Lénine : « Votre difficulté provient du fait que l'un des fronts de la révolution internationale passe par l'Arménie. Nous vous aiderons. Les conflits frontaliers entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont déjà résolus, n'est-ce pas ? En ce qui concerne le litige entre l'Arménie et la Turquie, nous le résoudrons. Nous pourrions aider l'Arménie en ravitaillement

(123) Une répression a été exercée contre les éléments musulmans dans la région d'Erevan à la suite des sabotages qu'ils y avaient commis.

(124) *Documents S.S.S.R.* (113), vol. III, doc. 229, p. 392.

(125) *Ibid.*, vol. III, doc. 356, p. 494.

et en argent, ainsi qu'en concentrant sur son territoire une quantité de troupes dont la présence ferait un peu céder Angora. Mais nous ne nous battons avec personne pour l'Arménie et pour Kars, et à plus forte raison avec Kemal. » Déçu, Mravian réplique que sans une action énergique contre les Turcs, les Arméniens se soulèveront contre le nouveau régime soviétique. Lénine aurait répondu alors : « J'aimerais mieux perdre l'Arménie (126). » Il rappela qu'il avait abandonné les communistes lettons dans des circonstances analogues et répéta que pour lui « les intérêts de la révolution mondiale priment tout ». Il fallait, dit-il, « obtenir un contact immédiat avec les Turcs, et par eux avec tout le monde islamique. Pour cela, le contact doit à tout prix demeurer pacifique ». Ter-Gabrielian et Mravian objectèrent que les Turcs n'étaient pas « intérieurement accessibles au communisme ». Lénine répondit fermement qu'il était sûr du contraire, qu'il en avait des preuves certaines, et il cita le soulèvement bolchevik de Koniah (127).

Lors des entretiens des émissaires arméniens avec Tchitcherine et Trotsky, ces deux derniers auraient répondu « qu'ils ne croyaient pas pouvoir bolcheviser la Turquie mais qu'en aucun cas ils ne se brouilleraient avec celle-ci, même pour l'Arménie ». Ils consentaient à renforcer les troupes rouges à Erevan, non contre les kémalistes mais contre les Arméniens nationalistes et surtout comme une menace contre la Géorgie, si l'Entente voulait créer de ce côté un nouveau front au Caucase (128).

Les deux émissaires, qui ne s'attendaient guère de la part des dirigeants du Kremlin à des révélations aussi néfastes pour leur pays, durent être amèrement déçus. Le 15 décembre, muni d'une partie des 600 000 roubles or octroyés en guise de consolation par Moscou, Mravian retourne à Erevan tandis que Ter-Gabrielian reste dans la capitale en tant que représentant de l'Arménie auprès de la R.S.F.S.R.

(126) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, Dos. 1/VII, f° 133.

(127) Il s'agissait vraisemblablement du soulèvement de « l'Armée verte » du Circassien Edhem bey, formation de bandes irrégulières, composée de Circassiens et d'évadés de prison et groupant 2 700 hommes.

(128) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, Dos. 1/VII, f° 179.

Le Caucase, l'Entente et les kémalistes

L'excessive prudence dont les Soviétiques ont fait preuve dans leurs rapports avec les Turcs s'explique par leur désir de faire basculer le monde musulman dans leur camp et par l'espoir toujours latent de pouvoir bolcheviser l'Anatolie. Ces dispositions ne font qu'encourager Kemal à se montrer plus intransigeant. Au début de l'année 1921, les kémalistes réforment leur armée en éliminant les éléments pro-bolcheviques restés après la dissolution de l'Armée verte et créent leur propre « parti communiste » sous le contrôle du gouvernement. Dans la nuit du 28 au 29 janvier, Mustafa Soubkhi et ses compagnons, qui se sont engagés en septembre au Congrès du P.C. turc à Bakou à soutenir le mouvement kémaliste, partis de cette ville pour prendre contact avec Mustafa Kemal et salués à leur passage à Kars par Kiazim Karabekir, sont envoyés par le fond au large de Trébizonde. Ces événements n'affectent pas le comportement des Soviétiques, hantés par la crainte d'une volte-face turque en complicité avec l'Entente, qui effectivement, en cette période, ne cesse d'approcher les kémalistes afin de constituer un front anti-bolchevik au Caucase.

Il convient de noter que plusieurs rapports émanant de la mission française à Tiflis évoquent la détérioration des relations turco-soviétiques et les sondages auxquels les kémalistes, se sont livrés en vue d'un rapprochement avec l'Entente, bien qu'il ne soit pas exclu que ces manœuvres aient pour but d'intimider les bolcheviques et d'amadouer les Alliés. « Les kémalistes, écrit Chevalley dans son rapport du 1^{er} janvier 1921, ont repris vis-à-vis de Moscou la liberté de langage et d'action qu'ils montraient avant la chute de Wrangel, au moment où ils semblaient vouloir marcher sur Bakou.

A signaler à ce sujet :

« 1^o — Un télégramme de Kiazim Karabekir au commandant de la XI^e Armée rouge, demandant des sanctions pour violences et pillages commis par les troupes rouges contre la population musulmane de Karakilis et de Delijan.

« 2^o — Une note d'Ankara à Tchitcherine du 17 décembre déclarant que le nouveau gouvernement soviétique arménien lui paraît n'avoir qu'un caractère temporaire et manquer de force et d'autorité vis-à-vis des dachnaks [ce qui est une bonne

raison de continuer l'occupation], et une autre note à Tchitcherine demandant des éclaircissements sur la politique de Moscou en Arménie, en Géorgie, et sur les pourparlers avec l'Angleterre, ennemie de la Turquie. En annexe de cette note, il serait mentionné que la Turquie a aussi la possibilité de s'entendre avec l'Angleterre qui ne cesse de lui faire des propositions (129). »

Kiazim bey, l'envoyé de Kemal à Tiflis, aurait déclaré : « Si les bolcheviques nous ont prêté parfois une aide efficace, nous l'avons bien payée en les aidant à prendre l'Azerbaïdjan sans un coup de fusil et à conserver le Turkestan. (...) Nous sommes quittes. Dès lors, pourquoi sacrifier à la Russie, pour agrandir sa province d'Arménie, des territoires où domine la population turque. Pourquoi laisser les Russes se réinstaller à Batoum, dont la province compte une majorité musulmane ? (130) »

Une note datée du 8 janvier adressée par Bayard, président de l'Office commercial pour la Russie au Ministère des Affaires étrangères, soulignait que « d'après les renseignements précis et concordants reçus du Caucase, le moment serait venu de grouper les républiques de ce pays contre l'envahissement progressif et certain du bolchevisme. Il leur faudrait pour cela le concours des kémalistes avec l'appui moral et les directives de la France. L'influence kémaliste en Azerbaïdjan, pays entièrement musulman, est bien supérieure à celle des bolcheviques qui n'ont pu arriver à Bakou qu'avec l'aide des Turcs. Après le massacre des musulmans à Elisavetpol, après l'ultimatum du commissaire des Soviétiques, Legrand (*sic*), aux kémalistes d'avoir à évacuer l'Arménie, l'hostilité entre eux a été toujours en augmentant. Si elle n'a pas éclaté, c'est que les kémalistes espéraient en Asie Mineure l'aide matérielle et morale des bolcheviques contre les Grecs et les Anglais. Si un changement se produisait dans l'attitude des Français vis-à-vis de la Turquie, il ressort des déclarations d'un frère de Kemal pacha dans des conversations particulières, que les Turcs donneront à l'Arménie et à la Géorgie, d'accord avec la France, les garanties nécessaires pour faire accepter leur

(129) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, f^{os} 110-111.

(130) *Ibid.*, f^{os} 112-113.

concours militaire, jusqu'ici particulièrement redouté dans ces pays. Seul ce concours est capable d'arrêter l'avance bolchevique, de reconquérir l'Arménie et Bakou, de libérer la Perse que les Anglais sont incapables de défendre (131) ».

Ces informations n'émanaient pas des milieux dirigeants, mais il est néanmoins fort possible qu'un projet de fédération des peuples du Caucase ait eu l'approbation des Turcs, et qu'il ait mûri dans les chancelleries des puissances de l'Entente.

L'occupation par l'armée kémaliste et par l'Armée rouge de la majeure partie de la Transcaucasie crée une nouvelle situation que l'Entente essaie d'exploiter en attirant les Turcs vers elle au prix de certaines concessions. A l'instigation des Alliés, Izzet Pacha, successeur de Ferid Pacha, recherche un compromis avec les kémalistes pour les détourner des bolcheviks, mais la mission de Salih Pacha, envoyée dans ce dessein en décembre à Ankara, n'arrive pas à convaincre Kemal, qui veut rester seul maître de la diplomatie turque et juge que le moment n'est pas opportun pour un renversement des alliances. Cela apparaît dans un rapport militaire secret rédigé au début de décembre à l'intention du ministre français de la Guerre : « Il paraît certain que Kemal évitera par tous les moyens une rupture définitive et un conflit ouvert [avec les Soviets] s'il n'est pas assuré qu'un accord avec les Alliés ne lui apporte leur appui moral et matériel (132). »

A la même époque, les délégués kémalistes multiplient les déclarations antibolcheviques, sans doute pour donner des gages aux Alliés qui préparent la révision du traité de Sèvres à la conférence qui doit s'ouvrir prochainement à Londres. Quelques mois après la signature de ce traité, la France et l'Italie étaient hostiles à son application intégrale, seuls les Britanniques y paraissaient attachés, comptant l'imposer par l'intervention de l'armée grecque en Anatolie. Cependant, la chute, en novembre, du Premier ministre Venizelos et le rappel du roi Constantin, favorable aux Allemands, oblige à différer cette entreprise. Seul Lloyd George, dans un discours aux Communes le 22 décembre 1922, préconise le soutien continu aux Grecs et la fermeté à l'égard des Turcs, mais il ne sera pas suivi.

(131) *Ibid.*, f^{os} 173-174.

(132) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, Dos. 1, f^o 3B.

Revenu à Tiflis avant son départ pour Londres où il doit participer à la conférence, Bekir Sami bey déclare dans une interview accordée à un journaliste italien qu'il est satisfait de sa mission à Moscou, mais qu'il n'ignore pas les conséquences graves que cet accord peut avoir pour la Turquie ; il ne sera définitif que si ce pays peut s'arranger avec l'Entente aux conditions suivantes : « Régime international à Smyrne [occupé par les Grecs], rétablissement en Europe des frontières de 1914, abolition des capitulations. Alors nous serons prêts, d'accord avec la Géorgie, l'Azerbaïdjan et le Daghestan, à rejeter les Bolcheviks au nord du Caucase et à établir entre eux et nous une barrière solide (133). »

Ce même Bekir Sami bey prend en décembre contact avec les mencheviks et le « Comité de libération » dachnak créé par les membres du Bureau réfugiés à Tiflis. Il fait, paraît-il, comprendre aux dachnaks que la Turquie kémaliste n'a rien contre le peuple arménien (*sic*), qu'elle est prête à corriger « les erreurs » des Jeunes Turcs en lui rendant Kars et Alachkert, et même peut-être Van, si la Turquie a la certitude que ces territoires seront attribués à l'Arménie et non à la Russie, et contre la garantie que la première adhère à une fédération caucasienne indépendante de la Russie, seule barrière efficace contre le danger venant du nord (134).

Le 26 décembre, Chevalley rapporte qu'à Tiflis une importante mission turque discute avec la mission bolchevique toutes les questions du Caucase : « L'Arménie a établi un régime bolchevik et accepté la protection de Moscou qui veut lui faire restituer Kars par les kémalistes. Ces derniers refusent. Ismet bey, secrétaire et envoyé extraordinaire de Kemal, me fait savoir que les Turcs se mettraient avec nous contre les bolcheviks s'ils avaient seulement la certitude de récupérer Mersine et Adalia. » Les promesses généreuses faites par les

(133) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, Dos. 1, f^o 121.

(134) Archives centrales de Géorgie, fond. 612, op. 1, 105/4. Un projet de traité d'entente élaboré à Tiflis en novembre 1920 entre les représentants de l'Azerbaïdjan, du Caucase du Nord et du Kouban « en vue de la délivrance nationale et de l'indépendance politique », comportait en son art. 5 la clause suivante : « Vu la communauté des intérêts politiques et économiques aussi bien que ceux de la culture de tous les peuples du Caucase, les parties contractantes reconnaissent la nécessité d'une entente avec les deux républiques du Caucase, la Géorgie et l'Arménie. » (A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, f^o 175).

représentants officiels turcs à leurs collègues alliés, en poste à l'étranger, devraient être communiqués par ces derniers à leurs gouvernements avec la plus grande réserve car ces déclarations étaient manifestement destinées, dans la majorité des cas, à brouiller les cartes de l'Entente et celles de Moscou.

Cependant, c'est le rapport du vice-amiral Le Bon, chef de l'escadre de la Méditerranée orientale, qui paraît résumer d'une manière plus objective la situation générale telle qu'elle apparaît après l'échec de Wrangel, la chute de Venizelos et du fait du manque de résolution et de cohésion des Alliés, circonstances qui ont entraîné la ruine complète de leurs espoirs en Russie. Le Bon juge que la situation du Caucase est absolument chaotique : « Toute cette région est sous la domination directe ou déguisée des bolcheviks. Les Soviets sont maîtres du Caucase du Nord et de l'Azerbaïdjan ; l'Arménie est complètement dans leurs mains : la Géorgie est dans une situation telle qu'elle n'a plus qu'un fantôme d'indépendance. Dans cette région où les bolcheviks ont poursuivi leur rêve impérialiste de reconstituer la Grande Russie, les Rouges sont entrés en contact avec les nationalistes turcs. On fait grand état de l'opposition des aspirations des kémalistes avec celles des Soviets. Mon avis est que nous n'avons guère à y compter pour l'instant. (...) Les bolcheviks n'ont pas voulu permettre aux Turcs de s'emparer de l'Arménie, parce qu'ils craignaient de voir les nationalistes turcs, à la suite de leur jonction avec l'Azerbaïdjan, étendre leur influence sur les peuples musulmans du Caucase et du Turkestan. Les Russes ont réussi à faire de l'Arménie une barrière tout en conservant les meilleures relations avec les Turcs à qui ils envoient de l'or, des munitions, et même tout dernièrement quelques-uns de leurs meilleurs éléments de guerre. » (...) En conclusion, Le Bon suggère « d'entrer directement en contact avec Mustafa Kemal qui est le maître de fait de la partie vivante de la Turquie et de faire du Turc une sorte de rempart contre le bolchevisme et le germanisme si nous ne voulons pas recourir aux armes. Le Turc est réfractaire aux théories bolchevistes ; si nous nous entendions avec lui, nous serions à même de le détourner contre son ennemi séculaire, le Moscovite (135) ».

(135) A.M.A.E.F., Turquie, Pol. extér., 145, f^{os} 90-95.

La Turquie était-elle vraiment disposée à entrer en conflit armé avec les Russes ? Rien ne permet de le supposer. En réalité, Mustafa Kemal tente, par d'habiles manœuvres diplomatiques, d'exploiter à son profit l'antagonisme entre l'Entente et la Russie, sans rompre les ponts ni avec l'une ni avec l'autre, tant que les intérêts vitaux de la Turquie ne sont pas menacés.

Pour les Soviets, il s'agit de parachever l'occupation de la Transcaucasie afin d'éviter toute ingérence de l'Entente et de la Turquie dans cette partie de leur périphérie méridionale, où seule la Géorgie conserve encore son indépendance.

Deux mois de régime de « communisme de guerre » exercé par les extrémistes du Revkom, dont Alikhanian, Avice et Dovlatian, ont abouti à un résultat désastreux. Les arrestations arbitraires pratiquées dans tous les milieux et surtout celle de plus de 600 officiers de l'ancienne armée, parmi lesquels les généraux Nazarbekian et Silikian, déportés vers l'Azerbaïdjan et la Russie, œuvre du sinistre tchékiste Atarbekian, inquiètent même les membres modérés du Revkom, Bekzadian, Mravian et Kassian. Ces deux derniers menacent de démissionner. Mravian demande au représentant du Revkom à Bakou, Atabekov, de faire pression sur le Kraïkom pour obtenir le rappel d'Atarbekian et d'envoyer des cadres « moins novices et plus disciplinés (136) ». Ces mesures répressives ne contribuent en rien à consolider l'État. Bien au contraire, elles impressionnent défavorablement toutes les couches de la population, comme la suite des événements le confirmera.

Parti avant les purges, arrivé le 20 décembre à Tiflis, Khatissian confie à Chevalley : « Attaquée par les Turcs, l'Arménie, peuple de paysans, a le sentiment provisoire d'avoir été sauvée par les bolcheviks. Elle s'apercevra dans quelques semaines que les sauveurs sont aussi des tyrans et il y aura des révoltes, comme en Azerbaïdjan (137). »

Les mêmes craintes avaient été exprimées par Mravian dans son entretien de décembre avec Lénine. Il fallait donc s'attendre à une explosion.

Écarté du pouvoir, soumis aux épurations, le Bureau dachnak se retira en majorité à Tiflis, où il créa le Comité de

(136) G.R.J.O. (152), doc. 362, pp. 498-500.

(137) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, f^o 95.

libération de l'Arménie. A ce propos, le *Times* de Londres du 27 janvier 1921 écrit : « Au début de ce mois, les chefs du parti dachnak ont résolu, à leur conférence à Tiflis, de continuer la lutte contre le bolchevisme par tous les moyens. » Seuls restèrent à Erevan, dans une semi-clandestinité, Vratsian, Katchaznoui et Tigranian. La défaillance du Revkom et le départ des unités rouges pour le front géorgien fournirent à Vratsian l'occasion d'entraîner de nombreux éléments mécontents encadrés par les chefs dachnaks réfugiés avec leurs partisans dans les montagnes, à prendre la tête d'un mouvement insurrectionnel qui se développa rapidement.

La couverture laissée par l'Armée rouge, 6 800 hommes environ, sous le commandement de Malkotchianov, était concentrée au nord-ouest face aux Turcs et au sud-ouest, près de Nakhitchevan pour barrer l'accès au Zanguezour reconquis en octobre par les dachnaks et demeuré sous le contrôle des chefs de partisans Njeh et Rouben. La région d'Erevan n'était protégée que par cinq escadrons de cavalerie et deux trains blindés. Cette dispersion des forces rendait impossible une concentration rapide pour porter un coup décisif aux insurgés qui, le 15 février, sous la conduite des chefs de partisans Martiros et Khnko, avec 1 000 hommes à pied, 500 cavaliers et 12 mitrailleuses s'emparent de Bach-Garni, à 30 kilomètres à l'est d'Erevan, où ils installent leur état-major dont le commandement est confié à Kouro (Tarkhanian). Un autre groupe de partisans encercla le 13 février le 1^{er} bataillon du 180^e régiment d'infanterie rouge à Kechichkend (Eghegnadzor) et l'anéantit. Le chef de partisans Smbat, avec 600 hommes, s'empare le 17 février d'Etchmiadzine et d'Achtarak. Les troupes insurgées arrivées de ces localités, renforcées par des groupes de cavaliers originaires de Zeïtoun et de Sassoun (Arménie occidentale), convergent vers Erevan, et le 18 s'emparent de la capitale. La veille, en représailles, le Revkom a exécuté à la prison d'Erevan plus de cinquante otages. Il se réfugie à Kamarlou (Artachat), à 30 kilomètres au sud d'Erevan, sous la protection des deux trains blindés dont dispose l'Armée rouge.

Vratsian constitue un « Comité pour le salut de la patrie » qui dirigera la lutte pendant quarante-cinq jours. Le 22 février, il informe Aharonian à Paris : « Le peuple arménien, bien qu'épuisé par de longues années d'épreuves, ne pouvait plus

supporter le régime de ces aventuriers politiques et criminels. (...) Le rétablissement en Arménie du régime soviétique n'est possible qu'au moyen de considérables forces militaires extérieures et au prix de l'extermination de la moitié de la population, car la résistance sera jusqu'à la dernière cartouche et jusqu'au dernier homme capable de porter les armes (138). »

Conscient de son isolement et de la vulnérabilité de sa situation, le Comité recherche une aide extérieure. Il s'adresse aux Géorgiens qui sont eux aussi aux prises avec l'Armée rouge : « Tenez bon, nous avons chassé les bolcheviks. » Le 21 février, les Géorgiens demandent aux Arméniens de « frapper les arrières bolcheviks afin de soulager leur combat ». Quatre jours plus tard, l'Armée rouge entre à Tiflis. Le lendemain, la radio de Moscou diffuse : « Les contre-révolutionnaires du Caucase, le gouvernement géorgien en tête, y compris les bandes des traîtres socialistes arméniens, essaient avec l'aide des gouvernements de l'Entente d'étouffer le mouvement libérateur des travailleurs du Caucase. La lutte commune des mencheviks de Tiflis et des dachnaks qui étaient entrés à Erevan, soutenus par les forces de l'Entente contre les masses ouvrières du Caucase, a pour but d'écraser la révolution des paysans et des ouvriers par une attaque perfide contre l'arrière-garde des vaillants insurgés arméniens et musulmans (139). »

L'espoir du secours turc sera également illusoire. Au début de l'insurrection, l'attitude des Turcs est équivoque. Le représentant kémaliste accrédité auprès du Comité dachnak, le capitaine Behaeddine, prodigue les paroles d'aide et d'amitié. Lors d'un meeting à Etchmiadzine, il déclare : « Je me rends à Igdîr (à 90 km au sud-ouest d'Erevan, occupé par les Turcs) pour envoyer des émissaires à Nakhitchevan en vue de provoquer une attaque contre les bolcheviks. Fortifiez le pont de Markara (sur l'Araxe) et nous vous aiderons de toutes nos forces (140). »

Mais en réalité les Turcs restent passifs (141). Le 13 mars, Vratsian, encouragé par les premiers succès, fait appel à la

(138) A.M.A.E.F., Caucase, 653, Dos. VII, f° 243.

(139) A.M.A.E.F., Caucase, dos. VII, f° 250.

(140) Zohrabian (63), p. 168.

(141) Le col. Corbel prétend que les dachnaks ont repris le pouvoir « en accord tacite avec les Turcs » (A.M.A.E.F., Turquie-Caucase, 320, f° 112).

Grande Assemblée Nationale turque : « Nous sommes persuadés que la lutte que l'Arménie mène contre les bolcheviks pour sa liberté est également une lutte pour la libération de toutes les nations du Proche-Orient. C'est dans cet espoir que l'Arménie compte sur ses voisins et en premier lieu sur la Turquie pour sortir victorieuse et indépendante de cette guerre (142). » Vratsian demande aux Turcs :

— le retour des prisonniers arméniens internés en Turquie ;

— la fourniture d'armes et notamment de fusils ;

— une aide militaire turque sur la base du traité d'Alexandropol (art. V) rompu par le pouvoir soviétique.

La défaite de la Géorgie entraîne la fin de la résistance arménienne contre les bolcheviks qui, auparavant, à bout de ravitaillement et de munitions, étaient dans une situation périlleuse. Menacé d'encerclement par les dachnaks qui le cernent dans la région de Koutchouk-Vedi et de Khorvirap, Malkotchanov demande le 8 mars par radio à l'E.M. une diversion du côté de Sevan et dans le Nakhitchevan où il se prépare à se retirer. Cependant, dans le nord, les troupes rouges de retour du front géorgien passent à l'offensive contre les dachnaks. A la mi-mars elles se concentrent à Delijan et, après d'âpres combats, parviennent à refouler les dachnaks vers Bach-Abaran où elles sont arrêtées par une contre-offensive. Ordjonikidzé, inquiet par un conflit qui prend de l'extension, envoie le poète Hovhannès Toumanian, qui jouit d'un prestige certain dans tout le Caucase, demander aux dachnaks l'arrêt des combats. Son intervention ne donnera aucun résultat. Ces mêmes Arméniens qui il y a trois mois à peine n'offraient que peu de résistance aux Turcs, se battent contre les Russes avec acharnement. Le 20 mars, Malkotchanov renouvelle son appel à l'E.M. pour qu'on lui envoie l'or indispensable à l'achat de provisions en provenance de Perse. Cinq jours plus tard, un avion de l'Armée rouge apportant 47 kilos d'or se pose dans la plaine d'Ararat, au bord de l'Araxe, ce qui permet de sauver les troupes rouges de la famine. Le 18 mars, Vratsian, constatant le retournement de la situation à son désavantage, demande à Njdeh de faire une diversion à

(142) G.R.S.O. (152), doc. 394, pp. 539-540.

partir de Daralaguiaz, mais Njdeh, retranché dans les montagnes du Zangueour, trouve l'entreprise périlleuse. Mobilisant toutes leurs troupes, les dachnaks attaquent pour la deuxième fois Kamarlou afin de s'emparer des membres du Revkom et de l'E.M. de Malkotchanov, mais ils échouent. Le 25 mars, sous le commandement de Velikanov, les Rouges passent à l'offensive au nord et au sud d'Erevan. Le groupe Nord pénètre le 2 avril dans la capitale. C'est la deuxième occupation de la ville, qui redevient soviétique.

Protégés par 1 000 cavaliers de Tarkhanian, les membres du Comité pour le salut de la patrie, leurs partisans et des civils au nombre de 10 000, retraitent vers Daralaguiaz pour se réfugier dans le Zangueour, seule enclave aux mains des dachnaks et limitrophe de la Perse.

Le 3 avril, Atarbekian, devenu président du Revkom, télégraphie à Lénine et à Ordjonikidzé : « Aujourd'hui, les masses laborieuses de l'Arménie ont, avec l'appui de l'Armée rouge, liquidé l'aventure dachnak (143). »

Était-ce une aventure ? Objectivement, une nouvelle saignée dans le corps arménien après tant de blessures et d'épreuves n'était ni souhaitable ni opportune. Mais fallait-il subir l'oppression du « communisme de guerre » en attendant de meilleurs lendemains ? A qui incombaient la responsabilité du soulèvement ? A un Revkom défaillant, incapable d'assurer un minimum d'ordre et des conditions de vie supportables à une population privée de l'un et de l'autre depuis de longs mois ou aux dachnaks qui prenaient opportunément la tête d'une insurrection populaire pour rétablir l'indépendance dans l'espoir incertain et la conviction hasardeuse que, dans ces conditions, seule l'Entente, qui se rapprochait des Turcs, défendrait les intérêts de l'Arménie à la conférence de Londres qui s'ouvrait au même moment ?

Les combats menés pendant l'insurrection de février ont épuisé les maigres ressources échappées aux réquisitions de l'Armée rouge. Les voies de communication par rail avec le Nord, enfin libérées, ne sont pas utilisables, le matériel ferroviaire et la voie étant partiellement détruits, de sorte que

(143) G.R.S.O. (152), doc. 399, pp. 543-544.

seules quelques citernes de pétrole et des wagons de blé peuvent arriver. Les épidémies s'ajoutent à la famine constante depuis 1919. Il fallait panser les blessures infligées à ce malheureux pays qui, en trois années, avait subi trois guerres et deux insurrections, sans compter de nombreux combats dans le Karabagh, le Zanguezour et le Nakhitchévan. Et ce n'était pas fini : il restait encore un noyau de résistance dachnak dans le Zanguezour.

Le comportement du Revkom fut sévèrement jugé par Moscou qui, par l'entremise du Kavburo, prit des mesures pour redresser une situation compromise. Le 10 avril, à la conférence du P.C. d'Erevan, Ordjonikidzé, arrivé de Tiflis, critique les excès commis par certains membres du Revkom et décide de révoquer ou de muter les plus impopulaires : Atarbekian, Alikhanian, Dovlatian, Avicé et Kassian. Dans sa réunion du 24 mars déjà, le C.C. de l'Orgburo décidait de mettre à exécution les dispositions prises en décembre 1920 pour envoyer à Erevan des cadres expérimentés, — dont deux des plus avertis, Alexandre Miasnikian, qui contribua à la fondation de la R.S.S. de Biélorussie, et Sarguis Loukachine, chargé de fonctions importantes dans la région du Don — arrivèrent finalement à Erevan.

Le 14 avril, Miasnikian, avant son départ pour le Caucase, est reçu par Lénine qui lui demande d'être prudent et scrupuleusement tolérant dans la politique à l'égard de ces peuples de l'Orient « qui se réveillent déjà, qui ont besoin d'éducation politique, et qui en se réveillant feront une révolution plus grandiose qu'en Russie ». Miasnikian lui demande de donner des directives par écrit pour qu'il puisse les transmettre aux camarades caucasiens. Le lendemain, le messenger lui apporte la célèbre lettre de Lénine destinée aux communistes de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et du Caucase du Nord, dans laquelle il demande que soit tenu compte « du particularisme de leurs républiques et des conditions si différentes de celles qui règnent en Russie ». Il espère que « de leur union étroite sortira un modèle de paix, irréalisable et jamais vue dans un régime bourgeois (144) ».

A la fin de l'entretien, Lénine, qui paraissait ignorer la situation en Arménie, questionnait Miasnikian : « L'Arménie

dévastée s'est-elle relevée ? Est-ce que son Armée rouge nationale est suffisamment forte ? N'y a-t-il pas d'agitation dans l'intelligentsia bourgeoise ? Ne parle-t-on pas des baïonnettes rouges ? (145) »

Arrivé à Tiflis le 2 mai, Miasnikian s'entretient avec les membres du Kavburo avant de gagner Erevan. Le 9 mai, à la réunion du P.C. et des organisations bolcheviques d'Erevan, il présente un rapport sur les problèmes actuels de l'Arménie soviétique : reconstruction et développement de l'économie, nécessité de resserrement des relations avec la R.S.F.S.R. et toutes les républiques soviétiques, qu'il termine en déclarant : « Sans la Russie soviétique, il n'y a pas de liberté ni d'indépendance [en Arménie] (146) ». Le 21 mai, le Comité militaire révolutionnaire cède le pouvoir au Sovnarkom sous la présidence de Miasnikian, secondé par Loukachine, muté de Rostov, qui assume le poste de 1^{er} secrétaire du P.C. De l'ancien Revkom il ne reste que Mravian, nommé aux Affaires étrangères, et Bekzadian, qui passe au Commerce extérieur. Parmi les nouveaux arrivants, on remarquera Makintsian (Intérieur), Erznkian (Agriculture), Khanoyan (Finances), Hovhanessian (Éducation) et Ter-Simonian (Postes).

La nouvelle orientation économique des Soviets préconisée au X^e Congrès met fin au régime de « communisme de guerre » et inaugure une nouvelle ère de politique économique, la N.E.P. Cette évolution facilitera la tâche des nouveaux dirigeants de l'Arménie, débarrassée de l'occupation turque. Poursuivant cette politique, le Sovnarkom, par arrêtés, met fin aux réquisitions forcées, allège les impôts, rend la liberté des prix à certains produits, tolère le petit commerce et l'artisanat, démobilise les soldats pendant les moissons, et surtout permet aux paysans de conserver le surplus de leurs produits après la perception de l'impôt en nature (*prodnaïog*). L'administration, épurée de ses éléments douteux, s'installe dans les nouvelles subdivisions régionales. Ces mesures vont améliorer sensiblement la situation, mais la pénurie de vivres et de produits manufacturés ne disparaîtra pas avant de longues années.

(144) *Mémoires de Miasnikian* (137), p. 229.

(145) Kharmandarian (129), p. 81.

(146) *Ibid.*, (137), p. 229.

Le Zangueour, ancienne principauté arménienne de Siounik, la plus pittoresque région du sud de l'Arménie orientale, difficilement accessible, devint le dernier refuge des dachnaks après leur retraite de mars 1921. C'est au cœur de ce pays, dans l'ancien monastère de Tatev, que Garéguine Njdeh — héros de la guerre bulgare-turque de 1913 dans les rangs bulgares — après avoir chassé en octobre 1920 les troupes rouges de Kornienko et le 1^{er} régiment de tirailleurs turcs formé à Bakou, se proclama le 25 décembre « gouverneur du Siounik libre (147) ». Réunis le 26 avril en Assemblée, les dachnaks proclament dans ce territoire du Zangueour une « République de la Montagne indépendante », dans le faible espoir de s'y maintenir avec l'aide des Anglais qui se trouvent en Perse en attendant un revirement toujours espéré de la situation en Transcaucasie. Les bolcheviks décident de réduire ce dernier îlot de résistance. A la mi-mai, deux émissaires, Karinian et Melnikov, ce dernier représentant l'Armée rouge, prennent contact avec les dachnaks pour aboutir à une solution pacifique et offrent l'amnistie à tous les résistants et réfugiés politiques (148). Les dachnaks se méfient. Espèrent-ils tenir longtemps ce bastion, ce « nid de contre-révolutionnaires » que les bolcheviks ne peuvent tolérer ? Le 3 juin, à la réunion du Kavburo, on décide de réduire le Zangueour par la force. Le 19 juin, Miasnikian déclare dans son appel aux travailleurs que « malgré tous nos efforts pour une solution pacifique du conflit, les dachnaks ont les premiers attaqué nos troupes. Ils porteront la responsabilité du sang qui va couler ». Il rappelle que l'Arménie est liée fraternellement avec les États voisins de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie et que le Haut-Karabagh, selon la dernière décision, est proclamé *partie intégrante de l'Arménie Soviétique*. Il n'y a pas au Caucase d'autre région qui s'oppose au pouvoir des travailleurs et paysans (...) même Charour-Nakhitchévan, où le pouvoir soviétique existe, est lié fraternellement à l'Arménie Soviétique (149).

Le 30 juin, à Erevan, au cours d'un meeting présidé par Karinian, des représentants des Arméniens de Turquie déclarent :

(147) Kadichev (128), p. 336.

(148) G.R.S.O. (152), doc. 410, p. 556 ; doc. 418, pp. 566-568 ; doc. 419, pp. 568-570.

(149) G.R.S.O. (152), doc. 418, p. 566 et doc. 419, p. 570.

« Depuis l'écrasement de l'insurrection de février, nous avons renié le parti dachnak et nous ne participerons plus à ses activités criminelles », aveu qui confirme leur activité anti-bolchevique lors des événements de février. En guise de récompense, Karinian promet de rapatrier 15 000 des leurs, qui sont encore réfugiés en Russie (150).

L'appel constant aux Arméniens de Turquie qui, après 1918, forment 30 % de la population de l'Arménie orientale et se considèrent comme victimes de la politique russe, montre l'importance que les bolcheviks arméniens attachent à cette partie de la population nouvellement établie, allergique à la doctrine marxiste dans la conjoncture de l'époque, et qui en mai 1920 comme en février 1921 a activement combattu les bolcheviks.

Les premiers affrontements entre les troupes rouges de Velikanov et les combattants dachnaks conduits par Kouro et Yapon ont lieu à Daralaguiaz, près du Zangueour. Ils se terminent par la prise du col de Selim par les dachnaks. Se rendant compte de l'impossibilité de réduire ceux-ci par une attaque de front, le commandement soviétique renforce ses moyens et mène l'offensive à partir de trois points : de Sissian à l'ouest, d'Ordoubad au sud, et du Karabagh à l'est. Le 26 juin, après des combats acharnés, Daralaguiaz est occupé par l'Armée rouge, et le 2 juillet, c'est la prise de Goris, ville principale du Zangueour. Le 7 juillet, le centre minier de Kapan tombe à son tour. Les dachnaks reculent en direction du sud, vers le fleuve Araxe, qui sépare l'Arménie de la Perse, et jusqu'au 13 juillet résistent à Meghri, le temps de permettre à ce qui reste des 10 000 combattants, aux membres de l'ancien gouvernement et à leurs familles de franchir la frontière et de passer en Perse.

Avant leur retraite du Zangueour, et pour venger les leurs massacrés à la prison d'Erevan en février, les dachnaks, lors de leur retraite, jetèrent dans les précipices de Daralaguiaz et de Tatev une centaine de bolcheviks.

Le 16 juillet, Velikanov annonce triomphalement : « Le drapeau rouge flotte sur le Zangueour, l'aventure dachnak est terminée. »

(150) *Ibid.*, doc. 424, p. 575.

Cette deuxième « aventure » sera jugée différemment selon des points de vue. Pour les Soviétiques, la lutte dans le Zanguezour était la continuation de la « guerre civile ». Pour les anti-communistes, les combats dans cette région devaient montrer à l'Europe que la lutte antibolchevique se poursuivait. Les quatre représentants des anciennes républiques du Caucase n'ont-ils pas conclu le 10 juin à Paris une alliance dirigée contre les Soviets, à l'initiative et avec l'approbation de l'Entente ? L'aide des Alliés pourrait être fournie également à partir de cette tête de pont, et dès que les circonstances le permettraient, les dachnaks reprendraient leurs attaques contre les bolcheviks.

Le 3 septembre, Rotstein, le chargé d'affaires soviétique en Perse, reprochait au gouvernement de Téhéran de tolérer l'activité des dachnaks à Tabriz ainsi que celle du représentant de l'ancien gouvernement d'Erevan, le prince Hovsep Argoutian, « ce qui constitue une menace pour la République Soviétique d'Arménie (151) ».

En fait, la retraite en Perse permettait aux dachnaks de sauver les leurs des représailles bolcheviques et de continuer la lutte sous d'autres formes. Beaucoup d'entre eux allaient grossir les rangs de l'émigration en Europe, d'autres allaient s'établir dans les différentes villes de Perse où la communauté arménienne était déjà importante.

Les Conférences de Londres et de Moscou (21 février-16 mars 1921)

Après l'occupation du Caucase par les Soviets, la tentative de créer un barrage contre l'expansion bolchevique en Orient à l'aide des républiques transcaucasiennes ayant échoué, seule la Turquie pouvait, selon les Alliés, jouer ce rôle, d'où le revirement dans l'attitude des Puissances alliées à son égard.

Les Britanniques, pragmatiques, qui appuient les Grecs dans leur guerre contre les kémalistes soutenus par les Soviets, amorcent un contact avec les Turcs. Ils comptent intervenir au moment opportun comme médiateurs entre les belligérants,

(151) *Documents S.S.S.R.* (113), vol. III, doc. 388, p. 603.

traiter avec les uns et les autres, apaiser l'hostilité du monde musulman et préserver de la contagion bolchevique leurs colonies d'Asie (152).

La France, après avoir éprouvé des difficultés en Cilicie, soucieuse surtout de préserver ses intérêts économiques en Turquie, s'oriente vers un rapprochement avec ce pays. L'accord signé le 11 mars 1921 entre Briand et Bekir Sami prévoit notamment l'arrêt des hostilités et une rectification de la frontière turco-syrienne au profit des Turcs.

L'Italie, comme jadis en Transcaucasie, se retire du jeu en Anatolie afin d'être en grâce auprès de la nouvelle Turquie, quel que soit son régime. L'accord signé à Londres le 12 mars entre le comte Sforza et Bekir Sami stipule l'évacuation des troupes italiennes de l'Anatolie (effectuée en août) contre l'obtention d'avantages économiques.

La conférence de Londres se réunit le 21 février. Le délégué kémaliste, Bekir Sami bey, ancien envoyé d'Ankara à Moscou, a une conversation privée avec Lloyd George et fait à celui-ci des propositions alléchantes en vue d'une nouvelle occupation de la Transcaucasie avec l'aide de l'Entente, occupation qui aboutirait à la création d'une fédération des républiques du Caucase et à l'octroi du pétrole de Bakou aux Britanniques (153). Questionné par Lord Curzon sur les attaches d'Ankara avec les Soviets, Bekir Sami fait une déclaration nettement antibolchevique, que le premier s'empresse de faire imprimer et distribuer au Parlement. Krassine, représentant des Soviets à Londres, s'en procure un exemplaire et le fait parvenir à Moscou où une autre délégation turque est en pourparlers avec les Soviets (154). Le 11 mars, devant les protestations de Tchitcherine à Mustafa Kemal, Bekir Sami sera désavoué, mais cette manœuvre, non dénuée d'arrière-pensées, ne révélait-elle pas le double jeu d'Ankara à Londres comme à Moscou ?

(152) Une entrevue aurait eu lieu à Koniah en juillet 1921 entre le commandant en chef britannique, le général Townshead, et Mustafa Kemal (A.M.A.E.F., Turquie, Relations avec l'Angleterre, 190, f° 146). Le colonel Rawlinson, représentant britannique à Erzeroum, rappelé par son gouvernement après s'être laissé surprendre par des bandes turques qui l'ont dépouillé de ses mitrailleuses, est revenu à Trébizonde, il doit y prendre contact avec les chefs nationalistes (A.M.A.E.F., Turquie, Pol. ext., 320, f° 125).

(153) Kouznetzova, in *Voprossi Itsoiy*, vol. 9/1951, pp. 150-152.

(154) A.M.A.E.F., Turquie-Russie, 320, Dos., 1, f° 1.

Malgré certaines concessions accordées aux Turcs, et notamment la promesse d'une révision du traité de Sèvres en leur faveur, le compromis proposé pour arrêter les hostilités entre Grecs et Turcs n'avait pas abouti. Mais c'est surtout l'Arménie qui fit les frais de cette conférence. La délégation arménienne à Paris, rejointe par Khatissian, insista sur le maintien intégral du traité de Sèvres dans sa partie qui la concernait. Mais Bekir Sami ne veut se référer qu'au traité d'Alexandropol pour déterminer la frontière orientale de la Turquie. Ne pouvant opter ouvertement pour aucune de ces deux solutions, la conférence, dans sa séance du 4 mars, enterre pudiquement l'indépendance de l'Arménie occidentale dans une résolution voilée qui, de fait, accorde des concessions majeures aux Turcs : « Les clauses relatives à l'Arménie sont révisées. La Turquie reconnaîtra les droits des Arméniens sujets ottomans à posséder un *foyer national* sur ses frontières orientales. (...) Elle s'engagera à accepter la décision d'une commission désignée par le Conseil de la S.D.N. qui examinera sur le terrain quels territoires doivent être à cet effet attribués à l'Arménie (155).

Ainsi, il ne s'agissait plus de l'« Arménie libre et indépendante » prévue par le traité de Sèvres, mais d'un vague « foyer national ».

Rassurés par les dispositions bienveillantes de l'Entente à leur égard, les Turcs se montrent plus exigeants avec les Soviétiques à la Conférence de Moscou, où les négociations s'ouvrent de fait par un curieux hasard à la même date que celle de Londres, le 21 février, pendant que la soviétisation de la Transcaucasie s'achève.

Les pourparlers turco-soviétiques en vue de la conclusion d'un traité, interrompus en août 1920, reprirent à l'instigation de Moscou qui désirait, comme les Alliés, arriver à une entente avec la Turquie avant que celle-ci ne bascule dans le camp opposé. Par une note datée du 13 janvier, adressée au ministre des Affaires étrangères Ahmed Moukhtar, Tchitcherine demande la reprise immédiate des négociations pour régler à l'amiable toutes les questions en litige, et notamment la question des frontières en Arménie. Il ajoute : « Ce n'est pas

sans une profonde déception que nous avons appris que notre proposition de médiation dans le conflit arméno-turc a été rejetée, d'autant plus qu'il n'y avait pas eu d'opposition de la part de vos délégués à Moscou (156). » Les Turcs, qui en vertu du traité d'Alexandropol occupent toujours les territoires arméniens, gage précieux qu'ils entendent monnayer contre d'autres zones, répliquent le 30 janvier, par une note d'Ahmed Moukhtar, que l'ambassadeur soviétique à Ankara, Mdivani, a officiellement confirmé que les Soviétiques n'avaient pas de revendications territoriales en faveur de l'Arménie. Et la note conclut : « Notre délégation a reçu l'ordre de quitter Kars pour arriver le plus tôt possible à Moscou (157). »

Partie le 20 janvier, la délégation turque, dirigée par Ali Fuad pacha et Yusuf Kemal bey, arrive le 15 février à Moscou. Malgré la hâte manifestée par les Soviétiques, les négociations ne commencent que le 21 février. Les délégués turcs n'attendaient-ils pas des nouvelles de Londres où Bekir Sami a eu des conversations préalables avec les dirigeants anglais ? A la demande des Russes, qui souhaitent voir clarifier l'interprétation de l'article V du traité d'Alexandropol, qui fait de l'Arménie « un protectorat turc », Yusuf Kemal affirme que cet article n'est pas dirigé contre la République des Soviétiques mais contre les pays impérialistes (158). Le prétexte donné à l'occupation turque de Batoum et des districts d'Akhalkalak et d'Akhalsikh n'est pas moins piquant : il s'agit de venir en aide aux travailleurs géorgiens en lutte contre le pouvoir menchevik (159). La phraséologie bolchevique est bien assimilée par les Turcs mais les Soviétiques ne sont pas dupes. Ils sont au courant des bruits qui circulent au sujet de l'éventuel rapprochement des kémalistes avec l'Entente. Une collusion de cette envergure pourrait avoir de graves conséquences pour les Russes. Il faut arriver à une entente avec les Turcs pour devancer les Alliés.

Le début des négociations se déroule dans un climat tendu. Les Turcs insistent à nouveau sur les traités de Brest et de Batoum pour conserver les territoires arméniens et géorgiens

(155) A.M.A.E.F., Turquie, Politique extérieure, 145, f° 278.

(156) *Documents S.S.S.R.* (113), vol. III, doc. 258, p. 463.

(157) *Ibid.*, p. 469 (annexe).

(158) *Hist. de la dipl. de l'U.R.S.S.* (122), vol. III, pp. 99-100.

(159) Dumont (74), p. 179.

cédés par ces traités et qu'ils occupent, ce qui est inacceptable pour les Soviétiques. Il est peut-être opportun d'ouvrir une parenthèse pour citer une note inédite adressée par Staline à Lénine quelques jours avant le 26 février, date à laquelle ce dernier aura un entretien privé avec les délégués turcs. Il en ressort que Staline s'est opposé aux tentatives de Tchitcherine pour arracher des concessions territoriales aux Turcs en faveur des Arméniens. « Camarade Lénine, lit-on dans cette note, j'ai appris hier que Tchitcherine a effectivement envoyé une missive stupide et provocatrice demandant l'évacuation par les Turcs de Van, Mouch et Bitlis, où la majorité turque par rapport aux Arméniens est écrasante. Nous ne pouvons pas faire nôtre cette demande impérialiste arménienne. Il ne faut pas permettre à Tchitcherine d'envoyer des notes aux Turcs sous la dictée des Arméniens imbus de nationalisme » (160).

Cette note, datée du 12 février, rappelle l'éternel argument des Turcs face aux prétentions arméniennes, argument repris par Staline. N'a-t-elle pas été rédigée à la suite d'une intervention de Ter-Gabriélian et de Bekzadian présents dans la capitale russe ? Les deux Arméniens sont prêts à participer aux pourparlers mais ils sont écartés par les Turcs qui veulent traiter séparément avec les Républiques transcaucasiennes.

Forts des gages territoriaux qu'ils détiennent au Caucase, les Turcs obtiennent des concessions que les Russes n'osent leur refuser, ceux-ci étant toujours hantés par le danger d'une entente entre les puissances occidentales et les kémalistes.

Moscou tient particulièrement à Batoum, seul port de la Transcaucasie permettant la vente du pétrole à l'étranger, source de devises si appréciées par le nouveau régime. Le 9 mars, Lénine, excédé par l'obstruction des Turcs, presse Staline de conclure et manifeste ainsi son appréhension : « Les Turcs retardent la signature de l'accord sur Batoum, ils cherchent à gagner du temps pendant que leurs troupes marchent sur cette ville. Nous ne devons pas supporter un tel affront (161). »

Cependant, malgré l'arrêt de l'avance grecque sur la Sakaria (février-mars), la situation de la Turquie est désastreuse. La rupture des pourparlers la priverait du soutien russe

(160) A.C.P., dos. 3, op. 1, section corresp. Lénine, fond. 2, f° 52-1.
(161) Lénine (135), v. 41, pp. 339-340.

en ressources indispensables à la poursuite de la guerre contre les Grecs. Le compromis se fera sur des bases qui profitent surtout aux Azéris et, à un moindre degré, aux Géorgiens, et comme à la conférence de Londres, au détriment des Arméniens ; le gouvernement d'Ankara conservera les provinces de Kars, Ardahan et Artvine, mais cédera Batoum aux Géorgiens (art. I). La région de Nakhitchevan demeurera « sous protectorat » azéri et ne pourra être cédée à un État tiers [en l'occurrence l'Arménie] (art. II). Les Soviétiques s'engageront à reconnaître l'entière souveraineté de la Turquie sur les Détroits (art. V) et reconnaîtront aux peuples d'Orient le droit de *choisir librement leur régime politique* (art. IV), engagement par lequel les Soviétiques doivent renoncer à s'immiscer dans les affaires intérieures de la Turquie, c'est-à-dire à leurs tentatives de bolchevisation. Ankara obtient une aide substantielle en armes (l'équipement complet de trois divisions), en or et en pétrole. Le traité signé le 16 mars, le jour même où Krassine signait à Londres l'accord commercial anglo-russe, sera ratifié par Moscou le 20 mars et par Ankara le 22 juillet seulement, lorsque les Grecs seront à 50 kilomètres de cette ville. Par ce traité, Moscou s'engageait à faire accepter par les trois républiques transcaucasiennes les clauses de l'accord concernant les nouvelles frontières telles qu'elles étaient tracées par le traité, ce qui représente une perte de 25 000 kilomètres carrés et 570 000 âmes et se traduira par la signature, le 13 octobre 1921, du traité de Kars.

L'instauration du pouvoir soviétique en Géorgie

Après l'établissement du pouvoir soviétique en Azerbaïdjan et en Arménie, la Géorgie apparaît, contrairement à ces deux pays, un oasis de paix et d'ordre. Son gouvernement s'efforce par tous les moyens d'éviter le sort subi par ses deux voisins. Malgré la reconnaissance de son indépendance par les accords conclus le 7 mai 1920 avec les Soviétiques et le 17 janvier avec la Turquie kémaliste, la Géorgie ne se sent pas en sécurité. L'accord signé le 7 mai n'avait-il pas été en réalité un moyen pour les Soviétiques d'assurer une paix provisoire sur leur flanc sud, afin d'éviter une intervention alliée toujours possible en

Transcaucasie au moment le plus crucial de leur lutte contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. L'écrasement de Wrangel, le début des pourparlers de paix avec les Polonais et l'accord signé avec les Turcs à Moscou laissent aux Soviets le champ libre en Transcaucasie. Simultanément, les Turcs s'apprentent à récupérer les territoires géorgiens cédés par le traité de Batoum si les Soviets interviennent en Géorgie, et cela en dépit des accords de Moscou dont le contenu, comme nous le verrons plus loin, est différemment interprété par les deux signataires.

Devant les périls qui montent, la Géorgie recherche la protection de l'Entente et le soutien de ses amis de la II^e Internationale. En septembre 1920, le gouvernement menchevik accueille triomphalement les socialistes Vanderwelde, Kautsky, MacDonald, Huysmans et Renaudel. Au cours d'un banquet organisé en leur honneur, ceux-ci promettent de défendre la cause géorgienne auprès de leurs gouvernements et à la Société des Nations. Dans son discours, Huysmans déclare que la Géorgie est le seul pays ayant un régime socialiste et conclut : « Votre victoire est la nôtre, ne détruisez donc pas nos espoirs (162). » Quant à Renaudel, dont les sympathies pour la Géorgie étaient bien connues, il trouvait qu'elle n'était pas assez vigilante à l'égard de la subversion bolchevique. Le jugement porté sur la situation en Géorgie à cette époque par le ministre français des Affaires étrangères est empreint d'optimisme : « État le mieux organisé des pays du Caucase, elle a donné des preuves de vitalité et de sagesse. (...) Quoique socialistes, son peuple et son gouvernement ont su repousser les agressions des bolcheviks et résistent fermement à la contagion communiste (163). » Cependant la situation économique demeure précaire, alourdie par la mobilisation de la majorité des ressources au profit d'une armée de 50 000 hommes. Les réformes agraires, introduites dès la fin de 1918 dans la louable intention d'attribuer une partie des terres aux paysans pauvres, n'ont pas produit les résultats escomptés. Les organisations paritaires, la Chambre de conciliation, destinées à arbitrer les conflits

(162) *La victoire du pouvoir soviétique en Transcaucasie* (143), p. 557.

(163) A.M.A.E.F., Z-653-10, f^{os} 96-97.

sociaux, le contrôle institué pour enrayer la hausse vertigineuse des prix des produits de première nécessité, ne peuvent fonctionner normalement dans une économie nationale qui se dégrade. En décembre de la même année, le rapport sur la situation en Géorgie, adressé par Abel Chevalley, qui paraît avoir un penchant pour l'arboriculture fruitière, au secrétaire d'État Berthelot, contrairement à l'optimisme affiché quelques mois auparavant à Paris, est nettement plus sceptique : « L'Arménie est tombée au soviétisme comme une poire mûre et rongée qui aurait été laissée trop longtemps sur l'arbre. Les Turcs n'ont eu qu'à secouer le pommier (*sic*). Maintenant, leurs envoyés se chamaillent un peu à Tiflis avec les commissaires bolcheviks pour savoir qui aura le fruit et qui les restes. C'est sous le couvert du chef populaire Dro et en dehors des partis réguliers que les bolcheviks gouvernent maintenant Erevan. (...) S'ils ne sont pas à Tiflis d'ici quelques jours ou quelques semaines au plus, c'est qu'ils ne veulent venir comme en Arménie que lorsque le fruit sera absolument au point et qu'ils pourront entrer sans le moindre risque. La décomposition intérieure ne leur paraît peut-être pas encore assez avancée, bien qu'elle paraisse fort rapide. (...) Il y a ici, en dehors d'une portion du gouvernement encore saine et vigoureuse, une résignation passive qui m'a surpris (164). »

Pour encourager « les éléments sains » du gouvernement afin « d'esquiver la catastrophe » qui peut s'abattre sur la Géorgie, Chevalley préconise les mesures suivantes :

— donner aux Soviets « en ce moment tout-puissants » l'impression que l'Entente ne veut pas leur disputer une proie, mais désire sauvegarder la neutralité de la Géorgie dans l'intérêt commun des deux parties ;

— faire savoir aux Turcs par l'entremise de Kiazim bey et Ismet bey qui se trouvent à Tiflis que « nous ne pouvons pas aller plus vite que les violons, lesquels sont à Paris et à Londres, mais qu'en tout cas, dans leur propre intérêt, ils ne doivent pas secouer l'arbre géorgien comme l'arbre arménien et qu'on leur saurait gré de faire cause commune avec la Géorgie si elle est attaquée. (...) Ils répudient l'intention de prendre Batoum mais veulent garder Kars malgré les Sovietski (165) ».

(164) *Ibid.*, f^o 143.

(165) A.M.A.E.F., Républiques du Caucase, réf. Z-653-10, f^o 144.

Or, si ce ne sont pas les Turcs qui secoueront l'arbre géorgien, mais ils en ramasseront quelques fruits.

Ordjonikidzé et Kirov, maîtres du Comité militaire révolutionnaire de la XI^e Armée, préméditaient, dès le début du mois de décembre 1920, une intervention en Géorgie. Dans un rapport présenté le 4 décembre à Ordjonikidzé sur sa demande par Hekker, commandant la XI^e Armée, celui-ci estime qu'une opération militaire contre la Géorgie ne peut avoir de succès que si les conditions suivantes sont remplies :

1) garantie de la neutralité amicale des troupes de Kiazim Karabekir ;

2) concentration des forces (6 divisions d'infanterie et 4 divisions de cavalerie) dans trois directions principales : Kazakh, Karaklis, Akhstafa, en assurant leur ravitaillement et leurs arrières.

Si ces mesures sont assurées, la campagne contre la Géorgie, qui demanderait un mois de préparation, pourrait être terminée dans un délai de six semaines (166).

Soucieux d'éviter une intervention militaire dans un pays où le mouvement révolutionnaire est loin de répondre aux critères évoqués par le Comité militaire révolutionnaire du Caucase, conscient des conséquences néfastes que cette opération pourrait produire en Europe, Moscou est réticent et renouvelle, par une note datée du 17 décembre, au Kavburo, son opposition à cette entreprise. Cependant, le 2 janvier 1921, Kirov et Ordjonikidzé, qui se sont rendus à Moscou, présentent au C.C., au nom du Kavburo, un rapport en dix points énumérant les raisons qui plaident en faveur de la soviétisation de la Géorgie, accusée de servir de base contre-révolutionnaire pour tout le Caucase. Le 12 janvier, Lénine, au cours d'une séance plénière du C.C., repousse ce projet. A la fin du mois de janvier, Staline, qui souscrit aux assertions du Kavburo, jugeant le moment propice pour en découdre avec ses anciens rivaux haïs, les mencheviks, obtient par des moyens détournés le consentement de la majorité des membres du C.C., malgré l'opposition de Trotsky et de Kamenev, pour l'envoi de directives à Ordjonikidzé, revenu à Bakou, et aux

(166) *Ibid.*, 653, Dos. 1, f^o 151.

organisations bolcheviques en Géorgie, « sur la nécessité de préparer un mouvement insurrectionnel et de l'aider au besoin (167) ».

Cette insurrection, qui seule pouvait justifier l'intervention de l'Armée rouge, éclatera à Lori, zone frontalière entre l'Arménie et la Géorgie, déclarée neutre par les commissaires alliés au Caucase après le conflit arméno-géorgien de décembre 1918. Cette zone à majorité arménienne a été, suivant l'accord conclu entre les deux voisins, le 13 novembre 1920, occupée « provisoirement pendant trois mois » par les troupes géorgiennes « pour la protéger contre la menace turque ».

Profitant de la situation confuse qui règne en Arménie du fait de la pénétration des troupes rouges et kémalistes, la Géorgie a étendu l'occupation de cette région plus au sud, et bloqué l'envoi de vivres en Arménie par chemin de fer. Tout cela n'était pas du goût de la population locale qui, deux ans auparavant, avait par les armes manifesté son mécontentement et son désir de rattachement à l'Arménie. Cette situation explosive présentait un double intérêt pour les bolcheviks du Kavburo, impatientes de s'emparer du pouvoir en Géorgie : satisfaire une revendication à laquelle les dachnaks avaient été incapables de répondre et, sous prétexte de soutenir les insurgés arméniens, étendre les opérations militaires contre la Géorgie. Cette tâche ingrate fut en partie dévolue aux bolcheviks arméniens.

Présidée par Mravian, une assemblée réunissant les organisations bolcheviques de Lori et les représentants du Comité militaire de l'Armée rouge dresse le plan d'insurrection. Par ultimatum, le Revkom arménien demande au gouvernement géorgien de retirer ses troupes de Lori et de laisser passer le ravitaillement en Arménie. Le gouvernement géorgien fait la sourde oreille. Ignore-t-il le danger qui le guette ou croit-il pouvoir étouffer toute velléité d'invasion à ses frontières ? « Le soulèvement contre les Géorgiens des populations arméniennes du district de Bortchalou appuyées par les troupes arméniennes et par quelques unités militaires soviétiques constitue un coup de surprise pour les Géorgiens qui, après avoir subi de fortes pertes, ont été obligés d'évacuer complè-

(167) Kharmandarian (129), p. 56.

tement cette zone neutre, abandonnant les positions stratégiques commandant la route de Tiflis (168). » Tel fut le commentaire de Poidebard sur ces événements.

Pendant les préparatifs d'invasion bolchevique, les dirigeants géorgiens célèbrent le 7 février la reconnaissance *de jure* de leur république par l'Entente. L'ambassadeur soviétique à Tiflis, Scheinemann, présent au banquet, déclare le lendemain, dans une conférence de presse, que la Russie est enchantée de cette reconnaissance et ne désire que vivre en paix avec la Géorgie. L'attaque contre les troupes mencheviques est fixée au 12 février, date d'expiration de l'accord arméno-géorgien. Curieusement, on respectera les formes d'un acte signé par deux gouvernements « contre-révolutionnaires ». Les Géorgiens résisteront vigoureusement en certains endroits, mais seront vite submergés. L'état-major des insurgés, selon un scénario réglé d'avance, fait appel à l'Armée rouge pour la lutte commune contre les mencheviks. Cet épisode sera ainsi évoqué par Ordjonikidzé : « Il est évident que l'Armée rouge qui se trouvait à proximité ne pouvait avoir une attitude indifférente pendant que les mencheviks fusillaient les paysans insurgés luttant pour le pouvoir soviétique (169). »

Le 16 février, le pouvoir soviétique est proclamé à Lori et les troupes rouges s'approchent à moins de 60 kilomètres de Tiflis. Trois bolcheviks influents, Philippe Makharadzé (qui est à Moscou), Maria Orakhelachvili et Chalva Eliava, sont chargés en hâte de former à Choulaver (aujourd'hui Chahoumiani) le Revkom géorgien, et suivant un processus désormais classique, font appel à l'aide de Moscou en faveur de « la naissante République socialiste soviétique de Géorgie ». Le 25 février, l'Armée rouge et le Revkom entrent à Tiflis. Le même jour, Ordjonikidzé télégraphie à Lénine et à Staline : « Le drapeau rouge flotte à Tiflis. Vive la République soviétique de Géorgie (170) ! » La dernière république transcaucasienne est devenue soviétique.

L'armée géorgienne, éprouvée par les combats, se retire vers l'Ouest, dans le massif de Souram, rempart naturel de la Géorgie occidentale. Réfugié à Koutaïs, le gouvernement, suivi

(168) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 633, f° 8.

(169) Ordjonikidzé (142), p. 45.

(170) *La lutte pour le pouv. sov.* (105), pp. 659-667.

par les missions étrangères, compte y reconstituer ses forces, gagner du temps, « en attendant l'aide de l'Entente et les résultats de la Conférence de Londres qui, espèrent-ils, leur donnera l'appui actif des Turcs pour continuer la résistance (171) ».

Or, profitant des difficultés des Géorgiens, les Turcs, pendant que leurs délégués discutent à Londres et à Moscou, présentent le 23 février au gouvernement de Tiflis un ultimatum exigeant l'occupation de la région de Batoum et les districts d'Ardahan et d'Artvine, afin d'acquérir des gages supplémentaires vis-à-vis des Soviets. Il ne reste au gouvernement géorgien qu'à s'incliner devant ces exigences, dans l'espoir, comme naguère l'entretenaient les dachnaks, que cette occupation entraînera un conflit turco-soviétique.

Cerné par les troupes rouges (80 000 hommes) qui avancent au nord dans la région de Darial et le long du littoral de la mer Noire, en l'absence de toute aide efficace de la part des Alliés, sauf une démonstration de l'escadre française qui croise à proximité des côtes géorgiennes et lâche quelques obus sur les détachements rouges, le gouvernement menchevik est contraint d'entrer en pourparlers avec les Soviétiques pour aboutir à une trêve. Le 18 mars, à Koutaïs, en présence des représentants de la R.S.F.S.R. Enoukidzé et Svanidzé, arrivés de Moscou, un accord est signé mettant fin aux hostilités. Le même jour, les dirigeants mencheviks s'embarquent à Batoum sur un navire italien. Le grand port est occupé depuis le 11 mars par les Turcs mais ceux-ci l'évacuent sous la pression des forces hier mencheviques et devenues « rouges » pour la circonstance en se soumettant au Revkom de la ville (172).

La soviétisation de la Géorgie fut l'objet d'une controverse entre Lénine et Staline. Le premier, induit en erreur par de faux rapports d'Ordjonikidzé, appuyé par Staline, sur la spontanéité de l'insurrection géorgienne, apprendra qu'en réalité les bolcheviks géorgiens y étaient opposés, la majorité de la population leur étant hostile. La méfiance de Lénine à l'égard de Staline daterait de ces événements et sera exprimée dans ses notes confidentielles dictées à ses secrétaires pendant sa maladie, notes improprement considérées comme formant

(171) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, f° 28.

(172) Enoukidzé (114), pp. 227-231.

son « testament ». Quelques jours avant sa troisième attaque de paralysie, Lénine signifia à Staline qu'il rompait toute relation personnelle avec lui.

Craignant que l'intervention de l'Armée rouge en Géorgie n'engendre un conflit avec les kémalistes appuyés par l'Entente, Trotsky sollicite du plénum du C.C. l'envoi d'une commission d'enquête sur la responsabilité d'Ordjonikidzé dans le déclenchement de la guerre contre les mencheviks, ce qu'il considérait auparavant comme « un immense crime ». Cette proposition, faite le 25 février, jour de la proclamation de l'instauration du pouvoir soviétique en Géorgie, ne sera pas retenue. Trois jours plus tard, dans un discours prononcé au plénum du Soviet de Moscou, Lénine déclarait : « Bien que ce soit la population arménienne qui se soit soulevée contre les mencheviks, l'insurrection s'est étendue avec une rapidité foudroyante à la population géorgienne (173). »

Renouvelant ses avertissements de ne pas imiter le modèle russe, Lénine souligne le 19 février à Makharadzé, avant le départ de celui-ci pour Tiflis, que la Géorgie est un pays de petits-bourgeois dominé par les mencheviks ; il faut agir avec précaution pour aborder le problème national et agraire.

Avant son arrivée en Géorgie, Makharadzé s'arrête à Vladikavkaz, d'où, mis au courant de ce qui se passe dans le pays, il se plaint à Lénine dans son message du 1^{er} mars, de l'arrivée à Tiflis « de nombreux envoyés spéciaux de Moscou, porteurs de mandats bouleversants (174) ».

Le comportement de l'Armée rouge et des émissaires de Moscou devait être porté à la connaissance du maître du Kremlin puisque le 10 mars il télégraphie au Comité militaire révolutionnaire de se conformer strictement aux directives du Revkom géorgien, de respecter les organismes souverains du pays et de traiter la population avec égards (175). Auparavant, le 2 mars, dans une lettre adressée à Ordjonikidzé, Lénine lui avait suggéré d'arriver à un compromis avec Jordania ou d'autres mencheviks modérés qui « avant l'insurrection, n'étaient pas hostiles aux Soviets (176) ».

(173) Kharmandarian (129), pp. 58-60.

(174) *Ibid.*, p. 174.

(175) Lénine (135), vol. 43, p. 128.

(176) Tchkhenskeli, ministre des Affaires étrangères en novembre 1920, qualifié de « turcophile », s'orientait nettement vers Kemal contre les Soviets, mais le 15 novembre

Beaucoup plus tard, dans une note adressée au 3^e Congrès du P.C. géorgien, le bolchevik géorgien Lominadzé, déclarera que « la Géorgie a été conquise par les baïonnettes de l'Armée rouge » et reprochera au Parti communiste local d'être resté inactif pendant l'offensive bolchevique (177).

Tsintsadzé, membre du C.C. du P.C. géorgien, enverra une note à Lénine par l'entremise de Boukharine pour accuser Ordjonikidzé d'avoir commis « un crime politique dans la soviétisation brutale de la Géorgie ».

Si ces assertions critiques traduisaient l'embarras des bolcheviks locaux mis en face d'une situation révolutionnaire qu'ils considéraient comme prématurée, il serait hasardeux d'en conclure qu'ils ignoraient les préparatifs en vue de la soviétisation du pays. Trop faibles pour s'emparer du pouvoir, ne craignaient-ils pas plutôt qu'une domination imposée de l'extérieur ne discrédite leur autorité dans certaines couches de la population qui leur étaient acquises ? Pourtant, à l'exception des cadets de l'École militaire, la résistance aux bolcheviks s'avéra plutôt passive.

Entre la faucille et le croissant

Malgré l'accord « d'amitié et de fraternité » proclamé après la conférence de Moscou, les rapports entre la Russie et la Turquie ne cesseront d'être tourmentés. L'équilibre établi est fragile et risque d'être rompu par une nouvelle réaction de l'Entente qui, en dépit des succès des armées rouges à la fin de l'année 1920, n'ignore pas la situation critique qui prévaut en Russie en ce début de l'année 1921. En fait, le régime traverse une crise grave consécutive aux abus du pouvoir et de la bureaucratie, crise reconnue par Lénine qui se heurte aux querelles intestines et redoute l'éclatement du parti en frac-

un revirement s'est produit : l'action personnelle de Jordania enraye le mouvement vers la Turquie et la Géorgie adopte la neutralité vis-à-vis des Soviets (A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 653, f^o 237).

(177) En avril, Makharadzé aurait fait cet aveu : « Lors que l'offensive de l'Armée rouge commença, aucun noyau communiste, aucun membre du parti n'était au courant des buts, des intentions de cette affaire. Personne ne s'y attendait. L'entrée de l'Armée rouge en Géorgie et la proclamation de l'autorité soviétique revêtirent le caractère d'une conquête, car personne à ce moment-là ne pensait fomenter un soulèvement à l'intérieur » (A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 633, Z-655-1).

tions. La situation est particulièrement tendue à Petrograd où les marins de Kronstadt, acquis aux bolcheviks dès la révolution, se soulèvent. C'est pour sortir de cette situation lourde de conséquences, que Lénine, au X^e Congrès du P.C.R., adopte la nouvelle politique économique (N.E.P.).

L'optimisme de l'Entente quant à la possibilité d'un renversement du régime bolchevik est tel qu'elle projette une nouvelle croisade anti-bolchevique à laquelle participeraient la Pologne, la Roumanie, la Turquie et le Caucase (178).

À Paris, les délégués géorgiens, Tchkhenskeli, Avalov et Soumbatov, ont sous les auspices de l'Entente, le 23 mars, un entretien avec Bekir Sami bey, de retour de Londres. Ils proposent la constitution d'une confédération caucasienne qui aurait au sud les frontières turco-russes de 1914 et la conclusion d'une alliance contre les bolcheviks avec l'aide d'une grande puissance, qui pourrait être la France. « On discute autour du sort d'Ardahan que les Turcs veulent retenir pour eux. (...) L'entretien a duré quinze minutes. Les Turcs, pleins de bonne volonté apparente, rejoignent l'Élysée où ils sont attendus (179). »

Poursuivant ses entretiens avec Khatissian, Bekir Sami lui déclare que dans les circonstances actuelles, céder des territoires occupés par les Turcs à l'Arménie équivaldrait à les céder à la Russie, cette question pourrait être reconsidérée à la lumière de la création d'une confédération caucasienne (180).

En mai a lieu dans les locaux de la délégation d'Azerbaïdjan à Paris, une réunion à laquelle participent les délégués des trois républiques transcaucasiennes et du Caucase du Nord ; on y examine les moyens « d'amener les puissances de l'Entente à la lutte contre la République des Soviets ». Le conseil remet à Briand un rapport exposant les richesses du Caucase et les avantages que pouvaient entrevoir les capitalistes français. Briand séduit, charge Loucheur, ministre des Régions libérées, de s'entendre avec les auteurs de ce rapport (181).

(178) Bekir Sami (fils d'un général ossète dans l'Armée tsariste) aurait proposé, en décembre 1920, aux représentants polonais à Tiflis une alliance militaire dirigée contre les Soviets. Il aurait repris des pourparlers dans ce sens plus tard à Constantinople puis à Paris (Kharmandarian, pp. 175-176).

(179) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 633, f° 23.

(180) Khatissian (39), p. 278.

(181) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 634, f°s 183-190.

Les Russes, au courant d'une collusion possible entre les Alliés et les Turcs, sont pressés de récupérer les territoires prévus par l'accord de Moscou, mais ils n'obtiennent pas satisfaction. Manifestement, les Turcs, de leur côté, comptent sur le relâchement, qu'ils jugent proche, de l'emprise bolchevique sur le Caucase pour en faire un bastion contre leur ennemi héréditaire moscovite. Yusuf Kemal rapporte de Moscou à Mustafa Kemal, que la situation en Russie est lamentable et la position des Soviets très ébranlée. Mais, ajoute-t-il, l'appui russe n'est pas négligeable dans la lutte contre les Grecs. La situation en Turquie même après l'offensive grecque de mars est jugée alarmante : quelques-uns des régiments ottomans [kémalistes] les plus éprouvés durant l'attaque [grecque] se sont mutinés. 170 soldats et 4 officiers auraient été fusillés, et 235 sous-officiers envoyés sur le front du Caucase (182).

Tchitcherine, afin de mettre à l'épreuve les intentions d'Ankara, exige le 23 mars l'évacuation des territoires au sud de la Géorgie, Akhalkalak et Akhaltsikh, occupés par les Turcs lors de leur avance vers Batoum. Il accuse ces derniers d'avoir attaqué en certains endroits les troupes rouges et opprimé les populations, notamment les Molokans (183) dans la région occupée (184). Le 6 avril, dans une note adressée à Ali Fuad pacha, nommé ambassadeur turc à Moscou, Tchitcherine, après la reprise d'Erevan par l'Armée rouge, demande l'évacuation des régions arméniennes d'Alexandropol et d'Erevan et s'étonne de la déclaration du ministre turc de la Guerre, Kemal Fevzi pacha, annonçant que l'Armée turque doit rester dans ces régions « pour constituer un élément d'équilibre » [!]. Elles ne seront évacuées qu'après l'exécution des clauses prévues par le traité d'Alexandropol (185). Ce traité, poursuit Tchitcherine, n'a pas été ratifié dans le délai

(182) A.M.A.E.F., Turquie-Russie, 320, f° 193.

(183) Secte religieuse russe non-violente établie en Transcaucasie après l'annexion par les Russes des territoires de Kars et d'Ardahan en 1877.

(184) *Documents S.S.S.R.* (113), vol. IV, doc. 6, p. 15.

(185) Les Soviets organisent une Armée rouge arménienne forte de 18 000 hommes, cela en contradiction avec les clauses du traité d'Alexandropol, que les Turcs considèrent toujours comme valides, et qui prévoient une force de police de 1 500 hommes : Kiazim Karabekir prend ce prétexte pour refuser l'évacuation d'Alexandropol et exige en même temps l'évacuation de l'Arménie par les troupes russes, considérant leur présence dans le pays comme contraire à l'esprit du traité (A.M.A.E.F., Caucase, 653, f° 224).

d'un mois comme prévu et a été annulé par celui de Moscou. Une telle prise de position peut avoir des conséquences graves pour les relations turco-soviétiques (186). A la même date il informe Ordjonikidzé qu'Ali Fuad lui a promis d'évacuer Alexandropol et s'élève contre le « hooliganisme de Karabekir » en ajoutant que la guerre entre l'Arménie et la Turquie [qui peut en résulter] équivaldrait à une guerre entre la Turquie et la Russie soviétique (187).

La menace d'une intervention armée assouplit le comportement des Turcs. Le 10 avril, Ali Fuad répond à Tchitcherine que les forces turques se maintiennent en Arménie afin d'empêcher « une agression impérialiste ». Le régime soviétique rétabli, assurant l'ordre et la paix, contribuera à l'évacuation de son territoire dès que les circonstances le permettront. Il ajoute que les déclarations du ministre de la Guerre turc sont antérieures à la nouvelle du rétablissement du régime communiste à Erevan, et l'assure de la volonté de son pays de respecter les accords de Moscou. « A cette occasion je vous confirme que l'amitié et les bonnes intentions de la Turquie à l'égard de la Russie soviétique et des républiques sœurs sont profondes et inaltérables (188). »

Ces déclarations apaisantes, visant à dissiper des malentendus et à enlever tout fondement aux reproches, ne semblent pas de nature à convaincre les Soviétiques qui décident de recourir à des moyens plus énergiques.

Le 13 avril, Hekker met la 20^e division en état d'alerte et fixe le 22 avril à Kiazim Karabekir comme date limite pour l'évacuation des régions d'Erevan et d'Alexandropol. En même temps, les Russes ralentissent l'envoi de l'or et de l'armement. Les Turcs finissent par s'incliner. Le 23 avril 1921, la 60^e brigade du général Tikhonov entre à Alexandropol. Avant leur départ, les Turcs achèvent de dévaster la région et font sauter les dépôts de poudre de la ville, occasionnant de nombreux dégâts, ce qui fera l'objet d'une note de protestation en date du 13 mai, adressée par Tchitcherine à Ali Fuad (189).

(186) *Documents S.S.S.R.* (113), vol. IV, doc. 34, p. 49.

(187) *Ibid.*, doc. 35, p. 50.

(188) *Ibid.*, doc. 39, pp. 53-54.

(189) *Ibid.*, doc. 82, p. 123.

Cédant à la pression soviétique sur le terrain, les Turcs cherchent à gagner du temps, dans l'espoir de pouvoir sous des auspices plus favorables, soustraire de l'orbite russe les nouvelles républiques soviétiques nées à leurs frontières orientales. Au demeurant, le traité de Moscou ne mentionne-t-il pas le droit de chaque peuple d'Orient à disposer de lui-même et les bolcheviks n'en ont-ils pas pris à leur aise ? Ainsi, la conclusion d'accords séparés entre la Turquie et les trois républiques soviétiques transcaucasiennes prévus par l'accord de Moscou (art. XV) n'était pas exempte de manœuvres sournoises inspirées par le désir des Turcs. Ceux-ci voulaient traiter séparément avec ces républiques en tenant, dans la mesure du possible, la Russie à l'écart. Mais Moscou tenait à représenter ces mêmes républiques et à être le véritable interlocuteur des Turcs. Bref, chaque partie interprétait les accords à sa guise.

Le 1^{er} avril, dans une lettre adressée au Politburo, Tchitcherine souligne que la tactique des Turcs consistera lors des négociations séparées avec les républiques caucasiennes à extorquer des concessions qu'ils n'ont pu obtenir à Moscou. Pour contrecarrer ces manœuvres, « il faut que ces républiques agissent étroitement en commun et en plein accord avec nous (190) ». Sur le chemin du retour, la délégation turque s'arrête à Bakou pour négocier avec les dirigeants azéris, et leur propose que l'Azerbaïdjan, en tant que « pays musulman d'Orient », établisse avec la Turquie des relations particulières scellées par un traité. Le commissaire aux Affaires étrangères azéri, Khousséïnov, qui rapporte le 18 avril ces propos à Tchitcherine, déclare aux Turcs que la conclusion d'un traité privilégié séparé avec l'Azerbaïdjan ne peut être envisagée, étant donné les intérêts économiques et politiques communs des trois républiques transcaucasiennes, lesquelles d'ailleurs sont sur le point de créer une union économique, prélude à la constitution d'une république fédérée de Transcaucasie, et entendent de ce fait négocier ensemble avec la Turquie. N'ayant pas réussi à signer un premier traité séparé avec l'Azerbaïdjan, ne désirant pas signer un seul traité impliquant les trois républiques, ce qui équivaldrait à la reconnaissance

(190) Kharmandarian (129), p. 174.

d'une fédération transcaucasienne soumise à la Russie, prétextant qu'ils sont mandatés pour traiter avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan et non avec l'Arménie, avec laquelle ils se considèrent comme liés par le traité d'Alexandropol bien que ce traité ait été en fait abrogé à Moscou, les Turcs rentrent à Ankara « pour consulter leur gouvernement ». Persuadé que le sort du Caucase ne pourra définitivement être réglé que par toutes les Puissances qui ont déjà reconnu les républiques transcausiennes, Ankara « fait le mort » et pendant deux mois s'abstient de prendre position. Sa conviction est-elle partagée par l'Entente ?

A l'initiative et avec approbation de Briand après son entrevue avec les délégués turcs, les quatre représentants des anciennes républiques du Caucase à Paris, Aharonian, Toptchibachev, Tchkhenskeli et Tchermoev (Caucase du Nord), oubliant leurs querelles de jadis, proclament le 10 juin 1921, l'Union des Républiques du Caucase. Citons l'article III de cette déclaration, le plus significatif :

« Désirant écarter toutes les causes des conflits qui ont malheureusement surgi dans le passé entre les peuples caucasiens, et pour amener au plus tôt la solidarité et l'amitié entre ces peuples, unis par des liens séculaires de voisinage et par la communauté de leurs destinées historiques, les Républiques caucasiennes décident de résoudre désormais, par voie d'arbitrage obligatoire, toutes les contestations ou différends existant ou pouvant surgir entre elles, et en premier lieu, les litiges de frontières (191). »

On peut supposer que cette proclamation, qui ne changera en rien le cours de l'histoire, avait pour but de devancer le projet des Russes envisagé en mars 1921 de constituer une république fédérée de Transcaucasie pour pouvoir affermir leur contrôle sur cette région et éliminer toute tendance séparatiste. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la note d'Ali Fuad, en date du 9 juin, selon laquelle le refus de deux républiques transcausiennes de négocier séparément était motivé par la constitution d'une fédération contrairement à l'esprit des accords de Moscou, et la réponse en date du 13 juin, de Tchitcherine : « Je dois constater que suivant les

(191) A. M. A. E. F., Russie-Caucase, 633, f° 38.

nouvelles précises reçues par notre gouvernement, soit directement, soit par notre représentant auprès des républiques transcausiennes, Legran, non seulement aucune république n'avait déclaré que seule une fédération pourrait conclure un traité avec la Turquie mais encore qu'il a même été convenu que des traités séparés devraient être conclus entre la Turquie et les trois républiques dans une conférence commune. (...) La proposition de la délégation turque de conclure un traité devrait être en même temps signé avec l'Arménie, dans une conférence commune, tel que cela découle du traité de Moscou. Les deux républiques ci-dessus mentionnées ont exigé que le traité qu'elles allaient signer avec la Turquie, ainsi que le traité qui sera signé avec la Turquie et la République soviétique d'Arménie devraient être conclus par une conférence commune avec la participation de la Turquie et de ces trois républiques soviétiques. La délégation turque aurait donné son accord, mais elle a jugé nécessaire de consulter au préalable son gouvernement, d'où son départ pour la Turquie.

« D'après les nouvelles qui nous parviennent, rien n'indique qu'un quelconque obstacle ait surgi pour la convocation d'une telle conférence et pour la signature des trois traités mentionnés, entre la Turquie et les républiques soviétiques transcausiennes. Les gouvernements de ces dernières ont été entièrement d'accord avec les obligations découlant du traité de Moscou et ils n'attendent que l'arrivée de la délégation turque pour conclure ces traités. Rien dans leur politique à l'égard de la Turquie ne diffère de celle de la Russie. Tous les efforts des gouvernements soviétiques transcausiens sont dirigés contre les éléments contre-révolutionnaires déterminés, lesquels, comme par exemple au Zanguezour, ne sont pas encore définitivement réduits. Toute idée de tentative d'agression sortant du cadre du traité de Moscou est totalement étrangère à ces gouvernements (192). »

La manœuvre turque tendant à séparer les républiques transcausiennes de la Russie pour conclure avec elle des traités séparés échouera. Désigné pour représenter la R.S.F.S.R. à la conférence, Legran sera écarté par les Turcs et c'est sous l'égide du délégué russe, Yakov Ganetski (Fürs-

(192) *Documents S.S.S.R.* (113), vol. IV, doc. 119, pp. 176-177.

tenberg), représentant plénipotentiaire russe en Lettonie, que s'ouvrira à Kars la conférence.

Mais avant la réunion de la conférence de Kars, c'est au tour des Russes de manœuvrer. L'offensive grecque, déclenchée en août, est couronnée de succès ; elle conduit les Grecs au cœur de l'Anatolie. Le moment n'est-il pas favorable, en cas d'une éventuelle défaite turque, pour relancer la tentative de bolchevisation de la Turquie qui a échoué en 1919 ?

Enver pacha, à qui l'entrée en Turquie est interdite par Kemal et dont les liens avec Moscou datent de 1918, surgit à Batoum d'où il a l'intention, avec l'appui des Russes, d'intervenir avec ses partisans en Turquie pour s'emparer du pouvoir et supplanter Kemal.

Dès le 29 juin, le général Pellé, haut-commissaire de France à Constantinople, signale au ministre des Affaires étrangères une forte concentration de troupes russes en Géorgie et en Arménie dont la présence constitue pour les Soviétiques un sérieux moyen de pression : « Les bolcheviks sont en mesure de donner à Mustafa Kemal le choix entre deux solutions : accepter leur alliance ou combattre sur deux fronts (193). »

Le 4 août, Yusuf Kemal adresse à Tchitcherine un mémorandum dans lequel, tout en remerciant Moscou pour son soutien en armes et en or, il se plaint de « l'appui que Moscou accorde éventuellement à certains carriéristes écartés du pouvoir et qui, se cachant à l'étranger au moment le plus critique pour leur pays, intriguent contre ses gouvernants et veulent rentrer en Turquie en vainqueurs » [allusion à Enver]. Il se plaint aussi de l'inquiétude que causent à Ankara certains agents soviétiques au Caucase, et des préparatifs [concentration des troupes] qui ont lieu en Géorgie depuis l'offensive grecque. Il signale en outre le bruit qui court au sujet des prochaines négociations commerciales gréco-russes qui produiraient une fâcheuse impression sur l'opinion publique turque (194).

De fait, la crainte d'une intervention russe en Anatolie est telle que Lord Curzon envoie le 7 septembre aux Soviétiques un

(193) A.M.A.E.F., Turquie-Russie, 633, f° 44.

(194) *Documents S.S.S.R.* (113), vol. IV, doc. 255, annexe p. 406.

ultimatum leur demandant de rester neutres devant le conflit gréco-turc, ce qui permettra d'ailleurs aux Turcs d'en sortir victorieux.

Le 10 octobre seulement, après la défaite des Grecs, Tchitcherine répond à Ali Fuad qu'aucune assistance n'a été prêtée aux hommes politiques turcs dont les idées ne concordent pas avec celles des partis représentés à la Grande Assemblée Nationale turque. Les bruits concernant un mouvement de troupes au Caucase sont sans fondement. Les Grecs n'ont demandé qu'à mener des pourparlers avec les Soviétiques pour rétablir les relations entre les deux pays et traiter du rapatriement des Grecs de Russie. Par contre, fait remarquer Tchitcherine, « en quoi consiste l'accord qu'Ankara vient de conclure avec la France ? L'hostilité implacable du gouvernement français à l'égard des républiques soviétiques nous oblige à considérer avec méfiance les relations secrètes [pourparlers secrets] entre le gouvernement turc et la France, dans la mesure où le contenu de ces accords ne nous a pas été communiqué (195) ».

La victoire turque à la bataille de la Sakaria (23 août-13 septembre 1921) déjouera l'espoir des Russes d'attirer la Turquie dans leur orbite. Après la défaite grecque, l'Entente, à son tour, révisera sa position à l'égard des Turcs et fera des concessions qui leur permettront de se rendre maîtres de toute l'Anatolie. Forts de ces atouts, les Turcs jugent le moment propice pour affronter les Soviétiques à la Conférence de Kars, qui s'ouvre le 26 septembre.

La délégation turque, dirigée par Kiazim Karabekir, reçoit le chef de la délégation soviétique, Ganetski, accompagné des représentants des trois républiques soviétiques transcaucasiennes (196). La séance débute par les déclarations de Ganetski et de Mravian, ce dernier parlant au nom des Azéris et des Géorgiens « à leur demande ». Visiblement, Ganetski cherche à effacer dans l'esprit des Turcs l'antagonisme ar-

(195) *Documents S.S.S.R.* (113), vol. IV, doc. 255, pp. 400-404. L'accord franco-turc signé le 20 octobre 1921 par Franklin-Bouillon, comporterait selon les Soviétiques une clause secrète : occupation de la Transcaucasie par les Turcs en exécution du plan Briand.

(196) Arménie : Mravian et Makintjian ; Azerbaïdjan : Chakhrakhtinski ; Géorgie : Eliava et Svanidzé.

méno-turc : « Un grand événement, déclare-t-il, s'achève ici. C'est par des actes et non par des paroles que les deux glorieux peuples, turc et arménien, démontreront au monde entier que toute hostilité entre eux est rejetée une fois pour toutes. Ils ne s'approchent pas l'un de l'autre le couteau caché derrière le dos, mais avec un chaleureux sentiment fraternel. » Mravian surenchérit : « Nous ne sommes pas ici en vainqueurs ou vaincus. Nous venons chez les représentants d'un peuple qui combat et sommes heureux de déclarer qu'il en sortira vainqueur. Les peuples de la Transcaucasie sont convaincus que cette conférence établira des bases solides d'amitié et de fraternité avec le peuple turc et que tous les problèmes litigieux seront rapidement et facilement résolus comme cela se fait entre les républiques soviétiques (197). »

En réponse à ces deux préambules, Kiazim Karabekir s'attaque directement au traité de Sévres, imposé par la force, « ce qui a fait se lever le peuple turc contre l'agression tyrannique de l'Ouest et lui a fait tendre une main fraternelle (encore une !) à la Russie soviétique, réalisant ainsi l'union pour la libération et le bonheur de l'Orient et la fondation de l'amitié et de la fraternité entre ces deux peuples. En ce qui concerne les nobles peuples du Caucase, trait d'union entre la Russie et la Turquie, leur existence est rehaussée par le fait qu'ils font partie de la haute puissance soviétique (198) ».

Outre la reconduction de l'accord de Moscou, les Turcs veulent déclarer Batoum port franc, recevoir des livraisons supplémentaires de pétrole et faire indemniser les sujets turcs internés en Russie pendant la guerre, tout en refusant d'indemniser les victimes de leurs pillages en Arménie.

Les kémalistes, dans leur persistant désir de traiter directement avec les représentants transcauciens sans participation effective du représentant russe, proposent à nouveau de conclure des traités séparés avec chacune des républiques. Ganestski s'y oppose. Il veut négocier au nom des trois républiques et en présence de leurs représentants, pour aboutir à un seul traité. Les Turcs, après les marchandages qui occupent plusieurs séances, finissent par céder sur ce point.

(197) *Documents S.S.S.R.* (113), vol. IV, doc. 239, pp. 371-373.

(198) *Documents S.S.S.R.* (113), vol. IV, doc. 239, pp. 373-374.

Dans un mémorandum présenté à Karabekir, les trois délégations proposent, en ce qui concerne l'Arménie :

— l'inclusion de la cité historique d'Ani, patrimoine culturel des Arméniens, dans le territoire de la R.S.S. d'Arménie, ainsi que les mines de sel de Koulpi (Kokhp), « indispensables à l'économie de la Géorgie et de l'Arménie »,

— des rectifications de frontière à Charour, au nord de Nakhitchevan, au profit des Arméniens,

— le retour des réfugiés arméniens de Turquie dans les territoires qu'ils ont été obligés de quitter par suite de la guerre et qui feront partie de la Turquie.

Après avoir pris l'avis d'Ankara, Karabekir repousse ces demandes. Finalement, l'accord d'amitié [contrairement à l'accord de Moscou la fraternité ne sera pas mentionnée] entre les républiques transcauciennes d'une part et la Turquie d'autre part, avec la participation de la R.S.F.S.R., est conclu à Kars le 13 octobre 1921. Il ne sera ratifié par échange de lettres à Erevan que le 11 septembre 1922.

La veille de la signature, Ibrahim Abilov, représentant accrédité de l'Azerbaïdjan à Ankara, sera reçu avec tous les honneurs par Yusuf Kemal et Mustafa Kemal. Les services rendus par l'Azerbaïdjan à la Turquie, et réciproquement, justifieront ce chaleureux accueil.

Des télégrammes de félicitations parviendront à Ankara, émanant de Tchitcherine, Ordjonikidzé et Narimanov. Les Arméniens et les Géorgiens auront la pudeur de s'abstenir.

Par ce traité, l'Arménie perdra non seulement les provinces de Kars et d'Ardahan, mais aussi le district de Sourmalou, qui ne faisait pas partie du Sandjak turc de Kars cédé aux Russes par le traité de San Stefano en 1877. Ainsi, le légendaire mont Ararat, symbole de tout le pays arménien, restera aux mains des Turcs. Il figurera sur les armes de la R.S.S. d'Arménie malgré les protestations des Turcs, à qui Karakhan, faisant allusion au croissant musulman sur le drapeau turc, répliquera : « La lune vous appartient-elle ? »

Russes et Turcs ne montreront guère de confiance réciproque, et les uns et les autres maintiendront des forces importantes sur leur frontière commune. Cependant, sans l'aide soviétique, la résistance de Kemal aux Grecs était impossible, aussi emprunterons-nous à Borian son jugement sur le traité de Kars : « Il fallait choisir entre les intérêts

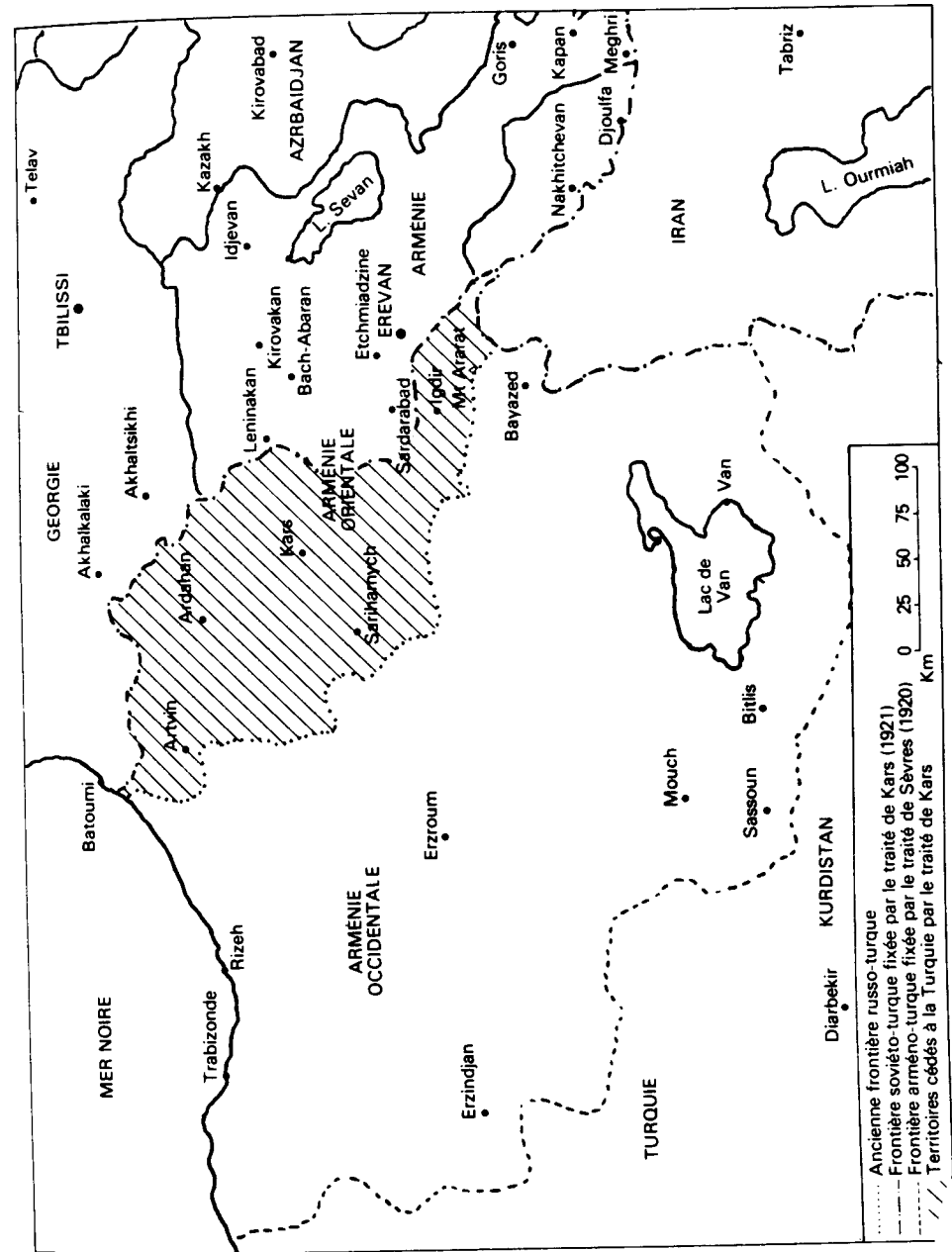
arméniens et ceux du pouvoir soviétique. Il est évident que la diplomatie soviétique tenait compte de l'importance du rôle politique de la Turquie en Orient contre l'impérialisme occidental et non de la puissance réelle de la Turquie par rapport à celle de l'Union Soviétique (199). »

Ainsi, la confiance mise par les bolcheviks arméniens dans la Russie soviétique pour obtenir une « paix honorable » fut aussi déçue que celle que les dachnaks avaient mise dans l'Entente.

A la conférence de Lausanne, qui se termina par un traité de paix signé le 24 juillet 1923, les Turcs arrachèrent aux Alliés des concessions importantes. La dernière espérance des Arméniens, la création d'un foyer national, ne reçut aucun appui effectif et ce projet fut abandonné comme celui de la création d'un Kurdistan indépendant. La Turquie conserva la maîtrise des Détroits malgré tout le sang versé par les Alliés pour leur possession. L'article paru le 24 septembre 1922 dans le *New York Times* résumait bien la situation créée après l'intervention des Alliés en Turquie : « Ce sont les Grecs qui se sont emparés d'une grosse tranche d'Anatolie. Une grande partie de celle-ci avec Smyrne a été promise aux Italiens en 1917, et bien que les Italiens n'eussent pas de droits ethniques et historiques comme les Grecs, ils ont été naturellement irrités par la perte de ce riche territoire, craignant que la victoire grecque, sous l'égide de l'Angleterre, leur fasse perdre tout avantage économique. Les Français, ayant de leur côté à faire face aux troubles de Syrie, ont préféré "acheter" les Turcs par un accord. Ils en ont obtenu des concessions économiques importantes et leur ont fourni du matériel de guerre. (...) Les Russes ont préféré que la Turquie, État faible, soit gardienne des Détroits, au lieu que ce soit l'Entente, puissance forte. Bref, chacun n'y voyait que ses intérêts, et la population chrétienne a été abandonnée à son sort. »

La réunion de la Transcaucasie à la Russie soviétisée après l'indépendance des républiques transcaucasiennes, traversée par de multiples crises politiques et économiques, revirements militaires et conflits territoriaux, révéla aux dirigeants bolcheviks la multiplicité des obstacles qu'ils auraient à surmonter avant d'instaurer un ordre nouveau dans cette région.

(199) Borian (106), vol. II, pp. 263 et 285.



En mars 1921, au X^e Congrès du P.C.R. (b), la résolution sur le problème national déclarait que l'existence séparée des républiques soviétiques, ruinées par des années de guerre, coupées de leurs sources d'approvisionnement, ne pourrait être assurée sans une union étroite et volontaire entre elles, ce qui constituait la seule voie de salut contre « la cabale impérialiste et l'oppression des nationalités. La fédération des républiques soviétiques, fondée sur la communauté des intérêts économique et militaire, représente une forme d'union étatique qui permet le développement économique harmonieux et la coexistence pacifique de toutes les nationalités dans toutes les républiques au sein d'une fédération (200) ».

Cette forme d'union économique et militaire existait déjà dès juin 1919 entre la R.S.F.S.R. et les républiques d'Ukraine et de Biélorussie. Il a été décidé de l'étendre à la Transcaucasie, laquelle constituerait, par elle-même, une fédération englobant les trois républiques soviétiques d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie.

L'idée de cette union sur les bases citées ci-dessus ne souleva aucun enthousiasme parmi les bolcheviks caucasiens. Les Géorgiens notamment étaient réticents, car ils entendaient conserver une relative indépendance, ce qui était loin de correspondre aux critères bolcheviks, bien que certaines mesures économiques envisagées fussent en accord avec leur intérêt.

La résolution sur l'union économique, prélude à une fédération, reprise par Kirov et Ordjonikidzé à la conférence des Soviets à Bakou, rencontra l'opposition des dirigeants azéris, en particulier Narimanov, Khousseïnov et Karaev, qui voulaient « conserver la direction politique de leurs affaires » et craignaient que le partage de leur principale ressource, le pétrole, ne soit fait dans des conditions pouvant frustrer leurs intérêts. La méfiance azérie fut exprimée par Hamid Soltanov : « Quel serait le résultat de l'Union ? Ne serait-elle pas faite au détriment d'une république ou à l'avantage de l'autre ? » A quoi Ordjonikidzé répliqua : « Si la question est posée dans un esprit égoïste, c'est l'Azerbaïdjan qui sera le plus frustré, la Géorgie, qui est plus pauvre, moins, et l'Arménie pas du tout (201). »

(200) C.R. sténographique du XI^e Congrès, pp. 558-603.

(201) A.C.P., I.M.L., fond. 64, op. 2/147, f^{os} 12-13.

Malgré des interventions aussi contradictoires, c'est la résolution prônée par Moscou, dont Kirov et Ordjonikidzé furent les exécutants, qui l'emporta : « Trois années d'existence séparée des républiques transcaucasiennes sous la domination des partis nationalistes ont ruiné l'économie. (...) L'intérêt du pouvoir soviétique en Transcaucasie rend indispensable l'union économique des républiques, tout en sauvegardant pour chacune son indépendance nationale, sa langue et sa culture (202). »

Ayant obtenu auparavant le consentement de principe des Revkoms arménien et géorgien sur l'union économique des républiques transcaucasiennes, Ordjonikidzé télégraphia le 14 avril à Lénine et à Staline : « Comme premier pas vers l'union économique de la Transcaucasie, il a été décidé de procéder à l'unification des chemins de fer et du commerce extérieur. » Cela n'était en réalité qu'un premier pas vers la création de la fédération. Deux jours plus tard, Staline lui répondit : « Nous saluons ces mesures. Il serait peut-être nécessaire de créer un organisme central économique pour ces républiques. Informez-moi de ce qu'en pensent les camarades. (...) On dit qu'à Bakou le nationalisme se développe, soyez vigilants (203). »

Les mesures envisagées pour aboutir à l'union économique se traduisirent par les accords préalables conclus entre les trois républiques sur l'unification des chemins de fer (20 avril), du commerce extérieur (2 juin) et sur la suppression des barrières douanières et l'introduction d'un système monétaire unique. Imposés hâtivement au sommet par les comités révolutionnaires, ces projets furent accueillis avec réserve dans les masses qui y voyaient l'ingérence de la Russie et l'abandon des aspects essentiels de l'indépendance, interprétation partagée par certains bolcheviks influencés par l'aile droite du parti. Ainsi, le groupe Mdivani affirmait : « L'indépendance nationale est indispensable pour conquérir les masses. (...) Nul ne peut nous soupçonner de nationalisme lorsqu'il s'agit d'aller vers les masses (204). »

(202) *La form. de l'U. Sov.* (153), p. 270.

(203) A.C.P., I.M.L., fond. 64, op. 2/147, f^o 4.

(204) *Ibid.*, dos. 58, f^o 12.

L'impact produit par les réformes envisagées n'échappe pas à Moscou. Dépêché par le Politburo pour réduire l'opposition, Staline arrive début avril à Tiflis. Ses thèses sur l'utilité de l'union économique, exposées dans une réunion de cheminots, sont accueillies par des huées, si bien qu'il est contraint de quitter la tribune et de céder la place au menchevik Romachvili, porté en triomphe. Cet incident sans précédent l'irrite et le 6 avril, à la conférence du P.C. géorgien, il dénonce dans un long rapport le chauvinisme des Caucasiens : « Je me souviens de la fraternité qui régnait parmi les travailleurs arméniens, azéris et géorgiens pendant les années 1905-1907. Je suis frappé aujourd'hui par l'absence de cette camaraderie. Le poison du nationalisme sécrété par les gouvernements chauvins a produit ses effets (205). » Ignorait-il que, pendant les trois années de lutte pour l'indépendance, le sentiment national dans les trois républiques s'était singulièrement ravivé ?

En conclusion, il préconise de développer au maximum l'économie du pays en utilisant les ressources des pays capitalistes [accord de concessions] et des groupements de petits-bourgeois [N.E.P.], d'écraser l'hydre nationaliste afin de faciliter l'union économique des républiques tout en conservant leur « indépendance », et enfin d'éliminer du parti les éléments hostiles bourgeois pour préserver sa solidité, sa souplesse, et d'élever systématiquement le niveau de formation marxiste des militants du parti.

Comme premier effet de cette dernière recommandation, Makharadzé, sous la pression de Staline, fut déchu de son poste de président du Revkom et remplacé par Boudou Mdivani, lequel sera, à son tour, accusé plus tard de « déviationnisme de droite ». Makharadzé, lui, envoyé en novembre à Moscou, reviendra un an plus tard à Tiflis et sera nommé président du Comité exécutif central de Géorgie. Le 15 juillet, à la conférence des Jeunesses communistes du Caucase, Ordjonikidzé reprend les thèses de Staline et clôturé la séance en appelant la jeunesse « à donner la première le signal d'une union étroite et d'une solidarité fraternelle des républiques caucasiennes entre elles et avec la Russie soviétique (206) ». Il

(205) Staline (148), vol. V, pp. 88-100.

(206) Ordjonikidzé (142), vol. 1, pp. 187-191.

recevra quelques jours plus tard une note écrite de Lénine le mettant en garde « contre la campagne enragée menée par Tseretelli et ses acolytes [en Europe] contre la Russie après l'instauration du pouvoir soviétique en Géorgie » et prescrivant au Revkom géorgien de mener une contre-propagande mettant en évidence l'action pacificatrice de la Russie, le rôle actif et initiateur des masses paysannes, ouvrières et militaires de Géorgie dans le renversement du gouvernement bourgeois menchevik. « Rassemblez les documents révélant l'activité néfaste du gouvernement menchevik géorgien et rapportez-les à Moscou (207). »

Poursuivant leur action antisoviétique à Paris, les quatre délégations caucasiennes recourent au Conseil suprême allié pour obtenir son soutien. Akaki Tchkhenskeli, dans une déclaration faite le 12 août 1921, insiste pour qu'une pression soit exercée sur les Soviets, afin que leurs troupes évacuent le Caucase. A l'audience accordée le 23 août aux représentants de ces délégations par Aristide Briand, président du Conseil suprême, Aharonian et Tchkhenskeli assurent ce dernier de l'harmonie qui règne dans les relations entre les Caucasiens et demandent l'aide des Alliés pour la lutte contre les bolcheviks. Briand, conscient des dissensions qui ont jadis divisé les dirigeants caucasiens, répond qu'il comprend bien leur situation, mais, ajoute-t-il, « il faut absolument que vous évitiez les querelles du passé et que vous ne donniez pas ainsi le spectacle de votre incapacité à vous administrer. » Aharonian évoque la situation créée pour l'Arménie par l'accord de Moscou par lequel les Turcs ont annexé Kars et Ardahan, à quoi Briand réplique : « On vous aidera, mais je vous dis franchement que je suis partisan d'une politique qui chercherait à assurer à la Turquie une existence en tant qu'État indépendant et viable. Je me suis déjà engagé dans cette voie à la Conférence de Londres, au risque de me brouiller avec nos amis anglais (208). »

En réponse au mémorandum sur la constitution d'une Union des républiques du Caucase présenté à la S.D.N., celle-ci répond le 1^{er} septembre que « la mise en œuvre de ce

(207) Lénine (135), vol. 52, p. 153.

(208) A. M. A. E. F., Russie-Caucase, 633, f^{os} 96, 116, 118, 121.

programme se trouve malheureusement entravée du fait de l'occupation de presque de tous les territoires des républiques caucasiennes par les troupes communistes des Soviets et les troupes turques (209) ».

A la deuxième Assemblée de la S.D.N., la question arménienne est à nouveau à l'ordre du jour. La résolution adoptée le 21 septembre n'est pas plus prometteuse que la précédente : « Considérant l'imminence d'un traité de paix entre les Puissances alliées et la Turquie, l'Assemblée invite instamment le Conseil à insister auprès du Conseil suprême sur la nécessité de prendre des mesures dans le traité pour sauvegarder l'avenir de l'Arménie et en particulier de donner aux Arméniens un Foyer national entièrement indépendant de la domination ottomane (210). »

Si l'indépendance du « Foyer arménien » était plus clairement mentionnée, il restait à savoir comment cette indépendance serait assurée par les Alliés qui se rapprochaient de plus en plus des kémalistes et qui étaient prêts, comme la France, à signer avec eux un traité séparé à coup de concessions, afin de sauvegarder, en premier lieu, leurs propres intérêts.

Partisan d'une entente franco-turque, Henry Franklin-Bouillon, ancien ministre, s'est rendu deux fois à Angora, en juin et en septembre 1921, après la conclusion en mars de l'accord Briand-Bekir Sami à Londres, en vue de renégocier, à la demande des Turcs, un nouvel accord. Le général Gouraud, haut-commissaire en Syrie, rapporte le 30 juin à Briand : « Franklin-Bouillon considère le mouvement kémaliste comme une force redoutable que nous pourrions peut-être encore avoir pour nous sans qu'il puisse garantir que l'avenir nous donnera raison d'avoir joué cette carte (211). » Puis dans sa note du 17 juillet il poursuit : « Si la France, sans oublier en rien ses amitiés et ses ententes, apparaît en Orient comme prenant l'initiative d'une politique nouvelle (sa traditionnelle politique en réalité), elle sera certainement écoutée ; elle peut éteindre les rancunes, désarmer les hostilités et ramener le monde musulman à la sienne s'il en est temps encore. (...) Les

(209) *Ibid.*, f° 158.

(210) *Ibid.*, f° 131.

(211) A.M.A.E.F., Levant, Turquie-France, 172, f° 197.

initiatives de l'Angleterre que la France a toujours suivie avant vous [Briand] ont mis le feu à l'Orient (212). » C'est dans ce contexte que fut signé le 22 octobre à Angora un accord entre Franklin-Bouillon et Yusuf Kemal — qualifié de paix séparée par les Anglais — sur la cessation des hostilités, l'évacuation des troupes françaises de Cilicie, et l'obtention en contrepartie des concessions sur les mines de fer, de chrome et d'argent, pour une durée de 99 ans (213).

Aussi, ce n'est pas à Paris mais à Moscou que sera réglé le sort de la Transcaucasie et en particulier celui de l'Arménie, laquelle se trouvera complètement abandonnée aux Turcs dans sa partie occidentale et réduite de moitié dans sa partie orientale.

Si le tracé des frontières entre la Transcaucasie et la Turquie prévu par l'accord de Moscou et entériné à Kars, était défini, il restait à fixer celui qui avait fait l'objet de litiges permanents entre les républiques transcaucasiennes, devenues soviétiques. Créée le 2 mai 1921 par décision du Kavburo pour résoudre ce problème, une commission présidée par Kirov, réunissant Svanidzé et Todria pour la Géorgie, Khousséïnov, Khadjinski et M.D. Rassoulzadeh pour l'Azerbaïdjan, Bekzadian pour l'Arménie, siégea à Tiflis du 25 au 27 juin. Dès la première séance, Bekzadian demande aux membres de la Commission de tenir compte de la situation particulièrement défavorable de l'Arménie, amputée des trois-quarts de son territoire et en conséquence de lui faire des concessions en lui attribuant des régions à majorité arménienne comme Akhalkalak (72 %) et le Haut-Karabagh (94 %) ; il ajoute que lors de l'entretien que lui et Miasnikian ont eu en mai à Moscou avec Staline, celui-ci s'est montré entièrement d'accord sur ce point. Les représentants azéris et géorgiens, soutenus par Kirov, à l'époque secrétaire du P.C. azéri, repoussent cette requête sous le prétexte que cela se traduirait par un regain de nationalisme dans leurs pays, comme si les mêmes effets ne pouvaient pas se produire en Arménie. Les débats, qui portent aussi sur la dispute entre Géorgiens et Azéris pour la possession de la plaine de Karayaz, sont nourris d'altercations et ils atteignent

(212) *Ibid.*, 173, f° 71.

(213) A.M.A.E.F., Turquie, Pol. ext., 146, f°s 92, 102, 108.

une telle violence que la séance est suspendue. Le lendemain, Ordjonikidzé intervient en personne pour calmer les esprits et propose de soumettre la question des frontières à l'arbitrage du Kavburo. Entre-temps, se référant aux déclarations antérieures d'Ordjonikidzé et de Narimanov sur l'attribution du Karabagh à l'Arménie, Mravian s'est rendu dans cette région pour y exercer son autorité. Consterné par une telle initiative, Narimanov l'appelle à Bakou pour le convaincre d'y renoncer. Mravian refuse de s'incliner et fait parvenir à Ordjonikidzé la note suivante : « Une solution rapide et sans équivoque du problème du Karabagh présente une importance capitale. (...) Tout délai joue en faveur de nos ennemis (214). » La témérité de Mravian ne sera pas récompensée. Appelé à statuer sur le sort du Karabagh, le Kavburo, composé de 8 membres et réuni le 4 juillet en présence de Staline, décide de mettre aux voix, entre autres, la motion suivante : attribuer le Haut-Karabagh à l'Arménie : 5 voix pour (Ordjonikidzé, Miasnikian, Figatner, secrétaire du Kavburo, Kirov, Nazaretian) et 3 contre (Narimanov, Orakhelachvili, Makharadzé). Devant un résultat auquel ne s'attendaient pas Azéris et Géorgiens, tacitement d'accord surtout pour rejeter d'autres propositions touchant les territoires de leurs deux pays, Narimanov demande que la décision soit soumise à la plus haute instance, en l'occurrence le C.C. du P.C.R. Le lendemain, Ordjonikidzé et Nazaretian, par une volte-face inattendue, déclarent « qu'en raison de la nécessité de maintenir une paix nationale entre Musulmans et Arméniens, en raison aussi des liens économiques du Haut et du Bas-Karabagh, du fait des attaches permanentes de ces régions avec l'Azerbaïdjan, le Haut-Karabagh sera doté d'une large autonomie, mais fera partie de l'Azerbaïdjan (215) ». Curieuse décision à laquelle une intervention occulte de Staline ne serait pas étrangère. Solution étrange, en effet, si on lui compare le cas de l'Abkhazie, déclarée le 2 mai république indépendante, et qui trois mois plus tard sera incorporée à la Géorgie, laquelle conservera en outre Akhalkalak. Seule une partie de la zone neutre de Lori restera à l'Arménie.

(214) A.C.P., I.M.L., fond. 85, op. 14, dos. 141, f° 4. Allusion sans doute aux dachnaks qui occupent à cette époque Zanguezour ; l'attribution du Karabagh à l'Azerbaïdjan ne fera que renforcer leur résistance.

(215) A.C.P., I.M.L., fond. 64, op. 2, dos. 1, f°s 117-118.

Autre pomme de discorde : le problème des réfugiés ayant fui leur pays à la suite d'innombrables affrontements armés, problème qui ne sera pas résolu d'une manière plus équitable.

Le 30 mars 1922, Achot Hovhanissian, secrétaire du P.C.A., demande au Comité régional de Transcaucasie (Zakraïkom) d'établir en Arménie les réfugiés arméniens qui ont fui l'Azerbaïdjan, et inversement d'installer en Azerbaïdjan les musulmans réfugiés ailleurs. Le 24 mai, Kadimov, président du Sovnarkom du Nakhitchevan, informe le Soviet unifié (*Soyouzni Soviet*) (216) que les réfugiés arméniens d'Akoulis et de Djoulfa demandent à regagner leurs foyers ; mais ces foyers sont occupés par les réfugiés azéris du Zanguezour, et le retour des Arméniens est donc impossible. Le 12 juin, la commission chargée du problème des réfugiés décide : tous les réfugiés azéris ayant quitté l'Arménie et se trouvant en Azerbaïdjan et au Nakhitchevan et répartis dans les villages abandonnés par les Arméniens doivent y rester. Cela exclut 28 000 Arméniens de régions où ils étaient pourtant enracinés de longue date. La Géorgie, n'ayant pas de problème de cette nature, décide, afin d'éviter l'afflux des réfugiés d'autres régions, la fermeture de ses frontières « aux éléments excédentaires » (217).

Aussi, au lieu de rapatrier les réfugiés dans leurs foyers d'origine, ce qui eut été une solution humanitaire, on eut recours à des mesures qui étaient loin de correspondre à la « solidarité prolétarienne » si souvent évoquée par les dirigeants bolcheviques. Ces dispositions allaient s'assouplir avec le temps, mais l'amertume des réfugiés persista pendant des années.

Il faut toutefois porter au crédit des bolcheviques leur souci de développer la culture et la langue des différents groupes ethniques au sein des républiques. C'est ainsi qu'en Arménie, où la minorité kurde était la plus nombreuse, une écriture kurde fut créée en octobre 1921 sur la base de l'alphabet arménien, remplacée en 1929 par l'alphabet latin, puis en 1944 par l'alphabet cyrillique. On encouragea l'enseignement de l'idiome local dans toutes les régions autonomes et la publication de la presse régionale dans la même langue.

(216) Organisme gouvernemental créé en mars 1922 pour la Transcaucasie.

(217) Il s'agit surtout des Arméniens occidentaux réfugiés au Caucase du N. lors de l'invasion turque. C'est le fameux « cordon » dont il sera question plus loin.

Cependant, des relents de « particularisme » à peine déguisé, exprimé lors du règlement des problèmes de caractère national (frontières, réfugiés, etc.) continuaient à se manifester sur la voie conduisant à l'intégration des économies régionales. Il devint clair que, pour sortir de cette situation inconfortable, un remaniement au sommet s'imposait pour aboutir enfin au but fixé par Moscou : l'Union fédérative des Républiques socialistes soviétiques de Transcaucasie.

4

La fédération des R.S.S. de Transcaucasie et son entrée dans l'U.R.S.S.

Au début du mois d'août 1921, le Kavburo décide de convoquer à Tiflis les représentants des organisations économiques des républiques transcaucasiennes, du Daghestan et de la République autonome de la Montagne du Caucase du Nord en vue d'examiner les mesures propres à contribuer à la reconstruction et au développement de l'économie, selon le souhait exprimé par Lénine dans son appel aux peuples de la région. La coordination de ces mesures devait être confiée à un Conseil d'Union économique du Caucase (*Kavkazkii Ekonomitcheskii Soyouz*). On peut supposer que cette décision, approuvée au cours de la conférence des partis bolcheviks tenue du 12 au 14 août à Tiflis, a été motivée par le désir des représentants du Caucase du Nord et du Daghestan de s'intégrer sous la forme d'une union économique à la Transcaucasie et non à la Russie. Cette manœuvre n'échappa pas aux dirigeants de Moscou. Le 2 septembre, Molotov, secrétaire du C.C., notifia au Kavburo que le Daghestan et la République autonome de la Montagne du Caucase, créée par décret du 20 janvier 1921 et englobant l'Ingouchie, l'Ossétie, la Kabardie, la Balkarie et le Karatchaï, devraient être intégrés à la R.S.F.S.R. Contraint de se soumettre, le Kavburo finit par créer un Bureau économique des républiques transcaucasiennes, ayant son siège à Bakou. C'est dans cette ville que le 3 novembre, le Politburo, représenté par Molotov, confirma sa résolution de voir se former une fédération : « L'isolement politique des républiques transcaucasiennes les place sous la

menace d'une agression de la part des États capitalistes. Une union politique présenterait une garantie contre toute tentative contre-révolutionnaire et assurerait le pouvoir des Soviets dans les régions voisines du Proche-Orient. L'union politique des républiques transcaucasiennes favoriserait la réalisation d'une étroite union économique. (...) L'absence de l'union aggrave la crise économique, augmente la misère du peuple et provoque des malentendus entre les républiques. En considération de ces faits, le Kavburo trouve nécessaire la constitution imminente d'une Union fédérative militaire, politique et économique entre les républiques (1). »

L'élaboration des clauses du futur statut de la fédération est confiée à une commission dont font partie Eliava, Efendiev, Miasnikian et Legran, préalablement nommé plénipotentiaire russe en Transcaucasie. La commission termina ses travaux le 25 novembre et communiqua son projet au Kavburo qui le transmet à Lénine.

Après l'examen du projet de constitution de la fédération, Lénine demanda que soit précisée la nature du lien prévu entre la Fédération transcaucasienne et la R.S.F.S.R. Ordjonikidzé répondit que ce lien serait le même que celui existant entre l'Ukraine et la R.S.F.S.R. Cette forme d'union est vivement contestée par « l'aile droite » des bolcheviks géorgiens. Mdivani télégraphie à Staline que tout le C.C. du P.C. géorgien, sauf trois membres, considère Ordjonikidzé comme « le mauvais génie » du Caucase et demande son rappel. Il accuse Eliava d'avoir agi à Bakou sans consulter le P.C. géorgien. En écho à ces contestations, Makharadzé, dans une note adressée le 3 décembre à Lénine, confirme que la résolution sur la fédération transcaucasienne a été prise trop précipitamment : imposée au sommet, elle est impopulaire dans les masses et ne peut qu'accentuer les sentiments nationalistes (2).

Quelques jours plus tard, Mdivani, Kavtaradzé, Svanidzé et Tsintsadzé se plaindront dans une lettre adressée à Staline du comportement brutal d'Ordjonikidzé à leur égard, et ils demanderont l'intervention du premier pour mettre fin aux agressions du second.

(1) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 633, f° 188.

(2) A.C.P., I.M.L., fond. 461, op. 1, f° 1.

En Azerbaïdjan, Akhoundov et Khousséinov, opposés aux décisions du Kavburo, sont rappelés à Moscou et admonestés. Narimanov demande que le siège du Soviet de l'Union destiné à coiffer la fédération soit transféré à Bakou, et il s'indigne que les marchandises destinées à l'Azerbaïdjan soient retenues par les Géorgiens (3).

En Arménie même, une certaine opposition se manifeste dans les milieux des dissidents dachnaks et S.R. dont les interprètes sont Sahakian et Makarian.

Deux témoignages émanant de bolcheviks caractérisent la situation du pays à cette époque. Se rendant en Turquie où il doit conduire une mission chargée de conclure un traité séparé entre l'Ukraine et la Turquie, Frounzé, commandant des armées de l'Ukraine, télégraphie le 23 novembre de Batoum à Lénine : « En Géorgie, on constate des élans de nationalisme, même parmi les communistes. J'ai assisté à des séances du P.C. ; des passions déchaînées se sont déclenchées à l'occasion du débat sur la fédération, les communistes géorgiens reprochent au Kavburo sa résolution hâtive sans consultation à la base, et sa publication dans la presse sans propagande préalable dans les masses (4). »

Dans un rapport du 22 février 1922 sur la situation au Caucase, destiné au P.C. russe, après sa visite à la fin du mois de janvier à Tiflis, Zinoviev, président du Comité exécutif de la III^e Internationale, communiquait que l'enquête faite par le service d'inspection du P.C. panrusse aboutissait à des résultats tout à fait surprenants : « Inaptitude stupéfiante de toute une série de chefs envoyés du centre ou recrutés dans les sections locales du P.C. De nombreux communistes géorgiens n'ont pas réussi à se détacher de leur nationalisme provincial ; le nationalisme, voire un chauvinisme du plus mauvais aloi, caractérisent l'activité de toutes les sections du P.C. En même temps, des sections communistes refusent catégoriquement toute assistance à des camarades arméniens, juifs ou russes, en prétextant qu'ils ne sont pas géorgiens, bien que ces gens occupent une place d'honneur parmi les lutteurs révolutionnaires. Ces tendances se retrouvent en Arménie et en

(3) *Ibid.*, f° 2.

(4) *Ibid.*, doc. 22/137.

Azerbaïdjan, dans une moindre mesure peut-être. (...) Les dirigeants communistes tiennent compte non pas des intérêts communs du prolétariat mondial, mais d'intérêts insignifiants de tribu, de ville et de village. Il n'y a pas d'unité parmi les communistes transcaucasiens, les tentatives du pouvoir central pour cimenter les trois républiques transcaucasiennes en un seul ensemble administratif ont échoué, elles demeurent tout aussi hostiles les unes aux autres qu'auparavant. » Zinoviev attribue la responsabilité de cette situation au gouvernement central, trop indulgent selon lui envers les éléments non bolcheviks. « Le nouveau Soviet des Commissaires du peuple de la Fédération transcaucasienne permet d'espérer que les remèdes sont encore possibles. De mon entrevue avec Mamia Orakhelachvili, Pankratov, Eliava et Miasnikian, il ressort qu'ils prennent des mesures dans ce sens (5). »

Or, c'est surtout le rapport de Frounzé, reçu auparavant, qui inspira les directives de Lénine au Kavburo au sujet des nouvelles institutions. Après avoir examiné les statuts prévus, il informa Staline le 28 novembre que tout en étant en principe d'accord avec leur contenu, il jugeait prématurée la formation de la fédération sans consentement préalable de la base, et suggérait une action vigoureuse de propagande en faveur de la fédération parmi les masses. Seul un congrès des soviets dans chaque république, appelé à débattre de ce projet, pourrait, estimait-il, prendre une décision définitive. En cas de forte opposition, il y aurait lieu d'informer immédiatement le Politburo (6).

Le 8 décembre, après la conférence des P.C. nationaux tenue la veille de la réunion plénière du Kavburo, celui-ci désigna les sous-commissions des finances, de l'économie, et des communications chargées d'étudier les conditions de centralisation de chacun de ces domaines dans le cadre d'une fédération. A la séance de nuit, Eliava critiqua ceux « qui craignent que la fédération transforme les républiques caucasiennes en une province russe ».

La campagne pour les élections aux soviets en Arménie et en Géorgie fut lancée dès la fin de 1921. En Azerbaïdjan, on se

(5) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 634, f° 120.

(6) Lénine (135), vol. 44, p. 255.

contenta du soviets de Bakou élu en mai et réélu en décembre 1921, et du maintien des revkoms régionaux « en raison de l'impréparation des masses ». Le premier Congrès des soviets des ouvriers, paysans et militaires dans les deux républiques fut précédé par celui de leurs organisations communistes. En Arménie, le I^{er} Congrès du P.C. (26-29 janvier 1922) après avoir entendu le rapport de Miasnikian, approuva dans sa majorité la décision du Kavburo de former une fédération transcaucasienne. Seuls quelques membres, parmi lesquels Sahakian et Markarian, signalèrent que la fédération telle qu'elle était conçue, ne pouvait être bénéfique, que la centralisation des commissariats du peuple (*Narkomati*) produirait un effet d'ordre plutôt technique qu'organique et ne donnerait pas les résultats escomptés. Le Congrès élut un C.C. de 17 membres parmi lesquels Miasnikian, Loukachine, Mravian, Avice et Hovhanessian. A la fin du congrès, Miasnikian envoya un télégramme à Ordjonikidzé : « Congrès du parti terminé. Résultats bons. Regrette que deux ou trois ne soient pas réélus [s'agit-il de Kassian et de Bekzadian ?]. Considère ta présence indispensable (7). » Le lendemain, ce fut l'ouverture du Congrès des Soviets. Celui-ci réunit 252 députés dont 212 Arméniens, 21 Russes, 14 Azéris, 2 Kurdes, 1 Polonais et 1 Grec ; 218 étaient communistes, 17 étaient des femmes. C'est à Mravian qu'était confiée la tâche d'exposer les problèmes relatifs à la fédération. Après avoir fait l'historique des récents événements, il ironisa sur « la soi-disant indépendance de l'Arménie » sous les dachnaks qui continuent leur campagne antisoviétique et rapportent à qui veut les entendre que le pouvoir est étranger au pays. Ainsi, les journaux dachnaks *Haig* de Tabriz et *Tchakatamart* (La Bataille) de Constantinople écrivent que la fédération signifie la perte de l'indépendance de l'Arménie et sa transformation en une province russe, dirigée par un Russe. Le fils génial de la classe ouvrière allemande, August Bebel, disait que lorsqu'il donnait à un ouvrier allemand un conseil que la presse bourgeoise approuvait, c'est que le conseil était mauvais, mais lorsque une situation analogue rendait la même presse furieuse, il en était rasséréiné. Il en va de même aujourd'hui avec la presse

(7) A.C.P., I.M.L., fil. arm., fond. 1, op. 1/233, f° 25.

dachnak. Et de conclure : « La fédération est devenue nécessaire pour les trois républiques afin d'anéantir la contre-révolution intérieure et extérieure, et de reconstruire leur économie. Il faut que le présent soviétique, maître de l'Arménie, s'exprime avec autorité à ce sujet (8). »

Tous n'étaient pas d'accord avec Mravian. Le S.R. Eghia Tchoubar déclara que « l'indépendance dans le cadre d'une fédération ne serait qu'une fiction. (...) Seul Robinson Crusoe jouissait d'une indépendance absolue dans son île, mais ce n'est pas le cas des petits peuples. (...) L'attaque contre les dachnaks n'était pas justifiée, c'est le cours objectif des événements qui a créé une telle situation (9). »

Les débats terminés, le Soviet élu son Comité exécutif central (*Tsik*) la plus haute instance de la République, où entrèrent Hambartsoumian, Hovhanissian, Loukachine, Erznkian et Miasnikian, nommé président du Sovnarkom. A la clôture, le Congrès fut salué par Ordjonikidzé, Makharadzé, Nazaretian et Legran, arrivés de Tiflis à cette occasion. Il élaborait la Constitution de la République en s'inspirant largement de celle de la R.S.F.S.R., désigna son drapeau et ses armes. En préambule de la constitution figurait la mention : « Par la volonté des ouvriers et paysans insurgés le 29 novembre 1920, l'Arménie est déclarée République Socialiste Soviétique. Tout le pouvoir appartient aux soviets des paysans, ouvriers et soldats rouges (10). »

Le 1^{er} Congrès du P.C. géorgien dura dix jours (23 janvier-1^{er} février 1922). Dans son discours inaugural, Ordjonikidzé déclara que Tiflis devait « reprendre sa position ancienne et honorable au Caucase sous le drapeau international ». A la désignation du présidium, Mdivani et Tsintsadzé furent éliminés. Le secrétaire du P.C., Orakhelachvili, déclara que seule l'unité du P.C. assurerait la conduite normale des affaires ; il ajouta que le sentiment nationaliste persistait chez certains membres du C.C., entravant tout travail constructif sur la voie de la fédération. Se sentant visé par cette insinuation, Mdivani répliqua qu'il n'était pas hostile à la

fédération, mais à la manière dont elle était imposée d'en haut. « Si nous sommes accusés de nationalisme, ironisa-t-il, il en sera de même pour Lénine et pour le C.C. du P.C.R. (11). »

Makharadzé se montra plus nuancé : « On ne peut accuser Mdivani de chauvinisme, mais en marchant sur une voie glissante, il peut tomber dans le nationalisme. » Orakhelachvili mit fin aux débats sur un ton pessimiste : « Il serait erroné d'ignorer au sein du C.C. les dissensions sur des sujets comportant un caractère de principe et de considérer que tout cela n'est qu'un faisceau d'intrigues et une lutte pour la possession des portefeuilles. Le déviationnisme existe dans nos rangs, il faut l'extirper (12). »

Sur le problème national, il a été décidé de mener une lutte sans merci contre le chauvinisme, d'appliquer une réelle autonomie dans les régions de minorités nationales (Abkhazes, Adjars, Ossètes), et enfin de hâter la formation d'une union fédérative des républiques.

Le Comité exécutif central du P.C. de Géorgie, élu à la fin du congrès, comprenait Ordjonikidzé, Orakhelachvili (secrétaire), Makharadzé, Todria, Sabachvili et Mdivani, réélu malgré ses tendances déviationnistes.

Le 1^{er} Congrès des Soviets de Géorgie était convoqué pour le 25 février 1922, date anniversaire de l'instauration du pouvoir soviétique dans le pays. Sur les 380 délégués, 272 étaient communistes (13). Les élections aux soviets furent marquées par une campagne de presse des partis d'opposition qui se traduisit par des articles assez virulents contre le projet de fédération. Le 13 novembre 1921, le journal S.R. de gauche *Chroma* (Labeur) appelait à former une confédération et non une fédération, « ce qui assurerait l'indépendance des républiques ». « Nous voulons croire, pouvait-on lire dans le même journal le 20 novembre, que le Revkom et les communistes géorgiens étant plus près de la réalité géorgienne que le Kavburo, n'apposeront pas leurs signatures au bas d'un

(8) C.R. du 1^{er} Congrès des Soviets de la R.S.S.A., pp. 84-87.

(9) *Ibid.*, pp. 85-93.

(10) C.R. du 1^{er} Congrès des Soviets de la R.S.S.A., pp. 133-146.

(11) C.R. du 1^{er} Congrès des Soviets de la R.S.S.G., pp. 8-10.

(12) *Ibid.*, p. 42.

(13) Le nombre de délégués par nationalité n'est pas indiqué, ce qui laisse supposer que les membres des minorités nationales n'étaient pas considérés comme citoyens géorgiens, et de ce fait ne pourraient être élus, contrairement à ce qui s'était passé en Arménie et en Azerbaïdjan.

document supprimant l'indépendance du pays. » Dans la *Tribuna*, organe social-fédéraliste, Tedo Glonti se moquait le 24 novembre de la psychose créée autour de la fédération, « plutôt scandale politique qu'organisation d'État ». Le même journal accusera les communistes russes et arméniens de « vouloir détruire l'indépendance de la Géorgie ». Dans les organisations syndicales et étudiantes, les opinions étaient partagées. Certains, tels les cheminots, noyautés par les mencheviks, affirmaient dans leur résolution du 5 décembre que la fédération signifiait la perte de la souveraineté de la Géorgie. Une fraction d'étudiants de l'Université de Tiflis, dans son premier bulletin, partageaient le même point de vue.

A l'ouverture du Congrès, Makharadzé affirma que la véritable indépendance des masses laborieuses de la Géorgie n'avait jamais eu de fondement aussi solide. Après le rapport d'Orakhelachvili sur le projet de fédération, Glonti déclara : « Vous ne parlez ici que de la fédération, mais dans peu de temps nous serons devant un nouveau problème : la fédération de toutes les républiques soviétiques. En ce qui concerne la fédération transcaucasienne, je ne vois pas comment elle pourrait être réalisée. Il n'y a aucun indice dans la presse qui permette d'en saisir les modalités. (14) » Orakhelachvili traita Glonti de « menchevik masqué ». Ordjonikidzé signala l'existence d'un soi-disant « Comité de la mer Noire pour la libération de la Russie », subventionné par Rothschild, Mantachev et les capitalistes italiens et ayant pour but, entre autres, « de libérer les masses laborieuses de Géorgie du manganèse de Tchiatoura et celles de l'Azerbaïdjan de leur pétrole (15) ».

Le 3 mars, à la clôture du congrès, on procéda à l'élection du nouvel exécutif des soviets où entrèrent Makharadzé, Kalandadzé (secrétaire), Orakhelachvili, Kavtaradzé, Todria, Tsintsadzé, et au Sovnarkom Mdivani (président), Okoudjava (vice-président), Svanidzé, Eliava, Kavtaradzé. L'élection des opposants, Kavtaradzé, Tsintsadzé et Eliava, mis en ballottage, était motivée « par le souci de leur donner l'occasion de réparer leurs erreurs et de maintenir l'unité du parti ». Ne tenait-on pas plutôt compte de la réaction possible des masses ?

(14) C.R. in bulletin n° 4 du Congrès.

(15) Ordjonikidzé (142), vol. 1, p. 233.

L'élaboration de la constitution, calquée, comme cela avait été le cas en Arménie, sur celle de la R.S.F.S.R., fit l'objet d'après débats. Les sociaux-fédéralistes étaient contre la notion de dictature du prolétariat, sous prétexte que la Géorgie était un pays foncièrement agraire. Khoundadzé optait pour la « dictature du peuple laborieux ». Finalement, la thèse adoptée proclamait que « les masses laborieuses de Géorgie, fidèles à la grande révolution d'Octobre, établissent sur tout leur territoire la souveraineté et la dictature du prolétariat, remettant tout le pouvoir étatique aux mains des soviets (16) ».

Après les élections aux soviets, 25 représentants du Comité exécutif central de chaque république étaient appelés, au nom des peuples qui venaient de les élire, « à prendre une décision historique : l'union des peuples de la Transcaucasie sur une nouvelle base soviétique », ce qui était conforme aux vœux de Lénine. La consécration de cet acte trouva son expression à la conférence plénière convoquée le 11 mars 1922 à Tiflis, sous la présidence de Makharadzé. Après avoir donné la parole aux représentants du pouvoir central : Legran, Hausman (syndicats), Egorov (Armée rouge), qui ne manquèrent pas de féliciter l'assemblée, Makharadzé déclara que l'ex-Commissariat contre-révolutionnaire transcaucasien, dans son désir de créer une république transcaucasienne, n'avait abouti en réalité qu'à diviser les masses laborieuses et à étouffer le mouvement révolutionnaire : « L'union des peuples que nous proposons rétablira la paix entre les nations, supprimera tout antagonisme entre les peuples et conservera leur indépendance au sein d'une union fédérative. »

Eliava, dans son rapport sur l'organisation de la fédération, signala que l'activité des différentes organisations économiques unifiées manquait d'efficacité et devrait être coiffée par un pouvoir politique suprême, en l'occurrence le Soviet de l'Union, ce qui laisse sous-entendre — comme nous le verrons plus loin — la désorganisation complète des unités économiques nouvellement créées. « Avec le temps, poursuivait Eliava, nous verrons si cette forme de pouvoir est viable, et il se peut que la prochaine étape soit la convocation des soviets de

(16) *Hist. de la Constit. sov.*, documents, p. 339.

toute la Transcaucasie, qui éliront un Comité exécutif central unique (17). »

Le rapport sur la situation économique dans l'optique d'une union des républiques était présenté par Miasnikian : « Maintenant que le pouvoir est aux mains des ouvriers et des paysans, nous devons opposer à la désunion bourgeoise notre union fraternelle et notre propre unité. » S'arrêtant sur le rôle du Soviet économique suprême (VES) en tant qu'organisme dirigeant de l'économie de toute la Transcaucasie, Miasnikian estimait qu'il devait être investi d'un pouvoir total (économique et politique) s'étendant sur toute la Transcaucasie, et par des actes constructifs rehausser son prestige (18).

Le 12 mars, à la deuxième séance, présidée par Ambartsumian, Kavtaradzé parla de la fédération dans ses implications internationales : la campagne des milieux politiques émigrés dénigre la fédération, prétendant « qu'elle est imposée contre la volonté du peuple par le parti communiste, qui ne la maintient que par la force des baïonnettes. Tout ceci est mensonger. Les émigrés contre-révolutionnaires frappent à la porte des gouvernements impérialistes et demandent leur aide pour liquider par leur intervention le pouvoir soviétique en Transcaucasie. Ceci rend indispensable le renforcement de la fédération sur le plan international face aux forces réactionnaires aussi bien à l'intérieur qu'en Occident (19) ». Cette allusion au recours des émigrés à l'Entente trouve un écho dans une des motions en faveur de la fédération : « En cette période, cet acte est d'une importance capitale étant donné que les pillards français, qui ont l'intention de réaliser leur plan dans lequel la Transcaucasie occupe une place importante, auront affaire à un front unifié des républiques transcaucasiennes (20). » « Que les camarades ouvriers et paysans d'Europe et d'Amérique, enchaîna à la même séance le représentant de l'Arménie, Khatchiev, viennent ici pour se convaincre de la volonté des nôtres de s'unir dans une fédération (21). »

Toutes ces plaidoiries en faveur de la fédération aboutirent

(17) *Pravda Grouzii*, n° du 15 mars 1922.

(18) *Ibid.*

(19) *Pravda Grouzii*, n° du 15 mars 1922.

(20) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 634 f° 47/3.

(21) *Pravda grouzii*, n° du 17 mars 1922.

lors de la troisième séance à la proclamation, projetée depuis longtemps, d'une Fédération des Républiques Socialistes Soviétiques de Transcaucasie.

Le nouveau gouvernement — le Soviet de l'Union — installé à Tiflis, désigné pour diriger les affaires de la fédération, comprenait Narimanov, Mdivani et Miasnikian, appelés à présider à tour de rôle le Soviet. Un poste de Narkom (commissaire du peuple) était confié à Eliava (Marine et Guerre), Svanidzé (Finances), Bekzadian (Commerce extérieur), Moussabekov (Postes), Yakoubov (Travail) et Roussanov (Intérieur). L'accord sur l'union déterminait en 13 points les bases de fonctionnement de l'appareil du nouvel État dont la compétence s'étendait aux Affaires étrangères, au Commerce extérieur, à la Défense, à l'Économie et à la lutte contre-révolutionnaire. Tous les commissariats nationaux étaient supprimés à l'exception de l'Intérieur (Tcheka), confié à Roussanov. Le Comité économique suprême maintenu avait pour objectif de planifier l'ensemble de l'économie. Cette structure correspondait singulièrement à celle existant déjà au sein de la R.S.F.S.R.

Dans la ligne de ces transformations, le Kavburo redevint Comité régional transcaucasien du P.C.R. (b) ou Kraïkom. Le nouveau C.C du P.C. transcaucasien comprenait entre autres Orakhelachvili (président), Kirov, Narimanov, Mdivani, Miasnikian, Loukachine et Makharadzé.

Pour renforcer la cohésion dans les rangs du parti, on procéda, comme en Russie, à l'épuration des éléments dont la loyauté à l'égard du régime était suspecte, ce qui donna les résultats suivants : en Arménie, sur 8 521 membres, 2 243 étaient exclus, soit 27 % ; en Géorgie, sur 18 748, 3 781 (20 %) ; en Azerbaïdjan, sur 17 548, 5 738 (30 %). Ces épurations, notamment en Géorgie, furent jugées insuffisantes par le C.C. du P.C.R. Il en résulta une deuxième épuration en juillet, qui réduisit le nombre des membres du parti en Transcaucasie à 25 000, dont environ 11 700 en Géorgie, 9 000 en Azerbaïdjan et 5 000 en Arménie (22).

Les organisations de Jeunesses communistes n'étaient pas épargnées : au milieu de l'année 1921, le Komsomol de

(22) Rapport du Comité milit. révol. transc., Tiflis, 1922.

Transcaucasie comptait environ 30 000 membres ; à la fin de la même année on en comptait 9 000 en Géorgie, 7 000 en Arménie et 4 000 seulement en Azerbaïdjan ; 35 % avaient été éliminés.

En Géorgie, le groupe Mdivani, rejoint par Kavtaradzé et Tsintsadzé, demeurait dans l'opposition. Il protesta contre la nomination de A. Gueguetchkori à la direction de la Tcheka, poste occupé précédemment par Tsintsadzé, jugé trop conciliant à l'égard des « déviationnistes ». Orakhelachvili signalait qu'après le I^{er} Congrès du P.C. géorgien, les opposants s'étaient à nouveau réveillés. Les « Boudistes » (groupe Mdivani, de son prénom Boudou) tout en étant minoritaires, comptaient dans leurs rangs de « vieux marxistes » et des dirigeants influents du parti, qui considéraient la fédération « comme une étape vers la colonisation ». Les « Philipistes » (partisans de Makharadzé) avaient pour eux la majorité des activistes de province, travailleurs efficaces mais « peu sûrs » et marqués de « particularisme provincial », dont beaucoup sabotaient les directives du parti (23). Dans un rapport secret adressé en juillet 1922 au Politburo, Orakhelachvili signalait les tendances accrues de ces groupes à transformer le Soviet de l'Union en un simple symbole soviétique, et sous ce couvert, à réduire la fédération à néant. Il entraînait dans le jeu de ces « national-déviationnistes » de maintenir les anciens *Narkomati* et de s'opposer au moindre envoi de biens ou de marchandises aux « parents pauvres » [sous-entendu l'Arménie et l'Azerbaïdjan] (24).

En Azerbaïdjan, où l'opposition au sommet semblait être jugulée, le II^e Congrès des Soviets du pays (28 avril-5 mai 1922) apprécia la contribution du parti, et celle de Narimanov en particulier, dans la création de la fédération.

La situation en Arménie était surtout caractérisée par des luttes intestines dans le parti. En raison du départ de Miasnikian, appelé à la présidence du Soviet de l'Union, le bruit s'était répandu qu'il serait remplacé par Mikoyan, connu pour ses tendances centralistes. Cette candidature serait combattue par Loukachine. Avice, partisan de mesures radicales

contre l'opposition, se servit de ce prétexte pour se plaindre à Staline de l'attitude de Loukachine. Pour mettre fin à cette querelle intestine, Ordjonikidzé et Miasnikian se rendirent à Erevan et déjouèrent les intrigues d'Avice qui, en réalité, convoitait la place de Miasnikian : « Le groupe Avice-Kostanian n'était que verte jeunesse, incapable de diriger non seulement l'Arménie, mais même l'un de ses cantons. Tous les communistes arméniens enracinés en Arménie sont pour Loukachine (25). » Tel fut le verdict d'Ordjonikidzé, que l'on pouvait interpréter ainsi : le groupe Avice se recrutait parmi les jeunes communistes ignorants arrivés de l'extérieur. Le C.C. du P.C. régional transcaucasien siégeant à Bakou confirma le 29 avril la nomination de Loukachine au poste de président du Sovnarkom et de Mravian à celui de secrétaire général du parti. La direction du P.C.A. fut remaniée. Kostanian, simple comparse, fut éliminé, et à la surprise générale, Avice, le vrai comploteur, fut maintenu. Mikoyan allait poursuivre sa carrière à Rostov.

En cette année 1922, la situation en Transcaucasie demeurait chaotique. Un document secret daté du 9 novembre 1922, adressé au C.C. du P.C.R. par le Comité révolutionnaire militaire de l'Armée rouge au Caucase et signé par Sklianski et Grimovski, expose ainsi les difficultés éprouvées par les bolcheviks : « La Fédération transcaucasienne unifiée au prix de grands efforts sous une administration unique est complètement instable, les relations entre les différents peuples ne sont pas normalisées, les haines réciproques à l'état latent peuvent à n'importe quel moment faire explosion. Les rapports de voisinage entre autorités turques et soviétiques sont loin d'être aussi amicaux qu'auparavant. Le commandement turc pratique une politique de duplicité. En Géorgie et en Azerbaïdjan les montagnards s'attaquent aux détachements bolcheviks et aux représentants de l'administration soviétique. Aux élections aux soviets, les bolcheviks ont recueilli 30 % des voix (26). »

Bien que la centralisation de l'administration fût presque achevée, les *Narkomati* des républiques, subordonnés au

(23) A.C.P., I.M.L., fond. 64, op. 2, dos. 145, f° 28.

(24) A.C.P., I.M.L., fond 64, op. 2, dos. 145 f° 39.

(25) *Ibid.*, fond 85, op. 24, dos. 70, f° 1 (verso).

(26) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 634, f^{os} 114-115.

Soviet de l'Union, continuaient à s'arroger le droit de prendre des initiatives malencontreuses à l'insu de ce dernier. Les barrières frontalières entre les trois républiques, malgré les injonctions du soviét plusieurs fois répétées, ne furent pas levées. Arrivés en août 1922, les représentants de la Banque Ottomane de Constantinople entrèrent en pourparlers avec le Commissaire géorgien au Commerce extérieur en vue d'installer une agence à Tiflis. Seule l'intervention du C.C. régional mit fin à cette entreprise. Le même commissariat conclut un accord avec une firme française pour la vente de 64 tonnes de cocons de soie à la moitié du prix offert par son collègue azéri. Une affaire analogue avec les acheteurs italiens fut qualifiée de vol par leurs concurrents, le prix de vente étant trois fois inférieur à celui pratiqué sur le marché international. Malgré la décision du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. de mettre à la disposition de l'industrie du pétrole à Bakou les réservoirs de Batoum, ceux-ci furent cédés à la Standard Oil, « ennemi juré de la nationalisation des pétroles de Bakou. »

L'instabilité monétaire était un autre facteur de souci pour les dirigeants du Soviet. Les différentes monnaies des républiques n'étant pas encore unifiées, le rouble géorgien valait 1,5 rouble russe, 3 roubles azéri et 4 roubles arméniens. Ces monnaies se dépréciaient à tel point que Froumkine, vice-président du Commerce extérieur, signalait au Soviet de l'Union qu'à Batoum (port franc à l'époque) le paiement de son addition au restaurant était exigé... en livres turques (27). Ce n'est qu'au début de l'année 1923 que l'émission d'un nouveau rouble pour toute la Transcaucasie mit fin à ce système monétaire confus. Seul l'or, dispensé de temps à autre par Moscou, renflouait les finances précaires des républiques, permettant à celles-ci de faire à l'étranger les quelques achats indispensables. Narimanov déclarait à ce propos en octobre 1921 lors d'une assemblée du P.C. azéri : « Nous avons créé un organisme central du Commerce extérieur, mais nous n'avons rien à offrir aux acheteurs étrangers, si ce n'est de l'or (28). »

Après le blocus économique de la Russie et la formation sous l'égide de la France de la Petite Entente (Roumanie,

(27) Kharmandarian (129), p. 296.

(28) *Bakinski Rabotchi*, n° du 5 octobre 1921.

Tchécoslovaquie, Pays balkaniques), « pour rendre impossible les relations entre l'Europe capitaliste et la Russie (29) », la première tentative d'associer les Soviets à une conférence européenne fut faite au début de l'année 1922. Le 7 janvier, à la réunion des représentants de l'Entente à Cannes, il fut décidé de convoquer à Gênes une conférence économique européenne destinée à normaliser les relations économiques entre les États de l'Europe. Invitée à participer à cette conférence, la R.S.F.S.R. conclut le 22 février un accord avec les sept républiques soviétiques — Ukraine, Biélorussie, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Boukhara et Extrême-Orient — en vue de l'envoi à Gênes d'une délégation unique munie de pleins pouvoirs pour représenter globalement leurs intérêts, ce qui en fait excluait pour l'avenir toute relation diplomatique directe entre chacune des républiques soviétiques et l'étranger.

La participation de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan fut envisagée « en raison de l'intérêt économique qu'ils représentaient pour les capitalistes européens ». Mais cela posait la question de savoir par qui ces États seraient représentés. Il s'ensuivit une discussion assez confuse. Lord Curzon, préoccupé avant tout d'esquiver les difficultés concernant la Géorgie et afin de dissocier le Caucase de la Russie, proposa de décider que les États transcaucasiens « se trouvant en Asie ne sauraient participer à une conférence ayant pour objet la restauration économique de l'Europe (30) ». D'autre part, les Anglais semblaient se désintéresser de la reconstruction économique de la Russie par crainte de s'aliéner les Américains qui verraient d'un mauvais œil de nouvelles tractations pétrolières dans lesquelles ils ne seraient pas partie.

La conférence de Gênes, dont l'ouverture avait été prévue pour le 8 mars fut reportée au 10 avril en raison d'une réunion préalable des experts financiers de l'Entente à Londres. Présidée par Tchitcherine et composée de onze membres parmi lesquels Narimanov, Mdivani et Bekzadian, la délégation soviétique finit par refuser de se soumettre aux exigences de l'Entente qui avait demandé aux Soviets de dénationaliser

(29) A.M.A.E.F., Russie-Caucase, 634, f° 41/11.

(30) *Ibid.*, f° 43.

l'industrie, de supprimer le monopole du commerce extérieur et de rembourser les emprunts de guerre contractés par le régime tsariste.

Les dirigeants de « l'Union du Caucase » à Paris contestent à la délégation soviétique la légitimité de la représentation de leur pays, et pour appuyer cette thèse, soumettent à la conférence une pétition des mencheviks géorgiens apportée clandestinement de Géorgie par un certain Vlasso Mgeladzé et dans laquelle est dénoncé « le scandale des élections au soviet géorgien ». Ils font paraître dans le journal genevois *Caffara* un appel du catholicos de Géorgie, aux puissances alliées demandant le retrait de l'Armée rouge de Géorgie et l'organisation dans ce pays d'un référendum dont les résultats se traduiraient sans aucun doute par le rejet du pouvoir soviétique (31).

Izzet pacha, ministre turc des Affaires étrangères, demanda que son pays soit invité à la conférence. Interrogé sur une éventuelle participation des représentants arméniens à Paris, il déclara que le gouvernement bolchevik d'Erevan, avec lequel la Turquie avait traité, était seul habilité à représenter officiellement son pays, toute intervention des puissances dans un autre sens était inutile et inadmissible (32).

Bien qu'aucun accord ne fut signé entre l'Entente et la Russie soviétique, cette dernière obtint tout de même sa reconnaissance par l'Allemagne par le fameux traité signé le 16 avril à Rapallo.

La formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

En dépit d'un environnement hostile et d'une situation économique désastreuse, aggravée par la quasi-absence d'échanges commerciaux avec une Europe dont les dirigeants étaient peu enclins à contribuer au relèvement de la Russie en l'absence de mesures de libéralisation conforme à leurs intérêts, Lénine estimait que son régime était suffisamment

(31) A. M. A. E. F., Russie-Caucase, 634, f° 44.

(32) A. M. A. E. F., Turquie, Politique extérieure, 146, f° 187.

solide et que le temps était venu de former un État fédératif unique. À une échelle réduite, c'était déjà fait avec la Fédération transcaucasienne, laquelle à ce stade, servait peut-être de champ d'expérience pour une union élargie.

Dans son exposé au II^e Congrès du Komintern en août 1920 sur le problème colonial et national. Lénine ne déclarait-il pas : « La fédération n'est qu'une forme transitoire vers une étroite union. Il faut aller de plus en plus loin pour aboutir à une véritable union (33) » ?

Le 13 janvier 1922, Staline écrivait à Lénine : « Certains camarades proposent d'aboutir rapidement à l'unification de toutes les républiques soviétiques avec la R.S.F.S.R. sur la base de l'autonomie (34). » C'était en réalité la thèse de Staline, qui la fit approuver par une commission créée sous son égide en vue d'étudier ce projet, commission composée de partisans du Politburo pour « l'autonomisation » tels que Sokolnikov, Kouïbichev, Rakovski, et de représentants des républiques nationales.

Le texte de la résolution sur l'entrée de l'Ukraine et de la Biélorussie dans la R.S.F.S.R. fut soumis à l'approbation de Lénine, à l'époque en convalescence près de Moscou. Après avoir consulté Staline, Sokolnikov et les délégués géorgiens dont il sera question plus loin, Lénine conclut dans une lettre envoyée le 26 septembre à Kamenev que Staline a tendance à aller trop vite et trop loin. Décelant des tendances centralistes dans le projet qui en pratique faisait absorber ces deux républiques par la R.S.F.S.R., Lénine y apporta des modifications : le § 1 prévoyant l'entrée des républiques soviétiques dans la R.S.F.S.R. fut remplacé par « l'association de toutes les républiques dans une union des républiques soviétiques d'Europe et d'Asie » (35), chacune disposant d'institutions centrales distinctes. Ce type d'union fut surtout motivé par la crainte qu'éprouvait Lénine de voir resurgir le chauvinisme russe au sein d'une fédération, crainte exprimée dix jours plus tard dans une lettre adressée à Kamenev : « Je déclare une guerre à mort au chauvinisme grand-russien. Dès que je me

(33) Lénine (135), vol. 41, p. 164.

(34) X^e Congrès du P.C. panrusse, C.R. sténo., pp. 116-117.

(35) Lénine, vol. 45, pp. 211-213.

débarrasserai de ma dent malade, je le dévorerai avec le reste de mes dents (36) ».

Malgré l'opposition de Staline, qui considérait la thèse de Lénine sur le projet d'union des républiques comme empreinte d'un libéralisme national qui favoriserait le chauvinisme local, la commission créée par Staline dû céder. Elle se prononça le 6 octobre pour la conclusion d'un accord entre l'Ukraine, la Biélorussie, la R.S.F.S.R. et la Fédération transcaucasienne, en vue de la création d'une Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Le maintien de la Fédération transcaucasienne fut justifié par l'existence de liens étroits, culturels, économiques et politiques, entre les trois républiques, dont deux notamment, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, États multi-nationaux, comprenaient des régions autonomes, et où l'antagonisme entre les différentes ethnies était encore vivace.

Chaque république avait la faculté de sortir librement de l'Union. L'organe suprême de direction était le Comité exécutif central de l'Union (*V.Ts.I.K.*) représentant les Comités exécutifs locaux dont le nombre était proportionnel à celui de la population de chaque république.

Le C.C. de Géorgie trouva que la création de l'Union des Républiques Soviétiques offrait à son pays l'opportunité d'y adhérer directement, comme c'était le cas pour l'Ukraine, sans passer par la petite porte que représentait la Fédération transcaucasienne ; cette démarche entraînerait la suppression de cette dernière et ouvrirait la perspective de sauvegarder à la république une certaine indépendance, devenue presque nominale par le début de fusion de ses institutions de commerce extérieur, d'affaires intérieures et de représentation diplomatique dans celles de la R.S.F.S.R.

Une délégation comprenant Okoudjava, Tsintsadzé et Dombadzé, président du soviet de Tiflis, fût dépêchée à Moscou où se trouvait déjà Mdivani. Ce dernier, après ses entretiens avec Lénine et les membres du Politburo, informe le 8 octobre Kavtaradzé qu'une partie du C.C. du P.C.R. est contaminée par le nationalisme grand-russien et que Boukharine, Kamenev et Zinoviev sont opposés aux « grands-

russiens » (37). A l'Assemblée plénière du Comité du parti à Tiflis, Ordjonikidzé défendit la résolution sur l'union des républiques ; Okoudjava, appuyé par Tsintsadzé et Makharadzé, révéla le contenu de la lettre de Mdivani. Il déclara que Lénine était mal informé des « véritables intentions » des communistes géorgiens, que la résolution sur l'union des républiques pourrait être révisée, et il demandait l'entrée séparée dans l'Union. Cette option fut rejetée par 67 voix contre 22.

Le 20 octobre, à la séance plénière du Comité régional du P.C., Ordjonikidzé déclara que le sommet du C.C. géorgien était « pourri d'un chauvinisme » qui devrait être éliminé immédiatement, et il décide de remplacer le secrétaire du parti, Okoudjava, par Lominadzé, replié à Moscou. Inquiets de la tournure des événements, les opposants géorgiens téléphonent à Moscou pour alerter Enoukidzé, accusant Ordjonikidzé « d'inquisition dans les affaires du parti » et demandent l'intervention de Lénine. Choqué par le ton agressif des doléances des Géorgiens dans leurs attaques contre Ordjonikidzé, mal informé effectivement de ce qui se passe dans leur pays, Lénine envoie le 21 octobre un télégramme au C.C. du P.C.G., soulignant qu'il a été persuadé que la résolution sur l'union, à laquelle d'ailleurs Mdivani a pris part, a été définitivement adoptée. Il suggère que le « conflit géorgien » soit examiné loyalement par le C.C. du P.C.R. (38). Déçu par la réponse de Lénine, le *Tsik* géorgien démissionne.

Le nouveau C.C., constitué quelques jours après, comprenait entre autres Tskhakaya (président), Eliava (président du Sovnarkom), Orakhelachvili, Lominadzé, Stouroua et Khanoyan. Sabachvili, membre de l'ancien comité, fut accusé d'avoir livré des documents secrets aux émigrés socialistes russes à Berlin, lesquels les publièrent dans leur organe *Sotsialisticheski Vestnik*, révélant notamment le scandale qui avait marqué la réunion des cheminots où Staline avait été hué.

(36) *Ibid.*, p. 215.

(37) Kharmandarian (129), p. 348.

(38) Lénine (135), vol. 54, pp. 299-300.

Le I^{er} Congrès des Soviets de Transcaucasie

En automne 1922, la campagne pour l'union des Républiques Socialistes Soviétiques battait son plein dans toute la Transcaucasie. Des résolutions en faveur de l'union prises lors de meetings tenus dans les usines, les villages et les villes affluèrent au Comité régional du P.C. La campagne terminée, il appartenait aux Soviets de sanctionner l'union. Le 10 décembre, le I^{er} Congrès des soviets de Transcaucasie, ouvert par Narimanov à Bakou en présence de 582 délégués et des représentants de la R.S.F.S.R. et de l'Ukraine, adressa ses salutations à Lénine : « Ayant rétabli une paix nationale durable en Transcaucasie, notre vœu le plus cher est d'entrer, comme une seule famille unie, dans l'Union des R.S.S., dans le ferme espoir que sous votre direction éclairée et sous le drapeau du Komintern, nous instaurerons aux portes de l'Orient qui se réveille, un puissant pouvoir soviétique (39) ».

Une commission fut désignée pour examiner les projets de la future Constitution de la fédération transcaucasienne et de celle de l'U.R.S.S. A la troisième séance, le 11 décembre, Ordjonikidzé, pour marquer la solidarité des peuples de la Transcaucasie et la convergence de leurs intérêts économiques, observa : « La Turquie kémaliste n'a pas confiance dans les communistes arméniens, mais ce n'est pas à elle de juger qui est communiste ou non ; on lui a fait comprendre que si elle veut notre amitié, elle doit nous considérer comme une famille unie. Les Turcs ont donc compris que le musulman d'hier n'était pas celui d'aujourd'hui, qu'il ne s'oppose plus à l'Arménien mais partage son pain avec lui. Les paysans azéris continuent à cultiver leur terre en territoire géorgien sans rencontrer la moindre difficulté. Prenons Batoum-Bakou. Batoum n'est pas seulement un port géorgien, il appartient à toutes les républiques soviétiques comme il en est du pétrole de Bakou. Les mencheviks veulent vendre ces villes aux impérialistes. Dans leur organe *La Géorgie libre*, qui paraît à Paris, ils écrivent : « Si vous voulez avoir le pétrole de Bakou, vous devez nous aider à chasser les bolcheviks, alors la voie vers Bakou vous sera ouverte. »

(39) I^{er} Congrès des Sov. de Transc., C.R. sténo., pp. 92-93.

Se référant à la conférence de Lausanne, Ordjonikidzé poursuivait : « Nous sommes d'accord pour que la Turquie demeure maîtresse des Détroits, ainsi les bandits internationaux qui sont la France et l'Angleterre ne pourront plus se faufiler à travers cette voie pour nous matraquer (40) ». Et de citer les bienfaits prodigués par Moscou : attribution de 800 000 roubles or pour l'achat de tracteurs à l'Azerbaïdjan, de 640 000 roubles or à l'Arménie pour accroître les plantations de coton, de 700 000 roubles or à la Géorgie pour la construction d'une centrale électrique. « Tout cela demande le renforcement de la Fédération transcaucasienne et son entrée dans la grande famille commune que sera l'U.R.S.S. (41) ».

Or, le futur membre de cette grande famille, la Fédération des Républiques Socialistes Soviétiques de Transcaucasie, se transforma le 13 décembre, par décision du Congrès, en République Fédérative Socialiste Soviétique de Transcaucasie (Z.F.S.S.R.), ce qui était en fait la fusion des trois républiques en une seule, ayant sa constitution propre. Le pouvoir devait être confié aux Soviets qui éliraient leur Comité exécutif central. La région du Nakhitchevan, naguère « sous protectorat de l'Azerbaïdjan », devenait partie de cette république en tant que république autonome. L'article V de la Constitution prévoyait qu'aucune modification territoriale d'une république ne pourrait être faite sans son accord préalable. La citoyenneté commune aux trois républiques fut promulguée par décret. La République fédérée adopta un drapeau et des armes. Tiflis (Tbilissi) en devint la capitale. Le Congrès nomma sa délégation plénière composée de 75 membres qui devait participer au I^{er} Congrès des Soviets de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

La proclamation de l'U.R.S.S.

Le 27 décembre 1922, au X^e Congrès panrusse des Soviets, Staline énuméra les raisons qui plaidaient en faveur de la formation de l'U.R.S.S. : « Il y a 3 ou 4 mois qu'un

(40) Ordjonikidzé (142), vol. 1, pp. 255-266.

(41) *Ibid.*

mouvement se dessine en faveur d'une union plus étroite des républiques soviétiques avec la R.S.F.S.R., union motivée par : a) des faits d'ordre économique : meilleure division du travail, nécessité de maintenir l'unité des voies de communication ; b) des faits d'ordre externe : tout danger d'attaque venant de l'extérieur n'est pas complètement écarté ; d'autre part il ne faut pas que nous soyons économiquement isolés ; c) enfin, des faits d'ordre interne : chez nous il n'y a pas moins de trente nationalités différentes qu'un processus historique pousse à s'unir non pas selon la méthode capitaliste qui dresse les communautés les unes contre les autres, mais selon les méthodes soviétiques qui, de nationalités auparavant indépendantes, réussit à faire un État indépendant socialiste. (...) Espérons, camarades, que notre Union des Républiques servira de rempart contre le capitalisme international, que le nouvel État unifié contribuera à l'Union des travailleurs du monde entier dans une République Socialiste Soviétique mondiale (42). » Le rapport fut approuvé par le Congrès.

Citons les interventions des délégués transcauciens participant au Congrès :

Moussabekov : L'Azerbaïdjan est fier d'être personnifié par son prolétariat de Bakou dont Staline est l'interprète. Dès le premier jour de la soviétisation de l'Azerbaïdjan, son prolétariat a proclamé que le pétrole fourni à tous les pays soviétiques est leur propriété commune.

Loukachine : En Arménie nous avons constaté que les masses populaires libérées de l'idéologie bourgeoise des partis nationalistes étaient plutôt méfiantes à l'égard du pouvoir soviétique ; elles ont compris plus tard que ce pouvoir les libérait. Deux ans après la naissance de notre régime, nous sommes convaincus que la soi-disant indépendance est une absurdité économique freinant tout progrès.

Tskhakaya : Le camarade Frounzé vient de nous exposer l'historique de l'indépendance de l'Ukraine. Il en a été de même en Transcaucasie, avec cette différence que nous avons

(42) A. M. A. E. F., Russie-Caucase, 634, f° 87.

des montagnes coupées de vallées étroites par lesquelles les impérialistes se frayaient la voie vers le pétrole de Bakou. La Transcaucasie, isolée de la Russie par les traîtres nationalistes, était en proie au chauvinisme engendré déjà par le tsarisme. Nous avons supprimé toutes les barrières entre nos peuples et établi la meilleure forme de gouvernement, celle des prolétaires et des démocrates (43).

Le 30 décembre, au I^{er} Congrès des Soviets de toutes les Républiques Soviétiques réuni à Moscou au théâtre Bolchoï, en présence de 1 667 délégués, Staline lut le texte du traité d'Union approuvé la veille par les représentants des délégations accréditées des Républiques de la R.S.F.S.R., de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Fédération transcaucasienne :

« Depuis la création des Républiques soviétiques, le monde est partagé en deux camps : l'un impérialiste, l'autre socialiste. Dans le premier règnent l'antagonisme national, l'injustice, l'esclavage colonial et le chauvinisme. Dans le second règnent la confiance mutuelle, la paix, la liberté nationale, l'égalité, la cohabitation pacifique et la collaboration fraternelle des peuples. »

Cette déclaration, qui servira de base à la future constitution, proclame l'égalité totale des peuples au sein d'une union librement consentie, le droit des républiques à la sécession comme la possibilité d'adhésion de nouvelles républiques socialistes soviétiques créées par promotion interne ou par extension du territoire soviétique, et se termine ainsi : « Forts du pouvoir confié par nos soviets, nous, délégués des républiques, prenons la décision de signer un traité consacrant la formation de l'U.R.S.S. (44). »

Le traité énumère en 26 articles les structures et la forme du gouvernement de l'Union. Moscou est désignée comme capitale. Le Congrès élit un nouveau Comité exécutif central de l'U.R.S.S. comprenant 371 membres et 138 suppléants ; 26 membres, parmi lesquels Kirov, Miasnikian, Loukachine, Narimanov, Moussabekov, Orakhelachvili et Tskhakaya représentent la Transcaucasie.

(43) X^e Congrès des Soviets, C.R. sténo., Moscou, 1923, pp. 192-196.

(44) Le I^{er} Congrès des Soviets, documents (1917-1936), vol. III, pp. 16-22.

Le Congrès nomma un présidium provisoire où entrèrent Narimanov, Miasnikian et Mdivani. La présidence devait être assumée alternativement par Kalinine, Petrovski (Ukraine), Tcherniakov (Biélorussie) et Narimanov. Le projet de constitution fédérale sera approuvé le 6 juillet 1923 par le *Tsik* et immédiatement appliqué ; la ratification officielle par le II^e Congrès des Soviets n'interviendra que le 31 janvier 1924, dix jours après la mort de Lénine qui, bien que revenu le 12 décembre à Moscou, n'a pu assister au Congrès en raison de l'aggravation de son état de santé.

C'est pendant sa maladie que Lénine dicte le 30 décembre, jour de la proclamation de l'Union Soviétique, ses notes sur les nationalités et l'autonomisation, inspirées par la situation créée en Transcaucasie : « Je viens de m'entretenir avec Dzerjinski retour du Caucase. Il m'a raconté comment ces problèmes se présentent en Géorgie (...) je suis très inquiet. Qu'Ordjonikidzé ait pu exploser au point de recourir à la force physique, cela montre dans quel marécage nous sommes tombés. (...) Il faut une sanction, je le dis à contrecœur, car il était parmi mes camarades dans l'émigration. Toute cette entreprise d'autonomisation était radicalement fautive et prématurée. Avant de l'introduire, il fallait attendre que notre appareil gouvernemental ait atteint un degré de maturité conforme à nos conceptions ; disons-le franchement : elle nous est étrangère, elle est entachée de séquelles du tsarisme et de préjugés bourgeois. Dans ces conditions, la liberté de sécession de l'Union ne sera qu'un chiffon de papier privant les allogènes de défense contre l'invasion du chauvinisme grand-russien, lâche et inquisiteur dans sa nature tel qu'est le bureaucrate russe typique. On dit que les *Narkomati* serviraient de bouclier contre cette menace. Je doute qu'ils soient efficaces (45). » Et de reprocher à Staline son aversion pour le soi-disant « social-nationalisme » des allogènes, reproche qui s'applique aussi à Dzerjinski.

Poursuivant ses notes le lendemain, Lénine écrit : « Il faut distinguer entre le nationalisme intolérable du pays oppresseur et le nationalisme excusable du pays opprimé. Qui n'a pas

(45) Revue *Kommunist*, n° 9, Moscou, 1956.

compris cela ne comprendra décidément rien à l'approche prolétarienne du problème national, et en revanche se rapprochera du point de vue du petit-bourgeois. L'égalité formelle n'a pas de sens. Il faut en premier lieu extirper la méfiance, le soupçon et les offenses infligées aux allogènes dans le passé par les gouvernements de la nation "de grande puissance". Il serait impardonnable qu'à l'aube du réveil des peuples de l'Orient, notre autorité soit compromise par une politique grossière et injuste à l'égard de nos propres minorités, politique comparable à celle des impérialistes occidentaux (46). » Lénine illustre ainsi, une fois de plus, sa foi dans le triomphe de ses conceptions en Orient.

Cette idée de la survivance du chauvinisme russe qui hantait Lénine s'amplifia après son entretien avec Dzerjinski. Envoyé le 25 novembre 1922 à Tiflis pour élucider « le conflit géorgien », la commission dirigée par Dzerjinski conclut qu'Ordjonikidzé ne faisait qu'exécuter fidèlement les directives du P.C.R.(b). L'opposition géorgienne était entachée de nationalisme, et cherchait à disputer des sièges aux communistes loyaux. L'incident du « recours à la force physique » par Ordjonikidzé fut minimisé : celui-ci n'avait pas pu s'empêcher de gifler Kobakhidzé qui le traitait de dictateur et l'accusait de corruption (« il se serait approprié un cheval blanc ») en présence de Rykov, membre du Politburo (47).

Le 25 janvier 1923, le Politburo approuva les mesures prises par Ordjonikidzé pour « assainir le P.C. géorgien et répondre à la nécessité de nommer Mdivani, Tsintsadzé, Kavtaradzé et Makharadzé à d'autres postes ».

Apprenant la décision du Politburo, Lénine demanda que le rapport Dzerjinski lui soit remis. Staline, nommé entre-temps secrétaire général du parti, et désireux de soustraire le document à Lénine, déclara que cette communication n'était pas possible sans l'autorisation du Politburo. Il finit par céder tout en prenant soin que le rapport reste confidentiel. Malade, Lénine chargea ses secrétaires de l'analyser. Nous ne savons pas quelles furent ses conclusions, mais le 5 mars, il demanda à Trotsky de prendre la défense de la cause géorgienne à la

(46) *Ibid.*

(47) Kharmandarian (129), pp. 370-371.

session plénière du C.C., car « elle sera probablement "persécutée" par Staline et par Dzerjinski et je ne puis compter sur leur impartialité. Bien au contraire (48) ». Trotsky s'esquiva, mais se ravisa par la suite au XII^e Congrès du P.C. en avril, pour accabler Staline.

Lénine écrivit entre autres à Mdivani et à Kavtaradzé en adressant copie à Kemenev : « De tout mon cœur je suis votre affaire. Révolté par la brutalité d'Ordjonikidzé et de Dzerjinski, je vous prépare des notes et un discours (49). » Ce fut la dernière note dictée par Lénine. Le lendemain, Staline écrivait à Ordjonikidzé : « Cher Sergo, je viens d'apprendre par Kamenev qu'Ilitch (Lénine) envoie à Makharadzé et aux autres des missives par lesquelles il se solidarise avec les déviationnistes. Il injurie toi, le camarade Dzerjinski et moi-même. Il y a lieu de croire qu'il veut défendre l'opposition qui ne manquera pas d'utiliser cette missive contre toi et Miasnikian (50). » Et de lui prodiguer des conseils de prudence.

C'est dans un tel climat de méfiance que s'ouvrit le 14 mars le II^e Congrès du P.C. géorgien. Envoyés à Tiflis, Kamenev et Kouïbichev déplorèrent les malentendus au sein du parti géorgien, lequel « en tant qu'un des plus anciens doit servir de modèle à tous les autres » ; ils l'appelaient à refaire son unité. Mdivani continua tout au long des séances à combattre l'idée de la fédération : « Vous l'acceptez dans sa forme et ne comprenez pas que par son contenu elle mène tout droit à la perte de notre indépendance. » Eliava lui répliqua : « Tout en vous insurgant contre le "colonialisme" (russe), est-ce que vous ne faites pas vous aussi du colonialisme en Géorgie (51) ? »

Miasnikian, présent au congrès, déclara que les nationaux-déviationnistes, Makharadzé en particulier, n'avançaient aucune proposition concrète pour résoudre le problème national en Transcaucasie, se contentant de parler en l'air : « Si vous continuez par opportunisme à céder du terrain à la petite

(48) Lénine (135), vol. 54, p. 329.

(49) *Ibid.*, p. 330.

(50) Kharmandarian (129), p. 398.

(51) *La lutte pour le pouv. soviét. en Géorgie* (105), pp. 372 et 375.

bourgeoisie et à une intelligentsia hésitante, vous finirez par tomber sous leur influence et vous vous éloignerez ainsi du marxisme et du communisme (52). » A la fin du congrès, Lominadzé fut nommé au poste du premier secrétaire du P.C. géorgien.

Les congrès du parti en Azerbaïdjan et en Arménie se déroulèrent dans un climat plus serein. A Bakou, Narimanov, qui ne voyait pas d'un bon œil la fédération, devait s'incliner devant Kirov. « Je me souviens, déclarait ce dernier au Congrès du P.C. azéri, que lorsque nous parlions de la fédération, beaucoup de camarades prétendaient que cela serait mal vu par nos voisins du Sud qui y verraient une tentative de suppression de l'indépendance des républiques transcaucasiennes. L'expérience nous a montré que ces craintes étaient injustifiées (53). »

A Erevan, Loukachine signala que l'idée de la fédération avait été assimilée par les masses : « Il est notoire qu'en cette période l'opposition voulait profiter des difficultés internes et de la maladie de Lénine pour dévier de la ligne générale du parti, mais grâce à la vigilance du C.C., ses visées ont été réduites à néant (54). » Le Congrès élut Achot Hovhanissian au poste du premier secrétaire du parti.

Le II^e Congrès des organisations bolcheviques de Transcaucasie s'ouvrit le 19 mars à Tiflis. Il réunissait 250 délégués dont 115 Géorgiens, 72 Azéris, 35 Arméniens et 25 de l'Armée rouge. Une fois de plus, les débats portèrent sur la fédération. Mdivani, appuyé par Makharadzé, essaya de démontrer que les économies des trois républiques n'étaient nullement complémentaires ; celles-ci n'avaient rien à échanger sauf du pétrole. « Je dois vous déclarer, prophétisa Mdivani, que cette République transcaucasienne que vous créez fera long feu », et de demander encore une fois l'entrée séparée des républiques dans l'Union Soviétique. Tout en s'opposant à cette demande, qui ruinerait la paix nationale en Transcaucasie, Ordjonikidzé reconnaissait la nécessité de lutter non seulement contre le déviationnisme nationaliste mais aussi

(52) *Ibid.*, (105), doc. 431.

(53) V^e Congrès du P.C. azéri, bullet. n° 2, Bakou, 1923, p. 14.

(54) Kharmandarian (129), pp. 406-407.

contre « ceux qui se soumettaient docilement au chauvinisme russe », suivant la formule de Lénine (55). Ce revirement était-il influencé par le message qu'il avait reçu de Staline ? Ayant appris que, dans son rapport au Politburo, Kamenev avait critiqué la centralisation excessive des *Narkomati* en Transcaucasie, œuvre d'Ordjonikidzé, ce dernier fut alerté le 21 mars par Staline : « On ne peut mettre les républiques transcaucasiennes dans une situation inférieure à celle qui existe dans les régions autonomes de Crimée et de Yakoutie (56). »

A la conférence plénière du Politburo ouverte le 31 mars, Trotsky s'oppose à Ordjonikidzé et demande son rappel du Caucase : « Il faut reconnaître que les camarades représentant une minorité au sein du P.C.G. ne sont pas des déviationnistes, leur opposition n'a qu'un caractère défensif contre la politique erronée d'Ordjonikidzé (57). » Cette opinion n'est pas partagée par le Politburo, lequel, bien au contraire, envisage le rappel de Mdivani. Cependant, dans le souci de préserver « l'unité du parti », Mdivani et Makharadzé participent au XII^e Congrès du P.C.R.(b), ouvert le 17 avril 1923.

Depuis la maladie de Lénine, l'emprise de Staline sur l'appareil central du parti était telle qu'il s'arrogea le droit de ne pas divulguer au Congrès les thèses de Lénine sur les nationalités et l'autonomisation, thèses dans lesquelles Staline était incriminé pour excès de pouvoir. Cette manœuvre n'empêcha pas ce dernier, dans le rapport sur le problème national qu'il présenta lors des séances des 25 et 26 avril 1923, de reprendre sous une forme nuancée la thèse de Lénine sur le chauvinisme russe. Tout en reconnaissant la nocivité du chauvinisme russe, séquelle de la politique tsariste, qui rend les autres nationalités méfiantes à l'égard du peuple russe, il considérait que le nationalisme dans certaines républiques prenait un caractère plus offensif que défensif. Mdivani lui répliqua avec humeur : « Assez de votre politique d'éternelles hésitations, dites-nous plutôt quelle est en fait votre politique

nationale. N'est-elle pas primordiale pour le Caucase, déterminant toute notre conduite dans ce pays ? Et puis, camarade Staline, la politique est-elle faite pour les individus ou les individus pour la politique (58) ? »

Makharadzé proposa d'éliminer le terme « déviationniste » du vocabulaire utilisé par Orakhelachvili pour accuser les opposants géorgiens et rendit une fois de plus Ordjonikidzé responsable de la pression intolérable exercée sur le P.C.G. Ordjonikidzé répliqua ironiquement : « C'est Makharadzé lui-même qui a employé ce terme lors du I^{er} Congrès du P.C.G. Si cette soi-disant pression s'était exercée plus tôt, il n'y aurait pas eu de décrets sur "les cordons contre les réfugiés" et sur la "citoyenneté géorgienne". » Répondant à Mdivani, Staline déclara qu'il n'y avait aucune hésitation de la part du P.C.R. dans sa conduite de la politique sur les nationalités ; l'union économique des républiques transcaucasiennes, la fédération qui s'ensuivit, et leur entrée dans l'U.R.S.S. devaient, bien au contraire, contribuer à leur développement, but poursuivi par la politique soviétique. Et il accusa Mdivani de violer sans cesse les directives du parti (59).

Loukachine signala qu'il n'appartenait pas au seul parti géorgien de décider du sort de la fédération. « Si vous craignez le chauvinisme russe, n'oubliez pas qu'il existe un chauvinisme local trois fois plus fort. Les camarades déviationnistes veulent entrer séparément dans l'Union Soviétique, rompre leurs liens avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Si cela se réalise, la disparition du problème géorgien donnera naissance aux problèmes azéri et arménien. Que le camarade Mdivani nous éclaire : quelles en seraient les conséquences, quelles armes nous donnerions alors aux dachnaks et aux mencheviks (60) ! »

Feignant l'ignorance, le délégué azéri, Roukhoula Akhoundov, demanda : « Quelle différence existe-t-il entre la Fédération transcaucasienne et la République transcaucasienne dont les déviationnistes parlent tellement ? »

A la dernière séance du Congrès, soutenu par la fraction Boukharine-Préobrajenski-Rakovski (Ukraine), opposée à

(55) Ordjonikidzé (142), vol. 1, pp. 267-268.

(56) Kharmandarian (129), p. 412.

(57) XII^e Congrès du P.C.R. (b) (17-25 avril 1923), C.R., p. 152.

(58) XII^e Congrès du P.C.R., C.R., p. 183.

(59) *Ibid.*, pp. 183-186.

(60) *Ibid.*, pp. 541-549.

Staline, Mdivani demanda que les fédérations russe et transcaucasienne n'adhèrent pas à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, ou à la rigueur, y fassent leur entrée avec leurs régions autonomes, en tant que républiques fractionnées. Cette diversion fit dire à Staline : « C'est le vœu de Sultan Galiev (61), qui demanda la création d'une république russe séparée, etc. (62). » A la séance traitant du problème national, ces demandes furent repoussées.

Staline proposa de créer, parallèlement au Comité Exécutif Central du Soviet de l'Union, une deuxième assemblée législative, le Soviet des Nationalités, où les demandes et les besoins de toutes les nationalités seraient examinés en permanence. Rakovski, partisan de la décentralisation, trouva que cette deuxième assemblée ne ferait que développer la bureaucratie : « Ce n'est qu'une formule creuse pour masquer le pouvoir qui sera de toute manière dans la main de la grande puissance russe (63). »

La rédaction de la résolution sur le problème national fut confiée à Staline, Frounzé et Radek. Le 25 avril, à la clôture du congrès, Staline en énonça le contenu :

« Pour mettre en œuvre notre programme national tel qu'il se conçoit après la révolution d'Octobre, il nous reste encore à surmonter pas mal d'obstacles hérités du régime oppressif tsariste ; nous ne pouvons les franchir d'un seul coup et dans un laps de temps déterminé. (...) Dans un certain nombre de Républiques (Ukraine, Biélorussie, Azerbaïdjan, Turkestan), la situation est compliquée du fait que la majorité de la classe ouvrière qui soutient le pouvoir des Soviets est de nationalité grande-russienne. (...) Dans ces conditions, les bruits répandus au sujet de la supériorité de la culture russe par rapport à celle des peuples ukrainien, azéri, ouzbek, kirghiz, etc., ne sont qu'une tentative faite pour maintenir la domination de l'élément russe dans ces régions. Il faut donc combattre cet aspect du chauvinisme grand-russien. (...) Nombre de républiques et de peuples n'ayant pas traversé la phase capita-

(61) Chef des communistes tatars de Kazan, partisan de républiques musulmanes socialistes séparées de la Russie.

(62) *XII^e Congrès du P.C.R.*, C.R., pp. 67-68.

(63) *Ibid.*, p. 117.

liste, privés de ce fait d'un prolétariat qui leur soit propre, ne peuvent se hisser au niveau des nationalités plus avancées. Il faut les aider de l'extérieur et cela incombe au prolétariat russe. (...) Aussi, la lutte pour la liquidation effective des inégalités des nationalités par l'élévation de leur niveau culturel et économique est primordiale. (...) Le nationalisme régional s'explique par le joug de l'oppression nationale exercée par l'ancien régime. Nous n'en sommes pas encore sortis, il en découle de la méfiance vis-à-vis des mesures prises par des Russes. Cependant, dans certaines républiques multi-ethniques, le nationalisme défensif se transforme en nationalisme offensif, virant à la xénophobie : en Géorgie contre les Arméniens, les Ossètes, les Adjars et les Abkhazes ; en Azerbaïdjan contre les Arméniens ; au Turkestan, les Ouzbeks contre les Turkmènes et les Kazakhs, etc. S'il faut lutter contre le chauvinisme russe, il ne faut pas négliger le chauvinisme des peuples non russes. (...) L'union des républiques créées sur une base égalitaire et volontaire par les ouvriers et par les paysans des différentes républiques est une première expérience du prolétariat pour normaliser les relations extérieures entre les pays indépendants et un premier pas vers la création d'une future république soviétique mondiale des travailleurs. L'union des républiques étant une nouvelle forme de leur collaboration au sein d'un État unifié, tous les préjugés dont il a été question doivent être éliminés. Les organes supérieurs du pouvoir à créer doivent répondre non seulement aux nécessités globales de toutes les nationalités, mais à celles spécifiques de chaque nationalité, d'où le besoin de créer une Chambre spéciale des représentants des nationalités sur une base égalitaire. La présence de nombreux cadres expérimentés d'origine russe dans les organes centraux et dans ceux des républiques nationales, dont ils ignorent les coutumes et la langue, risque d'approfondir le fossé entre le parti et les masses populaires (64). »

Le 27 avril, le Congrès approuva la formation du Soviet des Nationalités et décida par arrêtés la création de cinq commissariats de l'Union : Affaires étrangères, Guerre et Marine, Commerce extérieur, Voies et Communications, Postes, et

(64) *XII^e Congrès du P.C.R.*, C.R., pp. 691-697.

Conclusion

cinq commissariats « unifiés » : Finances, Ravitaillement, Travail, Économie, Inspection, qui auraient leurs homologues dans chacune des républiques fédérées. Seuls les commissariats à l'Intérieur, à la Justice, à l'Enseignement demeuraient « républicains ». La Direction politique d'État (G.P.U.) était élevée au rang de Commissariat de l'Union.

La dernière tentative des Ukrainiens pour transformer les commissariats intégrés des Affaires étrangères et du Commerce extérieur en commissariats « unifiés » afin de relâcher leurs liens avec le Centre, fut repoussée : « C'est une tendance vers une espèce de confédération, dit Staline. Pourtant il est clair que nous créons une Fédération des républiques, un État unifié dont la formation ne portera aucune atteinte à la souveraineté des républiques (65). »

Après le XII^e Congrès, Staline s'imposa à la tête de ce nouvel État centralisé qu'il dirigea jusqu'à sa mort. Mdivani, relevé de ses fonctions en juin 1923, sera victime des purges en 1937, comme en seront victimes les congressistes qui ont soutenu Staline : Ordjonikidzé, Narimanov, Loukachine, Orakhelachvili, etc., de même que ceux qui ont été ses adversaires : Rakovski, Makharadzé, Okoudjava, Kavtaradzé, etc.

Le 5 décembre 1936, la nouvelle Constitution « stalinienne » sera promulguée. Le Congrès des Soviets et son Comité exécutif central cédant la place au Soviet Suprême formé de deux chambres désignées directement tous les quatre ans par les citoyens : le Soviet de l'Union et le Soviet des Nationalités. Le nombre des républiques passera de 7 à 11 par la promotion de deux républiques autonomes, le Kazakhstan et la Kirghizie et, selon l'article 13 de la Constitution, par l'éclatement de la Transcaucasie et le retour à son état initial d'avant la fédération : les Républiques Socialistes Soviétiques d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie, dont le pouvoir central s'efforcera de faire une vitrine d'exposition offrant un modèle à l'intention des nations voisines du Proche-Orient.

Plus d'un siècle de régime autocratique tsariste a transformé la Transcaucasie, région habitée par des peuples au riche passé culturel et historique, en une province de l'Empire russe dépourvue de toute la liberté nationale à laquelle aspiraient ses principales ethnies : Arméniens, Azéris et Géorgiens. Après avoir été apparemment harmonieuses pendant des siècles, les relations entre les trois peuples se détériorèrent au début du XX^e siècle à la suite des bouleversements sociaux, économiques et démographiques engendrés par l'essor de l'industrie et du commerce. Cela fut notamment sensible dans l'ancien royaume de Géorgie et dans les khanats d'Azerbaïdjan où étaient établis de longue date de nombreux Arméniens en quête de débouchés qu'ils ne trouvaient pas sur leur propre sol.

L'expansion économique à laquelle les Arméniens, peuple industriel et entreprenant, contribuèrent largement en parvenant à concentrer dans leurs mains une grande partie des richesses créées, provoqua à leur égard un certain antagonisme chez leurs voisins. Cette rivalité fut habilement exploitée par le pouvoir central tsariste qui y voyait un moyen commode de combattre les idées révolutionnaires et autonomistes propagées par les partis nationaux. Mais ces partis agissent sans concertation, tous bien décidés à donner le pas à un intérêt national étroit sur une communauté d'intérêts et une idéologie apparemment commune, teintée à l'origine de socialisme. Cette tendance s'accrut au cours de la Première Guerre mondiale, alors que le front russo-turc était tout proche.

Pour les Arméniens, seule la Russie « protectrice des chrétiens » pouvait libérer la plus grande partie de leur pays demeuré sous le joug ottoman. L'Azerbaïdjan, pays musulman, dont la partie nord était occupée par la Russie et le sud par la Perse, avait des affinités politiques et culturelles avec les Turcs. Quant à la Géorgie, qui avait pu conserver son intégralité territoriale au sein de l'Empire russe, elle n'avait

(65) *IV^e Réunion du C. C. du P. C. R.*, 9-12 juin 1923, C. R., p. 227.

qu'un but : obtenir une large autonomie nationale dans le cadre d'une Russie libérale. Aucune de ces trois nations n'envisageait une existence indépendante, séparée de la Russie ; cela se concrétisa d'ailleurs par l'appel au gouvernement provisoire de Petrograd pour la création d'un Comité extraordinaire transcaucasien.

La révolution d'Octobre et le retrait des armées russes du Caucase placèrent les dirigeants politiques locaux dans une situation à laquelle ils n'étaient guère préparés. Face aux périls qui les guettaient, les égoïsmes nationaux l'emportèrent, ouvrant la voie à l'occupation de la Transcaucasie par les Germano-Turcs.

Seul le parti bolchevik, prêchant la solidarité internationale, groupant des militants sans distinction de nationalité, avait la prétention de défendre les intérêts de l'ensemble des peuples du Caucase, idée chère à Stepan Chahoumian, lequel était persuadé que seul un front prolétarien uni pouvait assurer la paix sociale et permettre de tenir tête à l'envahisseur turc ; mais lorsque le sentiment national s'opposa à l'idéologie, ce fut le premier qui l'emporta nettement. Cela pouvait s'expliquer par la faiblesse relative du mouvement bolchevik à ses débuts dans une région où le prolétariat urbain, à l'exception de Bakou où il s'imposa, était peu nombreux, et où le prolétariat rural, isolé et peu évolué, était plus sensible à un nationalisme amplifié par la bourgeoisie locale qu'à l'internationalisme. Au demeurant, l'intérêt de la Russie soviétique se confondant avec celui de la Russie tout court, il se trouva souvent en contradiction avec celui des allogènes, ce qui ne pouvait que renforcer leur méfiance envers les dirigeants du Kremlin d'où émanait l'idéologie bolchevique, et pour lesquels, d'ailleurs, comme naguère pour Rome, ce qui était bon pour Moscou était bon pour l'ensemble du pays.

Convaincus que le régime bolchevik ferait long feu et serait bientôt renversé avec l'aide de l'Entente pour être remplacé par un régime libéral qui leur accorderait au moins une très large autonomie, les dirigeants caucasiens suivirent jusqu'au bout une politique anti-bolchevique et se lièrent aux Alliés, allant même jusqu'à envisager une collaboration avec les Turcs pour échapper à l'emprise communiste.

La politique des Alliés au Caucase paraissait ambiguë, variant en fonction de la tournure que prenaient les événe-

ments en Russie. S'abstenant d'encourager toute séparation du Caucase d'avec la Russie tant que les armées blanches furent en mesure de lutter contre les bolcheviks, ce ne fut que lorsque les troupes de Denikine furent défaites et que les troupes rouges approchèrent de l'Azerbaïdjan que les républiques transcausiennes furent reconnues *de facto* par les Alliés et commencèrent à recevoir d'eux des armes. L'occupation britannique de la Transcaucasie ne contribua nullement à consolider l'autorité des républiques locales qui se plaignirent d'ailleurs du manque de considération témoigné par le commandement britannique à leur égard et de l'exploitation peu scrupuleuse des richesses du pays par les Alliés.

L'espoir de Lénine d'implanter un régime communiste dans les pays musulmans de l'Orient s'avéra illusoire. La preuve en fut d'ailleurs donnée au Congrès de Bakou où la propagande bolchevique n'eut d'effet que lorsque celle-ci soulevait des sentiments nationalistes. Si Mustafa Kemal fut le grand bénéficiaire de la collusion turco-soviétique, l'Arménie en fut la plus grande victime. État fragile, isolé, ressuscité à la suite des événements qui avaient ébranlé l'Empire russe, l'Arménie ne pouvait assurer son existence en suivant une politique hostile à la fois envers son voisin turc et vis-à-vis de la Russie bolchevique. La politique qui consista à compter sur l'Entente victorieuse pour assurer sa protection contre l'un et l'autre manquait de réalisme et était d'avance vouée à l'échec. Si les Alliés étaient prêts à reconstituer une Arménie indépendante dans ses frontières historiques, il n'entraînait pas dans leurs intentions d'engager leurs forces pour la défendre contre ses envahisseurs. Il est vrai qu'à l'époque, il était difficile de prévoir le succès final des bolcheviks et que même la plupart des « experts » croyaient à leur échec inéluctable.

Pour les bolcheviks arméniens en revanche, seul le pouvoir soviétique pouvait assurer l'existence d'un État arménien par une étroite union avec la Russie soviétique. Mais tous les efforts pour que cet État puisse incorporer une partie de l'Arménie occidentale, ou tout au moins conserver les frontières de 1914, restèrent vains. Entre les intérêts des minorités et ceux supposés de la révolution mondiale, ce sont ces derniers qui prévalurent.

Le cas de l'Azerbaïdjan fut différent. Bien que son allié turc finit par l'abandonner aux Russes, son appartenance au

monde musulman et le rôle que les bolcheviks lui attribuèrent pour la propagande des idées communistes en Orient lui valurent d'être le seul pays caucasien à profiter des Turcs pour élargir son territoire national au détriment de son voisin arménien et à obtenir par la suite le consentement des Russes pour la consolidation de ce territoire riche en pétrole.

Seule la Géorgie, qui avait pris l'initiative de constituer en 1918 une confédération transcaucasienne, avait plus de chances de conserver son indépendance du fait qu'elle avait une ouverture sur la mer Noire sous contrôle allié et un parti bolchevik nullement favorable en cette période à une intervention armée russe. Ce furent les bolcheviks géorgiens, Staline et Ordjonikidzé, influents à Moscou, qui surent persuader les « durs » du Politburo de la nécessité de supprimer ce « nid contre-révolutionnaire » sous prétexte qu'il pourrait servir de base à une intervention alliée.

Pendant les années d'indépendance, le sentiment national des trois républiques se renforça singulièrement, et après l'instauration du pouvoir soviétique, leur opposition à une dépendance trop étroite à l'égard de Moscou se manifesta au cours du processus de formation de la fédération transcaucasienne. Cette dernière, créée pour éliminer les tendances chauvinistes et séparatistes entravant l'intégration dans un système politique et économique unitaire, transformée par la suite en république transcaucasienne soumise au pouvoir central de Moscou, était pratiquement dépourvue de tout attribut de souveraineté. La reconstitution des trois républiques, après la formation de l'U.R.S.S., n'a guère modifié cette situation. Si le régime paraît stable, il porte encore des tares qui caractérisent un État à forme bureaucratique et autoritaire, ignorant les libertés essentielles. Il en résulte l'apparition d'une opposition embryonnaire ayant pour objectif la lutte contre un pouvoir qui risque de conduire progressivement les républiques nationales à la dissolution et à l'assimilation.

Certes, le nouvel ordre soviétique a apporté la paix aux peuples du Caucase et avant tout à ce qui restait d'un peuple arménien accablé par des épreuves atroces et incessantes, mais il ne faut pas ignorer à quel prix cette *pax sovietica* fut obtenue. Les purges de 1937-1938 et celles de 1947-1948 ont fait plus de 150 000 victimes dans les trois républiques. Le territoire de la Transcaucasie, contrairement à ce qui s'était

passé en 1918-1920, ne fut ni envahi ni occupé, mais le nombre considérable des victimes laissées sur les champs de bataille de la Deuxième Guerre mondiale — plus de 200 000 pour la seule Arménie — a laissé des traces douloureuses et profondes. La population s'est accrue depuis vingt ans de 4,5 millions d'habitants pour compter en 1979, 14 millions d'âmes dont 5 100 000 Azéris, 3 700 000 Arméniens, 3 500 000 Géorgiens et 1 000 000 de Russes. Les trois républiques ont atteint un très haut niveau d'éducation et se classent parmi les premières dans l'Union Soviétique. C'est ainsi que sur 1 000 personnes de plus de dix ans, on en compte en Arménie 713 ayant fait des études supérieures ou secondaires, 698 en Géorgie, 652 en Azerbaïdjan (1). Ce niveau élevé sur le plan culturel ne risque-t-il pas de se prolonger demain sur le plan politique par le développement de revendications qui se sont déjà manifestées au cours de l'élaboration de la nouvelle Constitution, en 1979, des Républiques transcaucasiennes, mettant en cause la primauté de la langue nationale ?

L'économie, entièrement dépendante de celle de la Russie et qui a donné, au cours des dernières décennies, un essor à l'industrie locale, continue à se développer à un rythme satisfaisant. Le niveau de vie s'est considérablement amélioré bien que la pénurie de certains produits soit encore sensible.

La Révolution d'Octobre a-t-elle pour autant résolu le problème national dans cette U.R.S.S. où l'on compte plus de cent nationalités, problème d'une ampleur qui n'a d'ailleurs d'équivalent dans aucun autre pays multi-ethnique ?

La solution du problème national par la création d'une Union des Républiques Soviétiques suivant la formule « nationales par la forme, socialistes par le fond » et soumises à un pouvoir centralisé, a provoqué des mouvements centrifuges qui répondent au désir des allogènes d'être « nationaux par le fond et socialistes par la forme », rétifs à toute assimilation.

Soixante années se sont écoulées depuis l'instauration du pouvoir soviétique au Caucase. Au rythme actuel de l'évolution démographique, à la fin de ce siècle, les nationalités non-russes de l'Empire soviétique — on compte déjà 43

(1) Recensement de la population de l'U.R.S.S. en 1979, Politizdat, Moscou, 1980.

millions de musulmans — formeront une majorité dont le niveau culturel ne le cédera en rien à celui des Russes. Des conflits de caractère national et religieux peuvent en résulter si les maîtres du Kremlin qui succéderont à l'équipe dirigeante actuelle, encline à l'immobilisme, n'ont ni la hauteur de vues ni la clairvoyance nécessaire pour appliquer une politique de décentralisation par la transformation d'un État autoritaire en une authentique fédération de républiques nationales, forme qui correspond le mieux aux aspirations des nations composant l'U.R.S.S. Une telle union, qui devrait être volontaire, assurerait une cohabitation pacifique et une coopération fructueuse aux peuples de ce vaste espace qui représente la sixième partie du globe. Ou bien ces futurs dirigeants pourront-ils avoir recours à la force pour réprimer la légitime aspiration à une plus large autonomie de peuples qui ont pu à travers les siècles préserver leur identité ?

Du choix entre ces deux politiques dépendront le sort des nationalités, aujourd'hui soviétiques, et celui de la Russie elle-même.

BIBLIOGRAPHIE

En allemand

1. GUZE Felix : *Die Kaukasusfront im Weltkrieg bis zum Frieden von Brest*, Leipzig, 1940.
2. LUDENDORF Erich : *Meine Kriegserinnerungen*, Berlin, 1919.

En anglais

3. ALLEN W. et MURATOFF P. : *Caucasian Battlefields (1828-1921)*, Cambridge, 1953.
4. CONQUEST A. : *The Formation of the Soviet Union*, Cambridge, Mass., 1966.
5. DUNSTERVILLE L.-C. : *The adventures of Dunsterforce*, Londres, 1923.
6. FISCHER Louis : *The Soviets in World Affairs*, 2 vol., Princeton, 1951.
7. HARRIS George S. : *The origins of communism in Turkey*, Stanford, 1967.
8. HOSTLER Charles Warren : *Turkism and the Soviets*, Londres, 1957.
9. HOVANNISIAN Richard G. : *Armenia on the Road to Independence, 1918*, Berkeley et Los Angeles, 1967.
10. HOVANNISIAN R. : *The Republic of Armenia, 1918-1919* vol. I, Berkeley-Los Angeles-Londres, 1971.
11. KAPUR Harish : *The Soviet Russia and Asia (1917-1927)*, New York, 1967.
12. KAYALOFF Jacques : *The battle of Sardarabad*, La Haye, 1972.
13. KAZEMZADEH Firuz : *The Struggle for Transcaucasia, 1917-1921*, New York et Oxford, 1951.
14. KEMAL Mustafa (Atatürk) : *A speech delivered by Gharzi Mustafa Kemal*, Leipzig, 1927.
15. KENNAN George : *Soviet-American relations, 1917-1920*, 2 vol., Princeton, 1958.

16. LANG David Marshall : *A Modern History of Georgia*, Londres, 1962.
17. LEWIS Bernard : *The Emergence of Modern Turkey*, Londres, 1961.
18. MATOSSIAN-KILBOURNE Mary : *The Impact of Soviet Policies in Armenia*, Leyde, 1962.
19. NALBANDIAN Louise : *The Armenian Revolutionary movement*, Los Angeles, 1963.
20. PAPAŽIAN K.-S. : *Patriotism perverted*, Boston, 1934.
21. PIPES Richard : *The Formation of the Soviet Union, Communism and Nationalism (1917-1923)*, Cambridge, Mass., 1964.
22. SPECTOR Ivar : *The Soviet Union and the Muslim World (1917-1958)* Seattle, 1959.
23. SUNY Ronald G. : *The Baku Commune*, Princeton, N.J., 1972.
24. SWIETOCHOWSKI Tadeucz : *The Himmat Party*, in *Les Cahiers du Monde russe et soviétique*, vol. XIX (1-2), 1978, pp.119-142.
25. ULLMAN Richard H. : *Anglo-Soviet relations, 1917-1921*, vol. II, *Britain and the Russian civil war (nov. 1918-déc. 1920)*, Princeton, 1968.

En arménien

26. AGHAYAN Ts. P. : *Haï joghovourdi patmoutioun* (Histoire du peuple arménien), Erevan, 1976.
27. AKOPIAN S. et ELTCHIBEKIAN A. : *Joghovatsou haïotz patmoutiounitz* (Recueil d'histoire arménienne), Erevan, 1954.
28. ALIKHANIAN S.T. : *Haïkakan gortsery kommissariati gortseoutoune* (L'activité du Commissariat aux Affaires arméniennes), Erevan, 1958.
29. ANANOUN D. : *Roussahayeri hassarakakan zargatsoume* (Développement social des Arméniens de Russie), 3 vol., Bakou, 1916.
30. AVAKIAN V. : *Hamajoghovourdakan païkar interventneri dem...* (La lutte populaire contre les interventionnistes...), in *Banber*, I/1963, Erevan.
31. BAGDASSARIAN A. : *Kaghakatsiakan paterazme Haïastanoum* (La guerre civile en Arménie), Erevan, 1928.
32. BAGDASSARIAN H. : *Andrkovkassi kommounistneri kousaktoutian païkare k.k. mioutian hamar* (La lutte des communistes transcaucasiens pour l'unité du P.C.), Erevan, 1969.

33. BALIKIAN O., EVOYAN V., SARGUISSIAN G. : *Tourkiabi natchoghakan kaghakakanoutioun Haïastanoum* (La politique d'agression turque en Arménie), in *Banber*, I (28), 1971.
34. ELTCHIBEKIAN A.M. : *Sovetakan ichkhanoutian baghtanake Haïastanoum* (La victoire du pouvoir soviétique en Arménie), Erevan, 1950.
35. *Encycopédie arménienne soviétique*, vol. I à VI, Erevan, 1974-1980.
36. GULKHANDANIAN A. : *Bakvi herosamarte* (La bataille héroïque de Bakou), in *Haïrenik*, juil.-août-sept., 1943.
37. *Haï joghovourdi patmoutioun* (Histoire du peuple arménien), vol. VII, Erevan, 1967.
38. KAZANDJIAN Rem : *1920-t. tourk-haïkakan paterazmy nakhoriakin R.S.F.S.R. — Haïastani midjev teghi ounetsatz divanagutakan harsti chourdj* (Les relations diplomatiques entre la R.S.F.S.R. et l'Arménie à la veille de la guerre arméno-turque), in *Banber*, II (11), 1965.
39. KHATISSIAN A. : *Haïastani Hanrapetoutian tsakoumn ou zargatsoume* (Naissance et développement de la République arménienne), Athènes, 1930.
40. KHONDKARIAN, Archam : *Oppositsian hanrapetakan Hayastanoum* (L'opposition dans l'Arménie républicaine), in *Vem*, I/1933, II/1933, Paris.
41. KHOURCHOUDIAN, L.A. : *Spiourkakhai koussaktoutiounere jamanakakitz etapoum* (Les partis politiques arméniens de la diaspora à l'époque contemporaine). Erevan, 1964.
42. KHOURCHOUDIAN L.A. : *Sovetakan Roussastane yev haïkakan hartse* (La Russie soviétique et le problème arménien), Erevan, 1977.
43. KIRAKOSSIAN J. et SAHAKIAN R.G. : *San Remohi konferentsian yev Haïastane* (La conférence de San Remo et l'Arménie), in *Banber*, III/1972.
44. KITOUR A. : *Haï azatgrakan ichampoun vra* (Sur la voie de la libération arménienne), Beyrouth, 1949.
45. LAZIAN G. : *Haïastan yev haï date* (L'Arménie et la cause arménienne), Le Caire, 1957.
46. *Mémoires des vieux bolcheviks*, Erevan, 1958.
47. MNATSAKANIAN A.N. : *V.I. Lenine yev haï joghovourdi azatagrakan païkare* (V.I. Lénine et la lutte pour la libération du peuple arménien), Erevan, 1963.
48. MNATSAKANIAN A.N. : *Revolutsian Andrkovkassoum yev Roussastani patviraknere (1917-1921)* (La révolution en Transcaucasie et les émissaires de la Russie), Erevan, 1963.

49. MNEYAN G.M. : *Stepan Chahoumiani partiakan yev petakan gortzneoutioun* (L'activité au parti et au gouvernement de Stepan Chahoumian), Erevan, 1963.
50. MRAVIAN A. : *Yerp yev intchpes e himnvel Haiastani kommounistakan (b) koussaktsoutioun* (Quand et comment fut créé le parti communiste (b) arménien), Erevan, 1928.
51. NAVASARDIAN Vahan : *Bolchevisme yev Dachnakt-soutioun* (Bolchevisme et Dachnakt-soutioun), 2 vol., Le Caire, 1949.
52. OUDOUMIAN K.B. : *Kovkassian kommounistakan kaz-makerpoutiouneri erkrayin aratchin hamakoumare* (Le premier Congrès régional des organisations communistes caucasiennes), in *Lraber*, XI/1967.
53. PARSAMIAN V.A. : *Lenine yev andrkovkassian federatsian* (Lénine et la fédération transcaucasienne), Erevan, 1962.
54. ROUBEN (Ter-Minassian) : *Hai beghapokhakani me hichatakner* (Mémoires d'un révolutionnaire arménien), 7 vol., Los Angeles, 1951-1952.
55. SARGUISSIAN E. Gh. : *Menagroutioun Tourkiahoum az-gain-azatagrakan paikari massin* (1918-1923) Monographie sur la guerre de libération nationale en Turquie, 1918-1923) Critique du livre de Chamsoutdinov, in *Banber*, I/1967.
56. SARGUISSIAN E. et SAHAKIAN R. : *Hai joghovourdi nor chrdjani patmoutian nengapokhoume tourk patmagroutioun medj* (La falsification dans l'historiographie turque de l'histoire contemporaine arménienne), Erevan, 1963.
57. SARGUISSIAN E., ABEGHIAN Kh., SARGUISSIAN A. : *Legrani missian* (La mission Legran), recueil de documents, in *Banber*, III (18), 1967.
58. TOURCHIAN H.G. : *Sardarapati Herosamarte* (La bataille héroïque de Sardarabad), Erevan, 1969.
59. VRATSIAN S. : *Haiastane bolchevikian mourdji yev trkakan sali midjev* (L'Arménie entre le marteau bolchevik et l'enclume turque), Beyrouth, 1953.
60. VRATSIAN S. : *Haiastani Hanrapetoutioun* (La République d'Arménie), 2^e édition, Beyrouth, 1958.
61. VRATSIAN S. : *Guianki oughinerov* (Sur les chemins de la vie), 6 vol., Beyrouth, 1955-1967.
62. ZARIAN Kostan : *Nave leran vra* (Le navire sur la montagne), Boston, 1945.
63. ZOHRIAN E.A. : *Sovetakan Roussastane yev hai-tourkakan haraberoutiounere* (La Russie Soviétique et les relations arméno-turques), Erevan, 1979.

En français

Archives du ministère français des Affaires étrangères, Missions militaires étrangères au Caucase (1917-1928) :

- Grèce, Politique étrangère (1918-1922), Séries 70 à 75.
 - Russie, Politique étrangère (1918-1921), Séries 130 à 135.
 - Turquie, Politique extérieure (1918-1929), Séries 138 à 149.
 - Levant, Accords signés avec la Russie (1918-1921), Séries 147 à 151.
 - Levant, Relations des pays autres que les Alliés avec les bolcheviks (1918-1927), Séries 161-164.
 - Levant, Turquie (1918-1922), Relations avec l'Angleterre, Séries 187 à 190.
 - Levant, Relations russo-turques (1918-1923), Séries 278 à 280.
 - Activité des Arméniens, Azéris et Géorgiens au Caucase et en Europe (1917-1923), Séries 638 à 659 et 831 à 895.
64. BAMMATE Haïdar : *Le Caucase et la Révolution russe*, Paris, 1929.
 65. BENNIGSEN A. et LEMERCIER-QUELQUEJAY C. : *L'Islam en Union Soviétique*, Paris, 1968.
 66. BEYNAC J. : *Kamo*, Paris, 1972.
 67. CARRÈRE D'ENCAUSSE Hélène : *L'Empire Éclaté, La révolte des Nations en U.R.S.S.*, Paris, 1978.
 68. CARRÈRE D'ENCAUSSE H. : *Le pouvoir confisqué, Gouvernants et Gouvernés en U.R.S.S.*, Paris, 1980.
 69. DUMONT Paul : *L'Axe Moscou-Ankara, Les relations turco-soviétiques de 1919-1922*, in *Cahiers du Monde russe et soviétique*, vol. XVIII (3), 1977, pp. 165-193.
 70. DUMONT Paul : *Bolchevisme et Orient*, *Cahiers du Monde russe et soviétique*, vol. XIX, 1973, pp. 377-409.
 71. DUMONT Paul : *La fascination du bolchevisme, Enver Pacha et le parti des Soviets populaires, 1919-1922*, *Cahiers du Monde russe et soviétique*, vol. XVI (2), 1975, pp. 141-166.
 72. DUMONT Paul : *La révolution impossible, les courants d'opposition en Anatolie (1918-1921)*, *Cahiers du Monde russe et soviétique*, vol. XIX (1-2), 1978, pp. 143-174.
 73. FERRO Marc : *La Révolution de 1917, la chute du tsarisme et les origines d'octobre*, Paris, 1967.
 74. HAUPT Georges : *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Paris, 1969.
 75. JÄSCHKE Gottard : *Le rôle du communisme dans les relations russo-turques (1919-1922)*, in *Cahiers d'Orient*, II/1963, Paris.

76. KORGANOFF G. : *La participation des Arméniens à la Guerre mondiale sur le front du Caucase (1914-1918)*, Paris, 1927.
77. LA CHESNAIS P.G. : *Les peuples de la Transcaucasie pendant la Guerre et devant la Paix*, Paris, 1921.
78. LARAN Michel : *Russie-U.R.S.S. (1870-1970)*, Collection « Un siècle d'histoire », Paris, 1973.
79. LARCHER M. : *La guerre turque dans la Guerre mondiale*, Paris, 1926.
80. LORIS-MELIKOV Jean : *La Révolution russe et les nouvelles Républiques transcaucasiennes, Bolchevisme et antibolchevisme*, Paris, 1920.
81. MANDELSTAM A. : *La Société des Nations et les Puissances devant le Problème Arménien*, Paris, 1926.
82. MANVELICHVILI Alexandre : *Histoire de la Géorgie*, Paris, 1951.
83. MIR-YACOUB : *Le Problème du Caucase*, Paris, 1933.
84. PASTERMADJIAN : *Histoire de l'Arménie*, Paris, 1949.
85. POIDEBARD A. : *Rôle militaire des Arméniens sur le front du Caucase après la défection de l'Armée russe (déc. 1917-nov. 1918)*, Paris, 1920.
86. POIDEBARD A. : *La Transcaucasie et la République arménienne dans les textes diplomatiques du traité de Brest-Litovsk au traité de Kars (1918-1921)*, Paris, 1923-1924.
87. PORTAL Roger : *Le statut des pays libérés du servage (1861-1961)*, Paris-La Haye, 1963.
88. *(Le) Premier Congrès des Peuples de l'Orient*, Édition Internationale communiste, Maspero, Paris, 1971.
89. RASSOUL ZADEH M.E. : *L'Azerbaïdjan en lutte pour l'indépendance*, Paris, 1930.
90. SOUVARINE Boris : *Staline*, Paris, 1977.
91. TER-MINASSIAN Anahide : *Le mouvement révolutionnaire arménien (1890-1903)*, in *Les Cahiers du Monde russe et soviétique*, Vol. XIV (4), 1973.
92. TER-MINASSIAN A. : *Aux origines du marxisme arménien, Les Spécifistes*, Vol. XIX (1-2), 1978, pp. 67-117.
93. TERNON Yves : *Les Arméniens, Histoire d'un génocide*, Paris, 1977.
94. TSERETELLI Irakly : *La séparation de la Transcaucasie d'avec la Russie et l'indépendance de la Géorgie*, Paris, 1919.
95. VARANDIAN M. : *Le conflit arméno-géorgien et la Guerre du Caucase*, Paris, 1919.
96. WOYTINSKY Wladimir : *La démocratie géorgienne*, Paris, 1921.

En russe

97. AGHAYAN Ts. P. : *Veliki Oktiabr'i bor'ba trudiachtikhssya Armenii za pobedu sovetsoï vlasti* (Le Grand Octobre et la lutte des travailleurs d'Arménie pour la victoire du pouvoir soviétique), Erevan, 1962.
98. ALIKHANIAN S.T. : *Role Sovetskoï Rossii v delé osvobodénia armianskogo naroda* (Le rôle de la Russie Soviétique dans la libération du peuple arménien), Erevan, 1964.
99. ANANIKIAN B. : *Ideiny krakh dachnaskoï ideologii* (La faillite de l'idéologie dachnak), Erevan, 1979.
100. ARKOMED S.T. : *Materialy po istorii otpadenia Zakavkaz'a ot Rossii* (Matériaux concernant la séparation de la Transcaucasie d'avec la Russie), Tiflis, 1931.
101. AVALOV (Avalachvili) Z. : *Nezavisimost' Gruzii v mejdunarodnoï politiki (1918-1921)* (L'Indépendance de la Géorgie dans la politique internationale), Paris, 1924.
102. BAGHIROV I.A. : *Iz istorii sovetso-turetskikh otnocheniah 1920-1922*, (De l'histoire des relations soviéto-turques), Bakou, 1965.
103. BEGHIAN I.Z. : *Obrazovanié i uprotchnenié suverenogo sovetso-kgo armianskogo gosoudarstva* (Formation et consolidation de l'État souverain soviétique arménien), Erevan, 1962.
104. *Bol'cheviki v bor'be za pobedu sotsialisticheskoi revolutsii v Azerbaïdjane* (Les bolcheviks dans la lutte pour la victoire de la révolution socialiste en Azerbaïdjan), documents, Bakou, 1957.
105. *Bor'ba za pobedu sovetsoï vlasti v Gruzii* (La lutte pour le pouvoir soviétique en Géorgie), Tbilissi, 1958.
106. BORIAN B. : *Armenia, mejdunarodnaya diplomatia i S.S.S.R.* (L'Arménie, la diplomatie internationale et la R.S.S.R.), 2 vol., Moscou-Leningrad, 1928-1929.
107. CHAHOUMIAN Stepan : *Izbrannie sotchinénie* (Œuvres choisies), 3 vol., Moscou, 1957.
108. CHAMSUTIDNOV A.M. : *Natsional'naya osvoboditel'naya voïna v Turtsii (1918-1923)* (La lutte de libération nationale en Turquie), Moscou, 1966.
109. DENIKINE A.I. : *Otcherki russkoï smuty* (Recueil sur la période trouble en Russie), 5 vol., Berlin 1921-1925.
110. DIMANSTEIN S.M. : *Revolutsia i natsional'nii vopross* (La révolution et la question nationale), 3 vol., Moscou, 1930.
111. *Dokumenty i materialy po vnechnéi politiki Zakavkaz'a i Gruzii* (La politique étrangère de la Transcaucasie et de la Géorgie), documents, Tiflis, 1919.

112. *Dokumenty sovetskoi diplomatii* (Documents de la diplomatie soviétique), Vol. I, Moscou, 1935.
113. *Dokumenty vnechnoi politiki S.S.S.R.* (Documents de la politique étrangère de l'U.R.S.S.), Vol. I à VI, Moscou, 1957-1962.
114. ENOUKIDZÉ A. : *Krakh imperialisticheskoi interventsii v Zakavkaz'e* (Echec de l'intervention impérialiste en Transcaucasie), Tbilissi, 1954.
115. GALOYAN G.A. : *Bor'ba za sovetskuyu vlast' v Armenii* (La lutte pour le pouvoir soviétique en Arménie), Moscou, 1957.
116. GALOYAN G.A. : *Sotsialisticheskaya revoliutsia v osvoboditel'noi istoriografii* (La révolution socialiste jugée par l'historiographie bourgeoise), Moscou, 1960.
117. GHARIBDJANIAN G.B. : *Kommunisticheskie organizatsii Armenii v bor'be za pobedu sovetskoi vlasti* (Les organisations communistes d'Arménie dans la lutte pour le pouvoir soviétique), Erevan, 1957.
118. GOULIEV A.I. : *Bor'ba bakinskogo proletariata* (La lutte du prolétariat de Bakou), Bakou, 1963.
119. GOUSSEÏNOV, Mirza-Davoud : *Turkskaya demokraticheskaya partiia federalistov « Mussavat »...* (Le parti démocratique-fédéraliste turc-azéri « Moussavat »...), Tiflis, 1927.
120. IBRAHIMOV Z.I. : *Bor'ba trudiastchikhssya Azerbaïdjana za pobedu sotsialisticheskoi revoliutsii* (La lutte des travailleurs d'Azerbaïdjan pour la victoire de la révolution socialiste), Bakou, 1957.
121. *Istoria Azerbaïdjana* (Histoire d'Azerbaïdjan), 3 vol., Bakou, 1963.
122. *Istoria Diplomatii S.S.S.R.* (Histoire de la diplomatie de l'U.R.S.S.), Moscou, 1959.
123. *Istoria kommunisticheskoi partii Armenii* (Histoire du P.C. d'Arménie), Erevan, 1968.
124. *Istoria kommunisticheskoi partii Azerbaïdjana* (Histoire du P.C. d'Azerbaïdjan), Bakou, 1963.
125. *Istoria kommunisticheskoi partii Gruzii* (Histoire du P.C. de Géorgie), Tbilissi, 1957.
126. IVANOVA M.N. : *Natsional'no-osvoboditel'noe dvizhenie v Irane* (Le mouvement de libération nationale en Iran), Moscou, 1961.
127. *Iz istorii inostranoi interventsii v Armenii* (L'histoire de l'intervention étrangère en Arménie), documents, Erevan, 1970.
128. KADICHEV A.B. : *Interventsia i grajdanskaya voïna v Zakavkaz'e* (L'intervention et la guerre civile en Transcaucasie), Moscou, 1960.
129. KHARMANDARIAN S.V. : *Lenine i ustanovlenie Zaravkazkoi federatsii (1921-1923)* (Lénine et l'instauration de la fédération transcaucasienne), Erevan, 1969.
130. KHATCHAPOURIDZE G.V. : *Bor'ba gruzinskogo naroda za ustanovlenie sovetskoi vlasti v Gruzii* (La lutte du peuple géorgien pour l'instauration du pouvoir soviétique en Géorgie), documents, Tbilissi, 1971.
131. KIRAKOSSIAN John : *Zapadnaya Armenia v gody pervoi mirovoi voïny* (L'Arménie occidentale pendant la Première Guerre mondiale), Erevan, 1971.
132. KOUZNETSOVA S.I. : *Krakh imperialisticheskikh zamyslov i vobnovlenie interventsii v Zakavkaz'e* (Échec des menées impérialistes et renouvellement de l'intervention en Transcaucasie), Bakou, 1954.
133. KOUZNETSOVA S.I. : *Ustanovlenie sovetsko-turetskikh otnoshenii* (Établissement des relations soviéto-turques), Moscou, 1961.
134. LALEBEKIAN B. Kh. : *Lenine i ustanovlenie sovetskoi vlasti v Zakavkaz'e* (Lénine et l'instauration du pouvoir soviétique en Transcaucasie), Erevan, 1961.
135. LÉNINE V.I. : *Œuvres complètes*, 55 vol., 5^e édition, Moscou, 1958-1965.
136. MAKHARADZE Filip : *Diktatura menchevitskoi partii v Gruzii* (La dictature du parti menchevik en Géorgie), Tbilissi, 1921.
137. *Mémoires des communistes de la Transcaucasie sur leurs rapports avec Lénine* (Articles de Miasnikian, Mravian, etc.) Erevan, 1970.
138. MERKVILADZE V.N. : *Lenine i stroitel'stvo osnov sovetskoi natsional'noi gosudar'stvenosti* (Lénine et l'édification des bases de l'État national soviétique), Tbilissi, 1959.
139. MIL'MAN A. : *Bor'ba za sovetskoi vlasti v Azerbaïdjane* (La lutte pour le pouvoir soviétique en Azerbaïdjan), Bakou, 1963.
140. NOVITCHEV A.D. : *Turtsia* (La Turquie), Moscou, 1965.
141. ORAKHELACHVILI Maria : *Lenine i zakavkazkaya federatsia* (Lénine et la Fédération transcaucasienne), Tbilissi, 1928.
142. ORDJONIKIDZE S. : *Stati i retchi* (Articles et discours), Moscou, 1939.
143. *Pobeda sovetskoi vlasti v Zakavkaz'e* (La victoire du pouvoir soviétique en Transcaucasie), Tbilissi, 1971.
144. *Revoliutsia v natsional'nykh rayonakh Rossii (1905-1907)* (La révolution dans les régions nationales de la Russie), L'Arménie : par D.E. Gabrielian ; l'Azerbaïdjan, par Z.I. Ibrahimov ; la Géorgie, par G.V. Katchapouridze. Moscou, 1955.

145. SARGUISSIAN E. Gh. : *Expansionistkaya politika Osmanskoï imprii v Zakavkaz'e v 1918 g.* (La politique expansionniste de l'Empire ottoman en Transcaucasie en 1918), Erevan, 1962.
146. SARGUISSIAN E. Gh. : *Iz istorii touretskoï interventsii v Zakavkaz'e v 1918 g.* (De l'histoire de l'intervention turque en Transcaucasie en 1918), Erevan, 1953.
147. SORKINE G.Z. : *Pervy s'ezd Narodov Vostoka* (Le premier Congrès des Peuples de l'Orient), Moscou, 1961.
148. STALINE I. V. : Œuvres, 13 vol., Moscou, 1946-1952.
149. TOKARJEWSKY E.A. : *Iz istorii innostranoï i grajdanskoï voiny v Azerbaïdjane* (Sur l'histoire de la guerre étrangère et civile en Azerbaïdjan), Bakou, 1957.
150. URATADZE G.I. : *Obrazovanie i konsolidatsia Gruzinskoï Demokratitcheskoï Respubliki* (Création et consolidation de la République démocratique géorgienne), Munich, 1956.
151. *Velikiy Oktiabr' i bor'ba za pobedu sovetsoï vlasti v Azerbaïdjane* (Le Grand Octobre et la lutte pour le pouvoir soviétique en Azerbaïdjan), Bakou, 1958.
152. *Velikaya Oktiabr'skaya sotsialistitcheskaya Revolutsia i pobeda sovetsoï vlasti v Armenii* (La Grande Révolution socialiste d'Octobre et la victoire du pouvoir soviétique en Arménie), Recueil de documents, Erevan, 1957.
Cet ouvrage comprend de très nombreux documents permettant de suivre chronologiquement les principaux événements au Caucase de 1917-1921.
153. *Za obrazovannie Sovetskogo Soyuza* (Pour la formation de l'Union Soviétique), documents, Tbilissi, 1972.

En turc

154. BAYUR Ysuf Hikmet : *Atatürk hayati ve eseri* (Ataturk, Vie et Œuvres), Ankara, 1963.
155. CEBESoy (Ali Fuat) : *Milli mürcadele hâtirlari* (Mémoires de la lutte nationale), Istanbul, 1953.
156. ESAT URAS : *Tarikhte armenlar ve ermeni meselesi* (L'histoire de l'Arménie et la question arménienne), Ankara, 1950.
157. KARABEKIR Kiazim : *İstiklal Harbimiz* (Notre guerre d'indépendance).
158. KUTAY Cemal : *Karabekir Ermenistani nasil yok itti* (Comment Karabekir a supprimé l'Arménie), Istanbul, 1950.
159. MİRZA BALA : *Milli Azerbaycan Hareketi* (Histoire de la nation azérie), Berlin, 1938.

- ABACHIDZE, 26.
- ABILOV, 20, 199.
- ABOVIAN, 21.
- ADJEMIAN, 35.
- ADONTZ, 34.
- AGAËV, 19, 24.
- AGHAMALI OGLou, 20, 76.
- AHARONIAN, 28, 81, 82, 139, 168, 194, 205.
- AIOLLO, 41, 61.
- AKHOUNDOV, 115, 213, 239.
- ALEXANDRE III, 20.
- ALEXËEV-MESKHI, 31.
- ALI FUAT PACHA, 15, 147, 179, 191, 192.
- ALIKHANIAN, 167, 172.
- ALI KOULI KHAN, 83.
- ALLAVERDIAN, Gl., 59.
- ALLAVERDIAN, 97, 110, 111, 112.
- AMIROV T., 70.
- ANANOUN, 21.
- ANDRANIK, 45, 55, 73, 96.
- ARAM (MANOUKIAN), 40, 54, 59, 74.
- ARGOUTIAN, Pr., 176.
- ASSADOLAEV, 51.
- ATABEKIAN M., 73, 167, 171, 172.
- ATABEKOV, 156, 167.
- ATABEKOV-COBLAIN, 96.
- ATARBEKIAN, 167, 171, 172.
- AVALOV (AVALACHVILI), 15, 190.
- AVANESSOV, 22, 36, 37, 38, 79.
- AVETISSOV, 64.
- AVICE, 97, 111, 115, 167, 172, 215, 222, 223.
- AZIZBEKOV, 19, 20, 53.
- BABALIAN, 118.
- BAGATOUROV, 42.
- BAGRATOUNI, 42.
- BAGRAMIAN, 111.
- BAMMATE, HAIDAR, 15, 82.
- BARATOV, 85.
- BAYARD, 163.
- BEBEL, 215.
- BEHAEDDINE CHAKIR, 126, 129, 169.
- BEKIR SAMI, 116, 117, 160, 165, 177, 178, 179, 190.
- BEKZADIAN A., 159, 160, 167, 175, 180, 207, 215, 221, 225.
- BEKZADIAN T., 143.
- BELA KUN, 123, 124, 129, 132.
- BERTHELOT, 183.
- BITCHERAKHOFF, 65, 67, 72.
- BOGHOS NOUBAR, 45, 81, 82.
- BORIAN B., 14, 77, 79, 156, 199.
- BOUDIENNY, 90.
- BOUKHARINE, 189, 228.
- BOUNIAT ZADEH, 20, 105, 126.
- BRIAND, 177, 190, 193, 205.
- CHABLInE, 124, 127.
- CHAKHTAKHTINSKI, 148.
- CHAHVERDIAN, 40, 79, 97.
- CHANTh, 115.
- CHARDIGNY, 30, 88, 97.
- CHEFKET PACHA, 66, 95.
- CHAHOUMIAN, 22, 23, 25, 28, 31, 33, 39, 40, 41, 44, 50, 52, 53, 61, 62, 64, 66, 67, 69, 71, 77, 242.
- CHAMYL, Imam, 17.

- CHEVALLEY, 138, 162, 165, 167, 183.
 CHURCHILL, 94.
 CONQUEST, 142.
 CONSTANTIN, Roi, 164.
 COOK-COLLIS, 72.
 CORBEL, 119.
 CURZON, 93, 103, 109, 141, 142, 177, 196, 225.
- DEFRANCE, 82.
 DELANIERES, 123.
 DELPEUCH, Rev., 95.
 DENIKINE, 67, 73, 85, 92, 93, 94, 95, 107.
 DJAFAROV, 26, 31.
 DJAMALIAN, 118, 119.
 DJAPARIDZE, 23, 41, 42, 44, 53, 69, 71.
 DJEMAL PACHA, 89, 91.
 DJEVAD PACHA, 99.
 DJIBLADZE, 20.
 DJOUGACHVILI, voir STALINE.
 DOMBADZE, 228.
 DONSKOI, 31.
 DOVLATIAN, 97, 167, 172.
 DRO (KANOYAN), 144, 151, 157, 183.
 DUNSTERVILLE, 65, 65n, 67.
 DZERJINSKI, 234, 235, 236.
- EFENDIEV, 19, 212.
 EGOROV, 219.
 ELIAVA, 186, 212n, 214n, 218, 219, 221, 229, 236.
 ENFIANDJIAN, 74.
 ENOUKIDZE, 22, 187, 229.
 ENVER PACHA, 56, 65, 89, 91, 127, 128, 129, 196.
 ERAMIAN, 79.
 ERZNKIAN, 78, 193, 216.
- FAZYL KALYV, 127.
 FERID PACHA, 164.
 FEVZI KEMAL, 191.
- FIGATNER, 208.
 FOCH, 93, 94, 139.
 FRANCHET D'ESPERAY, 99.
 FRANKIN-BOUILLON, 207.
 FROUMKINE, 224.
 FROUNZE, 213, 232, 240.
 FUAT ALI, voir ALI FUAT PACHA.
- GAI, 156.
 GALIEV SULTAN, 240.
 GALOYAN, 14.
 GANETSKI, 195, 197.
 GHARIBDJANIAN B., 79, 111, 112.
 GHOUGHASSIAN, 78, 79, 97, 112.
 GLONTI T., 218.
 GOTSINSKI, Imam, 51, 108.
 GOUGH-CALTHORPE, 72.
 GOULIAN, 74.
 GRIMOVSKI, 223.
 GUEGUETCHKORI A., 223.
 GUEGUETCHKORI E., 20, 30, 31, 32, 48, 85, 136.
 GULKHANDANIAN, 146.
- KHADJINSKI, 19.
 HAIKOUNI, 79, 80.
 HAMBARTSOUMIAN, 216.
 HAMID BEY, 146.
 HARBORD, 83, 84, 92, 98.
 HAROUTUNIAN, 74.
 HASKELL, 83, 84.
 HAUSSMAN, 219.
 HEKKER, 155, 184, 192.
 HELFERICH, 67.
 HOFFMANN, 35.
 HOVANNISIAN R., 15.
 HOVHANNESSIAN, 140, 173, 209, 215, 216, 237.
 HUSREV BEY, 90.
 HUYSMANS, 182.
- ICHKHANIAN B., 21.
- ISMET BEY, 183.
 IZZET PACHA, 164, 226.
- JONNESCO, 147.
 JORDANIA, 15, 20, 25, 31, 33, 57, 94, 101, 105, 133, 136, 158, 188.
- KADIMOV, 29.
 KALANDADZE, 218.
 KALEDINE, 31.
 KALININE, 234.
 KAMENEV, 184, 227, 228, 236, 238.
 KAMO (TER-PETROSSIAN), 33, 76.
 KARABEKIR KIAZIM, 15, 90, 100, 137, 143, 146, 162, 193, 197, 198, 199.
 KARAEV, 20, 76, 105, 202.
 KARAGULIAN, 79.
 KARAKHAN, 37n, 47, 115, 120, 129.
 KARAOULOV, 31.
 KARBALI M.Z., 19.
 KARINIAN, 36, 53, 156, 174, 175.
 KARTCHIKIAN, 31, 48, 59, 74.
 KASPAROV, 22.
 KASSIAN, 40, 78, 79, 159, 160, 167, 172, 215.
 KAUTSKY, 182.
 KAVTARADZE, 26, 27, 28, 212, 220, 223, 228, 235, 242.
 KAZEM ZADEH Abbas, 19.
 KAZEMZADEH Firuz, 15.
 KEMAL MUSTAFA, 87, 89, 90, 100, 108, 114, 116, 123, 125, 131, 136, 142, 143, 148, 161, 162, 164, 166, 177, 191, 196, 199, 245.
 KEMAL YUSUF, 116, 136, 179, 191, 196, 199, 207.
 KETSKHOVELI, 20.
- KHADJINSKI, 19, 65, 104, 207.
 KHAIDAR KHAN, 122.
 KHALIL PACHA, 53, 54, 56, 58, 92, 93, 107, 116.
 KHANDJIAN, 78.
 KHANKHOISKI, 31, 59, 62, 75, 85, 94, 107.
 KHANOYAN, 78, 79, 173, 229.
 KHARLAMOV, 26.
 KHATCHAZNOUNI, 47, 54, 58, 59, 74, 168.
 KHATCHIEV, 220.
 KHATISSIAN, 25, 47, 58, 59, 74, 96, 101, 110, 111, 113, 114, 115, 139, 144, 146n, 147, 151, 167, 178, 190.
 KHNKO, 168.
 KHOBAKIDZE, 235.
 KHONDKARIAN, 22, 111n, 144.
 KHOUNDADZE, 219.
 KHOUSSEINOV A., 219.
 KHOUSSEINOV. M.D., 143, 163, 183.
 KIAZIM BEY, 143, 163, 183.
 KICHMICHEV, 85.
 KIROV, 95, 107, 114, 115, 184, 202, 203, 207, 221, 233, 237.
 KNOUNIANTZ, 22, 23, 76.
 KOLTCHAK, 92.
 KORGANOV, G., 27, 32, 50, 53, 71n, 77.
 KORKMASSOV, 177.
 KORNIENKO, 174.
 KOUBICHEV, 227, 236.
 KOURO (TARKHANIAN), 168, 170, 175.
 KOUTCHOUK KHAN, 123, 126.
 KOUZNETSOVA, 14.
 KRASSINE, 20, 135, 177.
- LALAYANTZ, 22.
 LANSING, 30.
 LEBEDINSKY, 48.
 LE BON, 166.

- LEGRAN, 117, 118, 119, 140, 141, 144, 146, 148, 150, 151, 159, 163, 195, 216, 219.
- LENINE, 22, 23, 24, 27, 31, 33, 35, 39, 47, 50, 61, 62, 64, 66, 66n, 67n, 69, 70, 71, 77, 89, 100, 101, 102, 109, 112, 116, 120, 125, 130, 137, 153, 158, 160, 161, 167, 172, 180, 186, 187, 188, 189, 203, 205, 213, 214, 226, 227, 228, 229, 230, 234, 235, 236, 238, 245.
- LEVANDOSKI, 104.
- LLOYD GEORGE, 93, 164, 177.
- LOMINADZE, 76, 189, 229.
- LOMTADZE, 138.
- LOSSOW VON, 54, 56, 57.
- LOUCHEUR, 190.
- LOUKACHINE, 38, 156, 173, 215, 216, 221, 222, 223, 232, 233, 237, 239, 242.
- LUKE, 105, 119.
- LVOV, 26, 85.
- MAC DONALD, 182.
- MAC DONELL, 65n.
- MAGALOV, 52.
- MAHOMEDOV, 14.
- MAKARIAN, 213, 215.
- MAKHARADZE, 20, 22, 23, 27, 28, 30, 76, 186, 188, 189n, 204, 208, 212, 216, 217, 218, 219, 221, 235, 236, 237, 238, 239, 242.
- MAKINTSIAN, 36, 40, 173.
- MAKLAKOV, 85.
- MALKOTCHANOV, 168, 170.
- MANGIN, 87.
- MARTEL DE, 13, 101, 102, 105, 107, 108, 109, 119.
- MARTIROS, 168.
- MATOSSIAN, 14.
- MDIVANI, 143, 144, 147, 148, 179, 203, 204, 212, 216, 217, 218, 221, 222, 225, 228, 229, 235, 236, 237, 238, 240, 242.
- MELIK-ASLANOV, 31.
- MELIKIAN Arch., 77, 79, 156.
- MELIKIAN Art., 112.
- MELIK-PARSADANOV, 29.
- MELNIKOV, 174.
- MENJINSKI, 39.
- MERKVILADZE, 29.
- MGELADZE, 226.
- MIASNIKIAN, 155, 156, 172, 173, 174, 207, 212, 214, 215, 216, 220, 221, 222, 223, 233, 234, 236.
- MIKOYAN, 50, 60, 64, 70, 76, 77, 80, 97, 101, 107, 115, 123, 222, 223.
- MILIOUKOV, 23.
- MILLERAND, 83.
- MILNE, 99.
- MINAKHORIAN, 22, 144, 146.
- MINOCHVILI, 20.
- MOLOTOV, 211.
- MONGIN, 100.
- MOUKHTAR AHMED, 178, 179.
- MRAVIAN, 78, 79, 81, 97, 160, 167, 173, 185, 197, 198, 208, 215, 216, 223, 234.
- MOURSAL PACHA, 62.
- MOUSSABEKOV, 104, 221, 232, 233.
- MOUSSAELIAN, 110, 111.
- MUSUCHEV, 132.
- NARBOUTABEKOV, 126, 167.
- NARIMANOV, 19, 53, 76, 77, 105, 115, 123, 124, 128, 153, 199, 202, 209, 213, 221, 222, 224, 225, 230, 233, 234, 236, 242.
- NAZARBEKIAN, 54, 101, 137.
- NAZARETIAN, 26, 30, 40, 208, 216.
- NAZARIANTZ, 37.
- NEROUTCHEV, 31.
- NETTEMENT, 139.
- NICOLAS N., 25.
- NITTI, 87.
- NJEDH, 168, 170, 171, 174.
- NONNANCOURT, 93.
- NOULENS, 29.
- NOURI PACHA, 62, 92, 108.
- OHANDJANIAN, 31, 81n, 111, 115, 144.
- OKOUDJAVA, 218, 228, 229, 242.
- ORAKHELACHVILI, 28, 186, 208, 214, 216, 217, 218, 221, 222, 229, 233, 239, 242.
- ORDJONIKIDZE, 22, 75, 76, 103, 107, 109, 123, 140, 144, 153, 158, 170, 171, 172, 183, 184, 186, 187, 189, 192, 199, 202, 203, 204, 208, 212, 215, 216, 217, 219, 223, 229, 230, 231, 234, 235, 236, 237, 238, 242, 246.
- ORLANDO, 87.
- OURITZKI, 39.
- OUSSOUBEKOV, 104.
- OUZOUN KHADJI, 88.
- PAPADJANOV, 21, 26, 58.
- PANKRATOV, 214.
- PAVLOVITCH, 130.
- PELE, 113, 196.
- PEREVERZEV, 26.
- PETROV, 65.
- PETROVSKI, 234.
- PILSUDSKI, 107, 117.
- PIPES, 14.
- PIROUMIAN Daniel bek, 54, 111.
- POIDEBARD, 84, 96, 101, 186.
- PRJEVALSKI, 30, 34.
- PROCHIAN, 38.
- QUELCH, 123, 124, 125, 127, 130, 135.
- RADEK, 91, 122, 124, 125, 126, 127, 240.
- RAFIBEKOV, 56.
- RAKOVSKI, 227, 240, 242.
- RAMICHVILI, Is., 20, 110.
- RAMICHVILI, Noi, 20, 48, 52, 57, 62, 142.
- RASSOUL ZADEH M.E., 19, 51, 54, 65.
- RASSOUL ZADEH M.D., 207.
- RAOUF BEY, 47, 72, 99.
- RAWLINSON, 177n.
- REED, 123, 124, 129.
- RENAUDEL, 182.
- ROMACHVILI, 204.
- ROSMER, 123, 124, 125, 127.
- ROSTOM (ZORIAN), 34, 38, 70.
- ROTSTEIN, 176.
- ROUBEN (TER-MINASSIAN), 15, 40, 157, 168.
- ROUSSANOV, 222.
- ROY, 130.
- RYKOV, 235.
- RYSKALOV, 131.
- SABACHVILI, 217, 239.
- SABIT FUAT, 92.
- SADOUL, 123.
- SADOVSKI, 42, 67.
- SAHAKIAN, 42, 213, 215.
- SAID GALIEV, 123.
- SAIT BAHAT, 92.
- SALIH Pacha, 99, 164.
- SAROUKHANIAN, 112.
- SAZONOV, 85.
- SCHEINEMANN, 112, 186.
- SCHULENBURG Von, 57.
- SFORZA, 177.

- SHORE, 30, 33.
 SKATCHKOV, 132.
 SILIKIAN, 54, 167.
 SILINE, 140.
 SKLIANSKI, 223.
 SMITH, 30.
 SOKOLNIKOV, 227.
 SOUBKHI Mustafa, 91, 148,
 162.
 SOUKHARTSEV, 53.
 SOULTANOV, 20, 56, 202.
 SOUMBATOV, 190.
 SPANDARIAN, 22.
 STALINE, 20, 36, 37, 38, 39,
 64, 66, 67, 69, 125, 148,
 149, 160, 180, 184, 186,
 187, 188, 203, 204, 208,
 212, 214, 222, 227, 228,
 229, 231, 233n, 234n, 235,
 236, 238, 239, 240, 242,
 246.
 STARK, 138.
 STASSOVA, 77, 123.
 STEEG, 99.
 STEINHARDT, 124.
 STOKES, 67, 147.
 STOPANI, 40.
 STOUROUA, 229.
 SULTAN ZADEH, 130, 155.
 SVANIDZE, 187, 207, 212, 218,
 221.
 SVERDLOV, 39.

 TALAAT PACHA, 89, 91.
 TALY IBRAHIM, 129.
 TCHERMŌEV, 194.
 TCHERNAKOV, 234.
 TCHILINGUIRIAN (DARBINIAN),
 37.
 TCHITCHERINE, 67, 69, 92, 93,
 94, 109, 115, 116, 117,
 120, 139, 141, 143, 144,
 159, 161, 162, 163, 177,
 178, 191, 193, 194, 196,
 197, 199, 225.
- TCHKHEIDZE, 20, 25, 57, 62,
 82.
 TCHKHENKELI, 26, 27, 31, 33,
 40, 47, 48, 49, 54, 56, 57,
 75, 190, 194, 205.
 TCHOUBAR, E., 216.
 TEAGUE-JONES, 71.
 TER-GABRIELIAN, 97, 140, 141,
 160, 161, 180.
 TER-GHAZARIAN, 31.
 TERIAN, 34, 36, 37, 38, 39.
 TER-MINASSIAN, voir ROUBEN.
 TER-MINASSIAN, A., 16.
 TER-SARKISSIAN, P., 16.
 TER-SIMONIAN, 111, 156, 173.
 TERTERIAN, 115, 144, 151.
 THOMPSON, 72.
 TIGRANIAN, L., 35, 168.
 TIGRANIAN, S., 74.
 TIGRANOV, 29.
 TIKHONOV, 192.
 TODRIA, 207, 217, 218.
 TOPTCHIBACHEV, 19, 52, 82,
 194.
 TOROCHILIDZE, 26.
 TOUKHATCHEVSKI, 104.
 TOUMANIAN, 170.
 TOWNSHEAD, 177n.
 TROTSKY, 36, 66, 161, 184,
 188, 235, 238.
 TSERETELLI, 20, 25, 57, 62,
 82, 205.
 TSINTSADZE, 31, 40, 189, 212,
 216, 218, 222, 228, 235.
 TSKHAKAYA, 20, 22, 23, 27,
 30, 58, 75, 76, 133, 154,
 229, 232, 233.

 VANDERWELDE, 182.
 VARANDIAN, 79.
 VEHI B PACHA, 34, 47, 48, 54,
 58.
 VELIKANOV, 171, 175.
 VENIZELOS, 164.
 VEZIROV, 19.
- VOSSOUGH-EL-DOWLEH, 122.
 VRATSIAN, 15, 144, 146, 150,
 152, 168, 169, 170.

 WARDROPE, 94.
 WEYGAND, 139.
 WILSON, 83, 98, 114, 117,
 141.
 WRANGEL, 107, 114, 125, 130,
 180.
- YAKOUBOV, 221.
 YAPON, 175.
 YOUDENITCH, 27.

 ZARAFIAN, 61, 115.
 ZARIAN, 157.
 ZAVRIEV, 29, 37, 38, 40.
 ZINOVIEV, 120, 124, 125,
 128, 130, 131, 132, 135,
 213, 214, 228.
 ZOURABIAN, A., 22.



ACHEVÉ D'IMPRIMER PAR
L'IMPRIMERIE CH. CORLET
14110 CONDÉ-SUR-NOIREAU

N° d'Imprimeur : 7423
Dépôt légal : 4^e trimestre 1981